

L'AMÉLIORATION des conditions sanitaires et sociales DE LA VIE RURALE

L'effort réalisé en Meurthe-et-Moselle

Monographie exécutée sous la direction de l'Institut Régional d'Hygiène de Nancy

THÈSE

présentée et soutenue publiquement le 12 Avril 1935

POUR OBTENIR LE GRADE DE
DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

AMIDIEU du CLOS (Raoul-Marie-Louis)

Diplômé d'Hygiène de la Faculté de Médecine de Nancy
Diplômé de Médecine coloniale de la Faculté de Médecine de Paris
né le 20 septembre 1908, à Longwy (Meurthe-et-Moselle)

Examineurs de la Thèse :	{	MM. J. PARISOT, Professeur . .	Président.
		MICHEL, Professeur. . . .	Juges.
		ROBERT, Professeur	
		MELNOTTE, Agrégé	

*Le Candidat répondra aux questions qui lui seront posées
sur les diverses parties de l'enseignement médical*

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
28, Rue de Solignac

1935

L'AMÉLIORATION des conditions sanitaires et sociales DE LA VIE RURALE L'effort réalisé en Meurthe-et-Moselle

Monographie exécutée sous la direction de l'Institut Régional d'Hygiène de Nancy

THÈSE

présentée et soutenue publiquement le 12 Avril 1935

POUR OBTENIR LE GRADE DE

DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

AMIDIEU du CLOS (Raoul-Marie-Louis)

Diplômé d'Hygiène de la Faculté de Médecine de Nancy
Diplômé de Médecine coloniale de la Faculté de Médecine de Paris
né le 20 septembre 1908, à Longwy (Meurthe-et-Moselle)

Examineurs de la Thèse :	{	MM. J. PARISOT, Professeur . .	Président.
		MICHEL, Professeur	Juges.
		ROBERT, Professeur	
		MELNOTTE, Agrégé	

*Le Candidat répondra aux questions qui lui seront posées
sur les diverses parties de l'enseignement médical*

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS

28, Rue de Solignac

1935

Université de Nancy - Faculté de Médecine

Doyen: M. L. SPILLMANN, O $\star$, I $\star$

Professeurs honoraires: MM. NICOLAS, $\star$, I $\star$; WEISS, O $\star$, I $\star$;
BOUIN, O $\star$, I $\star$; ANCEL, $\star$, I $\star$; GARNIER, $\star$, I $\star$; MACÉ, $\star$, I $\star$;
P. PARISOT, O $\star$, I $\star$; DUFOUR, $\star$, I $\star$; G. THIRY, $\star$, I $\star$.

PROFESSEURS:

Anatomie pathologique	M. L. HOCHÉ, O $\star$, I $\star$.
Clinique médicale	M. G. ETIENNE, O $\star$, I $\star$.
Clinique des maladies syphilitiques et cutanées.	M. L. SPILLMANN, O $\star$, I $\star$.
Clinique de chirurgie infantile et d'orthopédie.	M. FRÉLICH, $\star$, I $\star$.
Physiologie	M. M. LAMBERT, $\star$, I $\star$.
Clinique obstétricale et Accouchements.....	M. A. FRUHNSHOLZ, O $\star$, I $\star$.
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	M. P. JACQUES, $\star$, I $\star$.
Clinique de chirurgie urinaire	M. P. ANDRÉ, $\star$, I $\star$.
Histologie	M. R. COLLIN, $\star$, I $\star$.
Anatomie descriptive	M. M. LUCIEN, $\star$, I $\star$.
Clinique chirurgicale	M. G. MICHEL, $\star$, I $\star$.
Clinique médicale	M. L. RICHON, $\star$, I $\star$.
Chimie médicale	M. H. ROBERT, $\star$, I $\star$.
Thérapeutique	M. M. PERRIN, $\star$, I $\star$.
Hygiène et médecine préventive	M. J. PARISOT, C $\star$, I $\star$.
Clinique chirurgicale	M. HAMANT, $\star$, I $\star$.
Clinique ophtalmologique	M. P. JEANDELIZE, $\star$, I $\star$.
Hydrologie	M. SANTENOISE, $\star$, A $\star$, $\star$.
Clinique des maladies des enfants	M. L. CAUSSADE, $\star$, I $\star$.
Bactériologie	M. DE LAVERGNE, $\star$, I $\star$.
Professeurs sans chaire	M. L. JOB, $\star$, I $\star$.
	M. WATRIN, $\star$, I $\star$.

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES:

Clinique des maladies tuberculeuses	M. M. PERRIN, $\star$, I $\star$, professeur.
Pathologie générale	M. P. SIMONIN, A $\star$, agrégé.
Clinique gynécologique	M. P. SIMONIN, A $\star$, agrégé.
Pathologie externe	M. A. BINET, $\star$, I $\star$, agrégé libre.
Clinique des maladies contagieuses	M. GUILLEMIN, A $\star$, agrégé.
Propédeutique dermatologique	M. DE LAVERGNE, $\star$, I $\star$, professeur.
Médecine opératoire	M. WATRIN, $\star$, I $\star$, prof. s. chaire.
Electrothérapie et radiologie	M. M. BARTHÉLEMY, $\star$, I $\star$, ag. 1.
Accouchements (cours théorique)	M. G. LAMY, $\star$, I $\star$, ch. du c., ag. 1.
Obstétrique	M. JOB, $\star$, I $\star$, prof. sans chaire.
Clinique propédeutique médicale	M. VERMELIN, $\star$, A $\star$, agrégé.
Anatomie et Médecine légale	M. DROUET, A $\star$, agrégé.
Pathologie interne	M. MUTEL, $\star$, I $\star$, agrégé.
Clinique des maladies mentales	M. ABEL, $\star$, I $\star$, agrégé.
Education physique (1)	M. HAMEL, $\star$, docteur.
Physiologie du travail	M. L. MERKLEN, A $\star$, agrégé.
Clinique neurologique (1)	M. L. MERKLEN, A $\star$, agrégé.
Propédeutique O.-R.-L. (1)	M. MICHON, docteur.
Parasitologie	M. AUBRIOT, docteur.
	M. DOMBRAY, docteur.

AGRÉGÉS EN EXERCICE:

MM. MERKLEN, A $\star$.	MM. POURSINES.	MM. GUILLEMIN, A $\star$.
FLORENTIN.	MELNOTTE, O $\star$.	ABEL, $\star$, A $\star$.
BODART.	MUTEL, $\star$, I $\star$.	DROUET, A $\star$.
CHALNOT.	VERMELIN, $\star$, A $\star$.	SIMONIN, A $\star$.
WOLFF.		

AGRÉGÉS LIBRES:

MM. G. GROSS, $\star$, I $\star$; S. RÉMY, I $\star$; BUSQUET, I $\star$;
M. FAIRISSE, I $\star$; BINET, $\star$, I $\star$; BARTHÉLEMY, $\star$, I $\star$; LAMY, $\star$, I $\star$.

M. E. TRIBOLET, I $\star$, Secrétaire

(1) Fondation de l'Université.

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les imputer.



A MES PARENTS

AUX MIENS

ET A TOUS MES AMIS

A mon Maître et Président de Thèse

M. LE PROFESSEUR JACQUES PARISOT

Professeur d'Hygiène et de Médecine sociale
Membre du Comité d'Hygiène de la Société des Nations
Président de l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle
Commandeur de la Légion d'honneur

A mes Juges:

M. LE PROFESSEUR GASTON MICHEL

Professeur de Clinique chirurgicale
Chevalier de la Légion d'honneur

M. LE PROFESSEUR H. ROBERT

Professeur de Chimie médicale et Toxicologie
Directeur du Bureau d'Hygiène de Lunéville
Chevalier de la Légion d'honneur

M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ MELNOTTE

Agrégé d'Hygiène
Médecin des Hôpitaux militaires
Officier de la Légion d'honneur

AVANT-PROPOS

C'est avec une très modeste connaissance de la Médecine Sociale que nous avons demandé à M. le professeur Jacques PARISOT, la désignation d'un sujet de thèse, et nous avons été quelque peu embarrassés devant le travail qu'il nous a fixé.

Il fallait nous former au « sens social » qui nous avait attiré pendant nos études du diplôme d'hygiène. Cette éducation fut puisée toute entière dans les publications de ce Maître éminent, qui malgré ses occupations internationales à Genève ou à Paris, ne cesse de suivre de très près les organisations magnifiques qu'il a inspirées, créées et fait fonctionner dans notre département et dont la perfection nous a dicté aussitôt la forme à donner à notre enquête.

Nous admirons l'œuvre qu'il a réalisée et lui adressons toute notre reconnaissance, d'avoir voulu nous y faire participer, autant que des conseils qu'il nous a sans cesse prodigués.

Un maître nous a témoigné pendant toutes nos études médicales une bienveillance des plus attentive. Nous avons trouvé près de lui, à côté d'un enseignement remarquable, de paternels avis, et c'est attiré à lui par des sentiments affectueux que nous avons prié M. le professeur MICHEL de juger notre travail.

M. le professeur ROBERT, directeur du Bureau d'Hygiène de Lunéville, était particulièrement désigné pour argumenter un ouvrage comme celui que nous présentons. Nous lui savons gré d'avoir bien voulu accepter cette tâche, nous continuant ainsi la sollicitude qu'il nous a manifestée comme professeur de Chimie en seconde année et au Diplôme d'hygiène.

M. le professeur MELNOTTE, avant comme après son agrégation, a été pour nous celui que nous importunions de nos demandes répétées de documents. Ce travail est un modeste hommage à sa science médicale et à son talent social, qu'il met avec tant de dévouement à côté de l'activité du professeur PARISOT, dans la lutte qu'ils mènent en étroite collaboration.

Avec eux, M. GARÇOT, Mademoiselle DE BOURGUES, les docteurs FERNIER et ZUBER, travaillent à la santé de notre population lorraine. Ils ont une grosse part à la documentation de notre ouvrage, pour lequel aussi, le docteur LÉVY, a si amicalement offert les ressources de ses nouvelles fonctions d'inspecteur départemental d'hygiène, après celles de son enseignement à l'Institut.

A nos juges et à tous les autres maîtres qui nous ont généreusement instruits, nous adressons respectueusement notre reconnaissance. A tous nos amis, comme à tous les collaborateurs de l'Office d'hygiène qui ont été les nôtres, sûrs, désintéressés, bien sincèrement merci, en particulier à mon ami Maurice CHAVAROT, compagnon fidèle de nos enquêtes à travers la région, qui a mis à notre disposition son esprit d'observation et sa fine connaissance du pays et de ses habitants.

Nous avons fait un large appel, pour l'obtention de notre documentation générale aux différentes administrations et services techniques du département.

Commençons par remercier M. le Préfet ROBLOT, qui nous a ouvert toutes grandes les portes de ses services et nous a permis d'obtenir de ses chefs de divisions, des éléments de statistiques qu'ils ont fourni avec amabilité et empressement, malgré la demande de recherches spéciales.

M. BRUNOTTE, ingénieur en chef du génie rural, a été des chefs de service du département celui auquel nous avons eu recours le plus fréquemment. Nous avons obtenu de lui la communication de plans et de dessins: villages et maisons; ce que nous disons de l'électrification est le résumé des données qu'ils nous a fournies et nos dessins ont été exécutés ou reproduits par l'excellent dessinateur qu'il a obligeamment mis a notre service. L'ingénieur électricien, M. BOURDIER, a documenté et corrigé la partie électrification.

Les renseignements donnés sur les communications par M. CANEL, ingénieur des Ponts et Chaussées, ont été tellement précis et adaptés au cadre rural, que nous ne pouvons mieux le remercier qu'en les publiant in extenso.

Le chapitre des transports doit sa documentation à M. le Directeur régional des P. T. T., à la direction des Rapides de Lorraine, qui nous ont répondu avec célérité et précision, et au Directeur des Services régionaux des Autobus Départementaux.

Nous remercions aussi M. le Directeur de l'Office régional d'Enseignement cinématographique qui, par son aimable lettre du 8 février, nous donne tout ce que nous reproduisons sur la diffusion récréative et instructive du cinquième art.

Notre reconnaissance s'adresse aussi à tous ceux qui ont bien voulu nous faire profiter de leur savoir sur l'agriculture, la géographie et l'éthnologie du département, M. GRUET, MM. les chanoines MONCELLE et FIEL, sur le fonctionnement des centres de Santé, médecins et infirmières des dispensaires ou des différents organismes de Prévention ou d'hospitalisation.

Enfin, rendons hommage à notre éditeur, dont la compréhension et l'habileté ont facilité la présentation d'un ouvrage chargé de hors-textes nombreux.

INTRODUCTION

Qu'il n'y ait jamais une question sociale qui se pose sans qu'elle soit suivie avec intérêt; on peut critiquer autant qu'on le veut, on peut être défiant, imaginatif, mais non indifférent. Ceci est un principe d'autant plus fort et puissant lorsqu'il s'agit d'Hygiène sociale. Ce problème touche non seulement à la vie sociale, c'est-à-dire aux rapports des hommes les uns avec les autres, mais encore à l'essence même de l'être, ou tout au moins à l'instrument, le corps. C'est, en effet, par ce corps que l'individu prend contact avec toutes les forces de l'ambiance; il lui sert à exécuter tous les actes ayant de jour en jour une répercussion plus marquée et plus étendue sur ses contemporains à mesure de la plus grande importance que prend le point de vue social de la vie. Il est nécessaire et urgent comme jamais à notre époque, de tenir compte de l'influence bien connue de l'état général du corps, bien être ou non, sur l'esprit; cette question, pensons nous, a autant d'importance en médecine sociale, qu'en clinique ce que l'on appelle le moral du malade, les deux formant d'ailleurs une sorte de cercle vicieux.

Selon René SAND, la médecine sociale est l'art de prévenir et de guérir, considéré dans ses bases scien-

tifiques, comme dans ses applications individuelles et collectives, du point de vue des rapports réciproques qui lient la santé des hommes à leur condition.

L'organisation de la protection sanitaire doit être envisagée et pratiquée pour donner satisfaction à ses buts qui sont :

- 1° Prévenir, dépister et combattre la maladie;
- 2° Eduquer la population du point de vue hygiénique;
- 3° Contrôler l'application des mesures.

Pour être efficace, cette organisation doit coordonner les efforts de tous vers le but à atteindre, suivant un plan nécessairement adaptable tout particulièrement aux conditions locales et aux besoins des populations qu'elle a mission de protéger.

Il est donc d'un intérêt primordial de mettre au point de temps en temps l'ensemble des résultats acquis, afin de pouvoir se diriger dans cette immense entreprise vers le mieux être, qui embrasse tant de questions techniques et s'applique à tant d'intéressés différents et vivant dans des conditions si diverses dans l'espace et dans le temps.

C'est pourquoi l'Office d'Hygiène social de Meurthe-et-Moselle et l'Institut Régional d'Hygiène de Nancy, sous la direction de M. le Professeur Jacques PARISOT, orientent une partie de leur activité vers la constitution d'une documentation aussi complète que possible concernant ses différentes branches : assainissement, épidémiologie, médecine préventive, Hygiène rurale, ceci en tenant compte de l'intervention des conditions économiques et sociales.

Tous les travaux ou monographies ainsi suscitées forment une collection étendue en surface et en documentation et riche en renseignements permettant de constater les progrès réalisés, les erreurs possibles, ainsi que les répercussions que peuvent avoir sur l'hygiène et la santé publique les divers éléments importants transformant plus ou moins violemment et totalement les conditions de la vie courante, notamment à notre époque de transition et de changements rapides. De ces regards jetés en arrière et autour de nous avec suffisamment d'impartialité et de recul, découlent des directives pour les réalisations à venir.

A l'heure où les questions d'Hygiène sociale sont tout à fait à l'ordre du jour, et où, depuis le gouvernement jusqu'aux simples particuliers, tout le monde s'occupe de l'amélioration de la santé publique, où chaque administration, chaque budget se charge d'augmenter les garanties de sécurité et la surveillance de la race, il nous a paru intéressant d'étudier les résultats obtenus, dans un département où, sous la conduite éclairée et scientifiquement documentée d'un Institut Régional d'Hygiène, et grâce à l'action coordonnée, et sans cesse développée de l'Office Départemental d'Hygiène Sociale, tous les moyens ont été mis en œuvre pour améliorer les conditions sanitaires de vie sociale. Le besoin s'en faisait sentir d'autant plus que la région venait d'être bouleversée par l'invasion, puis la bataille, et qu'à la place des ruines devaient renaître des villages qu'il était permis d'espérer modèles,

Selon les directives données par nos maîtres, nous nous attacherons spécialement aux régions agricoles, à l'habitation rurale et à l'hygiène du paysan.

Nous examinerons rapidement ce qu'il en était avant guerre et nous noterons toutes les améliorations obtenues avec leurs causes obligatoires d'initiative administrative ou privée et les modifications naturellement amenées par le *modus vivendi* d'après guerre.

Les résultats seront donnés en chiffres, chaque fois qu'il sera possible d'utiliser la statistique. Dans tous les cas, nous joindrons aux documents administratifs ou techniques, nos impressions personnelles, fruits de visites et d'investigations à travers le pays.

Les conclusions porteront sur les efforts faits par chaque catégorie d'individus pour obtenir ces résultats et sur les vœux des initiatives à prendre pour en obtenir de plus probants encore, ainsi que sur les erreurs qui nous auront paru se glisser dans cette guerre contre la maladie, où, comme dans l'autre guerre, les bonnes volontés sont beaucoup, mais la main qui les dirige est plus encore.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

ETUDE SOMMAIRE DU DEPARTEMENT

Un exposé succinct de la constitution géologique, de l'aspect physique et économique du département de Meurthe-et-Moselle, nous paraît indispensable pour bien marquer les limites du cadre dans lequel nous aurons à évoluer, comme pour nous rapprocher de l'habitant avec lequel nous allons tenter de nous mettre en rapports étroits.

« Les rapports entre le sol et l'homme sont empreints en France d'un caractère original d'ancienneté, de continuité. Une adaptation s'est opérée, grâce à des habitudes transmises et entretenues sur les lieux où elles avaient pris naissance. L'homme a été chez nous le disciple longtemps fidèle du sol. L'étude de ce sol contribuera donc à nous éclairer sur le caractère, les mœurs et les tendances des habitants. » (VIDAL DE LA BLACHE.)

§ 1. — LE PAYS

Un mot d'abord sur la configuration spéciale que présente le département de Meurthe-et-Moselle, par suite de sa formation imprévue que nous allons envisager dans un court historique de sa constitution.

Une superficie de 5.232 km² le classe parmi les petits départements français. Sa forme est paradoxale, puisqu'il développe comme longueur maxima 129 km. du nord au sud, comme largeur maxima 85 km. en bas et seulement 15 à 35 km. dans le pays haut, partie nord du département, avec un étranglement de 8 km. à hauteur de Mars-la-Tour.

Ces anomalies s'expliquent par sa constitution administrative réalisée après la guerre de 1870. Il fut, en effet, formé des débris des départements de la Meurthe et de la Moselle. Les arrondissements de Nancy, Toul et Lunéville, provenant du département de la Meurthe après cession à l'Allemagne des arrondissements de Château-Salins et Sarrebourg : l'arrondissement de Briey qui nous demeurerait seul du département de la Moselle fut réuni à ces trois arrondissements.

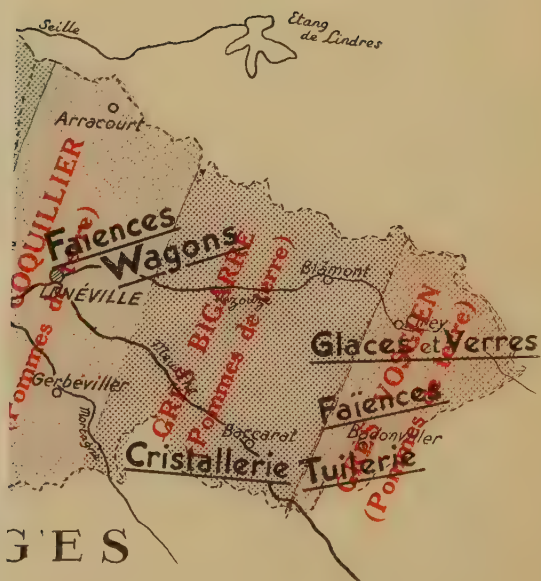
Tout ceci explique la variété des aspects physiques, géologiques et ethnographiques du département. M. l'Abbé MONCELLE, Professeur à l'Ecole libre Saint-Sigisbert, a bien voulu nous faire rapidement avec son érudition bien connue, et nous l'en remercions vivement, un croquis donnant une vue d'ensemble frappante sur la région qui nous occupe.

Au début d'un rapide aperçu géographique, nous pouvons signaler (contribuant à accentuer les différences notées plus haut) des écarts d'altitude relativement considérables, variant entre 900 et 170 mètres, produisant des variations de climat très appréciables entraînant des différences de végétation et de cultu-



SEILLE

'le



GES

res, ainsi que des mœurs différentes, notamment entre les Vosges au sud et le Pays Haut du Nord.

La division peut schématiser 6 régions principales :

I. *Région des Vosges*. — Géologiquement, c'est le grès bigarré et le grès vosgien ; région située au Sud-Est et à l'Est de Lunéville. L'altitude varie entre 300 et 900 mètres. (Canton de Cirey) : Région très boisée, un peu de feuillus, surtout des sapins.

La principale culture est la pomme de terre. Comme industries, nous trouvons des scieries, qui débitent inlassablement les fûts de sapins et de hêtre, des faïenceries, des tuileries ; enfin et surtout la cristallerie de Baccarat, ainsi que des fabriques de glaces et de verres, à Cirey, qui trouvent dans le sable des Vosges septentrionales, une matière première abondante.

II. *Région du calcaire coquiller*. — Située au nord et nord-ouest de la région des Vosges. Elle comprend une partie de l'arrondissement de Lunéville, quelques communes de l'arrondissement de Nancy et prend l'aspect de larges vallées profondes, fertiles et riches en prairies. La pomme de terre est toujours la principale culture. Lunéville est très industriel.

III. *Région des Marnes irisées*. — Cette formation appartient au trias. Elle groupe une bonne partie de l'arrondissement de Nancy, plus le nord et le nord-ouest de l'arrondissement de Lunéville. C'est un pays boisé, au sol fertile, creusé par les deux vallées de la Meurthe et de la Moselle. L'altitude se maintient au-dessous de 200 m. La culture du blé et l'élevage sont

les grandes ressources des agriculteurs. C'est là aussi que nous trouvons les énormes masses de sel gemme exploitées à Saint-Nicolas-du-Port, Dombasle et Varangéville, ainsi que des exploitations de chaux.

IV. *Région du Lias*: qui couvre les deux tiers de l'arrondissement de Nancy. Elle est formée des mêmes grandes vallées fertiles que la précédente (avec quelques côteaux de roche oolithique, tels que la côte de Vaudémont (500 m.) et la côte d'Amance. Nous commençons alors à trouver quelques affleurements de minerai de fer à la limite du lias et de l'oolithique lorrain.

V. — *Région de l'Oolithique lorrain*. — C'est un plateau de roche dure qui parcourt le département du nord au sud dans sa plus grande partie, intéressant au nord et au nord-ouest du département l'arrondissement de Briey presque en entier, et formant entre la Meurthe et la Moselle un plateau occupé par la forêt de Haye. La falaise oolithique est coupée de vallées profondes, les Fonds de Toul; le vallon de Champigneulle, et plus au nord, les vallées du Rupt de Mad, de l'Orne, de la Crusne et de la Chiers.

Au nord de cette région gît l'énorme masse de minerai de fer des Bassins de Briey, avec ses puits d'extraction disséminés dans la forêt, où la culture tient une place secondaire, l'industrie métallurgique ayant envahi le pays depuis cinquante ans.

Au sud au contraire, nous avons la partie du Toullois, consacrée en grande partie à la culture de la vigne, notamment sur les côteaux entourant la ville, et

en frontière de la Meuse, de la limite des Vosges, vers Barisey au sud, jusqu'à la Woëvre.

VI. *Enfin, au nord-ouest, le nord de l'arrondissement de Toul forme une partie de la Woëvre* qui contraste avec les réseaux forestiers qui l'enserrent, car elle ne connaît plus la parure des arbres qui l'ornaient autrefois, et dont il ne reste que quelques bois pour rompre la monotonie du paysage sans ondulations. Cette grande plaine, qui prend tout son épanouissement dans le département de la Meuse, couvre encore en Meurthe-et-Moselle 50.000 hectares. Elle s'élargit à une vingtaine de kilomètres, au niveau de Jarny et descend occuper l'espace compris entre le plateau de Haye à l'est et les côtes de Meuse à l'ouest. Géologiquement formée par les étages du callovien et de l'oxfordien, elle présente quelques bandes de l'un, vers vers l'est, et repose sur les marnes de l'autre.

Son argile blanc grisâtre, contraste étrangement avec les terres rouges de la Haye. Terre de labour, grasse, forte, noyée de *gouttis*, de *noues*, de *crachottes*, pendant la saison pluvieuse, elle se ride et se fendille sous la chaleur. Le travail y est dur, et plusieurs cantons sont affligés du sobriquet de *mal peine*.

Reste un mot à dire des côtes de Meuse, simple avancée de l'ancien soulèvement corallien qui forme les côtes de Blénod, de Charmes vers les forêts desquelles monte la vigne qui se termine trop souvent en friches pierreuses à mi-pente.

En bref, le département partage ainsi ses régions naturelles :

La Montagne	35.600 hectares, soit	7	%
La Plaine	244.057	—	— 46,5 %
Les Plateaux	177.000	—	— 34 %
La Woivre	49.600	—	— 9,5 %
Les Côtes de Meuse....	17.100	—	— 3 %

(D'après M. Armand GAY.)

§ 2. — LE CLIMAT

Le climat est continental, les transitions sont insignifiantes; il n'y a vraiment que deux saisons, avec des variations brusques de température.

Les hivers sont généralement longs et pluvieux, notamment dans les Vosges et sur les plateaux.

Le printemps, bref et tardif, a des matinées glacées.

Les étés, très chauds, sont parfois pluvieux.

Le régime des pluies est moyen: 800 mm. également répartis.

Les vents contribuent à la rudesse du climat. Ceux qui dominent sont ceux du secteur ouest-sud-ouest, chargés de pluie et ceux du nord-nord-est. Le vent d'Ardenne est le plus glacial de l'hiver.

§ 3. — L'AGRICULTURE EN MEURTHE-ET-MOSELLE

Pour la culture, bien que nous trouvions partout de petits villages, il est évident que le sud, et notamment le sud-ouest du département, sont essentiellement agricoles, à l'encontre du nord où l'industrie a

marqué son empreinte très forte, tant sur le pays que sur les habitants.

Les forêts, par ailleurs, se retrouvent partout, et on pourra voir leur importance parmi les documents détaillés que nous publions.

Ces renseignements sont, pour beaucoup, extraits d'une publication : *L'Agriculture dans le département de Meurthe-et-Moselle* (1927) et nous les avons complétés par les documents que nous a confiés la direction de l'agriculture.

Comment sont habités et cultivés les 523.357 hectares que groupent les 600 communes du département ?

I° APERÇU D'HISTOIRE DE LA TERRE LORRAINE ET DE SES EXPLOITANTS

Pour bien comprendre ce qu'est la population rurale de notre pays, pour bien réaliser comment s'est formée cette race dure, méfiante, attachée à ses convictions et d'une obstination que l'on peut qualifier de légendaire, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'histoire de la communauté rurale lorraine et de rappeler les influences diverses ayant pu agir sur la formation du caractère du paysan de ces régions. A l'origine et pendant des siècles, les Celtes (descendant des pasteurs des hauts plateaux de l'Asie) qui peuplent ce qui sera plus tard la Lorraine, vivaient dans la forêts, surtout le long des cours d'eau à peu près uniquement d'élevage de porcs, puis, un peu plus tard, de bêtes à cornes. A ce moment, la culture n'est qu'accessoire et tout dans le clan est collectif : le pa-

cage, les bois, les déplacements, etc... Jusqu'alors les habitants n'ont que peu d'intérêt à se fixer quelque part, n'y ayant pas entrepris d'œuvre durable et n'ayant rien de plus à attendre d'un sol plutôt que d'un autre.

Peu à peu, le défrichement de la forêt tend vers un développement de la culture et les bêtes à cornes amènent le pacage familial. C'est de ce moment que part l'importance du fumier qui, semble-t-il, n'a fait qu'augmenter jusqu'à nos jours dans nos campagnes.

A mesure que la culture gagne sur l'élevage, les éléments tendent à se fixer à des endroits choisis ou imposés.

Le métayage provoque une prédominance de la culture sur l'élevage.

Au ^{xvii}^e siècle, les deux exploitations sont à peu près à égalité; la propriété est pour la plus grande partie collective; les habitants s'en voyant attribuer telle ou telle partie suffisante pour leur procurer du travail et nécessaire à les faire vivre et payer les diverses redevances.

Au ^{xviii}^e siècle, la forêt est interdite au pâturage et les prés enclos non communs se multiplient. A la fin du siècle, la répartition entre les habitants d'une partie des biens communaux encourage la culture et marque un nouveau recul de la propriété collective.

A cette époque, la population du village lorrain est composée de trois classes:

En premier lieu, les cultivateurs qui sont un peu les seigneurs, les gens importants du village. Relativement riches et un peu instruits, ils forment l'arma-

ture du pays, leur autorité incontestée découle de leur importance même. Ensuite viennent ce que l'on appelait les gens de métier : spécialistes, commerçants, fonctionnaires ; ce sont des privilégiés. Leur rôle et leur pouvoir de favoriser les uns ou les autres, leur procurent l'aide plus ou moins désintéressée des habitants ainsi qu'une certaine considération.

En troisième lieu, nous trouvons les manœuvres. C'est le tiers-état de l'agglomération. Ce sont les plus nombreux, ils forment les $\frac{2}{3}$ ou les $\frac{3}{4}$ de la population. Ces gens sont plus ou moins bien traités et peu payés. Certains étant parvenus à posséder un peu de terre se réunissaient pour former ce que l'on nomme « une charrue », c'est-à-dire pour acquérir le matériel nécessaire à l'exploitation de terres suffisamment étendues. C'est le début des exploitations agricoles à plusieurs. C'est aussi pour certains, grâce à un travail forcené et à une économie sordide, la possibilité de passer au rang de propriétaire.

Il est un grand facteur de la formation du caractère lorrain, c'est le fait que, pendant toute l'histoire de France, notre région a supporté les violents contre-coups de toutes les guerres avec nos voisins de l'Est ou autres, se heurtant à cette frontière, qui fut toujours un lieu de bataille depuis les barbares jusqu'à nos jours. C'est ainsi que (pour ne donner qu'un exemple entre bien d'autres), après la guerre de Trente Ans, qui avait amené la famine et des épidémies de peste, les $\frac{4}{5}$ de la population des Marches lorraines avaient disparu.

Au XIX^e siècle, nous assistons à ce que HOTTENGER appelle la *crise de la communauté rurale*.

Vers 1850, en effet, le chemin de fer rapproche les pays et les met en concurrence plus directe, la richesse restant à ceux qui produisent aux meilleures conditions et sont les mieux placés au point de vue transport.

C'est ainsi que, pour la Lorraine, la concurrence de l'Ile-de-France et des plaines du Nord éprouva grandement la culture des céréales.

Les communications rapides atteignent la vieille communauté rurale dans son essence même, dans sa raison vitale.

Elles atténuent et tendent à supprimer la nécessité dans laquelle se trouvaient les familles d'un même village et d'une même région, de prendre les mêmes méthodes de travail et de se rendre des services réciproques, afin d'assurer l'exploitation du territoire.

La conséquence nécessaire du développement et de la rapidité des transports semble être la spécialisation d'après les meilleures conditions naturelles et économiques de production. Pour transformer en culture techniquement spécialisée et intensive, la culture du domaine intégral, il faut au cultivateur un certain détachement de la routine ancestrale, une compréhension plus étendue des conditions d'ordre général, des qualités d'intelligence, d'initiative et de prévoyance, qui sont en général le fait d'une élite.

Il est aisé de penser que les habitants de l'agglomération rurale étaient peu préparés à s'adapter à ces conditions. Un solide bon sens et la souplesse d'esprit sont des qualités dont l'association est peu fréquente. Non seulement la force de la tradition pèse

sur leur mentalité, mais encore la crainte de ne pas faire comme tout le monde, étouffe souvent une initiative dont nous avons eu maintes preuves qu'ils ne manquaient point, sortis de leur milieu et dans des circonstances exceptionnelles.

« Tout organisme impuissant à s'adapter à des conditions nouvelles est condamné à disparaître. C'est une loi à laquelle tout obéit dans la nature et les groupements sociaux n'y échappent pas. Encore quelques générations et presque partout la communauté rurale aura vécu.

Le village sera ce que nous le voyons déjà en maints endroits : la juxtaposition et non la réunion de trois ou quatre grosses exploitations agricoles entourées d'une faible population accessoire d'ouvriers agricoles ou « quelques retraités ou très petits rentiers » (HOTTENGER : « Le pays de Briey »).

Le mode de groupement actuel correspond à la manière dont le sol est réparti entre les différents exploitants, c'est-à-dire :

2° LA DIVISION DE LA CULTURE

« Il importe de définir ce que comportent les termes de grande, moyenne, petite culture, pour notre département de Meurthe-et-Moselle. En tenant compte des divers éléments économiques et sociaux, on appelle ici *petite culture*, celle qui varie de 3 à 10 hectares, et *grande culture*, celle qui dépasse 50 hectares. Il existe en outre une catégorie spéciale au pays, celle de la *très petite culture*, exploitée par les manœuvres de nos campagnes et dont l'étendue varie de 0 à 3 hectares. »

Voilà la discrimination de M. COURNAULT, de la Société centrale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle. En 1927, il précisait :

	0 à 1 ha.	1 à 10 ha.	10 à 40 ha.	Plus de 40 ha.
Au point de vue du nombre....	49 %	41 %	7,5 %	2,5 %
	En ha.	En ha.	En ha.	En ha.
Au point de vue surface exploitée.	18.700	97.200	101.000	250.000

En 1934, les chiffres de répartition que nous donne la direction des Services d'Agriculture indiquent une diminution de la surface cultivée pour chaque catégorie, sauf pour la moyenne culture.

Très petite culture : 10.167 exploitations d'une superficie totale de 26.800 hectares ;

Petite culture : 6.364 exploitations d'une superficie totale de 81.300 hectares ;

Moyenne culture : 3.119 exploitations d'une superficie totale de 117.900 hectares ;

Grande culture : 1.413 exploitations d'une superficie totale de 131.400 hectares.

Ces chiffres comprennent environ 450 fermes isolées ou situées dans des écarts.

Actuellement, il semble que la très petite culture disparaisse au profit de la moyenne culture.

Les fermes importantes, isolées, prédominent dans la vallée de la Meurthe. La petite culture est la règle au pied des Vosges et dans le Toulinois. Le métayage n'existe pas, ou à peu près. Le fermage est en régression ; il gère environ le 1/3 des terres cultivées, le reste est exploité directement par le propriétaire.

3° RÉPARTITION DES PRODUCTIONS

Voici ce que nous possédons au sujet de la répartition des différentes cultures :

Catégories	1882 (en ha.)	1892 (en ha.)	1902 (en ha.)	1912 (en ha.)	1919 (en ha.)	1926 (en ha.)
Terres labourables (1)	283.000	278.000	266.000	261.000	143.000	210.000
Prairies naturelles (2)	54.000	55.500	66.500	74.000	75.000	110.000
Vignes	16.100	16.700	13.000	7.050	3.575	2.300
Cultures diverses (3)	9.100	9.800	9.600	9.300	6.200	9.550
Bois et forêts	132.750	133.600	137.200	137.200	137.200	141.100
Terres incultes	8.000	9.200	10.500	12.400	135.700	27.500
Non compris ci-dessus (4)...	19.407	20.557	20.557	22.407	22.682	22.907

Superficie totale du département : 523.357 hectares

(1) En culture, en jachère, en prairies artificielles ou temporaires.

(2) Prés de fauche, herbages et pâturages.

(3) Houblonnières, oseraies, cultures maraîchères, arbustives, etc...

(4) Routes et chemins, rivières et canaux, sol des propriétés arbustives, etc...

Calculés proportionnellement à la surface du département, les chiffres ci-dessus deviennent :

	1882 (%)	1892 (%)	1902 (%)	1912 (%)	1919 (%)	1926 (%)
Terres labourables par rapport à la superficie totale du département	55	54	51	49	27	40
Terres incultes par rapport à la superficie totale du département	1,5	1,7	2,0	2,3	25,8	5,3
Terres incultes par rapport à la superficie totale des terres labourables, y compris les friches	2,7	3,1	3,8	4,3	48,8	11,6

Années	BLÉ		SEIGLE	AVOINE	ORGE	POMME DE TERRE	
	Surface (en ha.)	Production (en qx)	Surface (en ha.)	Surface (en ha.)	Surface (en ha.)	Surface (en ha.)	Producti (en qx)
1882	87.500	1.145.800	5.600	75.500	5.700		
1892	82.000	1.161.470	5.300	76.500	4.500		
1912	70.500	953.500	6.200	71.000	3.100		
1913	69.775	698.500	5.900	71.034	3.365	19.000	1.710.0
1919	18.680	246.590	3.165	29.031	3.350		
1920	35.685	419.650	4.475	48.490	3.400	12.000	1.450.0
1921	45.600	800.280	5.350	49.100	3.200	13.000	910.0
1922	44.600	322.010	5.600	50.900	4.900	11.200	1.400.0
1923	46.750	629.720	6.350	51.350	3.600	11.750	990.0
1924	44.150	416.930	5.350	52.350	4.300	11.600	1.750.0
1925	46.500	812.820	5.600	49.950	3.450	11.100	1.400.0
1926	42.100	559.930	4.850	48.000	3.650	10.750	925.0
1927	42.850	580.570	4.700	47.150	3.320	10.350	1.300.0
1928	44.075	746.720	4.890	46.870	3.440	10.350	930.0
1929	37.900	390.700	4.600	51.780	6.490	10.085	1.473.0
1930	44.010	610.000	4.550	46.850	3.260	9.750	780.0
1931	38.440	538.170	3.792	50.196	4.225	9.600	1.152.0
1932	43.290	714.300	3.743	46.429	2.961	9.850	1.377.0
1933	44.180	756.750	3.586	46.053	2.838	9.600	1.056.0

HOUBLON		VIGNE		PRAIRIES NATURELLES			PRAIRIES	PRAIRIES
Surface (en ha.)	Product. (en qx)	Surface (en ha.)	Prod. vin (en hl.)	De fauche (en ha.)	Herbages (en ha.)	Pâturages (en ha.)	Tempor ^{es} (en ha.)	Artifici ^{elles} (en ha.)
				49.500	1.200	3.300	1.200	24.773
				50.000	1.300	4.200	899	26.064
				56.000	9.500	8.500	1.600	31.400
20	1.400	5.800	87.000	57.179	9.550	8.400	2.130	25.861
				54.090	8.922	12.052	1.465	8.736
30	2.750	3.900	152.000	58.711	9.781	13.430	1.520	12.540
90	2.150	3.800	62.000	58.700	11.300	15.500	1.560	10.600
75	3.000	3.700	185.000	60.500	13.200	16.500	1.850	8.635
60	850	3.100	40.000	59.450	19.350	16.450	1.734	14.600
30	3.700	2.750	160.000	60.600	21.000	22.400	1.800	14.275
60	3.250	2.200	54.000	60.726	25.900	22.600	1.800	16.100
75	2.500	2.100	15.000	61.750	31.150	22.500	1.850	14.850
00	3.000	1.950	72.000	62.500	32.475	24.230	2.100	16.030
20	2.850	1.875	74.500	62.800	32.675	24.250	1.585	17.000
20	4.480	1.800	108.000	63.604	26.480	24.986	4.380	14.580
00	1.600	1.800	53.000	63.892	34.061	18.997	2.390	19.316
24	1.116	1.700	54.000	63.862	34.893	19.622	3.505	18.960
80	600	1.800	88.000	63.406	36.201	19.643	2.297	17.897
90	540	1.626	32.520	63.733	37.945	18.624	2.569	17.770

Si l'on détaille la répartition des forêts, on trouve en 1934 :

Sur 147.492 ha. : 98.000 ha. de taillis ; 42.380 ha. de futaies ; 6.312 ha. de terrains récemment boisés et divers.

Pour les cultures principales, nous sommes en mesure de donner les chiffres suivants : (pages 20 et 21.)

Le bouleversement du sol et son pilonnage de 1914 à 1918 sur une large zone, apparaît dans l'augmentation considérable des terres incultes en 1919. Malgré les efforts soutenus faits en vue de débayer le chaos, remblayer les trous d'obus, et ameubler le mélange de sol et de sous-sol laissés par l'artillerie, la productivité du terrain bouleversé reste très atténuée. Si les dommages ne sont plus guère visibles, ils n'en persistent pas moins. Une certaine surface a pu, après plantation, préparer des forêts, mais bien des champs ne peuvent servir que de parcs, d'où l'augmentation qui persiste encore, des terres de pâturages.

Le problème de la reconstruction des maisons était plus facile à résoudre que la remise en état de grands espaces chaotiques et la régénération de forêts hachées, couvrant ensemble 336.000 hectares sur les 525.000 de notre seul département. La superficie appartenant à la « zone rouge », considérée par l'Etat comme impossible à utiliser, entre dans les chiffres que nous publions.

La part qui lui a été définitivement attribuée, est bien inférieure à celle fixée en 1919, parce que les habitants ont voulu reprendre leurs terres, coûte que coûte.

En Meurthe-et-Moselle, elle reste de: 1.286 hectares, soit 0,38 % de la surface saccagée par les fouilles et les obus.

4° LE BÉTAIL

Est ainsi réparti:

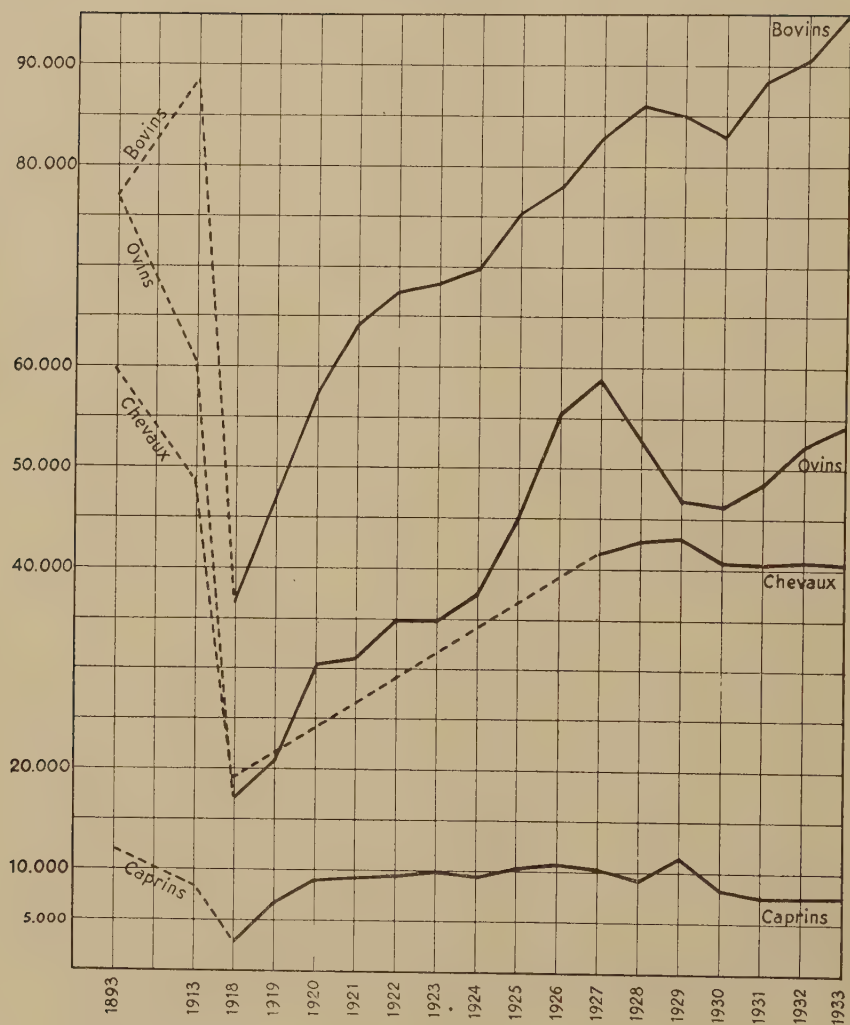
	Chevaux	Bovins	Ovins	Caprins
1913	49.329	88.557	60.235	8.613
1918	19.265	36.603	17.643	2.827
1927	41.372	83.362	58.870	10.103
1928	41.447	86.185	53.497	9.379
1929	42.882	85.093	47.021	11.271
1930	40.944	83.831	46.442	8.229
1931	40.373	88.303	48.280	7.964
1932	40.674	90.574	52.140	7.517
1933	40.382	94.420	52.935	7.520

ANIMAUX DE BASSE-COUR

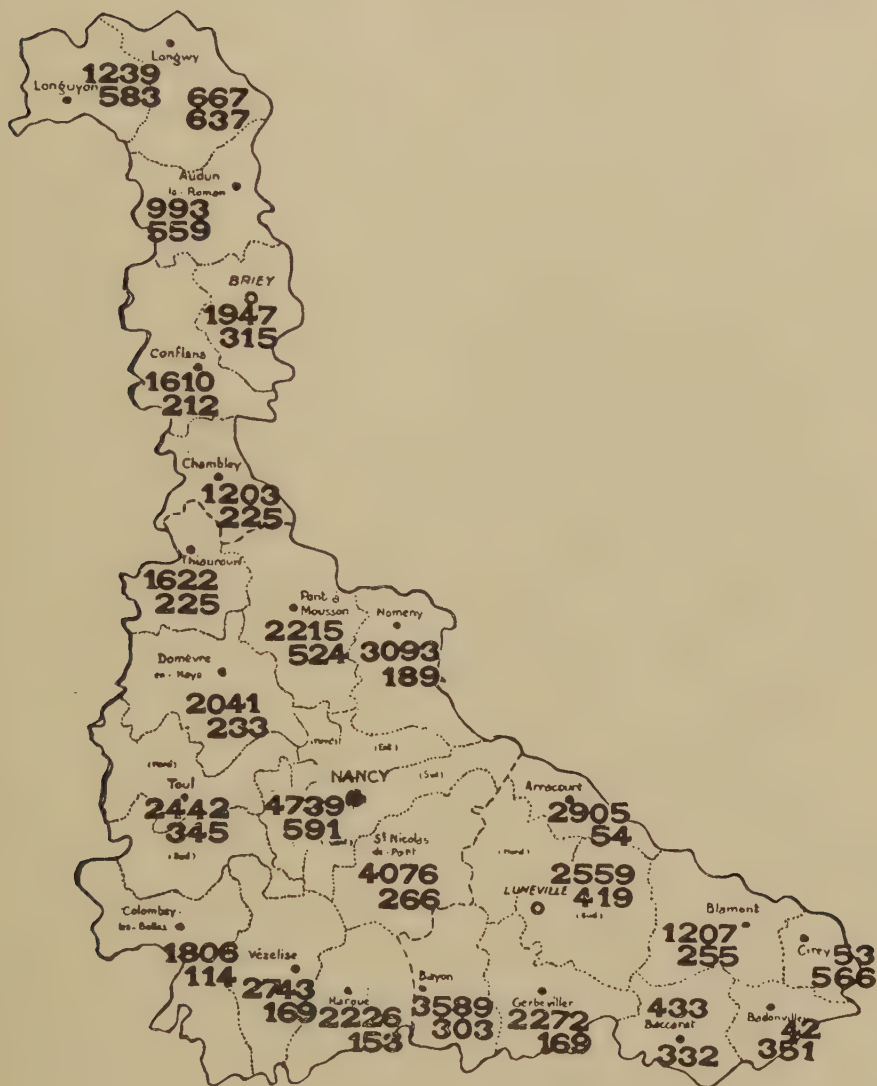
(Statistique de 1929)

	Nombre de têtes
Poules	518.880
Oies	29.427
Canards	43.212
Dindes	4.184
Pintades	1.132
Pigeons	59.450
Lapins	509.700

Le Cheptel en Meurthe-et-Moselle 1893-1933



Répartition des ovins et caprins



Nous avons appris que le département possède environ 1 cheval pour 11 hectares et 2 bovins seulement pour 1 cheval, alors que le reste de la France possède seulement 1 cheval pour 20 hectares et 5 bovins.

A part les prairies des vallées, le département n'est pas une région d'élevage, ni de culture laitière, et M. GAY donne les raisons suivantes à la prédominance de l'espèce chevaline: « La disposition des anciens bâtiments de ferme où le logement des animaux est sacrifié à celui des récoltes, la faible importance relative des prés de fauche, la ténacité du sol qui exige l'emploi de vigoureux attelages, le système de culture enfin, qui comporte l'ensemencement rapide de surfaces importantes. »

Les renseignements agricoles n'étant fournis dans notre travail qu'à titre de documentation, base d'études sociales et médicales, nous ne les détaillerons pas davantage, et n'exposerons pas les modes d'élevages ni les races.

Nous donnerons cependant une courbe du nombre respectif des moutons et des chèvres, puisque nous aurons à étudier plus loin le rôle joué par ces animaux dans le contagé de la fièvre ondulante.

5° LE COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES ET LES ASSOCIATIONS AGRICOLES

L'évolution de la méthode des transactions est liée à l'évolution des conditions économiques générales et à l'apparition de l'industrie, grosse consommatrice d'une part, des transports ferroviaires, routiers, gros importateurs, d'autre part.

Laissons M. LUC, Professeur d'agriculture, nous décrire cette évolution :

« Autrefois, au début du XIX^e siècle, les habitants de la Meurthe vivaient à peu près entièrement des produits agricoles fournis par le département. Au surplus, la masse de la population était surtout formée de cultivateurs vivant avant tout sur leur propre production.

La vigne mûrissait alors sa sève généreuse sur la plupart des coteaux, et dans chaque village, on obtenait aux « chenevières » le chanvre et le lin nécessaires à la confection de ce linge solide dont nos aïeules étaient si fières de présenter de pleines armoires.

Pendant cette période, l'alimentation était frugale, et la vie simple, à besoins très limités. Les transactions étaient peu importantes, et les grains seuls faisaient l'objet de rares transports aux moulins, si nombreux alors, disposés sur les cours d'eau de la région. Souvent même, les meuniers les enlevaient lors de leurs passages réguliers avec de larges voitures lentement traînées par des attelages dont on entendait au loin les sonnailles, et, dans une tournée ultérieure, ils rendaient les farines et les sons.

Les animaux, généralement de petite taille et peu améliorés, ne tentaient pas les acheteurs étrangers ; ils n'étaient recherchés que par les bouchers des agglomérations voisines. On consommait peu de viande, et le bétail producteur de fumier était, suivant une vieille expression de notre économie rurale « le mal nécessaire ».

Les petits porcs nés dans la plupart des fermes étaient mis à l'engraissement sur place ou dans les exploitations de la commune. On peut dire qu'il n'existait aucun trafic sur les denrées agricoles. Seuls, les vins étaient achetés et exportés pour l'alimentation des cités régionales, les marchés n'étaient fréquentés que par quelques rares ménagères offrant des fruits, quelques livres de beurre, et des fromages frais de lait caillé.

Bref, les grands courants commerciaux, le grand trafic n'avaient aucune répercussion sur l'agriculture du département.

Aujourd'hui, le développement rapide d'importantes industries a changé tout cela. La population des cités s'est accrue dans de très fortes proportions, et les ouvriers, dont une bonne partie a été prélevée sur la main-d'œuvre la plus proche, de producteurs qu'ils étaient sont devenus consommateurs.

Il en est résulté un déséquilibre, et le département se classe aujourd'hui parmi les départements importateurs.

C'est ainsi qu'en 1905, la statistique dressée par les soins du Ministère de l'Agriculture précise les importations suivantes : 20.000 bovins ; 17.000 moutons ; 25.000 porcs et 60.000 quintaux de blé.

Depuis cette date, la consommation s'est encore considérablement accrue, sans que la production ait augmenté d'autant, en dépit des progrès réalisés par l'utilisation des instruments agricoles perfectionnés et des engrais, ainsi que par l'application des nouvelles méthodes de culture, par le développement des plantes fourragères et l'élevage.

Beaucoup plus qu'autrefois, le cultivateur achète et vend : il sait que les engrais produits à la ferme sont insuffisants ; il change ses semences ; il cultive mieux ses terres ; il recherche des races d'animaux, gros producteurs de lait, de beurre et de viande, il les alimente mieux. De là un mouvement commercial, jusqu'alors inconnu ou à peine perceptible, qui maintenant anime toute la vie agricole.

Les transactions commerciales. — Contrairement aux usages de la plus grande partie des régions de France, les ventes des produits agricoles dans ce département se font sans aucune publicité préalable, et, dans l'ensemble, la loi de l'offre et de la demande ne joue pas. Les agriculteurs habitués à cette méthode s'en accommodent sans penser à mieux.

Il n'existe à vrai dire plus de foires, et, sur les marchés, ce sont en grande partie les revendeurs qui offrent les denrées.

Achats. — Les agriculteurs effectuent leurs achats, engrais, semences, tourteaux, instruments, etc., aux maisons de commerce ordinaires, mais ils se fournissent surtout aux vastes magasins d'approvisionnement créés sous les auspices des sociétés agricoles du département.

Ces établissements, qui achètent par grosses quantités et qui revendent à très petit bénéfice, sont les fournisseurs les plus importants.

Ventes. — Les intermédiaires, courtiers, commerçants, parcourent les campagnes, et enlèvent les pro-

duits. C'est le ramasseur de lait, c'est le coquetier, le *cosson*, qui, à jour et heure fixes, passe à la ferme et achète beurre, œufs, fruits, miel, produits de basse-cour, etc., sur la base d'un cours plus ou moins vague, qu'il établit lui-même, consentant, au producteur satisfait de sa maigre part, une augmentation du quart ou du cinquième et souvent moindre que celle qu'il impose à son client, le consommateur.

Pour les grains, des réunions ont lieu aux gros bourgs et aux villes d'arrondissement. Là, des agents de quelques gros minotiers indiquent les prix offerts par leurs puissantes maisons; qu'il y ait peu ou beaucoup d'offres de la culture voisine, le prix établi à l'avance est le prix payé, et l'importance des lots mis en vente ne joue presque pas. Les ventes ont lieu sur échantillons, et les livraisons sont faites aux gares ou aux moulins.

Lorsqu'il s'agit de bétail de consommation, c'est le boucher le plus voisin qui se charge de l'achat, et les transactions se font avec lui dans les mêmes conditions qu'avec les coquetiers et ramasseurs.

Si l'on envisage les animaux de croît ou de rapport, les achats sont faits par des négociants spécialisés, qui semblent bien connaître le bétail, et les besoins des cultivateurs, mais qui connaissent aussi parfaitement leurs intérêts. Ils enlèvent ces animaux à un éleveur et les fournissent à un herbager qui fait de l'engraissement ou à un producteur de lait. Et, bien entendu, ce commerçant, ce trait d'union, prélève sur chacune des deux opérations un bénéfice dont il fixe lui-même l'importance.

Et c'est ainsi que sans dérangement, sans ennui, le paysan vend tout ce qu'il produit. »

Mais de plus en plus se développe entre les paysans un esprit d'union dans la défense de leurs intérêts et dans la recherche des meilleures conditions d'exploitation.

Les sociétés d'agricultures éducatrices, animatrices des réunions, des concours, sont aussi les instigatrices du mouvement coopératif d'achat et de ventes en commun, de la mutualité et des caisses de crédit. Qu'on en juge par le tableau suivant que des éléments récents nous permettent de compléter.

Sociétés en fonctionnement	Au 1-1-1914	Au 1-1-1919	Au 1-1-1924	Au 1-1-1927
Sociétés d'agriculture	6	5	5	6
Comices agricoles	4	4	4	4
Syndicats agricoles	140	76	324	338
Syndicats d'élevage	27	5	40	54
Mutuelles bétail	194	36	108	106
Mutuelles incendie	64	34	145	234
Mutuelles accidents				147
Caisses de crédit agricole.	6	4	7	8
Coopératives agricoles ...	3	3	7	9

(D'après M. A. GAY.)

Le détail est pour 1934 :

- 342 syndicats agricoles ;
- 54 syndicats d'élevage bovin ;
- 44 syndicats d'élevage ovin ;
- 1 syndicat d'élevage porcin ;

- 4 syndicats d'élevage du cheval ardennais;
- 1 syndicat des herbagers;
- 3 coopératives agricoles de transformation et de vente;
- 5 coopératives de stockage et de vente du blé;
- 6 coopératives de vente;
- 2 syndicats des maraîchers;
- 1 syndicat lainier (Union des éleveurs de moutons).

S'il faut donner un aperçu d'ensemble, disons simplement :

1° Que le département n'est rural que pour un tiers de sa population exploitant directement des propriétés de moyenne importance.

2° Que les forêts ont une surface considérable.

3° Que la superficie découverte voit les prairies et les pâturages prendre une part de plus en plus grande par rapport à la terre labourable : cultivée, en jachère, ou en prairie artificielle temporaire, l'assolement triennal étant la règle presque absolue.

4° Que la vigne a presque disparu.

5° Que les vergers sont prospères, en mirabelles surtout.

6° Que les terres incultes ont augmenté considérablement, à cause : de la guerre (difficultés de remise en culture et disparition d'exploitation non reconstruites).

De l'exode vers la ville.

Du manque de main-d'œuvre salariée.

§ 4. — LA POPULATION

La population, arrêtée au dernier recensement au chiffre de 592.632 est de 130.000 supérieure à celle du siècle dernier, montée à 564.000 en 1913 pour être réduite à 504.000, remontée depuis jusqu'à la crise économique.

Sur cette masse, Nancy et ses faubourgs ouvriers agglomèrent plus du quart, soit au moins 125.000 âmes, dont les conditions vitales ne sauraient nous intéresser, puisque nous tenons à rester dans le cadre rural.

Pont-Saint-Vincent et Neuves-Maisons, Toul, Lunéville, Pont-à-Mousson, Briey, Longwy, centres de plus de 5.000 habitants, nous enlèvent 150.000 têtes.

Dans son rapport préparatoire à la Conférence Européenne sur l'Hygiène rurale, la commission définissait ainsi l'utilisation du terme: « L'expression *rural* qualifie une région ou un district où l'agriculture est la principale ou la seule activité économique, où toutes les autres formes d'industrie sont de faible importance et dépendent essentiellement de l'agriculture. »

Voici venu l'instant où le but de notre étude et son titre nous obligent à trier, presque commune par commune, le groupement ethnique local.

Comment se répartissent, en effet, les quelques 365.000 habitants que, au sens numérique du mot (5.000 faisant la démarcation du bourg et de la ville), on pourrait appeler *ruraux*, et combien, au sens professionnel, sont restés des *ruraux*?

La Plaine et le Xaintois, c'est-à-dire la région traversée par le Madon et la Moselle sont la plus grande région agricole de la Lorraine. Le blé y occupe aujourd'hui comme autrefois la place d'honneur, les prairies continuent à se développer, les chenevières, les houblonnières, se mêlent aux vignes sur les pentes ensoleillées, où les vergers de pommes et de mirabelles restent enviables.

Parfois ailleurs aussi, la vallée, solitaire encore et vierge de toute souillure, se cache, pleine de silence entre les haies.

Mais; de plus en plus, l'Usine prend le pays, salit de ses résidus le cristal de nos ruisseaux, empanache de fumée bleue et âcre le sommet des arbres et ouvre la terre pour extraire un minerai sans doute très riche.

Les modifications importantes de l'activité de ce département au cours des trente dernières années, ont à leur tête la transformation totale du bassin de Briey, purement agricole, en une vaste ruche ouvrière. Cet arrondissement voit sa population sauter de 73.215 en 1896 à 100.000 en 1906, soit 25 %, et s'accroître encore de 25 % en 5 ans, pour totaliser 116.700 en 1912 et 150.000 après-guerre.

De 1900 à la guerre, le village a disparu pour faire place à la cité qui entoure une mine, une gare, une manufacture ou un groupe de hauts fourneaux et sur la moitié du département, nous chercherons en vain des ruraux vrais, des paysans. Nous trouverons plutôt;

1° Des villages de quelques centaines d'habitants, il y a 50 ans, transformés en bourgs industriels de 1.000 à 5.000 habitants.

2° Autour d'eux, des villages moins gros, parfois même diminués, mais où l'on ne travaille plus la terre, où le cheptel est réduit à un pic, une lampe, et à la bicyclette qui sert matin et soir à couvrir les quelques kilomètres qui séparent de la fabrique ou de la mine. On gagne sur le loyer, on « garde la maison des vieux », mais on ne cultive plus guère le jardin.

Nos hommes travaillent encore la terre, mais par dessus tout nos paysans sont mués en manœuvres ou en mécaniciens.

Villages ruraux, hygiène rurale? Non sans doute, puisque, à part la petitesse de l'agglomération, plus rien ne rappelle la vie champêtre.

Faut-il donner un exemple: Piennes, qui de 600 en 1880, forme avec Bouligny et Joudreville une agglomération de 15.000 personnes; et d'autres: Mancieulles, Tucquegnieux, Trieux, où l'on ne saurait retrouver les charruës, ni peut-être même une vache. C'est le type des villages « industrialisés. »

A Blainville, à Audun-le-Roman, la gare de triage a remplacé le champ familial. Ailleurs, ce sont, midi et soir et la nuit, les longues théories de cyclistes qui en bleu graisseux, qui en velours rouillé par l'hématite, vont prendre leur tour devant la machine; cas des villages « influencés par l'industrie ».

Nous avons dû pour notre travail, et ce fût là une grosse difficulté, éliminer tous ces villages ou bourgs dépayés, trancher souvent loin autour d'une grande

industrie, et, en principe, notre enquête n'intéresse pas de communes où plus de 10 % des hommes travaillent à l'usine.

Dans quelques cas, il y a deux agglomérations, Vannes-le-Châtel par exemple, comprend Vannes-verrerie avec ses cités, et le village de 300 habitants. Mais, même là, il y a un mélange parfait.

En résumé, nous développerons notre travail sur les villages spécifiquement ruraux, de faible population entièrement rurale.

Il serait toutefois dommage de perdre l'occasion de suivre les variations de l'hygiène publique par rapport à la transformation d'un village en bourg usinier, d'abord pendant la première période de surpeuplement des vieilles demeures, puis pendant la période de développement des habitations ouvrières, enfin, après la mise en œuvre de tous les perfectionnements hygiéniques apportés aux centres ouvriers. Il n'est pas douteux que l'Institut d'Hygiène ne procède à ce travail un jour prochain.

LA POPULATION RURALE ÉTRANGÈRE.

Autrefois, les « manœuvres » représentaient la catégorie la plus importante, mais dès avant la guerre, ils sont devenus rares par l'appel de l'usine qui leur donnait un travail plus suivi, plus stable, que le partage aléatoire de leur temps entre les journées chez un propriétaire et l'exploitation d'une toute petite culture personnelle.

Ils sont disparus de nos jours.

Le domestique de ferme a renoncé à son ingrate profession qui ne laisse pas grand espoir d'accéder à la propriété, qui exige généralement le célibat et qui rapporte peu.

Aussi, *l'ouvrier de pays* quitte-t-il très jeune le village, s'il n'a pas de quoi y exploiter lui-même.

Les fils de l'agriculteur enfin, même aisés, ne peuvent, sous peine de morceler à l'infini le domaine familial ou de travailler chez l'un de leurs frères, rester au village, et bien souvent l'exode se fait, ne laissant à la ferme qu'un aîné ou un terrien plus passionné qui *reprendra*.

Le maire de Limey nous disait en propres termes : « Nous ne sommes plus que 150 ici, mais il y a de notre faute, on n'a pas assez reconstruit ; au lieu de 90 maisons, nous n'en avons fait que 43 à 45, et quand on marie son fils, ou qu'on a plusieurs fils, il faut mettre à la porte du monde ».

La seule solution reste donc la main-d'œuvre étrangère qui s'est offerte d'abondance sur le marché du travail d'après guerre.

M. GAY nous raconte que « L'introduction de la main-d'œuvre polonaise — la première utilisée — se produisit à la suite de circonstances toutes fortuites. Un Lorrain, sans attache immédiate avec l'agriculture, mais averti des besoins de sa petite patrie, au cours d'une conversation qu'il eut avec un député galicien dans une station thermale, fut frappé des excédents de main-d'œuvre dont disposait la Galicie. De retour à Nancy, il ne manqua pas de faire connaître

à la Société Centrale d'Agriculture les données qu'il avait recueillies.

Dès 1908, la Société Centrale d'Agriculture mit à profit ces renseignements et des convois furent organisés. Le mouvement déborda peu à peu le cadre du département; la Fédération des Associations agricoles de l'Est prit l'affaire en mains et put mettre à la disposition de l'agriculture de la région un appréciable appoint de main-d'œuvre. Faut-il rappeler les difficultés qu'il fallut vaincre pour assurer la centralisation des demandes, la répartition et l'acheminement des ouvriers, et aussi les déceptions que causa d'abord une absence presque totale de sélection?

Telle quelle, l'institution correspondait à un besoin si impérieux qu'en dépit des difficultés du début, son avenir semble aujourd'hui assuré. A la demande du Ministère de l'Agriculture, l'Office agricole a institué, en 1921, un bureau départemental de main-d'œuvre agricole, administré par un conseil composé des présidents des quatre Comices du département, du secrétaire général de la Société Centrale d'Agriculture et du directeur des Services agricoles.

En liaison avec les Services du Ministère de l'Agriculture et ceux de l'Office central de main-d'œuvre agricole, son action se développe régulièrement. Le nombre d'ouvriers placés a été de 299 en 1921, 224 en 1922, 379 en 1923, 505 en 1924, 620 en 1925 et 844 en 1926. Ce bureau, d'un caractère exclusivement agricole et professionnel, est d'ailleurs plus et mieux qu'un simple organisme de placement: il suit les ou-

vriers chez leurs patrons, il évite ou il aplanit les conflits, il contribue à l'éducation des employeurs,

Sur les placements d'ouvriers liés par un contrat, la proportion de débauchage est loin d'être aussi forte que certains se plaisent à le proclamer. Elle montre que la main-d'œuvre étrangère peut être utilisée en agriculture, et il est permis d'exprimer le regret que, faute de mieux, les cultivateurs n'y fassent pas plus volontiers appel.

En effet, les demandes reçues ne sont pas suffisantes pour combler le déficit existant. D'une enquête faite en 1922 par l'administration préfectorale dans les 600 communes du département, et à laquelle 500 communes environ ont répondu, il ressort que les trois quarts souffrent d'une réelle pénurie de main-d'œuvre. Pour 209 communes ayant chiffré leurs besoins, le déficit total était de 1,200 ouvriers ou ouvrières agricoles de toutes catégories. Mais sur ces 209 communes, 102 seulement ont déclaré que les exploitants étaient décidés à recevoir le nombre d'ouvriers manquants; et, parmi elles, 36 ont précisé que les ouvriers n'étaient nécessaires que pendant la belle saison, et 29 ont ajouté que les agriculteurs ne pouvaient recevoir que des célibataires.

De tels chiffres n'ont évidemment qu'une valeur très relative. Ils nous permettent cependant de prétendre que les agriculteurs ne font pas montre, à l'égard de la main-d'œuvre étrangère, d'un enthousiasme sans réserve. En réalité, nombre d'exploitants, surtout parmi les moyens, ne consentent pas à y avoir recours.

Reconnaissons que leurs raisons ne sont pas sans valeur : impossibilité matérielle de loger des ménages, difficulté d'occuper les ouvriers pendant la période d'hiver, frais d'introduction élevés, crainte des ruptures de contrat, et surtout gêne et ennui qu'apporte dans un ménage la présence d'étrangers mêlés du matin au soir à la vie familiale et ne parlant pas notre langue. »

S'il est un facteur susceptible de modifier l'hygiène d'un centre (d'un centre quelconque), c'est bien l'arrivée intempestive d'étrangers.

La thèse de GAULT (« Le trachome en Lorraine », Nancy, 1930), montre d'une façon saisissante, pour une seule affection l'importance de l'appoint cosmopolite.

D'une façon générale, les groupes de population tels que nous les avons choisis, sont peu intéressés par cet élément, mais les chiffres officiels sont là pour nous dire que les contrats de travail agricoles ont été donnés, pour la Meurthe-et-Moselle, à une moyenne de 2.500 Italiens ou Polonais.

Les voici tels que la Préfecture nous les a communiqués :

Au 7 mars 1926 : 1.578 ouvriers agricoles.

Au 1^{er} janvier 1932 : 2.160 ouvriers agricoles.

Au 1^{er} janvier 1933 : 2.371 ouvriers agricoles.

Au 1^{er} janvier 1934 : 2.985 ouvriers agricoles.

Au 1^{er} juin 1934 : 2.973 ouvriers agricoles.

TABLEAU DES VARIATIONS

	1912 Nais- sances	1913 Nais- sances	1921 Nais- sances	1922 Nais- sances	Nais- sances	1926 Mortalité infantile	N sa
Arracourt	55	46	44	25	30	6	
Baccarat	272	249	227	233	223	22	
Badonviller	118	124	124	118	316	39	
Bayon	203	196	268	228	316	39	
Blâmont	226	216	162	180	145	6	
Chambley	68	67	81	74	76	6	
Colombey	178	176	152	143	136	20	
Domèvre	131	151	161	128	137	17	
Gerbéviller	137	143	156	139	113	12	
Haroué	144	155	151	135	135	13	
Longuyon	322	313	341	275	337	45	
Lunéville-Nord (rural).	143	141	115	114	119	12	
Lunéville-Sud	174	196	149	161	159	13	
Nomeny	220	220	162	168	150	11	
Thiaucourt	104	92	100	99	98	7	
Toul-Nord (rural)....	211	212	179	165	163	24	
Toul-Sud	190	179	145	118	121	18	
Vézelize	201	200	210	192	162	12	
<i>Totaux</i>	3.097	3.076	2.927	2.695	2.936	322	2.0

POPULATION, DE LA NATALITÉ, DE LA MORTALITÉ ET DE LA MORTALITÉ INFANTILE DANS LES CANTONS

1927 Mortalité infantile	Nais- sances	1931 Mortalité infantile	Nais- sances	1932 Mortalité infantile	Nais- sances	1933 Mortalité infantile	1912 Popu- lation	1922 Popu- lation	1927 Popu- lation
5	18	4	20	0	10	2	2.427	1.709	1.627
15	181	8	202	13	200	14	14.827	12.270	11.916
12	108	18	116	9	88	8	6.071	4.938	5.169
26	265	21	237	22	243	21	8.988	9.808	11.505
6	131	20	125	14	97	9	10.500	7.741	7.705
6	50	4	67	4	57	6	3.678	3.240	3.275
13	115	7	115	10	119	8	9.632	8.115	7.693
9	113	13	111	11	84	7	9.155	7.183	7.179
7	113	11	90	2	107	5	7.428	6.365	6.260
17	98	9	111	6	89	8	9.509	8.160	8.086
32	345	31	320	19	285	35	12.573	12.420	13.356
7	78	12	82	10	100	8	7.147	6.086	7.144
8	155	11	152	13	132	8	9.225	7.683	7.850
13	111	14	110	5	103	8	10.517	8.480	7.796
10	92	12	77	6	94	14	6.481	4.643	4.921
17	127	12	146	15	134	16	18.087	15.032	10.252
13	114	11	111	14	132	16	9.449	7.715	7.381
15	149	13	151	21	131	12	9.984	8.856	8.785
231	2.363	231	2.343	194	2.205	205	165.658	140.444	137.900

RURAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE

1932 Popu- lation	1912 Décès	1913 Décès	1921 Décès	1922 Décès	1926 Décès	1927 Décès	1931 Décès	1932 Décès	1933 Décès
1.540	36	35	26	32	41	28	29	19	30
12.131	260	241	232	249	281	226	245	241	224
5.203	109	88	84	72	93	82	83	90	83
11.785	192	195	182	174	207	186	159	174	178
7.768	176	173	103	132	116	144	136	130	134
3.518	67	72	55	67	50	48	65	53	47
7.218	187	165	170	134	153	132	115	123	125
6.947	161	151	129	129	152	96	102	123	121
5.680	140	124	133	119	115	89	113	75	100
7.659	174	177	181	145	151	128	163	136	133
13.787	221	232	159	172	217	179	209	191	179
5.852	126	112	90	92	121	99	102	95	85
8.056	125	126	118	107	122	121	128	121	93
7.737	191	201	121	132	102	156	133	117	105
4.868	119	140	64	83	81	77	91	76	88
11.285	192	205	180	180	196	177	167	140	172
7.364	156	183	138	116	158	122	127	113	110
8.770	183	183	175	183	161	123	164	138	153
137.168	2.815	2.803	2.340	2.318	2.517	2.213	2.331	2.155	2.160

Depuis, ce nombre diminue. Il diminue d'autant plus que, jusqu'au décret du 23 octobre 1933, les enfants d'étrangers, âgés de 13 à 15 ans, pouvaient, sans être titulaires de la carte d'identité, occuper un emploi salarié. Depuis ce décret, tout étranger au-dessus de 13 ans doit être en possession de la carte et entre dans le nombre total des salariés étrangers.

Ajoutons qu'ils sont très disséminés : de 1 à 10 employés comme domestiques (hommes ou femmes) dans chaque village.

RENSEIGNEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

Bref, nous estimons que nos investigations se rapportent à une population purement rurale, indigène et mêlée, de 140 à 150.000 habitants. Nous verrons comment elle vit, comme elle vivait il y a quelque trente ans, ce qu'on a fait et ce qu'on fait encore pour améliorer son hygiène.

Avant, livrons les colonnes de chiffres et les graphiques qui les traduisent en langage clair.

Voir tableaux :

1° De la variation de la population des cantons ruraux.

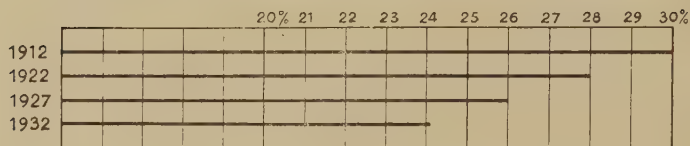
2° De la natalité des cantons ruraux.

3° De la mortalité des cantons ruraux.

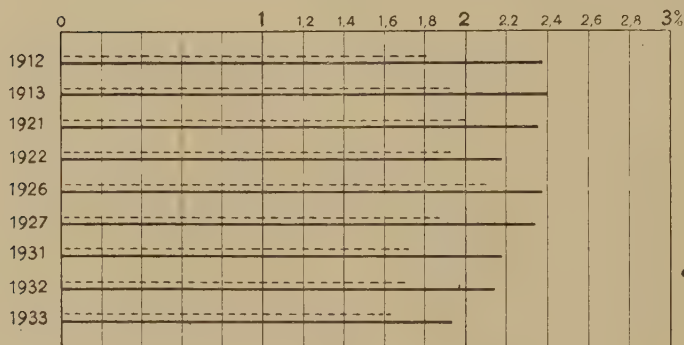
4° De la mortalité infantile des cantons ruraux.

Et les graphiques de ces variations par rapport aux mêmes données de la population totale du département.

Population rurale % de la population totale

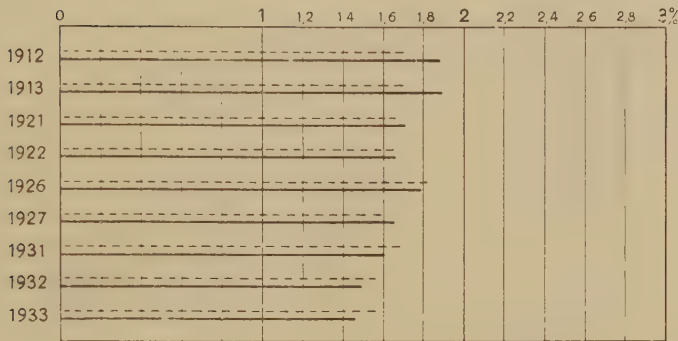


Pourcentage des naissances des cantons ruraux par rapport au pourcentage total

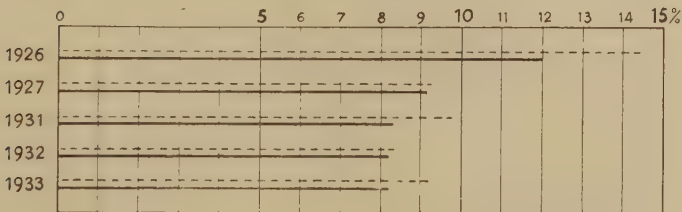


----- rural.
 ————— total.

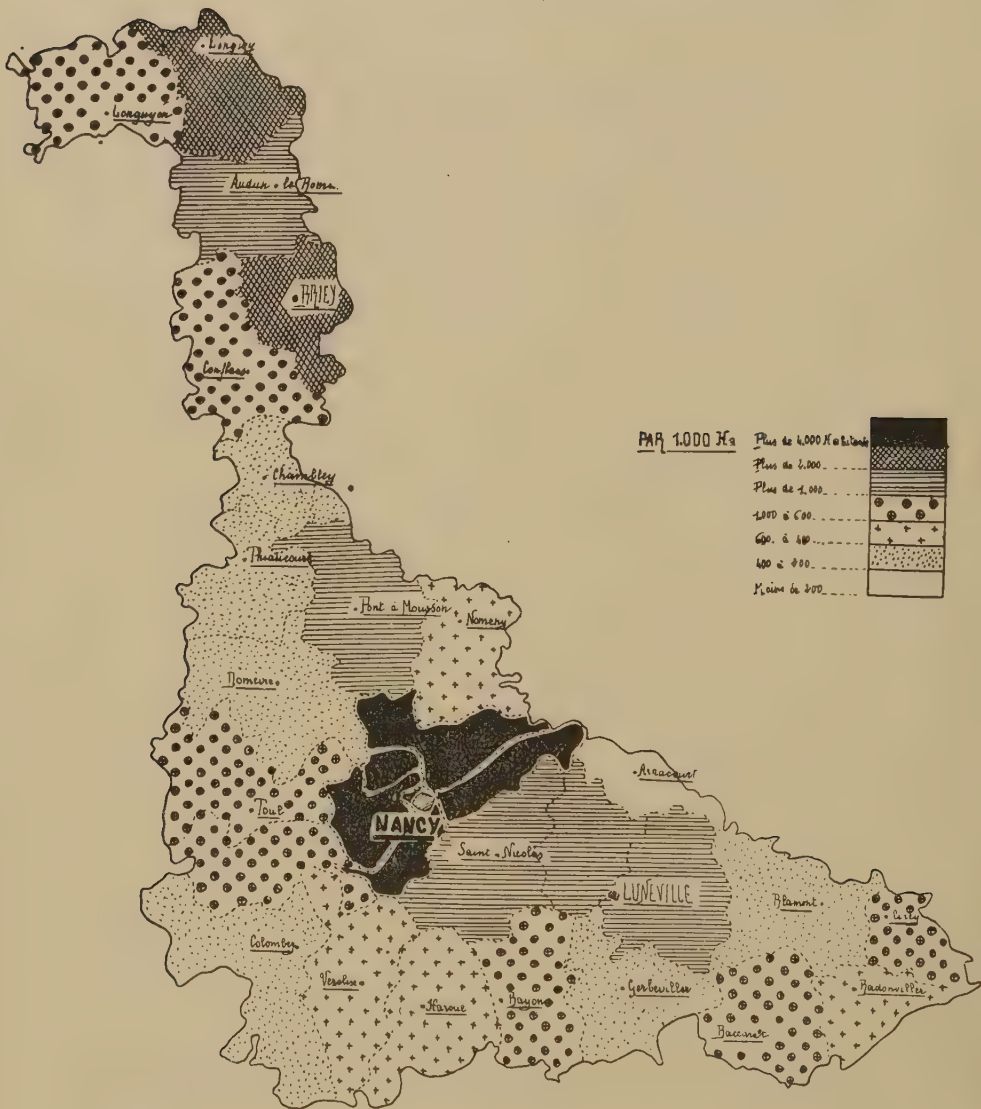
**Pourcentage des décès des cantons ruraux
par rapport au pourcentage total**



**Pourcentage de mortalité infantile des cantons ruraux
par rapport au pourcentage total du département**



Densité de la population par canton



Total du département:

	1912	1913	1921	1922	1926	1927	1931	1932	1933
Population	564,730			503,810		552,087		592,639	
Naissances %	2,38	2,39	2,35	2,18	2,38	2,33	2,18	2,14	1,93
Décès %	1,87	1,88	1,71	1,66	1,79	1,65	1,61	1,50	1,47
Mortal. infant. %...					11,18	9,21	8,31	8,24	8,18

— 45 —

Cantons ruraux:

Population	164,678			140,444		138,980		137,108	
Naissances %	1,81	1,93	2,01	1,92	2,11	1,86	1,72	1,70	1,63
Décès %	1,70	1,70	1,66	1,65	1,81	1,59	1,69	1,57	1,57
Mortal. infant. %...					14,40	9,25	9,77	8,28	9,20

Il ressort des tracés :

1° Que les naissances rurales restent inférieures de beaucoup à celles du département entier, et ce, sans tendance à rattrapper.

2° Que les décès dans l'ensemble ont un taux en régression, mais beaucoup moins rapide que la totalité du département. Les pourcentages totaux, supérieurs aux ruraux avant et après la guerre, ont oscillé en 1922 et 1926 pour leur devenir bien inférieurs depuis.

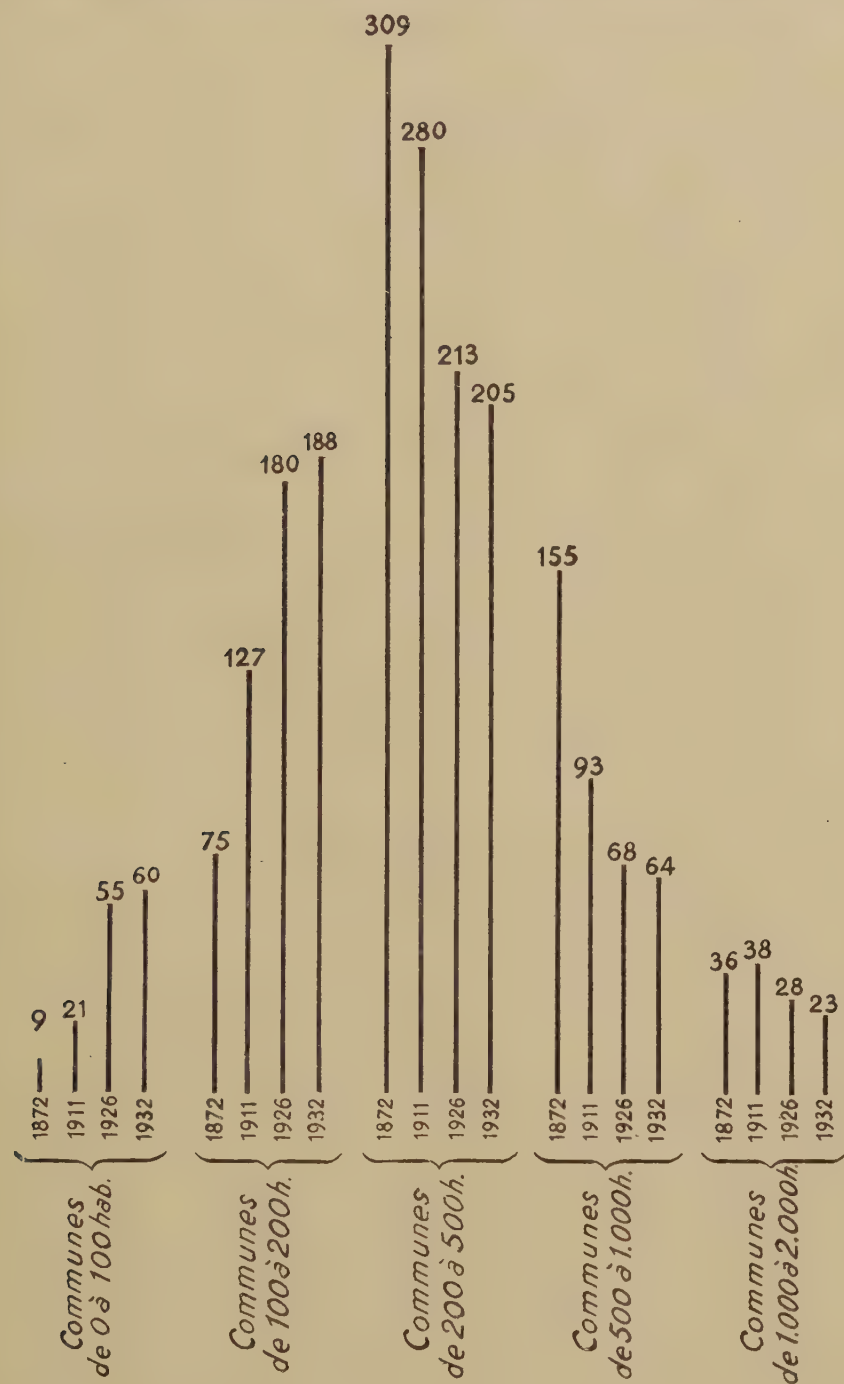
3° Que la morti-natalité et la mortalité infantile totales sont en baisse constante, mais moins marquée à la campagne.

Si l'on recherche dans les statistiques des précipitations sur le rapport $\frac{\text{population rurale}}{\text{population totale}}$, on trouve les chiffres officiels suivants :

	1872	1911	1926
	—	—	—
Urbaine	106.615	346.610	371.415
Rurale	238.422	248.420	180.672
Totaux	365.037	564.730	552.087

Nous n'avons pas de décompte aussi exact pour le recensement de 1932, mais nous avons établi, pour les communes rurales, telles que les retient le sujet à traiter, le graphique ci-contre, portant sur 24 % des 592.632 habitants du département (page 42).

Répartition de l'importance des communes rurales du département



Pour savoir comment se fait le groupement des 142.000 ruraux, reprenons les graphiques de M. HOTTENGER dans la publication de 1927, après les avoir complétés par dépouillement du dernier recensement.

Un regard rapide suffit à rendre évidente la diminution considérable du nombre des villages de type normal (200 à 500) et des plus grands au profit du nombre des tout petits villages qui se dépeuplent de plus en plus.

A noter que la population du village est groupée, à l'inverse des pays de montagne ou de la lande bretonne; les écarts sont peu nombreux, réduits à quelques fermes, pas de maisons disséminées le long des petits chemins vicinaux.

Relevons, au dernier recensement, pour les cantons considérés comme très agricoles :

Cantons	Population totale	Population isolée du chef-lieu	Pour- centage
Chambley	3.350	260	7,7
Arracourt	1.540	135	8,7
Baccarat (ville exceptée) ..	6.520	738	11,1
Badonviller	6.203	1.503	24,2
Bayon (Blainville et Dame- levières exceptés)	4.358	237	5,4
Blâmont	7.554	303	4,01
Gerbéviller	5.538	268	4,8

Cantons	Population totale	Population isolée du chef-lieu	Pour- centage
Lunéville-Nord (ville exc.).	5.885	662	11,2
Lunéville-Sud (ville exc.)..	7.904	624	7,9
Colombey	7.205	1.437	19,9
Domèvre	6.947	748	10,7
Haroué	7.435	143	1,9
Nomeny	7.574	913	12
Thiaucourt	4.769	68	1,4
Toul-Nord (Toul, Dommar- tin, Foug, Ecrouves exc.).	5.506	166	3
Toul-Sud (Toul excepté)..	7.362	530	7,1
Vézelize	8.648	191	2,2
<i>Totaux</i>	104.268	8.926	8,5

Il est curieux de remarquer la dissociation du canton de Badonviller, où 1/4 des habitants vivent disséminés, réalisant le type d'essaimage habituel aux régions montagneuses d'exploitation laitière et forestière, où la terre est divisée en lopins minimes difficilement accessibles.

Partout ailleurs, nous trouvons le petit village, bien groupé, d'une moyenne de 300 habitants.

Traversons-le,

§ 5. — L'ASPECT TYPE DU VILLAGE LORRAIN

Tous ceux qui ont parcouru, si peu que ce soit, nos campagnes, connaissent le type de village qui se modifie peu d'un bout à l'autre de la Lorraine. Nombreux, mais petits, ces villages, d'un tracé régional en relation directe avec la route, alignent leurs maisons banales, où la grange ouvre sa large porte au flanc de la demeure du maître.

Le plan se résume, en effet, à une rue centrale souvent assez large, de chaque côté de laquelle est plus ou moins bien plantée une seule rangée de maisons de toutes tailles, avec çà et là un passage entre elles et parfois quelques bâtiments derrière, lorsque le village s'est agrandi dans le sens de la largeur.

Nous avons écrit plus haut : « la rue est large » ; malheureusement, l'habitude en Lorraine veut que cette rue soit toujours considérablement rétrécie par la « parge » occupée par tout ce que la nécessité ne contraint pas l'habitant à rentrer à l'abri : chariots, longues charrettes à foin, machines agricoles, tas de bois pour l'hiver, et surtout les fumiers. Ces fumiers, entassés devant portes et fenêtres de la maison d'habitation, reposent presque toujours à même le sol, au plus maintenus parfois par quelques tôles ou claies. Ces amas pourrissants, mais précieux, témoignent par leur volume de l'aisance relative de leur propriétaire. Les résultats de cet état de choses apparaissent de suite au visiteur, sous la forme de caniveaux, plus

ou moins bien construits et entretenus, dans lesquels coule un mélange d'eau de pluie et de purin, tout cela débordant sur la route et y formant une couche épaisse d'une boue spéciale et malodorante qui est d'ailleurs la sensation olfactive prédominante du village lorrain.

Sauf dans quelques localités à pente extrêmement prononcée ou ayant des facilités d'écoulement naturelles, tout ce magma s'accumule en bas du village en une mare invraisemblable, où barbotent les palmipèdes du pays et au bord de laquelle, quand ce n'est pas au milieu, trône la fontaine publique, coulant dans l'abreuvoir dont le trop plein vient diluer même par temps sec le cloaque qui l'entoure. Au milieu de tout cela pataugent les gens en sabots, les chevaux et voitures ainsi que le bétail.

Le paysan lorrain commence seulement à comprendre, assez sporadiquement d'ailleurs, qu'il a avantage à conserver le purin et le fumier au complet pour ses champs et ses jardins, au lieu d'engraisser la route nationale ou autre qui traverse son village.

L'aperçu précédent concerne le village lorrain tel qu'il était avant la guerre, et malheureusement tel qu'il est resté, ou à peu près, actuellement, dans toutes les circonstances où un cas de force majeure, aidé par la législation, n'ont pas rendu possible et obligatoire une transformation.

L'inertie a toujours été, en effet, la meilleure arme de nos paysans, et nous verrons plus loin qu'il est vraisemblable que, même le point de vue financier mis à part, il sera difficile de modifier sans heurts cet état de choses.

§ 6. — L'HABITATION

Pour comprendre l'influence déplorable que peut avoir l'habitation rurale, telle qu'elle était conçue, surtout dans nos pays où le soleil, le grand désinfecteur, a moins souvent l'occasion de visiter la maison que le froid et l'humidité qui incitent à s'enfermer, il faut se représenter ce qu'était, et ce qu'est encore fréquemment, une maison de la campagne lorraine.

Il faudrait surtout voir et constater certains effets, ainsi que nous avons eu la faculté de le faire à l'occasion de remplacements médicaux dans la région.

A défaut, peut-être une brève description permettra-t-elle de se faire une idée de la situation.

Approchons du logis du villageois tel qu'il était il y a cinq cents ans et tel qu'il reste dans les villages que la guerre, force majeure destructive, n'a pas obligés à la reconstruction.

L'aspect extérieur en est légendaire et ne manque pas de pittoresque. Les gravures de nos artistes lorrains font apprécier son charme (JACQUEMIN: *Vieilles maisons à Vaudémont — 1930 — Neige près de Mirecourt, 1934*).

Pour décrire le lieu, il suffit d'avoir présent à l'esprit les gravures de Paul-Emile COLLIN (Jaulny), les toiles d'Adrienne JOUCLARD (Onville et environs), ou les dessins de Ch. WITTMANN.

D'un toit de tuiles provençales, peu incliné, la *chanlatte* égrène ses gouttes d'eau le long d'une façade crépie, qui reflète bien les trois divisions intérieures et accuse leur importance respective.

La grande porte monumentale, dessinant un beau cintre de pierre, l'une des gloires de la maison lorraine, conduit à la grange. L'ouverture est si vaste que, parfois, elle dépasse à elle seule la moitié de la façade, décelant par cette dissymétrie toute l'importance des cultures et des engrangements.

Sur le côté, une porte plus basse mène aux écuries, et enfin, un petit portillon conduit à la cuisine.

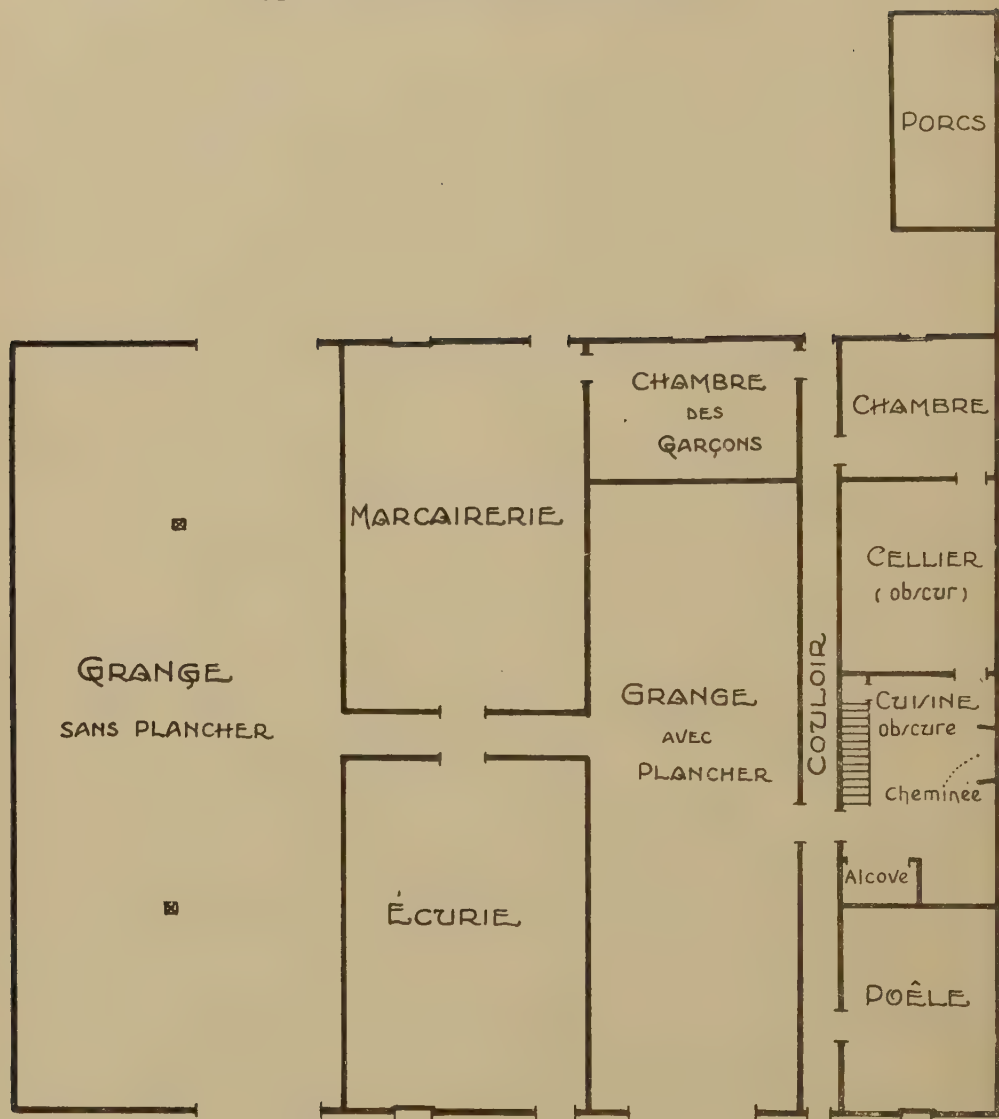
Dimensions des ouvertures qui marquent, pour ainsi parler, l'ordre de la hiérarchie économique : le grain, le bétail, l'homme.

Mais le ciel est trop gris pour tenir *couarail* sur le banc de pierre, entrons donc et visitons, dans une « grosse maison » les cinq ou six pièces à usages multiples autant qu'imprévus.

En premier nous trouvons ce que l'on appelle *le poêle*. C'est la plus grande pièce ; elle donne généralement sur la rue, y ouvrant une porte, et une fenêtre juste suffisante pour assurer un éclairage minimum : Un plancher et un plafond de sapin, celui-ci traversé et soutenu par des poutres (travures) noires de fumée, des murs blanchis à la chaux, originellement du moins. C'est la pièce où l'on se tient le plus souvent ; elle servait de salon et de salle à manger lorsqu'il y avait des étrangers, voire même de chambre à coucher.

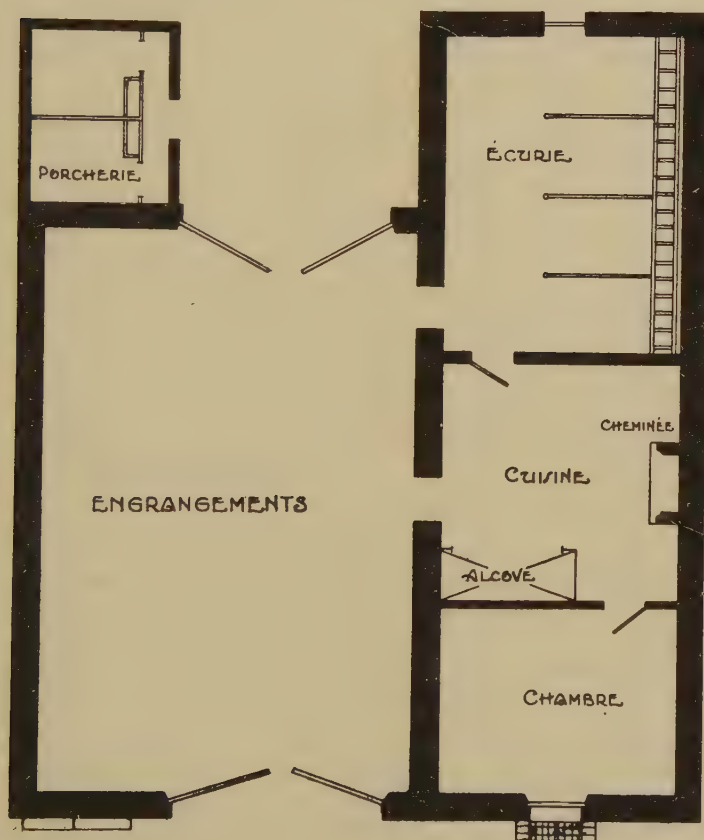
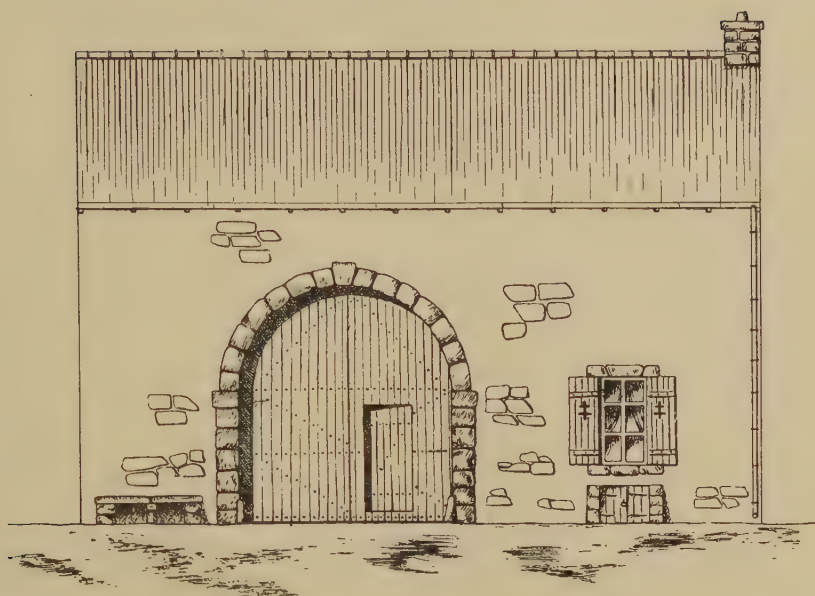
La cuisine suit immédiatement au point de vue importance. C'est le centre de la vie de famille. Le plus souvent elle est borgne, c'est-à-dire ne présente aucune ouverture sur l'extérieur. L'éclairage se fait en théorie par une porte vitrée communiquant avec

Type maison ancienne (grosse culture)



Dessin « Génie rural »

Type maison ancienne (modeste)



Dessin « Génie rural ».

le *poêle*, en réalité par le feu qui brûle sur l'âtre et sous une large cheminée où, toute l'année sèche et se fume tout ce que le ou les cochons tués à l'entrée de l'hiver, ont fourni en jambons, saucissons, lard, etc...

La *chambre à four* ne manquait jamais. Comme son nom l'indique, c'était le lieu de cuisson du pain de ménage que chaque famille de quelque importance faisait elle-même. L'aération : une petite fenêtre ronde ou carrée faisant plutôt penser à un hublot ou à un soupirail.

A la cave se trouve le vin de l'année et quelques bouteilles « de derrière les fagots », qui attendent un événement mémorable. Nous y voyons également la cuve à fermentation et une quantité de légumes, tels que pommes de terre, choux, etc...

Le grenier fermé par opposition au grenier à fourrage, sert d'entrepôt pour le grain, les légumes secs et les fruits.

Les chambres à coucher ? Elles n'existent pas. Les parents dorment dans le poêle, généralement dans une grande alcôve. Les enfants se partagent entre la cuisine et le grenier, suivant l'âge et le sexe.

Les domestiques couchent à l'écurie ou dans la grange toute proche. En effet, la plupart du temps, les écuries faisaient partie de la maison au même titre que les autres pièces, et le sombre couloir qui dessert d'un côté une partie de l'habitation, dessert en même temps de l'autre côté les étables et écuries.

Comme l'on voit, c'était une simple question de portes, d'aiguillage si l'on peut dire ; les gens vivaient avec les bêtes et réciproquement dans une intimité

dont les avantages calorifiques faisaient prime, et expliquent l'acceptation des nombreux inconvénients inévitables.

Le mobilier était simple : quelques pesants lits de bois ou de chêne, une armoire lorraine, une table, quelques chaises, un pétrin, un rouet, un buffet de cuisine, dans le poêle, un fourneau de fonte qui ne sert que par les grands froids, une glace ordinaire et parfois une horloge et un coffre.

La literie aussi est simple et peu coûteuse : paille, matelas végétal, traversin fait de balles d'avoine, des oreillers et duvets bourrés de plumes de volatiles indigènes, quelques couvertures avec des draps de grosse toile rude et grise.

Dès que le jour commence à tomber, il faut allumer le *copion*, récipient plein d'huile dans lequel on plonge une mèche.

Et encore cette description s'applique-t-elle à une maison importante, presque bourgeoise ; mais combien de maisons plus humbles, desquelles tout confort est absent, et où l'architecture et la disposition sont simplifiées à l'extrême. (Schéma.)

Quels étaient les principaux inconvénients inhérents à ce genre d'habitation ?

D'abord et l'emportant de beaucoup sur le reste, le manque d'aération. L'hiver notamment, le moindre filet d'air est soigneusement banni et les habitants mijotent dans une atmosphère non renouvelée (surtout au fond des alcôves) en quel cas le manque à peu près total de soins de propreté constitue une circonstance aggravante.

La promiscuité et l'entassement dans les familles habituellement nombreuses, est une chose qui révolte l'esprit, et l'on ose à peine penser aux conséquences; lorsqu'un des membres de la famille est atteint d'une maladie contagieuse, telle que tuberculose (surtout), diphtérie, typhoïde, scarlatine, etc...

Signalons enfin les inconvénients que présente pour la vue un éclairage insuffisant, tant par le jour chichement mesuré que par les lampes qu'une économie érigée à l'état de vertu principale amène à allumer le plus tard possible et le plus rarement possible.

Actuellement ce sombre tableau s'est évidemment amélioré en bien des cas. Les lits dans les greniers et écuries ont presque partout disparu, bien que l'on trouve encore dans nos villages nombre d'alcôves bien sombres et profondes. La plupart du temps, il existe des chambres à coucher et des pièces particulières aux jeunes gens et jeunes filles. En bien des endroits, l'exode vers les villes a permis à peu de frais une diminution de l'entassement par suite du grand nombre de maisons inoccupées que l'on peut voir un peu partout. Hélas, la dénatalisation aussi, bien que moins marquée que dans les villes a éclairci les rangs des fidèles à la terre.

Enfin, l'éclairage électrique est aujourd'hui la règle et à part de rares exceptions le fourneau de cuisine a remplacé l'âtre et la hotte.

Une aisance plus grande amène un goût, disons plutôt une possibilité, de confort et d'une certaine propreté qui ne manque que dans les milieux indigents.

Malgré ces lentes modifications amenées par la force des choses, il est malheureusement évident que nous sommes encore bien loin, non seulement de la perfection, mais même d'une évolution méthodique vers le mieux être.

Combien encore avons-nous vu dans nos déplacements de ces maisons vieilles et lépreuses, étroites et toutes en longueur, n'ayant pour unique ouverture qu'une porte sur la rue, avec parfois quelques vitres opaques, devant assurer l'éclairage et l'aération de deux ou trois pièces l'une au bout de l'autre.

De plus, que de murs et toitures en mauvais état, rendant ces antiques maisons humides et froides; que de recoins rendant souvent difficile et même illusoire une désinfection éventuelle.

Il est incroyable de constater le nombre de pièces borgnes que l'on trouve encore, où le soleil et la lumière n'entrent jamais et ne peuvent faire leur office de stérilisation.

L'on entend souvent vanter le grand air de la campagne et sa bienfaisante influence sur la santé des humains qui en profitent. Nous sommes pleinement d'accord avec les champions de l'air pur et du soleil, et actuellement l'hygiène, tant préventive que curative, est basée sur ces principes alliés à la propreté. Mais ce n'est pas une raison — au contraire — parce qu'un homme passe la moitié de sa vie dans des conditions salubres, encore que dures et fatigantes, pour qu'il passe l'autre moitié dans l'intimité de facteurs pathologiques soigneusement conservés dans

un milieu presque aussi favorable qu'un bouillon de culture à leur développement ou à leur conservation.

L'immunité, la vaccination naturelle par l'ambiance, par une sorte de mithridatisation, existe très probablement, mais les risques et aléas d'un tel état de choses sont infiniment trop importants pour que l'on puisse s'y tenir lorsqu'il est possible de faire autrement.

Il serait particulièrement injuste d'appeler « taudis » de telles habitations ; elles en sont loin, elles sont souvent riches et bien tenues, mais elles sont aussi dangereuses par leur construction même ; et si, au sujet du taudis, le docteur CHIVOT écrivait : « On n'arrêtera jamais la propagation de la tuberculose tant qu'on n'aura pas entrepris la lutte la plus vigoureuse contre le taudis », au sujet de « certains quartiers de nos ville où le B. K. se multiplie à l'aise, mais où les humains périssent non moins aisément », LEROY (*Mouvement sanitaire 1929*) disait par contre :

« Il y a toutefois peut-être, en France, un péril plus grave que celui des taudis, parce que plus répandu, et parce que moins évident, c'est celui de la grosse majorité de nos habitations rurales qui sont malsaines sans être des taudis ».

CHAPITRE II

LE PAYSAN LORRAIN

I^o SA PHYSIONOMIE

Physiquement grand, fort, blond, très résistant au froid, travailleur acharné d'une terre riche à force de labeur, le paysan lorrain voit sa mentalité imprégnée de toute l'histoire de cette *Marche de France* dont la vie, à la limite de deux langues, au contact de deux races, fut une éternelle bataille.

« Que lui reste-t-il des origines, du «border» français de Lorraine où la Germanie se trouvait partout pêle-mêle avec la France »? (AUERBACH.)

De la vigueur, de l'intelligence, une grande réserve taxée de froideur, un calme taciturne et un sens pratique spécialement développé sans aller jusqu'à l'avarice. Au demeurant, un patriotisme ardent, soutenu par un esprit loyal.

« Le paysan lorrain est un homme économe et pratique dont le jardin contient des choux et non des fleurs et qui préfère le parfum de son étable à celui de toutes les roses du monde. »

Au fait, pourquoi ne pas laisser parler des plumes plus autorisées?

« Si le monde se transforme dans les années qui viennent à la même cadence qu'aujourd'hui, nos arrière-neveux assisteront à de prodigieuses métamorphoses. Mais, s'ils voient évoluer les habitudes de vie de nos compatriotes, ils ne verront pas s'altérer leur probité héréditaire, leur caractère patient et résolu, leur besoin d'ordre et de méthode, leur ténacité laborieuse, tout cet ensemble qui font de nos populations saines, robustes et loyales, une des grandes forces de la patrie. »

Raymond POINCARÉ, « un de chez nous », disait encore, à la rentrée dans Metz reconquise : « Il arrive parfois au Lorrain de pousser la réserve jusqu'à une sorte de froideur apparente. Il n'aime guère à épancher ses énergies intérieures et ses forces d'enthousiasme. Il a un besoin de concentration et une pudeur d'âme qui font qu'à certaines heures, il se replie sur lui-même et paraît difficile à pénétrer. Mais il a le cœur fidèle, l'esprit droit, la volonté tenace. Il patiente et ne fléchit pas ».

Cette volonté s'est, en effet, trempée à l'école du péril, dans la lutte et le malheur d'une longue histoire de ruines et de souffrances que nous traînons derrière nous.

« Je connais bien les reproches qu'on nous adresse », déclarait-il ailleurs ; « nous manquons de fantaisie, d'imprévu, de grâce paresseuse. Nous labourons patiemment nos terres avant de les ensemençer, nous étudions laborieusement nos affaires avant de les résoudre. Nous n'aimons pas non plus beaucoup les grands gestes ni les phrases sonores. On nous

trouve par suite froids et renfermés, mais si nous ne dépensons pas notre chaleur à la légère, c'est que nous préférons la condenser, pour l'utiliser, sans bruit, aux vraies affections et aux œuvres essentielles. »

« Il ne faut d'ailleurs pas trop se laisser prendre à cette taciturnité », dit MADELIN, « de grandes nappes de poésie dorment sous ce sol pratiquement aménagé ; la nappe sourd parfois en filets clairs, parfois en torrent impétueux. Aucun peuple n'a fourni plus de soldats et de sœurs de charité. »

Il s'affirme aussi par une imagination romanesque parfois étonnante chez ces gens flegmatiques, et les grandes aventures les passionnent. Si les ducs furent populaires, c'est qu'ils étaient beaux et vaillants.

Ce peuple réservé est au fond un terrible imaginaire ; seulement il est pratique, c'est la seconde face de ce caractère, ou plutôt non, ne parlons pas de deux faces ; idéalisme et sens pratique se combinent sans s'opposer.

L'idéalisme lorrain est créateur, parce que le sens pratique lorrain l'y contraint promptement.

On les tient facilement, ces Lorrains, pour terre à terre, intéressés et égoïtes. Ils le paraissent à la vérité, d'ordinaire. « L'usage d'avoir perdu a amené la crainte de perdre » (DE LA VALLÉE).

Tous les vingt ans, la marche lorraine a été pillée, foulée, dépouillée, sans cesse il a fallu reprendre l'œuvre compromise.

La ténacité lorraine a sans cesse ramené le paysan à sa terre ; plus elle lui était disputée, plus il l'aimait.

Ayant dérobé ses écus aux lansquenets allemands,

aux bandes suédoises, il les aimait mieux, le caractère devint intéressé. Une volonté de s'enrichir imposa à ces âmes une discipline qui ne leur était pas naturelle.

Et la peine de tous les jours, loin de changer cette mentalité séculaire, n'a contribué, il y a quelque trente ans, lorsque l'appel de l'industrie rendait la vie plus facile, qu'à vider nos villages de leurs « gens », quelque peu différents dans la Haye, dans la Woëvre, dans les terres riches et plus joyeuses, ou dans la *Voge*.

« En 1893, dans la Haye, disait AUERBACH, des causes physiques et sociales contribuent au dépeuplement. La race ne semble pourtant pas destinée à dépérir, elle est vigoureuse en dépit d'un labeur épuisant et d'une alimentation souvent précaire. »

L'atmosphère morale est saine, point d'industrie, point d'atelier. Dans ces villageois isolés règne la simplicité rustique que n'exclut pas toujours l'esprit de progrès.

La fréquentation de l'école n'y est pas seulement une obligation légale, les bibliothèques scolaires ne chôment pas, les journaux trouvent de nombreux lecteurs. (A Vieville, 60 journaux pour 250 habitants.)

Mais la terre reste rebelle, souvent improductive, malgré les efforts constants qu'elle exige. On y pratique l'assolement triennal, faute de bétail et d'engrais. Il ne faut donc pas s'étonner que la population diminue. La misère et l'aisance paraissent également en entraver l'accroissement. L'une pousse à l'émigration, l'autre à la restriction de la natalité. Dans les communes prospères, le nombre des mariages et des

naissances est graduellement tombé, celui des décès s'est enflé..

	1846	1856	1866	1876	1886	1891
	—	—	—	—	—	—
Saizerais	862	816	812	787	757	735
Limey	316	316	287	282	237	248
Thiaucourt	1.663	1.642	1.488	1.402	1.477	1.424

Sous les vents du sud et les vents d'Ardenne, la race de la Woëvre a dû, par le dessèchement, la mise en culture des nappes aqueuses, assainir son habitation. Les terres fortes exigent un rude labeur dans la plaine et sur les côtes de Toul, le travail de la vigne est épuisant, celui qui s'y livre a le corps arqué de bonne heure.

Les enfants, trop tôt astreints à la besogne rustique se déforment.

Cependant, grâce à l'aisance obtenue, le paysan résiste à la fatigue. Il n'émigre pas de 1850 à 1900, comme l'habitant de Haye, mais on peut lui reprocher de n'être point prolifique avec préméditation, et en dépit de la fertilité apportée au terroir, si propice à la floraison des villages, la Woëvre s'est dépeuplée.

Beaucoup mieux ont résisté les terres plus faciles et les vergers magnifiques du Xaintois. Vie plus douce sous le soleil qui dore les mirabelles, et esprit plus joyeux sous le même front soucieux. Aussi, pas d'exode jusqu'à l'industrialisation du reste du département; et exode modéré grâce à l'industrie régionale des premières brasseries de Tantonville et de Vézelise.

Plus différencié encore était au début du siècle l'habitant des pentes montagneuses du sud. MADELIN nous l'explique :

« Les invasions ont longé les Vosges, elles ont laissé intact le sombre canton forestier où dans les profondeurs des bois, des sauvages disputaient aux bêtes de proie le gibier forestier. La race en est restée plus pure et partant plus forte.

Si embroussaillés que soient parfois leurs visages d'une barbe au roux sombre, ces montagnards ne sont point d'ailleurs des brutaux ; la finesse lorraine n'est point le privilège de la plaine : j'ai connu des bûcherons qui devisaient avec sens, et parfois avec esprit — lorsqu'ils devisaient, ce qui est chose rare. — Ils promènent une figure souvent fermée à travers les sentiers, quand d'un pas lent et mesuré, ils vont à la coupe ou aux champs, mais leur regard calme enveloppe la forêt ou le pré. »

Le bûcheron est l'hôte permanent de la forêt, il y naît, s'y marie, y vit, y meurt. La forêt lui fournit tous les objets essentiels à son existence, sa hutte, ses meubles frustes, le manche de sa cognée, le montant de son traîneau pour descendre la *schlitte*.

Le pastel d'un SCHERBECK, nous montre qu'aujourd'hui, si ces nuances régionales du département sont mélangées, « nos gens » restent physiquement pareils à ceux d'autrefois.

Les *baicelles* gardent le front bas, mais intelligent, les yeux aux paupières allongées, laissant filtrer un regard un peu farouche, les pommettes et les mâchoires saillantes, le menton carré, indiquant la même race travailleuse et opiniâtre.

Les *vieux* sont les mêmes « tout réceupis, tout rétritionnés, à la face rouge et ridée comme les pommes d'âpi, mais encô malins et grippe-sous, à ce qu'on dit. »

2° LE VÊTEMENT ne représente rien de particulier au point de vue costume, et en dehors des *halettes*, coiffes en toile que les femmes portent l'été pour aller aux champs, il n'y a rien de spécialement pittoresque.

Les hommes portaient la blouse bleue il y a quarante ans, comme la portent encore les paysans de la Limagne et de la montagne d'Auvergne.

Le vêtement n'existe plus, et rien ne distingue l'ouvrier des champs de l'ouvrier d'usine, si ce n'est l'allure différente du maintien et la composition des souillures de la cote de travail, en toile bleue ou en gros velours selon la saison.

3° L'ALIMENTATION telle qu'elle était il y a trente ans, avait pour base le lard, les pommes de terre et la potée de choux. Si l'on veut lire l'article de M. LAVIGNE dans le « Pays Lorrain » de 1932, on saisira dans tout le pittoresque des opérations multiples, comment se traite *not' cochon* et les ressources qu'il offre.

La table était exclusivement approvisionnée par la ferme; de cette manière, l'argent ne sortait pas et bien souvent, le lard consommé était le plus rance, car le meilleur pouvait à la rigueur se vendre.

Soupe à midi, soupe le soir, beaucoup de laitages. L'été, la soupe au lard à midi, et le soir, des pommes de terre en « robe de chambre », mêlées de salade et de « blanc fromâche ».

Comme boissons : le vin de Pays, aujourd'hui disparu, et, sans exagération, un petit verre d'excellente mirabelle ou autre eau-de-vie de prunes.

Le four familial existait dans toute moyenne culture, pour faire une fois la semaine un pain bis, d'excellente qualité, avec des farines complètes, traitées à façon par un meunier voisin.

« A la fête », le four embaumait d'exquis pâtés lorrains et de tartes diverses, dont la moins curieuse n'est pas celle aux *chanottes*, ou graines de pavot, en honneur aux confins de la Meuse.

Jamais de conserves, ni de poisson, même des rivières locales, peu de viande, hors le porc et un peu de volaille, du lapin plus volontiers.

Avec le développement de la brasserie et des transports automobiles, la bière a remplacé le vin, la viande de boucherie est fréquente et la variété est arrivée. Nous y reviendrons à propos des transformations générales de la « bonification » de la vie rurale.

4° LA SANTÉ DU PAYSAN LORRAIN

a) Il fait peu de cas de sa santé.

De nos jours, la vie des paysans n'est plus tout-à-fait telle que la dit DELÉPÉE (*L'évolution d'une commune lorraine depuis 60 ans*) pour l'époque d'entre les deux guerres : « Une longue marche courbée vers le sol, sans temps pour regarder autour de soi et avec la crainte continuelle de laisser partir le moindre profit diminuant ce qu'ils « ramassaient » dans l'année. Recevoir, oui ; donner, non, sauf leur peine qui ne coûte rien »,

L'hygiène et la santé du corps trouvaient évidemment peu de place dans de telles pensées.

Le médecin n'était appelé qu'en dernier ressort pour les gens, généralement à l'article de la mort, toujours beaucoup moins facilement que le vétérinaire, et plutôt par sentiment d'humanité tardif, et de fierté de faire comme il se doit, que par conviction en l'espoir de guérir.

Aller au pharmacien était déjà moins onéreux, on causait mieux avec lui, et l'on n'achetait que si « c'était bon et pas trop cher ».

b) *Les guérisseurs*. — Les seuls soins que l'on croyait devoir se donner étaient ceux indiqués par la voisine ou les *guérisseurs* et *rebouteux* qui fréquentaient la campagne d'alors, préconisant les différentes *fientes*, ou un chien qui tette couché sur votre ventre, et en toute occasion les herbes ramassées dans la nuit de la Saint-Jean (Ch. SADOUL: *Les guérisseurs et la médecine populaire en Lorraine*).

Il en reste hélas quelque chose en notre siècle moderne, les gazettes en ont retenti en même temps que nos tribunaux, il y a quelques mois encore. La persistance de telles pratiques a ému ceux qui ont en vue la protection de la santé en Meurthe-et-Moselle.

« La répression du charlatanisme est une nécessité qui, plus que jamais, s'impose. Elle doit représenter un des buts que poursuivent ceux qui s'efforcent d'organiser la lutte contre la maladie et spécialement contre les fléaux sociaux » (J. PARISOT: *Les guérisseurs et la santé publique*, 1924).

A juste titre, il est, en effet, « légitime de considérer le guérisseur comme un criminel doublé d'un escroc. Il est criminel parce qu'il endort le malade dans une sécurité trompeuse, parce qu'il l'empêche souvent de recourir à temps à l'intervention qui pourra le sauver, parce qu'il lui fait considérer comme inutiles en cas de maladie transmissible les moyens propres à empêcher autour de lui la dissémination de son mal.

Il est escroc parce qu'il exploite indignement la souffrance et la misère en arrachant à ses victimes des sommes souvent élevées, pour des interventions médicales dont il est le premier à connaître l'inefficacité » (SPILLMANN et PARISOT).

c) *Le colportage pharmaceutique.* — Si les méfaits du guérisseur s'atténuent, il est un autre danger qui menace la campagne: c'est la diffusion par la grande presse et par le colportage pharmaceutique, de spécialités, à grand renfort de réclame, souvent inactives, même parfois nuisibles, également trompeuses, vantées par la quatrième page d'une feuille publicitaire, et conseillées par des chauffeurs de triporteurs sans la moindre compétence.

A la demande même du corps pharmaceutique, resté sain malgré quelques-uns, de tels abus doivent cesser. La vie de l'honnête pharmacien de campagne, utile collaborateur du médecin, n'est plus possible, tuée par la gourmandise des bazars pharmaceutiques, et les services qu'un bon praticien peut et doit rendre, s'évanouissent devant la diffusion de spécialités parées des plus beaux noms et des plus beaux condi-

tionnements, mais dont l'usage intempestif, sinon l'abus inconsidéré, devient un nouveau fléau social.

C'est autour de 1928 qu'un pharmacien de Nancy a commencé à solliciter directement le client à la campagne, déclanchant dans toute la région de l'Est une véritable éclosion de réseaux de distribution.

A l'heure actuelle, le mal est à son maximum :

De Nancy partent chaque matin 23 à 25 voitures automobiles se répandant à travers les villages jusqu'à une distance de 200 km. On en trouve aux faubourgs de Chaumont.

En outre, la Woëvre et le bassin de Briey reçoivent de la Meuse les visites de Verdun, et vers l'Est, celles des Messins.

L'installation de ces pratiques pharmaceutiques appelées « modernes » par leur auteurs, ont amené une nouvelle profession, celle de « colporteur en pharmacie ».

On pouvait voir à l'état civil de Nancy, il y a quelques semaines, une publication de mariage où le conjoint s'honorait de ce titre.

Le nombre de voitures appartenant à ces entrepreneurs privés est impossible à déterminer exactement, mais une idée peut en être conçue à la suite d'une annonce comme celle-ci, parue en 1933 dans l'*Est Républicain* : « A vendre, tournée de pharmacie. 35 villages, prix : etc... ».

Un pharmacien de Nancy utilise les bons offices d'un agent de ce genre, en attendant que l'agent revende la clientèle à un pharmacien plus offrant ; car, avec une telle conception des devoirs d'un praticien,

seules comptent les commissions allouées, même en dépit des offices de réglementation des prix.

Le simple exposé de la situation suffit à montrer l'oubli complet des intérêts sanitaires de la population. Ils deviennent la dernière préoccupation de pharmaciens, qui, heureusement, sont une minorité petite, mais financièrement puissante, toujours trop nombreux, hélas, dans une profession honnête.

Voilà le procès du colportage « offensif ».

Pour ne pas périr, le pharmacien sérieux, installé dans le paisible canton où il vivait en paix, est obligé aujourd'hui de pratiquer dans son secteur le colportage « défensif », onéreux et nuisible à la clientèle.

L'impression d'un colporteur qui « se défend » est suffisante pour faire condamner la nocivité des pratiques agressives.

« Quand ma voiture part, je suis inquiet jusqu'au retour, soucieux des erreurs que peut commettre mon livreur inexpérimenté, avec les produits si différents que je lui confie. »

« Si je pars moi-même, que se passe-t-il chez moi en mon absence? et à quel métier suis-je réduit? »

Colportage défensif égale réaction regrettable, mais tout de même combien naturelle? Le mal s'étend chaque jour, et nous sommes en mesure de préciser qu'un canton rural de la Haute-Marne vient de voir disparaître son pharmacien, ruiné par le colportage, en même temps qu'un canton des plus agricoles de la Meurthe-et-Moselle va perdre le sien sous peu pour le même motif.

En définitive, qui paie les frais généraux considérables inhérents à ce genre de commerce ambulante ? — Le malade — et, si son fournisseur est un « agresseur » malhonnête, sa santé, par baisse de la qualité.

Le risque est d'autant plus grand que le paysan paraît content de la situation actuelle qui semble lui assurer « le pharmacien à sa porte ». Il ne se rend pas compte du danger couru, fut-ce seulement par l'absence, un jour d'urgence, du pharmacien cantonal disparu.

Seule une loi promulguée à la suite d'interventions basées sur les rapports GRORICHARD (du Jura) et des doyens de Facultés, en particulier celui du doyen SEYOT pourrait remédier à cet état de choses. Nous croyons savoir qu'un projet est déposé.

En tout cas, il est du devoir des services d'Hygiène de protéger la santé contre le colportage, danger social.

d) *Les soins de propreté.* — Connaissant les entorses faites à l'hygiène par l'habitat, par les exigences d'un travail acharné, par la négligence intéressée et par la crédulité exagérée dans les *panacées*, il nous est permis de nous demander si, maintenant plus qu'autrefois, les règles de la plus élémentaire propreté corporelle sont respectées dans le village.

Il nous est pénible, mais obligatoire, de répondre négativement dans le village inchangé. On manque de temps, d'eau parfois, au réveil, et puis... à quoi bon ?

Un trait suffira à faire connaître à quel point nous en sommes encore dans certains villages.

Quand on va au « médecin », il est d'usage de « s'approprier » ; traduisez : « mettre ses neufs habits », pour les braves vieilles, « une neuve camisole », mais, sauf le tour du cou et les mains, n'attendez pas de lavage sérieux.

Sans doute, maintenant qu'on va plus à la ville, on soigne davantage sa propreté. Mais, dans notre Lorraine, ce vieux préjugé persiste encore que « se laver let bodate » amène une mort prochaine. C'est du moins la réponse que nous avons reçue plusieurs fois, à l'occasion d'un reproche sur un ombilic malpropre.

« Les privilèges et les bienfaits de l'air pur ne compensent pas les attentats à l'hygiène, et l'indifférence de la population rurale aux règles sanitaires » (DEBUCHY, thèse).

CHAPITRE III

LA GUERRE DANS LES VILLAGES DU DÉPARTEMENT

1° L'IMPORTANCE DES DESTRUCTIONS

La Lorraine est venue à la France par fragments, Toul, Verdun et Metz sont venues d'abord, Nancy se donna plus tard, et le duché entier, classé entre la France et d'Allemagne, aux confins de deux civilisations différentes, de deux races constamment rivales, devaient être et fut un de ces pays dont la destinée fait un champ de bataille perpétuel, un lieu de passage constamment disputé, une proie toujours offerte à l'appétit du plus fort.

La plus cruelle de ces luttes déchirantes vient de ravager, il n'y a pas vingt ans, le cœur de notre département, et si nos villages nous sont restés, c'est à l'état de ruines saignantes et fumantes. Il est bien certain qu'un travail médical n'est nullement le champ d'une épopée, et, s'il ne nous est pas loisible de rappeler ici l'héroïsme de nos pays martyrs, il est de notre rôle de relever l'influence du désastre sur l'hygiène du village, de la rue, de la ferme et de son occupant.

Il n'est pas osé de dire, au point de vue hygiène, que « à quelque chose malheur fut bon ».

Dans leur ouvrage déjà cité « Guérir est bien, prévenir est mieux », MM. Jacques PARISOT et Louis SPILLMANN écrivaient : « Il est une influence dont, à coup sûr, on devra tenir compte dans les effets et les progrès de la médecine sociale, dans toutes les régions qui furent dévastées durant la guerre. Il n'est pas douteux que la destruction de nombreuses maisons, dont beaucoup, à coup sûr, dans nombre de villages tout au moins, n'étaient pas particulièrement salubres, leur reconstruction sous forme de logis sains et confortables pourront avoir une influence sur la santé des populations de ces contrées.

Les auteurs donnaient, sous forme de secteurs de différentes grandeurs, l'importance des destructions pour chaque arrondissement avec le nombre des maisons détruites.

Dans notre travail, nous nous sommes attachés à démembrer pour chaque commune rurale le chiffre de maisons entièrement détruites et partiellement détruites.

SONT CONSIDÉRÉES COMME COMMUNES RURALES
CELLES DE MOINS DE 5.000 HABITANTS (1)

	Immeubles existants avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
<i>Arrondissement de Nancy</i>				
Abaucourt	135	102	33	1927
Amance	131	15	67	1924
Armaucourt	130	59	71	1927
Arraye-et-Han	134	97	33	1926
Atton	115	3	8	1923
Autreville	86		1	1923
Belleville	173	1	10	1923
Bey	64	56	8	1925
Blénod-l.-P ^t -à-Mousson .	295	3	35	1923
Bouxières-aux-Chênes ..	175	51	46	1924
Bouxières-aux-Dames ..	304		1	1922
Bouxières-s ^s -Froidmont .	146	115	20	1925
Brin	136	114	22	1926
Buissoncourt	84	5	3	1923
Cercueil	65	3	10	1924
Champenoux	146	46	100	1926
Champey	58	11	41	1925
Champigneulles	400	1	4	1924
Chenicourt	75	68	7	1924
Clémery	151	44	107	1928
Coyviller	37	1		1922
Dieulouard	650	110	500	1927
Dombasle	828	4	324	1925
Dommartin-s ^s -Amance ..	33		5	1925

(1) Les noms en italique désignent les communes entièrement détruites.

	Immeubles existants avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
<i>Eply</i>	180	180		1927
<i>Erbéville</i>	30	8	22	1925
<i>Essey-lès-Nancy</i>	350	1		1921
<i>Eulmont</i>	165		10	1924
<i>Frouard</i>	520	4	5	1925
<i>Gellenoncourt</i>	28	20	8	1926
<i>Haraucourt</i>	160	67	30	1928
<i>Jeandelaincourt</i>	97	2	1	1923
<i>Jezainville</i>	199	3	50	1925
<i>Laitre-sous-Amance</i>	90	6	15	1927
<i>Landremont</i>	60	1	14	1925
<i>Lauevelotte</i>	53	5	10	1924
<i>Laneuveville-d^t-Nancy</i> ..	350		80	1923
<i>Lanfroicourt</i>	70	65	5	1925
<i>Laxou</i>	534	1	10	1923
<i>Lay-Saint-Christophe</i> ..	277	1	1	1922
<i>Lenoncourt</i>	125		2	1923
<i>Lesménils</i>	111	109	2	1926
<i>Létricourt</i>	100	96	6	1926
<i>Leyr</i>	209	43	16	1924
<i>Lixières</i>	87	29	50	1925
<i>Loisy</i>	81		22	1925
<i>Ludres</i>	340		5	1924
<i>Lupcourt</i>	52	2		1922
<i>Maidières</i>	139	20	70	1926
<i>Mailly</i>	111	48	50	1927
<i>Manoncourt-sur-Seille</i> ..	70	56	14	1926
<i>Mazerulles</i>	89	71	18	1925
<i>Millery</i>	121		6	1925
<i>Moivron</i>	45		5	1930
<i>Moncel-sur-Seille</i>	170	166	4	1926
<i>Montauville</i>	160	17	83	1927

	Immeubles		Immeubles	
	Immeubles existant avant-guerre	détruits entière- ment	détruits partielle- ment	Fin des travaux
Morville-sur-Seille	75	65	10	1927
Mousson	66	23	33	1928
Nancy	10.129	150	2.848	1930
Neuves-Maisons	660	29	177	1925
Nomeny	380	371	9	1928
Norroy	170	30	80	1926
Pagny-sur-Moselle	360	75	284	1925
Phlin	42	19	20	1925
Pompey	358	10	25	1923
Pont-à-Mousson	1.877	548	1.029	1930
Pont-Saint-Vincent	361		10	1925
Port-sur-Seille	95	89	6	1926
Prény	86	31	20	1927
Pulnoy	33		4	1922
Raucourt	92	76	16	1926
Réméréville	137	110	27	1925
Rosières-aux-Salines ...	370		10	1925
Rouves	85	80	5	1926
Saint-Max	412		257	1925
Saint-Nicolas	625	1	20	1923
Sainte-Geneviève	114	27	55	1924
Seichamps	100		3	1922
Serrières	40		2	1923
Sivry	56	5	1	1925
Sornéville	140	54	86	1926
Thésey-Saint-Martin ...	120	96	24	1927
Vandières	181	30	145	1927
Vandœuvre	173		5	1923
Varangéville	382	3	175	1923
Velaine-en-Haye	93	1		1923
Velaine-sous-Amance ..	80	2	5	1922
Ville-au-Val	65		1	1922

	Immeubles existants avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
Villers-lès-Moivrons . . .	33		3	1922
Villers-sous-Prény	99	14	75	1924
Vittonville	45	25	18	1926
<i>Totaux</i>	27.858	3.894	7.558	

Arrondissement de Lunéville

Amenoncourt	62	48	14	1925
Ancerviller	181	53	128	1925
Angomont	69	24	45	1925
Anthelupt	113	27	61	1925
Arracourt	181	144	27	1927
Athienville	90	20	55	1925
Autrepierre	68	14	54	1925
Avricourt	96	3	90	1925
Azerailles	198	1	6	1925
Baccarat	826	113		1925
Badonviller	401	194	207	1926
Barbas	93	10	78	1925
Bathélémont-lès-Bauz ^t ..	52	14	38	1924
Bauzemont	84	10	34	1923
Bénaménil	154	6	65	1923
Bertrambois	237	3	2	1923
Bertrichamps	245	3		1923
Bezange-la-Grande	110	81	14	1926
Bienville-la-Petite	18	3		1924
Bionville	113	18	8	1925
Blainville-sur-l'Eau	260	8	32	1924
Blâmont	315	7	308	1927
Blémerey	44	25	19	1927
Bonviller	70	23	10	1927

	Immeubles existants avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
Borville	84		5	1925
Bréménil	95	78	16	1925
Brouville	80	3	1	1924
<i>Bures</i>	37	37		1925
Buriville	38	3	6	1925
Chanteheux	91	17	10	1925
Charmois	33	8	4	1925
<i>Chazelles</i>	32	32		1925
Chenevières	103		10	1926
Cirey	497	13	484	1927
Coincourt	91	4	28	1924
Courbesseaux	77	34	12	1924
Crévic	201	78	33	1924
Crion	56	5	10	1924
Croismare	195	2		
Damelevières	146	1	34	1924
Deneuvre	197	15	20	1924
Deuxville	137	16	4	1924
Domêvre-sur-Vezouse ..	196	164	32	1924
Domjevin	133	45	86	1925
Drouville	101	45	6	1926
Einvaux	99		1	1923
Einville	291	5	1	1923
<i>Emberménil</i>	92	92		1925
Essey-la-Côte	71	1	6	1924
Fenneviller	62	38	24	1927
Flainval	50	5	1	1927
Flin	180	1		1926
Fontenoy-la-Joûte	181		1	1923
Frambois	137	4	22	1925
Franconville	30	2	10	1925
Fréménil	68	9	10	1925

	Immeubles existant avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
Frémonville	137	6	1	1925
Froville	58		5	1925
Gélacourt	48	7	9	1925
Gerbéviller	458	378		1927
Giriviller	72	1	8	1925
Glonville	170	20		1925
Gogney	69	1	35	1925
Gondrexon	27	24		1925
Hablainville	124	4	30	1925
Halloville	36	26	10	1925
Harbouey	111	46	65	1925
Haudonville	38	10	17	1926
Hénaménil	124	25	90	1923
Herbéviller	120	45	75	1925
Hériménil	100	25	68	1927
Hoéville	87	4	42	1925
Hudiviller	71	25	10	1925
Igney	53	18	18	1925
Jolivet	110	2	8	1925
Juvrecourt	86	16	70	1925
Lachapelle	145	10	11	1925
Lamath	62	1	5	1925
Landécourt	58	1	6	1925
Laneuveville-aux-Bois .	118	55	63	1927
Laronxe	131		5	1925
Leintrey	109	109		1927
Lunéville	1.999	110	45	1926
Magnières	187	27	20	1926
Maixe	120	40	12	1926
Manonviller	86		42	1926
Marainviller	158	2	20	1926
Mattexey	51	4	10	1926

	Immeubles existants avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
Méhoncourt	79	1	2	1926
Merviller	68	68		1926
Mignéville	86	27	53	1927
Moncel-lès-Lunéville ...	81	1	3	1925
Mont	100	10	17	1925
Montigny	63	30	33	1925
Montreux	35	29	6	1925
Moriviller	85	3	33	1925
Mouacourt	60	57	2	1925
Moyen	351	5	1	1925
Neufmaisons	152	3	11	1925
Nonhigny	67	53	14	1925
Ogéville	147	20	90	1925
Parroy	133	133		1927
Parux	70	70		1927
Petitmont	211	10	67	1927
Pettonville	35		8	1924
Pexonne	238	29	209	1927
Pierre-Percée	86	16	25	1925
Raon-lès-Leau	52	5	1	1925
Raville	45	1	7	1925
Réchicourt-la-Petite	42	26	16	1925
Réclonville	48	2	12	1925
Rehainviller	120	27	24	1925
Reherrey	74	3	12	1925
Reillon	39	38	1	1927
Remenoville	92	14	12	1925
Remoncourt	38	4	33	1925
Repaix	52	7	45	1927
Rozelieures	151	9	12	1925
Saint-Clément	200	1	4	1924
Saint-Martin	51	35	16	1925

	Immeubles existants avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
Saint-Maurice	52	38	14	1927
Saint-Sauveur	54	15	33	1925
Sainte-Pôle	104	44	60	1925
Seranville	57	8		1925
Serres	130	7	22	1925
Sionviller	26	1	5	1925
Sommerviller	149	3		1925
Tanconville	85	6	5	1925
Thiaville	137	5	1	1925
Thiébauménil	108	1	10	1925
Vacqueville	152	4	6	1925
Val-et-Châtillon	450	9	411	1925
Valhey	65	3	6	1925
Vallois	120	49	21	1925
Vathiménil	116	1		1925
Vaucourt	67	49	18	1925
Vaxainville	43	1	1	
Vého	57	51	6	1927
Veney	36	3	3	1925
Venezey	26		2	1925
Verdenal	81	18	63	1925
Vigneulles	63		1	1925
Vitrimont	81	39	27	1925
Xermaménil	67	2	33	1925
Xousse	65	27	34	1927
Xures	81	4	10	1925
<i>Totaux</i>	18.907	3.776	4.563	

	Immeubles		Immeubles	
	Immeubles	détruits	détruits	Fin
	existant	entière-	partielle-	des
	avant-guerre	ment	ment	travaux
	—	—	—	—

Arrondissement de Brie

Abbéville	95	30	3	1924
Affléville	83	1	1	1927
Allamont	59	4	6	1926
Allondrelle	224	4	30	1925
Anderny	93	2	13	1925
Anoux	95	2	2	1925
Auboué	231	4	2	1925
Audun-le-Roman	225	210	15	1927
Avillers	45	1	26	1926
Avril	145		2	1925
Baroches (Les)	40		4	1925
Baslieux	155	11	1	1927
Bazailles	67	48	2	1927
Béchamps	55	22	2	1926
Bettainvillers	61	4	7	1925
Beuveille-et-Doncourt ..	223	51	25	1925
Beuvillers	54	2	25	1926
Boismont	97	16	5	1926
Boncourt	66	3	1	1926
Bonvillers	148	4	88	1927
Brainville	91	8	3	1927
Bréhain-la-Ville	60	1		1924
Briey	553	2		1924
Bruville	77		1	1924
Chambley	190	5	5	1927
Charency-Vezin	212	20	80	1927
Chénières	97	94	2	1927
Colmey	124	10	15	1925
Conflans	141	1		1924

	Immeubles existant avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
Cons-la-Grandville	121	7	18	1927
Cosnes-et-Romain	266	45		1926
Crusnes	178	3	35	1924
Cutry	82	23	9	1927
Dampvitoux	64	54	10	1927
Domprix	44	25	10	1927
Doncourt-lès-Conflans ..	116		2	1924
Epiez	78		20	1924
Errouville	75	1	5	1924
Fillières	160	31		1927
Fléville-Lixières	116	6	17	1927
Fresnois-la-Montagne ..	148	103	28	1927
Friaucourt	63		2	1924
Giraumont	80		3	1924
Gondrecourt-Aix	81	66	3	1926
Gorcy	171	4	13	1925
Grand-Failly	177	17	50	1927
Hagéville	80	10	70	1927
Hannonville-au-Passage .	115	1	12	1927
Haucourt	94		80	1927
Herserange	527	3	16	1925
Homécourt	468	9		1925
Hussigny-Godbrange ...	333	52	28	1927
Jarny	396	57	110	1928
Jeandelize	90	4	2	1924
Jœuf	529	7	10	1924
Joppécourt	77		30	1924
Joudreville	380	6	150	1927
Labry	120	3	1	1927
Laix	84	9	2	1927
Landres	127	70	35	1927
Lexy	102	1	2	1924

	Immeubles		Immeubles	Fin des travaux
	Immeubles existant avant-guerre	détruits entière- ment	détruits partielle- ment	
Longlaville	326	9	9	1924
Longuyon	568	186	140	1927
Longwy	1.131	326	100	1927
Lubey	57	3	5	1927
Mairy	118	1	11	1927
Malavillers	53	41	8	1927
Mance	95	1	3	1925
Mars-la-Tour	255	15	40	1926
Mercy-le-Bas	94		31	1926
Mercy-le-Haut	134	3	34	1926
Moineville	115	1	2	1924
Montigny-sur-Chiers ...	134	44	28	1927
Mont-Saint-Martin	525	76	15	1927
Morfontaine	113	14		1927
Mouaville	40	4	2	1924
Moutiers	162	3		1924
Murville	58	12	14	1924
Norroy-le-Sec	130	1	2	1924
Olley	86	2	7	1924
Onville	119	10	19	1926
Othe	29	1		1924
Ozerailles	83	3	1	1924
Petit-Failly	90	34	16	1927
Piennes	48	4	15	1927
Pierrepont	178	18	32	1925
Preutin	58	1	15	1926
Puxieux	68	4	14	1926
Saint-Ail	262		3	1924
Saint-Jean	44	16	6	1926
Saint-Julien-lès-Gorze ..	84	54	20	1927
Saint-Marcel	45	1		1924
Saint-Pancré	137	20	7	1924

	Immeubles		Immeubles	Fin des travaux
	Immeubles existant avant-guerre	détruits entiè- ment	détruits partielle- ment	
Saint-Supplet	92	35	25	1927
Sancy	113	15	31	1927
Saulnes	241	64	120	1924
Serrouville	155	3	32	1926
Sponville	65	2	12	1924
Tellancourt	101	2	1	1924
Thil	188	2	150	1924
Thumeréville	52	2	4	1924
Tiercelet	50	5	12	1924
Trieux	370		316	1927
Tucquegnieux	225	1	47	1924
Ugny	84	12	6	1926
Ville-au-Montois	146	56	2	1927
Villecey-sur-Mad	80	10	30	1927
Ville-Houdlémont	123	1		1924
Villers-la-Chèvre	59		8	1924
Villers-la-Montagne	270	24	1	1924
Villers-le-Rond	28	1	10	1924
Villerupt	1.304	4	617	1927
Ville-sur-Yron	63	2	3	1924
Villette	75	1	10	1924
Viviers	188	5	4	1924
Waville	104	14	30	1927
Xivry-Circourt	111	3	25	1924
Xonville	65	4	10	1924
<i>Totaux</i>	19.130	2.353	3.244	

Immeubles existants avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
--	---	---	-----------------------

Arrondissement de Toul

Allamps	147	1		1921
Andilly	102	2	22	1924
Ansauville	90	3	75	1923
Arnaville	215	5	35	1924
Bayonville	121	11	40	1925
Beaumont	47	32	15	1924
Bernécourt	102	15	87	1928
Boucq	220	2	20	1924
Bouillonville	90	5	46	1925
Bouvron	70		1	1923
Bruley	165		10	1924
Charey	85	53	32	1926
Chaudeney	136		2	1925
Colombey-les-Belles	205	1	1	1924
Crépey	230		1	1922
Crézilles	90		1	1923
Dommartin-la-Chaussée.	29	18	11	1926
Essey-et-Maizerais	240	205	35	1927
Euvezin	130	100	30	1927
Fey-en-Haye (1)	60	60		1926
Flirey (2)	132	130	2	1927
Griscourt	44		1	1922
Grosrouvres	47	4	9	1924
Gye	55		2	1922
Hamonville	33	6	20	1923
Jaulny	128	67	57	1925
Limey	90	80	10	1927

(1) Reconstituit à un autre emplacement.

(2) Reconstituit à un autre emplacement.

	Immeubles existant avant-guerre	Immeubles détruits entière- ment	Immeubles détruits partielle- ment	Fin des travaux
Lironville	77	76	1	1928
Mamey	95	50	45	1927
Mandres-aux-Q ^{tre} -Tours.	134	31	103	1926
Manonville	72		5	1924
Martincourt	58		10	1925
Minorville	140		2	1923
Noviant-aux-Prés	126		80	1926
Ochey	90		2	1923
Pannes	132	52	74	1926
Regniéville (3)	60	60		
Rembercourt	97	59	23	1926
Réménauville (4)	40	40		
Rogéville	67	8	25	1925
Rosières-en-Haye	71		1	1922
Royaumeix	118	1	4	1924
Saint-Baussant	64	64		1926
Seicheprey	80	80		1927
Thiaucourt	430	300	120	1926
Toul	1.398	5		1924
Tremblecourt	82		2	1923
Vandelainville	60	2	20	1923
Viéville-en-Haye	73	61	12	1925
Vilcey-sur-Trey	66	45	13	1926
Villers-en-Haye	102		2	1922
Xammes	100	49	46	1926
<i>Totaux</i>	6.935	1.783	1.155	

(3) Non reconstruit.

(4) Non reconstruit.

Ce travail, accompli avec l'aide très active des services de la préfecture, nous a permis de classer environ 400 communes rurales (ce terme étant pris dans le sens que nous avons fixé):

Communes entièrement détruites et entièrement déplacées.	2
Communes entièrement détruites et non reconstruites....	2
Communes entièrement détruites, reconstruites sur place.	10
Communes détruites à plus de 50 % de maisons neuves.	67

Le tableau général joint à notre publication, renseignera le lecteur sur l'importance des travaux de reconstruction exigés dans chaque village, et sur la date de terminaison de ces travaux. Les destructions furent maximum dans la région de stabilisation du front.

Le résultat des bombardements, incendies et tous procédés de destruction employés pendant quatre ans, au voisinage surtout de la ligne de feu, s'y traduit par des chiffres éloquents, et on y trouve les 14 communes entièrement rasées.

1: Eply dans l'arrondissement de Nancy.

7: Bures, Chazelles, Emberménil, Leintrey, Merviller, Parroy et Parux, dans l'arrondissement de Lunéville.

6: Fey-en-Haye, Flirey, Regnéville, Reménauville, Saint-Baussant et Seicheprey dans l'arrondissement de Toul.

Deux de ces communes, Regnéville et Reménauville n'ont pas été reconstruites, et seuls, quelques trous d'anciennes caves, particulièrement profonds, au milieu d'un paysage encore lunaire, surmontés

d'un monument et d'une chapelle blanche, signalent leur emplacement à l'attention du passant.

Les autres ont servi de champ d'expérience à toutes les innovations encouragées par les pouvoirs publics, et sollicitées par les municipalités et les particuliers, placés par les circonstances, devant la disparition des résultats de siècles d'ignorance excusable des nécessités hygiéniques de la santé.

Les travaux de reconstruction ont été terminés à des dates variant entre 1925-1927. Deux communes, pour des raisons tant de salubrité que de commodités techniques et de communications, ont été reconstruites à un emplacement mieux choisi et distant de plusieurs centaines de mètres des ruines de l'ancien village.

De plus, 67 communes ont subi un pourcentage de maisons complètement détruites supérieur à 50 %, sans parler des habitations réparables, mais très abîmées, témoin de grosses agglomérations rurales comme Thiaucourt et Nomeny dont les chiffres de destruction sont, pour la première : 300 maisons complètement détruites et 120 partiellement, sur 430 existant avant guerre. Pour la seconde : 371 complètement et 9 partiellement détruites sur un total de 380 ; ces chiffres présentent des dommages justifiant et appelant même une transformation totale de la localité. Sur les 67 villages visés plus haut, une vingtaine sont dans ce cas, et leurs coefficients de destruction oscillent entre 70 et 95 %.

Enfin 326 communes ont un coefficient de destruction inférieur à 50 %.

Ce qu'il importe de bien faire ressortir est que :

Sur 27.910 maisons atteintes et qui la plupart ont été réparées avec des perfectionnements, 11.800 ont été entièrement reconstruites.

Ces chiffres n'étonneront plus lorsqu'on se rappellera que, pour notre petit département, il a été réclamé deux milliards de dommages de guerre, dont 1.856.000.000 ont été réemployés.

2° LE VILLAGE RECONSTRUIT

Güt Gewohnt ist halb gelebt (Une bonne habitation est la moitié de la vie) (Proverbe allemand).

Il nous sera beaucoup plus facile dans cet exposé, de donner des exemples concrets.

Nous pourrions les multiplier, comme nous pourrions, pour chacun donner des explications détaillées. Nous préférons garder ces explications pour l'habitation elle-même, et nous contenter de deux croquis portant superposés le plan ancien et le plan nouveau.

Il faut noter seulement que :

Dans tous les cas, la surface bâtie est au moins égale à l'ancienne, pour un nombre de foyers bien moindre.

Il existe :

Un alignement ;

Des rues plus larges ;

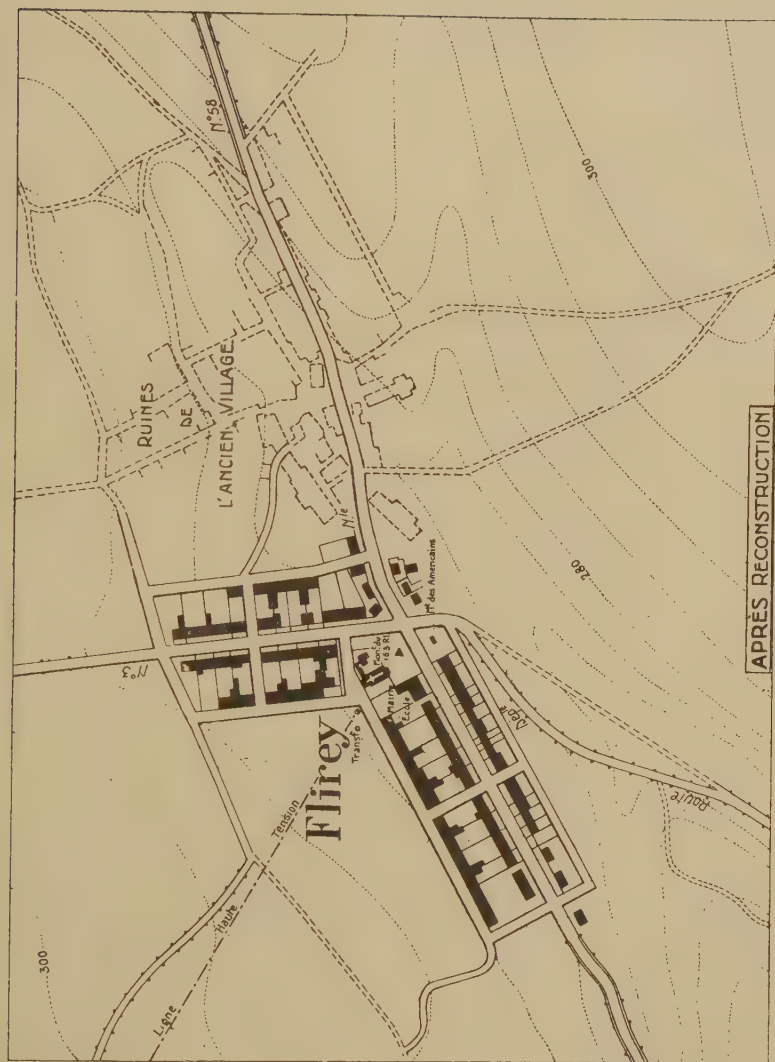
Des places plus géométriquement disposées ;

Un chemin dit « d'évacuation » ou de *défruite-ment* qui dessert par l'arrière les écuries et les engrangements.



Cliché Pays lorrain

Dessin « Génie rural »



Dessin « Génie rural »

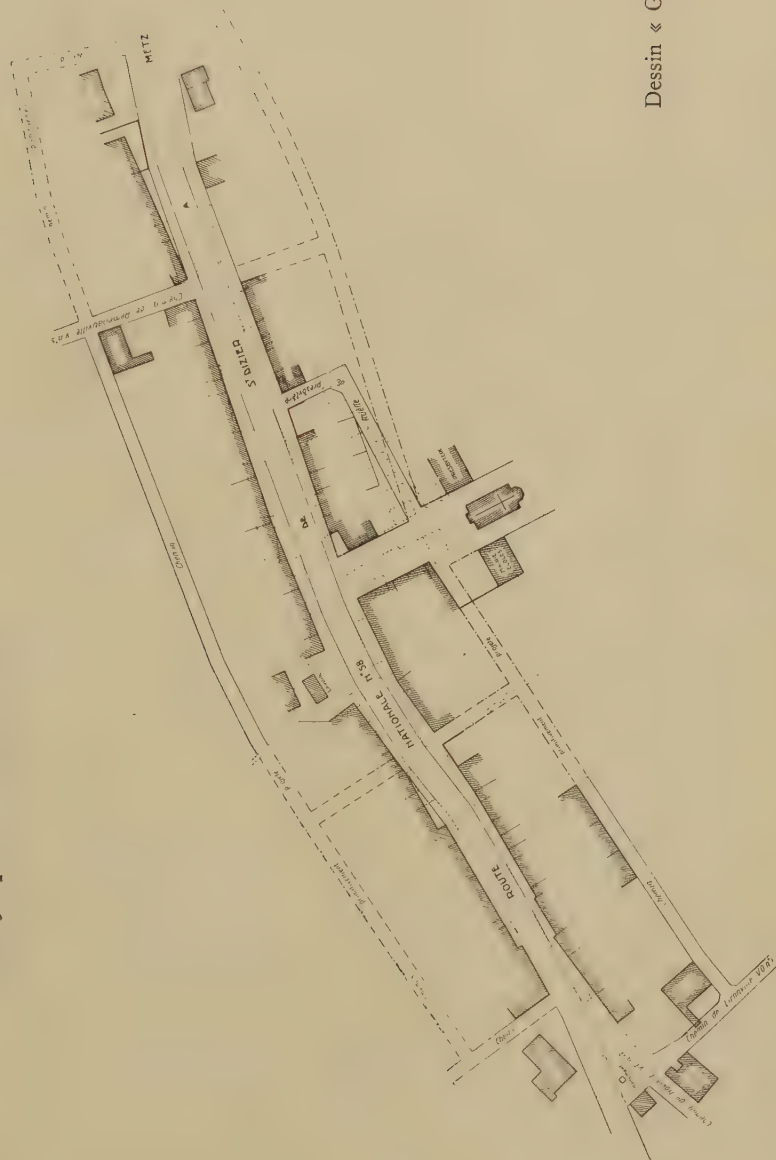
Cliché Pays lorrain

Limey avant destruction



Dessin « Génie rural ».

Limey après reconstruction



Dessin « Génie rural ».

Outre les fontaines publiques, mieux aménagées, des concessions privées, et, dans presque chaque village,

Un ou plusieurs abreuvoirs ;

Un lavoir ;

Des bains-douches généralement placés à l'école ou près d'elle.

Dans beaucoup de communes existe un réseau d'égout pour les eaux usées.

Le tout-à-l'égout est plus rare, et nous ne le trouvons que dans les bourgs un peu importants.

La loi du 14 mars 1919 obligeait les communes détruites à présenter un projet sommaire d'aménagement, d'embellissement et d'extension.

Les municipalités avaient en outre la liberté d'affecter à des travaux d'assainissement communaux le remploi des dommages de guerre obtenus pour des immeubles, même autres que les bâtiments publics.

« La renaissance des cités », œuvre privée dite d'entr'aide sociale, a fait visiter par ses architectes beaucoup de villages détruits. Elle a fait dresser des plans d'alignement.

Un grand nombre ont été approuvés, par le maire d'abord, par la commission enquêteuse, par le Préfet.

Nos services des régions libérées ont fait de gros efforts pour rendre à la vie, des villages d'aspect misérable (Reconstitution foncière ; Ponts et Chaussées ; Génie rural).

Les efforts officiels ont-ils toujours abouti et le mieux a-t-il toujours été exécuté ?

De l'avis même de M. BRUNOTTE, ingénieur en chef du Génie rural, les plus beaux projets sont hélas souvent tombés devant l'intérêt particulier, plus souvent encore devant l'entêtement des propriétaires qui voulaient leur maison « là et conime elle était avant ». Au diable l'alignement, et puis, qui sait si la parcelle qu'on enlevait était bien compensée par celle qu'on recevait en échange?

Un très rapide coup d'œil dans quelques villages suffit à faire ressortir les différences dans la netteté des diverses exécutions. Les motifs sont, d'une part, ceux que nous venons d'évoquer; à Flirey le maire, très énergique, sut couper court aux récriminations et persuader son monde; à Limey, tout le monde se mit d'accord pour échanger les parcelles nécessaires à raison de 1 fr. 25 le mètre.

Ailleurs, il n'en fut pas de même, mais ne citons pas, pour ne désobliger personne.

D'autre part, là où sont restés des immeubles insuffisamment détruits pour demander le remplacement pur et simple, les vieux coins subsistèrent, et il fallut composer la nouvelle disposition avec l'ancien aménagement des lieux.

Il est exact que la note pittoresque a souvent disparu, et que le village uniforme a pris une allure tout à fait anonyme, mais le fait est certain, à peu près partout, on a su concilier une disposition salubre avec l'exploitation pratique de la culture.

3° L'HABITATION MODERNE

C'est encore par des reproductions de plans et des-
sins que nous exposerons ce que sont devenus le
poêle, la *chambre à four*, et les autres pièces classi-
ques de la maison lorraine.

Dans les cas les plus simples, chez les plus pauvres,
le changement est tel que la comparaison est impos-
sible.

Si les murs sont moins épais, moins solides aussi,
si certains entrepreneurs des régions libérées n'ont
pas fourni des matériaux de premier choix pour exé-
cuter un travail qui pourrait être plus soigné, il reste
évident que la disposition générale de la ferme et la
répartition des pièces est hygiéniquement bien com-
prise, que l'air et la lumière débitent à chaque logis
l'appoint duquel tout intérieur sain a besoin.

Types I. — Un mot du type que nous pouvons ap-
peler « parfait ». On le rencontre dans de très petits
villages, à Bures, du côté d'Avricourt, à Fey-en-
Haye, groupe de 14 maisons. Bien ailleurs encore,
mais en général dans les hameaux rasés par la mi-
traille.

On voit se développer, soit parallèlement, soit per-
pendiculairement à l'axe de la rue, une série de trois
corps de bâtiments complètement indépendants, sépa-
rés par des cours de dix à quinze mètres, fermées
d'élégantes grilles.

La maison du propriétaire est devenue une coquette
villa, le plus souvent carrée, portant un rez-de-chaus-

sée surélevé et, de part et d'autre d'un couloir, une cuisine, une salle à manger et deux chambres, souvent complétées par des pièces bien meublées au premier étage (voir Plan n° 7: Maison).

Beaucoup de villas dans les lotissements urbains n'ont pas le même confort sous une ligne aussi élégante.

Une cour, puis ce sont les écuries et étables au sol cimenté, drainé par des conduits étanches vers une sole de béton qui surmonte à son tour une fosse à purin bien étanche.

Une cour encore, et voici les hangars à matériel et les granges à paille.

Dans la maison, de l'air, de la lumière, des plafonds hauts, des fenêtres qui s'ouvrent et que l'on ouvre, des w.-c. le plus souvent.

Dans les étables, la propreté, de la place pour chaque bête à l'aise et plus de litières sales.

En résumé, de l'aisance dans toutes les parties de la ferme, et plus de promiscuité avec le bétail, Si une volaille égarée entre à la cuisine pour sauter, picorer, chanter... et le reste, sur la table de famille, c'est en l'absence de la maîtresse de maison et par accident. Elle n'est pas normalement chez elle, et on la chasse au lieu de l'y nourrir volontairement comme dans la vieille demeure.

Type II. — Une place moindre ne permettait pas d'édifier trois corps de bâtiments, d'avoir « trois pignons sur rue ». Néanmoins, la construction traduit le souci de l'architecte: tenir complètement séparées

la maison du maître et l'écurie. Pour aller de l'une à l'autre, *il faut sortir*.

Sur le plan n° 8 du type II, l'exploitation, mitoyenne d'un côté, est complètement dégagée vers la gauche, et tous les charrois peuvent, par les champs, accéder à la cour intérieure, aussi bien que par la grille de la façade. Il s'agit d'ailleurs d'une exploitation de « grande culture », que nous avons choisie dans la vallée de la Seille.

Ailleurs (II *bis*), plan n° 9, il s'agit d'une « petite culture », où il a été possible d'édifier les bâtiments autour d'une cour intérieure.

Type III. — Il s'agit d'une maison de petite culture, placée à l'étroit sur son ancien emplacement, dans la rue d'un village de la Woëvre. L'architecte a échelonné l'habitation en profondeur, en a réduit l'importance, mais en ayant soin d'isoler par une entrée spéciale, les appartements.

Les pièces prennent jour sur le devant et sur le derrière de la maison où une cour assez large sépare le premier corps de bâtiment des granges principales.

La cuisine ne communique pas avec les écuries. Une grange de 4 m. 50 les sépare.

Type IV. — Culture plus importante, entrées différentes pour les bêtes et les gens; mais les deux peuvent hélas se retrouver face à face, de part et d'autre du couloir qui possède des portes sur la cuisine et l'écurie.

Dans le *type V*, les anciens errements n'ont pas été abandonnés, et, dans une superbe maison d'angle, du meilleur aspect extérieur, nous avons été saisis dès l'entrée du couloir par l'odeur filtrée à travers la porte du fond.

L'écurie, les porcs et les animaux de basse-cour sont mêlés dans un angle de la maison, séparés de l'homme par de minces cloisons de briques de 15 cm.

A vrai dire, il s'agit de la maison d'un petit retraits pour qui la très petite culture ne nécessite pas, à part une grange dans le voisinage, de bâtiments spéciaux pour loger son cheptel.

Bien d'autres modèles encore, nous pourrions présenter : ils sont variés à l'infini, comme les fantaisies du tire-ligne de l'architecte et surtout comme les désirs du client.

Plus de lits dans les étables, et — à part quelques malfaçons inévitables — chacun a tendu ses efforts vers le mieux être, vers la disparition de la promiscuité du bétail, dans tous les cas, vers l'air et la propreté.

Il est fâcheux que quelques-uns aient poussé leur pointe d'orgueil à se meubler une salle à manger, que l'on montre, mais où l'on ne s'assoit « qu'à la fête », se reléguant nuit et jour dans une cuisine qui n'est généralement pas restée borgne, mais ouvre sa fenêtre sur le fumier qui s'échauffe dans la cour trop étroite.

Des erreurs qui ont persisté dans quelques endroits n'autorisent pas certaines maisons à se dire parfaites.

tes et les laissent plus près de la maison des villages indemnes de la guerre.

Dans ces derniers, en effet, en dehors de l'électricité, parfois de l'eau potable, et d'un changement souvent malheureux du mobilier, tout reste dans l'état le plus antihygiénique que nous avons décrit avec l'habitation du siècle dernier.

« ...Dans plusieurs nations européennes, et aussi en Italie, les conditions des maisons rurales sont absolument déplorables. L'espace et l'hygiène la plus primitive y manquent. Le jeune paysan, qui, durant les années du service militaire, a vu la maison de la ville, les compare et ne s'adapte pas facilement. A mon avis, une maison vaste et propre est indispensable si l'on veut que la famille du paysan ne se disperse pas par l'exode vers la ville (*Ritorna alla terra* « Popolo d'Italia » ; 3 juillet 1933).

Ayant mûri ses propres réflexions, le Duce, par une directive de quatre lignes, datée du 8 septembre, an XI de l'ère fasciste (1933), donnait ordre d'exécuter dans le royaume d'Italie une enquête sur l'habitation rurale :

- 1° Maisons habitables ;
- 2° Maisons avec petites réparations ;
- 3° Maisons avec grosses réparations ;
- 4° Maisons inhabitables à démolir.

Nous devons au Professeur PARISOT, Membre du Comité d'hygiène de la Société des Nations, d'avoir eu en mains le travail considérable et précis de nos

amis latins. Il fait l'objet d'un relevé numérique suivi de cartes et d'appréciations par provinces.

Il a entraîné dès 1934 (An XII) la publication d'un volume par la Confédération fasciste des travailleurs agricoles *Per le case rurali* (Programme d'action — enquête statistique — projets de construction rurale).

Nul doute qu'un décret aussi bref que la décision d'enquête ne donne l'ordre de traiter sans délai 160.975 maisons à détruire, les 1.007.000 maisons à réparer fortement et les 1.953.000 maisons à reviser partiellement, dans l'ensemble du royaume (Sardaigne et Sicile comprises).

Certainement, avec l'énergie qui préside à l'exécution des mesures de protection sociale chez cette nation, les projets présentés pour chaque type d'exploitation agricole en harmonie avec la province et le genre de culture, seront décrétés d'exécution obligatoire. Ampleur des vues, célérité d'application.

Du beau travail a été fait chez nous, surtout dans la région de Verdun, la Woëvre et le Saulnois, ainsi que la région de la Vezouse, mais, en présence de la persistance de certaines erreurs, on regrette que n'aient pas été appliqués d'office les projets peut-être un peu onéreux, mis au concours et primés en 1919.

« L'esodo dalle campagne, lo spopolamento dei nostre monti, i tristi fenomeni dell'urbanesimo, lo stesso fenomeno della disoccupazione, sono mali strettamente legati alle scadenti condizioni della casa del contadino. Dare e mantenere vasta e sana la casa di rurali significhiera, oltretutto influere beneficamente a risolvere o almeno attenuare gli accennati

mali, dare nuovo vigore fisico e morale a tanta parte della nostre popolazione, liberandola da tristi condizioni di affollamento e di promiscuità riportandola alla vita serena dei campi; in una parola, dare sanità nuova e perenne alla razza » (Franco Angelini).

DEUXIÈME PARTIE

L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS
SANITAIRES ET SOCIALES
DE LA VIE RURALE AUJOURD'HUI

A propos de la part sanitaire du projet d'équipement national, et fixant les buts que doit poursuivre un programme de travaux, M. le Professeur PARISOT disait dans son rapport au « Congrès international des Grands Travaux d'Hygiène publique » (Genève, 4 juin 1934).

« Quelles réalisations faut-il envisager dans un programme de grands travaux d'hygiène publique, quelles fins doivent poursuivre ces travaux? »

« Un mot répond à ces questions : la bonification. »

« En accord avec la définition qui en a été donnée par les experts lors de la conférence européenne d'hygiène rurale, le mot *bonification* offre, en vérité, une désignation simple pour caractériser un effort immense et complexe. La bonification comporte, ont-ils dit, l'assainissement complet des terrains dans les régions où les conditions générales de la vie des habitants sont mauvaises (c'est l'origine italienne du mot); elle ne se limite pas à l'assèchement des terres, mais comprend également toutes les conditions nécessaires pour les mises en culture et leur irrigation, pour la vie hygiénique des habitants, c'est-à-dire la création d'un bon réseau routier, la construction de maisons convenables, l'évacuation des eaux résiduaires, etc... La bonification générale, intégrale, a pour résultat d'améliorer les conditions d'existence et de travail; elle conduit à une élévation du potentiel hygié-

nique et économique et ainsi, de la situation morale des populations. On peut donc considérer, qu'à juste titre, elle résume l'effort sanitaire et social qu'on se propose par la mise en œuvre des grands travaux d'hygiène publique.

L'équipement sanitaire d'un pays comporte tout à la fois cette bonification, et l'armement, l'outillage sanitaire spécialisé. Ces deux éléments constitutifs, indispensables pour une action médico-sociale rationnelle, préventive et curative, ont chacun leur importance, et il y aurait erreur à n'en accorder qu'à l'un ou l'autre, d'entre eux, alors qu'ils sont en étroite interdépendance et doivent logiquement, se compléter, se renforcer.

Les progrès dans l'aménagement économique, extension, amélioration des moyens de communications, des services télégraphiques, téléphoniques, au premier abord éloignés du but poursuivi et hors du programme envisagé pour ces travaux d'hygiène, en réalité sont également à retenir : car, des communications plus faciles, plus rapides, ne permettent-elles pas de porter, en tous lieux, les services médico-sociaux et n'offrent-elles pas à des populations hier encore isolées la possibilité de bénéficier précocement d'examens et de soins spécialisés ? De tels perfectionnements n'ont-ils pas leur influence directe sur l'organisation de l'armement sanitaire, conduisant non plus à l'essaimer en multiples et petites formations coûteuses, malgré un personnel et un équipement réduits, mais à le réaliser sous forme de centres moins nombreux mais plus vastes, modernes, bien outillés technique-

ment et matériellement, répartis logiquement, c'est-à-dire d'après les besoins, les situations géographiques, les moyens de communications ; assurant ainsi, spécialement pour les petites agglomérations trop souvent déshéritées, une assistance médicale préventive et curative rationnelle. Ce sont là des directives sur lesquelles a insisté la Conférence européenne d'hygiène rurale réunie par l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations et dont elle a montré toute l'importance pour les petites villes et les campagnes.

Dans la mise en œuvre de ce vaste programme, il est des erreurs coûteuses à éviter : la décision de réaliser tels travaux, telles constructions, si elle doit tenir grand compte ainsi que nous le disions précédemment des besoins locaux, doit tout autant se garantir des influences d'origines variées, comme de l'individualisme qui peut intervenir pour pousser à des créations, dont sans doute s'enorgueillira telle région, mais qui, ne s'y imposant pas réellement, en privent telle autre où elles seraient nécessaires. Il faut, de même, s'opposer plus que jamais aux constructions somptuaires, aux réalisations disproportionnées par rapport aux nécessités. Il faut enfin tenir compte de ce qui existe, et, par un soigneux inventaire de l'équipement sanitaire dont on dispose, juger des lacunes à combler, des coordinations à effectuer, des doubles emplois à éviter.

Deux grandes directives s'imposent, capitales pour que l'effort poursuivi se manifeste efficace en même temps qu'économique, il faut, d'une part orienter,

d'autre part coordonner l'action et les travaux à entreprendre.

Les conditions générales de l'existence rurale étant ainsi améliorées, les taudis disparaissent, la maison rurale saine remplace l'autre, déplorable par son humidité, son fumier, son manque d'air et d'eau ; si l'on possède en outre un service médical suffisant, accessible par de bonnes communications sur de bonnes routes, l'œuvre du service social, l'action des centres de santé, et toutes les organisations de protection feront besogne efficace pour un coût modéré.

TITRE PREMIER

Causes générales de bonification intégrale

CHAPITRE IV

VARIATIONS DANS L'ÉCONOMIE DOMESTIQUE

1° LE MIEUX ÊTRE ÉCONOMIQUE ET L'ÉVEIL DES ESPRITS

Des développements seraient stériles et ne représenteraient que des lieux communs. Qu'il suffise de préciser le rythme moins dur de la vie et du travail, en accord jusqu'à cette année, avec des revenus ou des salaires plus élevés.

En Meurthe-et-Moselle, la campagne n'a cessé de se dépeupler, nous l'avons vu, et l'appel de l'industrie lui fut préjudiciable, mais, pour ceux qui ont su rester fidèles à la terre, ceux que n'ont point tentés les salaires fixes et les distractions faciles de la ville, après une courte journée de 8 heures, quelle récompense financière!

Devenu gros consommateur le département par sa grande ville et son bassin minier, a constitué un gros client pour le producteur local qui, a vendu cher, a vendu tout, et n'a pas suffi puisque la Meurthe-et-Moselle importe par an plusieurs centaines de mille animaux de boucherie, et les $\frac{2}{3}$ de ses autres denrées.

S'il ne convient pas de s'être enrichi — quel paysan ferait pareil aveu? — notre cultivateur régional peut estimer que son rude labeur est bien juste payé. Il reste néanmoins que, par aisance, il ne vit plus comme autrefois. Son esprit s'est éveillé à l'instruction et il envoie ses enfants aux écoles de la ville; lui-même lit, se distrait, mange mieux, s'amuse et circule davantage, par besoin d'une part, par sollicitation quotidienne d'autre part. La multiplication des réseaux de transports, le drainage commercial des populations vers les centres urbains, le cinéma, les bibliothèques et la diffusion du livre, ont entraîné un appel au confort, au mieux être. La bicyclette, la moto, l'automobile même, chez beaucoup, les met en relations constantes avec ce qu'on est convenu d'appeler « le progrès ». Des entrepreneurs font exécuter des travaux de broderie et de confection à domicile par les femmes et les jeunes filles pendant les longues soirées d'hiver. Cela influence la vie rurale, par les ressources supplémentaires ainsi créées.

2° L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Nous avons suffisamment visité avec le lecteur la demeure du paysan, pour savoir qu'en beaucoup de points, elle s'est considérablement améliorée; nous ne le soulignons pas plus, espérant seulement que cette bonification de résidence donnera raison au docteur COURMONT, qui déclarait dès 1907 (Congrès de Lyon) qu'au point de vue purement médical, le logement vaste, ensoleillé, bien pourvu d'eau, à l'abri de l'humidité, est le meilleur moyen de faire une génération saine et robuste ».

3° LA VARIÉTÉ DANS L'ALIMENTATION

Elle est, comme le reste; corrélative à l'amélioration des moyens de communications et au développement de l'automobile. Elle est caractérisée, dans l'économie d'après guerre par :

a) La disparition des moulins locaux disparus au profit des gros minotiers, les lois générales de l'Industrie l'ont voulu, et aussi les législations sur le blé, la mouture, la réglementation, des prix des farines blutées à un taux officiel d'une part, du pain d'autre part.

Il en résulte la disparition ou le sommeil du four familial. Le pain est acheté en totalité au boulanger local ou au boulanger qui livre par voiture depuis le pays voisin.

b) L'installation dans des villages minimes d'un dépôt des épiceries à succursales qui, régulièrement livrées ont imposé et peuvent présenter à leur clien-

tèle une grande variété de denrées jusque là peu connues dans les campagnes. On voit, on goûte et on y revient.

L'Exposition Commerciale annuelle à Nancy ou à Metz, nous a permis maintes fois d'examiner les cartes lumineuses que la Société des « Coopérateurs de Lorraine » présente pour faire connaître l'extension de leur firme et la diffusion multiple de leurs succursales.

Ils ne sont pas seuls en Meurthe-et-Moselle, on lit dans chaque hameau des enseignes des « Eco », de la « Société Nancéienne d'alimentation », des « Epiceries Réunies », maisons de notre région dont les camions sillonnent les routes autour de Nancy.

c) La multiplication des marchands à domicile. Le seul « marchand de provence » connu de nos pères pour l'achat d'ustensiles agricoles ou culinaires passe inaperçu, sous un autre nom, parmi les porteurs de poisson, de fruits, de confiserie et surtout les bouchers qui offrent de porte en porte leur marchandise.

La consommation de viande de boucherie, classiquement réservée au jour de la fête patronale, et chez les plus aisés, à quelques autres « grands jours » s'est étendue considérablement et, au moins le dimanche, chaque famille sous l'aspect du pot-au-feu, dit chez nous « soupe au bœuf », achète au boucher de passage quelques livres de veau ou de bœuf.

Le porc reste néanmoins, surtout sous forme de lard et de « petit salé » ou de jambons fumés, la garniture de la soupe et des légumes quotidiens.

d) La boisson a changé, les vins du Midi et d'Algérie ont partout supplanté le vin de pays et nous ne connaissons plus d'habitants qui boivent le vin de leur vigne.

A part quelques rares communes des côtes de Toul, les marchands exportateurs de vins sont devenus exclusivement importateurs, c'est-à-dire intermédiaires entre les coopératives de l'Aude ou de l'Hérault et la cave des villageois qui achètent barrique par barrique « du gros bleu ».

Enfin, le développement de l'Industrie brassicole qui fait une des richesses de la Meurthe-et-Moselle, a répandu, même au village, l'usage de la bière pour les repas. La proximité du centre de production et des villages consommateurs réduit les frais de transports et fait de la bière une boisson peut-être moins chère que le vin.

4° LE VÊTEMENT

S'uniformise de plus en plus, quant aux hommes et représente au village, comme à la ville le catalogue de confection abondamment distribué par une publicité habile.

Le paysan et l'ouvrier des usines voisines se confondent le dimanche, et portent la marque du même faiseur qui, à l'un comme à l'autre a remboursé à l'achat d'un complet, le prix du voyage en autobus effectué pour le venir choisir.

Chez les jeunes filles on continue à changer « ses toilettes » à Pâques et à Toussaint, quelle que soit d'ailleurs la température de ces jours de fête, mais la

soie artificielle domine avec quelque exagération et toujours sous forme de volants compliqués, là, ou les aïeules choisissaient du bon et solide drap.

On sort plus, on s'habille mieux, ou du moins, on se croit plus élégamment habillé, et il y a des abus ! En tous cas pas de progrès au point de vue de l'hygiène vestimentaire. Il est même regrettable et grotesque de voir des gars en souliers richelieu, sur une bicyclette, mener leurs vaches à l'abreuvoir ; de bons sabots éviteraient aux élégantes ou soi disant telles de s'enrhumer dans des souliers fins que perce l'humidité de la boue glacée des villages lorrains.

CHAPITRE V

LES COMMUNICATIONS

Cet apport à la ferme des nouveautés urbaines et la modification profonde de l'esprit et des mœurs qui a pénétré nos campagnes reposent sur l'existence d'un réseau routier très amélioré permettant la création de lignes de transports en commun pratiques, peu onéreux; avec des horaires et des itinéraires convenablement choisis; permettant aussi l'emploi le plus large des engins individuels, bicyclette, moto et automobile.

§ 1. — ROUTES ET CHEMINS

Nous ne pouvions mieux faire que de recourir, pour cette question à la compétence de M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées. La concision et la qualité des renseignements qu'il nous a fournis égalemment l'amabilité avec laquelle il s'est mis à notre disposition. Nous l'en remercions vivement et lui laissons mot à mot la parole.

ROUTES NATIONALES ET DÉPARTEMENTALES

Résumé des efforts accomplis depuis la remise en état du réseau des Routes Nationales et Départementales de Meurthe-et-Moselle.

A) Période de reconstitution

Le réseau routier du Département de Meurthe-et-Moselle était primitivement constitué par 450 km. de routes Nationales et 458 km. de Routes Départementales.

Sur les 450 km. de Routes Nationales, 19 étaient pavées en 1918, tout le reste était en macadam ordinaire non goudronné comme avant la guerre. Les matériaux utilisés étaient principalement le trapp des Vosges, le caillou de Moselle cassé, et certains calcaires de bonne qualité.

A l'armistice tout ce réseau était à peu près complètement détruit ou très usé. Tout était donc à refaire.

Nous avons dressé dès le début de 1919 un programme de réfection. Ce programme a été poursuivi avec la plus grande célérité pour être terminé en 1923 avec un personnel réduit d'au moins 30 % par rapport aux effectifs d'avant guerre. Les difficultés de cette reconstitution ont été nombreuses et lourdes; manque de main-d'œuvre et de matériaux, rareté des moyens de transports, pénurie de charbon, insuffisance de matériel.

Néanmoins, elles ont été surmontées grâce au dévouement et à l'esprit d'initiative des fonctionnaires placés sous nos ordres. Nous avons fait appel pour la main-d'œuvre aux divers services des Régions Libérées disposant de prisonniers de guerre, d'ouvriers étrangers et Français organisés en équipes; nous avons recruté en outre directement de la main-d'œu-

vre étrangère que nous avons dû loger et même ravitailler.

Nous avons utilisé les carrières de calcaire et de laitier ouvertes pour les besoins de l'armée pendant la guerre, et passé des marchés de trapp, de cailloux cassés de Moselle, de granit des Vosges et de matériaux durs venus d'Alsace (Wisches) et aussi du Palatinat. Nous avons même utilisé du caillou du Rhin. De cette façon nous avons pu nous procurer les 600.000 tonnes de matériaux nécessaires.

Pour le charbon nous avons obtenu des stocks importants des concessionnaires de gaz et d'électricité de la région, et nous avons été jusqu'à organiser nous-même la fabrication de briquettes de poussière de coke ou de houille. Les 80 cylindres à vapeur ou à essence que nous avons trouvés dans les parcs des divers services routiers des Armées ont pu ainsi fonctionner sans arrêt pendant 4 ans sur toutes les routes et chemins du Département après avoir été munis de roulettes fabriquées par les soins de nos services.

Ce travail considérable a coûté, rien que pour les routes Nationales et Départementales, environ 40 millions.

Certes, la réfection n'a pas toujours été parfaite, car nous avons dû dans bien des cas avoir recours à des matériaux de seconde qualité. Mais il n'en résultait pas moins de l'effort fourni par le service des Ponts-et-Chaussées de Meurthe-et-Moselle qu'en 1924 le réseau routier du Département de Meurthe-et-Moselle était un des meilleurs de France.

B) *Période d'entretien normal*

Le département de Meurthe-et-Moselle est le siège de nombreuses industries, l'agriculture y est florissante et les forêts y sont assez nombreuses et étendues. Il en résulte normalement une circulation très importante avec une très forte proportion de poids lourds.

Mais en 1923 et en 1924, c'est-à-dire dès l'achèvement de la remise en état du réseau routier, est venue s'ajouter à cette circulation normale des transports exceptionnels motivés par la reconstruction des localités dévastées, reconstruction qui entraînait désormais dans une phase très active. Ces transports presque tous postérieurs à la réfection des chaussées ont mis ces dernières à une rude épreuve, notamment dans les régions à reconstruire (Badonviller, Cirey, Lunéville, Blâmont, Moncel-sur-Seille, Pont-à-Mousson, Nomeny, Thiaucourt, Briey, Longuyon, Longwy, etc.

Cette période de transports exceptionnels et de fatigues anormales pour nos routes a malheureusement coïncidé avec une réduction de crédits d'entretien qui a failli compromettre la brillante situation obtenue en 1923. Malgré tous nos efforts pour obtenir des sommes mises à notre disposition le rendement maximum, le réseau n'avait cessé de péricliter de 1924 à 1928.

Fort heureusement depuis 1928, nous avons pu après des démarches répétées, obtenir des crédits en rapport avec l'usure des Routes Nationales.

Le Conseil Général a également augmenté chaque année la dotation des Routes Départementales.

Le tableau ci-après indique quelles sont, par année, les sommes dont nous avons disposé pour l'entretien des Routes Nationales et Départementales.

1^o ROUTES NATIONALES

Années	Crédits pour ancien réseau	Crédits pour nouveau réseau	Total	Salaires des cantonniers	Total général
1919	490.000				490.000
1920	950.000				950.000
1921	1.390.000				1.390.000
1922	1.200.000				1.200.000
1923	1.579.000				1.579.000
1924	1.951.000				1.951.000
1925	1.950.000				1.950.000
1926	2.528.000				2.528.000
1927	2.870.000		2.870.000	591.000	3.461.000
1928	4.562.000		4.562.000	750.000	5.312.000
1929	7.728.000		7.728.000	1.067.000	8.795.000
1930	5.900.000	1.127.000	7.027.000	867.000	7.894.000
1931 (15 mois) ..	5.500.000	2.800.000	8.300.000	1.271.000	9.571.000
1932 (9 mois) ...	4.800.000	3.900.000	8.700.000	1.150.000	9.850.000
1933	7.347.500	4.100.000	11.447.500	1.473.000	12.920.000
1934	3.820.000	3.350.000	7.170.000	1.335.000	8.505.000

2° ROUTES DÉPARTEMENTALES

Années	Crédits d'entretien	Salaire des cantonniers	Total
1919.....	180.000		180.000
1920.....	350.000		350.000
1921.....	498.000		498.000
1922.....	656.000		656.000
1923.....	772.000		772.000
1924.....	1.160.000		1.160.000
1925.....	1.510.000		1.510.000
1926.....	1.536.000		1.536.000
1927.....	2.096.000		2.096.000
1928.....	2.555.000		2.555.000
1929.....	2.100.000	600.000	2.700.000
1930.....	1.620.000	620.000	2.240.000
1931.....	1.470.000	410.000	1.880.000
1932.....	1.090.000	215.000	1.305.000
1933.....	300.000	238.000	538.000
1934.....	950.000	231.000	1.181.000

L'on constate qu'à partir de 1930 les crédits d'entretien des Routes Nationales se trouvent scindés en deux chapitres: Ancien réseau et nouveau réseau, et sont notablement augmentés. La longueur du réseau

des Routes Nationales de Meurthe-et-Moselle, qui n'avait guère, en effet, varié pendant les 50 dernières années, s'est trouvée, dans l'espace de trois ans, portée de 450 km. 208 à 882 km. 305; en exécution de la loi du 16 avril 1930 qui avait décidé l'incorporation dans la voirie Nationale de 40.000 km. de Routes Départementales et de chemins vicinaux. Ce classement s'est fait en trois étapes annuelles à partir de 1930:

NOMBRE DE KILOMÈTRES DE ROUTES NATIONALES

	1 ^{er} janvier 1929	1 ^{er} janvier 1930	1 ^{er} janvier 1931	1 ^{er} janvier 1932
Ancien réseau ...	450,208	450,208	450,208	450,208
Nouveau réseau ..		71,586	223,660	432,097
<i>Total général.....</i>				882,305

La longueur des Routes Départementales a au contraire fortement diminué et n'est plus dans le Département que de 128 km. au lieu de 458 km.

On peut considérer que les diverses routes Départementales classées, recevaient, avec les Routes Nationales le principal effort d'une circulation qui n'est qu'une circulation de transit à caractère nettement interdépartemental. L'Etat devait donc logiquement assumer la charge de leur aménagement et de leur entretien. C'est à peu près chose faite à l'heure actuelle, les crédits plus élevés qui nous ont été délégués pour leur entretien ayant permis de les améliorer et de les adapter à la circulation moderne dans les meilleures conditions techniques.

TECHNIQUE DE LA ROUTE
MÉTHODE D'ENTRETIEN

En comparant sommairement la situation actuelle à ce qu'elle était autrefois, on peut dire qu'elle est satisfaisante. Cela tient à ce que de très bonne heure nous avons été amenés à considérer le goudronnage des chaussées comme un procédé normal d'entretien et dès 1920, c'est-à-dire dans la phase la plus active de la reconstruction du réseau routier du Département, nous y avons eu recours.

L'importance de la circulation automobile rendait absolument indispensable la protection de nos routes par un tapis de roulement. Nos premiers essais, exécutés en 1919, nous avaient vite convaincus que le goudronnage était la seule opération susceptible d'assurer quelque durée aux chaussées en matériaux durs soumises à une circulation automobile rapide et intense.

Malgré quelques imperfections d'exécution dues, tout au début, à l'inexpérience du personnel, nos premiers goudronnages ont en grande partie tenu. Actuellement le personnel est en possession du matériel nécessaire et il est tout entier initié aux méthodes rationnelles d'emploi du goudron qui sont délicates et souvent spéciales à une région déterminée. Nous connaissons les goudrons qui donnent de bons résultats et ceux qu'à aucun prix il ne faut employer. Les conditions d'utilisation du goudron, les quantités à employer, la consistance et le dosage du gravillon sont actuellement bien connues de notre personnel. Il faut

en cette matière se défier des règles trop générales. Ce qui est bon pour une région peut ne pas être suffisant pour l'autre.

Au cours de ces dernières années, nous avons eu recours également aux émulsions de bitume. Ces dernières nous semblent particulièrement recommandables dans la traversée des agglomérations et sur les chaussées en béton ou en tarmacadam.

Il semble qu'on doive les réserver pour les secondes couches et les suivantes sur le macadam ordinaire.

Cependant même goudronné le macadam ordinaire ne tient pas dans les parties de route mal aérées telles que les traverses étroites et mal exposées des bourgs et villages, dans les fonds humides et même dans les paliers soumis à une lourde circulation.

C'est pourquoi nous avons dirigé de bonne heure notre effort sur l'emploi du tarmacadam, sorte de béton de goudron et de laitier concassé qui, formé de matériaux existant en abondance dans les régions d'industries métallurgiques du département, peut, par suite être fabriqué à un prix relativement bas.

Les résultats ont été concluants.

Au cours de ces dernières années nous avons revêtu en tarmacadam 110 km. de Routes Nationales. Nous compléterons si possible notre effort lors des années à venir de façon à mettre hors de question toutes les parties d'entretien coûteux qui absorbent sans grand résultat une notable partie des crédits d'entretien courant.

Enfin, pour certaines traverses lourdement fréquentées aux abords de Nancy où la présence du

tramway dans l'axe rendait difficile, sinon impossible l'entretien convenable des bandes latérales, même constituées en tarmacadam, nous avons prévu et mis en exécution pour elles, malgré son prix extrêmement élevé, le pavage ordinaire et le pavage mosaïque. Il en a été ainsi pour Jarville, Saint-Max, Champigneulles, Frouard, Maxéville, Pont-Saint-Vincent.

Il faut remarquer que la réalisation d'un projet de pavage est très laborieuse. Il faut d'abord obtenir des communes la participation exigée en pareil cas par le Ministre des travaux publics et la chose est difficile pour les localités ayant plus de charges que de ressources.

En outre, il faut obtenir dans certain cas de la Compagnie exploitant le tramway, qu'elle exécute en même temps le pavage et l'aménagement de la zone qui lui incombe, ce qui ne va pas non plus sans difficultés.

Remarquons en terminant que seuls les travaux de pavage sont dotés de crédits spéciaux par l'Administration Supérieure.

Tous les autres revêtements (béton, tarmacadam), sont payés sur nos crédits d'entretien.

Il faut donc une gestion extrêmement sévère pour nous permettre d'y conserver annuellement une somme importante tout en laissant l'ensemble du réseau dans un état satisfaisant.

AUTRES ÉLÉMENTS DE LA ROUTE MODERNE

Largeur. — Toutes les chaussées de nos routes Nationales sont, à l'heure actuelle, systématiquement élargies. Par ailleurs, pour faciliter le passage dans les courbes, nous donnons une surlargeur d'autant plus forte que le rayon de courbure est plus faible. Les voies les plus fréquentées telles que celles aux abords de Nancy seront mises progressivement à la largeur de 9 mètres environ. En certains points des largeurs supérieures seront réalisées.

Nous faisons actuellement disparaître partout où la chose est possible les voies de tramways établies sur les chaussées. Les travaux entrepris sur la Route Nationale n° 4 entre Nancy et Dombasle, ont permis de libérer la chaussée de ce genre de circulation au grand profit des usagers de la route.

Bombement. — Les chaussées étaient anciennement établies avec un profil en travers convexe; on adoptait des bombements de l'ordre de $1/30^{\circ}$ à $1/40^{\circ}$. Or, ce bombement quand il est accentué est une cause de dérapage pour les voitures automobiles, de plus il incite les conducteurs à tenir le milieu de la chaussée empêchant ou gênant les dépassements.

L'imperméabilité relative obtenue par les enduits superficiels nous a permis de réduire notablement les bombements des chaussées. Ces dispositions sont désormais réalisées sans crainte de nuire à la bonne conservation de la route.

Relèvement des virages. — Depuis que la circulation automobile a pris un certain développement, nous nous sommes préoccupés de donner aux chaussées un devers du côté extérieur des courbes surtout lorsque celles-ci présentent un faible rayon.

Conformément aux instructions données par M. le Ministre des Travaux Publics un relèvement systématique de tous les virages dangereux a été prescrit en donnant également à la chaussée, une surlargeur suffisante chaque fois que la chose était possible.

Tracé. — Certains passages étroits, sinueux, notamment dans les traverses sont particulièrement gênants pour la circulation. Quand les circonstances le permettent, nous procédons à des redressements ou à des élargissements locaux. Mais on se heurte le plus souvent à des impossibilités financières en raison de la valeur des immeubles qu'il faudrait faire disparaître.

Visibilité. — La question de la visibilité, dans les courbes d'une manière générale, et dans les lacets en particulier, est extrêmement importante, mais les mesures à prendre pour l'assurer dans des conditions satisfaisantes dépendent de facteurs trop nombreux et trop différents pour pouvoir être l'objet de règles précises. Chaque cas doit faire l'objet, après étude sur place, d'une solution particulière.

En l'état actuel de la législation, sauf en matière de plantations et d'élagage d'arbres et de haies, aucune servitude ne frappe les propriétaires riverains des routes, au titre de la visibilité. A moins d'entente

amiable, il faut donc recourir à l'expropriation, après déclaration d'utilité publique, quand la nécessité est reconnue de créer un champ de vue en dehors des entreprises de la voie publique.

La procédure de l'alignement est particulièrement recommandable en la matière, parcequ'elle permet les réalisations immédiates reconnues indispensables, et qu'elle sauvegarde l'avenir. Nous avons donc attiré l'attention de nos ingénieurs sur l'intérêt qui s'attache à l'extension des plans d'alignement aux sections de route en rase campagne, notamment lorsque le développement des constructions est à prévoir, et partout où les alignements qui seraient donnés suivant les limites normales de la route sont de nature à compromettre la sécurité ou seulement la commodité de la circulation routière.

Dans le même ordre d'idée nous avons prescrit à nos ingénieurs de procéder à la revision des plans d'alignements approuvés, quand leurs dispositions ne répondent plus aux besoins actuels.

L'établissement et la révision des plans d'alignement est poursuivie avec des conceptions larges, réservant l'éventualité du développement du trafic.

Signalisation des obstacles. — Sur le réseau des routes Nationales et des routes Départementales cette signalisation est à peu près complètement terminée.

Plaintes relatives à l'incommodité et au danger présentés par les chaussées goudronnées pour la circulation hippomobile. — Sans doute, ces réclamations méritent la plus sérieuse attention, et l'aménagement

de la route fait en vue de la circulation automobile ne doit à aucun prix avoir comme conséquence de rendre la chaussée impraticable à certains autres usagers.

Mais il y a lieu de considérer que :

1° Les doléances proviennent surtout de régions où le goudronnage n'est pas encore entré dans la pratique courante alors qu'il est reconnu que les chevaux s'habituent à circuler sur les chaussées convenablement goudronnées.

2° Le remède consistant à créer des chaussées latérales non revêtues d'un enduit superficiel ou encore à ne pas enduire la largeur totale de l'empierrement ne saurait être accepté, attendu que le principe en est mauvais, tant du point de vue de la conservation de la route, que de celui de la sécurité de la circulation, puisqu'il entraîne une incertitude au sujet de l'emplacement que doivent occuper les véhicules sur la chaussée.

La solution du problème de la circulation mixte (voitures hippomobiles et voitures automobiles) doit être recherchée et trouvée dans l'amélioration du revêtement même des chaussées, réduction des bombements, sablage et de préférence gravillonnage particulièrement soignés tant au point de vue de la qualité des matériaux employés qu'à celui de leur quantité, suppression du goudronnage si la nécessité en est reconnue, et son remplacement, s'il y a lieu par un autre revêtement dans les sections particulièrement déclives; réfection partielle, au besoin, des revêtements quand ils sont devenus polis et glissants sous les effets de la circulation.

CHEMINS VICINAUX D'INTÉRÊT COMMUN
ET CHEMINS VICINAUX ORDINAIRES

Il a été fait pour les chemins de cette catégorie le même effort de reconstitution que pour les routes Nationales et Départementales.

D'autre part 319 km. 016 de chemins vicinaux ont été depuis la guerre incorporés dans le réseau des chemins d'intérêt commun pour faciliter l'accès aux petites communes rurales.

A l'heure actuelle et conformément aux décisions du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, toutes les communes du Département qui l'ont demandé sont reliées au réseau des grandes voies de communication par au moins un chemin d'intérêt commun de première catégorie.

L'augmentation des dépenses d'entretien du réseau routier vicinal dû au développement considérable de la circulation automobile a été dans le département de Meurthe-et-Moselle, pris en charge par le département.

En effet, les charges vicinales des communes composées en presque totalité par les prestations n'ont pas sensiblement varié; la contribution des communes à l'entretien des chemins vicinaux en valeur or a plutôt baissé.

Or, les ressources départementales affectées à l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun sont composées ou de centimes, ou de la taxe départementale sur les automobiles, sont payés ou par les automobilistes ou par les commerçants, les industriels

Années	Dépenses annuelles R.D.		Total	Dépenses
	Entretien	Travaux neufs		Entretien
1918 ..	206.168,50		206.168,50	431.967,01
1919 ..	169.034,12		169.034,12	377.740,70
1920 ..	246.433,32		246.433,32	868.500,45
1921 ..	378.935,85		378.935,85	1.171.921,94
1922 ..	469.811,62		469.811,62	1.327.029,57
1923 ..	757.165,28		757.165,28	1.751.628,21
1924 ..	1.211.322,66		1.211.322,66	3.198.397,33
1925 ..	1.922.910,65		1.922.910,65	3.689.731,93
1926 ..	2.149.397,80		2.149.397,80	4.294.568,32
1927 ..	2.598.797,37		2.598.797,37	4.560.591,80
1928 ..	3.290.576,80		3.290.576,80	5.647.904,79
1929 ..	3.185.465,20	546.921,60	3.732.386,80	6.362.745,14
1930 ..	2.820.458,29	1.862.894,34	4.683.352,63	7.004.846,83
1931 ..	2.226.081,97	621.774,17	2.847.856,14	7.671.704,10
1932 ..	1.500.696,67	908.634,50	2.409.331,17	7.557.480,16
1933 ..	676.339,57	939.429,42	1.615.768,99	7.005.908,70
	<u>23.809.595,67</u>	<u>4.879.654,03</u>	<u>28.689.249,70</u>	<u>62.922.667,08</u>

Travaux neufs	Total	Total général	Longueur par année des chemins I.C.
12.924,62	444.891,63	651.060,13	1.683,285
7.962,12	385.702,82	554.736,94	1.683,735
22.743,17	891.243,62	1.137.676,94	1.683,735
12.393,82	1.184.315,76	1.563.251,61	1.683,735
52.667,31	1.379.696,88	1.849.508,50	1.683,735
564.977,29	2.316.605,50	3.073.770,78	1.684,057
493.470,40	3.691.867,73	4.903.190,39	1.683,946
515.331,18	4.205.063,11	6.127.973,76	1.683,707
621.565,17	4.916.133,51	7.065.531,31	1.680,074
1.137.929,24	5.698.521,04	8.297.318,41	1.679,998
1.985.280,06	7.633.184,85	10.923.761,65	1.680,037
1.401.319,39	7.764.064,53	11.496.451,33	1.680,037
4.871.719,45	11.876.566,30	16.559.918,93	1.662,189
5.579.257,92	13.250.962,08	16.098.818,22	1.893,852
6.922.851,48	14.480.331,64	16.889.662,81	1.906,597
6.594.668,08	13.600.576,78	15.216.345,77	1.809,151 (1)
30.797.060,70	93.719.727,78	122.408.977,48	

(1) 97 kilomètres de chemins ont été déclassés.

et les propriétaires urbains. De sorte que les populations rurales n'ont pas participé ou seulement dans une mesure très réduite aux dépenses supplémentaires causées par la circulation automobile alors qu'elles bénéficient des progrès réalisés depuis la guerre dans les méthodes d'entretien des chaussées.

Les dépenses inscrites depuis 1918 au budget départemental pour l'entretien des routes départementales et chemins vicinaux d'intérêt commun sont indiquées dans le tableau de la page précédente.

On constate à la lecture de ce tableau que les crédits alloués ces dernières années pour l'entretien des chemins d'intérêt commun ne représentent malgré les sacrifices financiers consentis par le Conseil général qu'une moyenne kilométrique à peine égale à 3.800 *francs* en chiffres ronds, car il y a 1.906 *km.* de chemins d'intérêt commun à entretenir.

Cette moyenne permet d'effectuer le rechargement des chaussées tous les huit ans environ, le coût d'un simple rechargement étant en moyenne de 30.000 à 32.000 *francs* par kilomètre. Elle ne permet aucun goudronnage.

Si nous avons en ce moment l'ensemble de nos chemins d'intérêt commun dans un état satisfaisant et revêtu pour une grande partie d'un tapis superficiel de goudron, c'est grâce à une gestion extrêmement sévère des crédits mis à notre disposition par le Conseil général.

À cet effet, nous avons appliqué systématiquement les principes suivants tendant tous à la réduction du prix de revient des chaussées goudronnées ou non.

1° Utilisation au maximum des cantonniers pour tous les travaux d'entretien (curage des fossés, accotements, bouchage des trous, cylindrage et goudronnages) et par suite, réduction au minimum de la main-d'œuvre auxiliaire, ce qui a été rendu possible par le renforcement du nombre des chefs cantonniers et une meilleure sélection de ces agents dont le rôle est si important.

2° Suppression presque absolue des travaux à la journée pour ce qui ne peut être fait par les cantonniers et emploi des travaux à la tâche, sauf pour les travaux accessoires de cylindrage où le résultat à obtenir l'emporte sur l'économie possible.

3° Réduction poussée au maximum des quantités de matériaux à employer (macadam, goudron, tarmacadam) dont le coût est si élevé actuellement.

4° Développement de l'usage des matériaux d'empierrement locaux : calcaire et caillou granitique de Moselle ou de Meurthe cassé et trié.

5° Ajournement de tous les travaux non absolument indispensables sur les routes à faible circulation.

6° Allongement de la durée des rechargements par un strict entretien constant et la réparation prompte et soignée des dégradations.

Les tableaux ci-après indiquent d'une part les longueurs de Routes Départementales et chemins d'intérêt commun refaites chaque année depuis 1918, d'autre part les ouvrages d'art reconstruits depuis 1920 sur chemins d'intérêt commun.

ROUTES DÉPARTEMENTALES ET CHEMINS D'INTÉRÊT COMMUN

Années	Revêtements superficiels exécutés par année		Totaux
	Sur les routes départementales	Sur les chemins d' I.C.	
1918	2.000	4.000	6.000 (1)
1919	4.000	2.500	6.500
1920	11.050	8.000	19.050 (2)
1921	21.950	10.000	31.950
1922	16.700	13.000	29.700 (3)
1923	25.550	12.300	37.850
1924	30.900	21.320	52.220
1925	23.700	14.800	38.500
1926	22.940	24.000	46.940
1927	45.700	62.840	108.540
1928	42.430	96.410	138.840
1929	44.800	129.600	174.400
1930	28.800	140.200	169.000
1931	69.600	205.750	275.350
1932	30.300	223.570	253.870 (4)
1933	19.000	279.515	298.515
<i>Totaux..</i>	439.420	1.247.805	1.687.225

(1) Département partiellement envahi par l'ennemi.

(2) Réfection des chaussées au compte de l'Etat.

(3) Les revêtements augmentent au fur et à mesure de la cessation des réfections par l'Etat.

(4) Beaucoup de R.D. et quelques I.C. sont passés dans la voirie nationale.

OUVRAGES D'ART

1° *Reconstruction totale*

Ponts reconstruits depuis 1920	Portée	Dépense	Date de l'achèvement des travaux
I.C. n° 3. — Reconstruction du pont de Lanfroicourt sur la Seille	46,50	198.000	1920
I.C. n° 7. — Reconstruction du pont de Brin sur la Seille	31,25	60.000	1920
I.C. n° 4. — Reconstruction du pont de Abaucourt sur la Seille	25	140.000	1920
I.C. n° 4. — Reconstruction du pont de Létricourt sur la Seille	28	100.000	1921
I.C. n° 2. — Reconstruction du pont de Parroy sur le Sanon	23,60	193.000	1923
I.C. n° 21. — Reconstruction du pont de Pettoncourt sur la Seille	40	170.000	1923
I.C. n° 7. — Reconstruction du pont de Cheminot sur la Seille	25	62.000	1923
R.D. n° 14. — Reconstruction du pont de Nomeny sur la Seille	60,40	334.185	1925
I.C. n° 1. — Construction du pont de Damelevières sur la Meurthe	90	535.610	1926
I.C. n° 1. — Construction du P.S. sur la ligne Paris-Avrécourt à Damelevières	50	354.660	1926

Ponts reconstruits depuis 1920	Portée	Dépense	Date de l'achèvement des travaux
I.C. n° 10. — Reconstruction du pont de Dieulouard sur la Moselle...	68,32	476.850	1926
I.C. n° 20. — Reconstruction du pont de Frémenville sur la Vezouze....	12,05	40.000	1927
I.C. n° 4. — Reconstruction du pont de Millery sur la Moselle	135,18	2.202.000	1928
I.C. n° 17. — Reconstruction du pont de Charency-Vezin sur la Chiers..	51	460.000	1928
I.C. n° 16. — Reconstruction du pont de Gouraincourt sur la Chiers	22,40	225.000	1928
I.C. n° 1. — Reconstruction du pont de Blainville sur la Meurthe	77,45	432.000	1928
I.C. n° 2. — Reconstruction du pont de Parroy sur le canal de la Marne au Rhin	10	36.000	1928
I.C. n° 22. — Construction d'un ouvrage de décharge à Rozelieures sur l'Euron	4,90	17.500	1928
I.C. n° 16. — Reconstruction d'un pont à Rehon sur le ruisseau des Neuf-Fontaines	5,00	60.000	1929
I.C. n° 7. — Reconstruction du pont d'Aulnois sur la Seille	41,50	206.159	1929

Ponts reconstruits depuis 1920	Portée	Dépense	Date de l'achèvement des travaux
I.C. n° 17. — Reconstruction d'un pont à Gorcy sur le ruisseau du Coulmy	4,00	70.000	1931
I.C. n° 2. — Construction de deux ouvrages de décharge à Sommerviller sur le Sanon	4,50 4,10	35.500	1932
I.C. n° 22. — Construction de deux ouvrages de décharge à Glonville sur la Meurthe	3,70 53,35	225.000	1932
I.C. n° 1. — Construction d'un ouvrage de décharge à Tonnoy sur la Moselle.	16,75	148.000	1933

2° *Reconstruction partielle*

I.C. n° 22. — Réparation de deux arches du pont de Baccarat sur la Meurthe	55,00	242.000	1922
I.C. n° 22. — Réparation de deux arches du pont de Ménil-Flin sur la Meurthe	51,00	67.000	1922
I.C. n° 22. — Réparation de trois arches du pont de Fraimbois sur la Meurthe	56	185.000	1922
I.C. n° 16. — Elargissement du pont de Rehon sur la Chiers	31,10	45.000	1926

Ponts reconstruits depuis 1920	Portée	Dépense	Date de l'achèvement des travaux
I.C. n° 1. — Allongement sur 37 m. 20 du pont de Rosières sur la Meurthe.	55,20	210.000	1930
<i>Total.....</i>		<u>7.530.464</u>	

En ce qui concerne les chemins vicinaux ordinaires, ces chemins n'ont plus bénéficié depuis la période de reconstitution de crédits spéciaux de l'Etat. Néanmoins les communes dont les ressources ne sont pas suffisantes, ont la possibilité de recevoir lorsqu'elles en font la demande, des subventions sur le fonds commun des automobiles.

Le mode de calcul des dites subventions et les conditions de leur attribution ont été réglementés par le Conseil général.

Il est admis que pour les communes disposant annuellement de 1 franc à 1 fr. 50 par mètre courant pour l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires en état de viabilité, ces subventions pourront être renouvelées tous les deux ans et en outre, que la subvention sera égale au total des ressources ordinaires consacrées par la commune à l'exécution du travail projeté. La subvention n'est accordée que moyennant un sacrifice variable de la commune sur ses *ressources ordinaires*.

Pour les communes disposant de moins de 1 franc par mètre courant, les subventions peuvent être allouées *tous les ans*. La subvention sera égale au 3/2

des ressources ordinaires affectées par la commune aux travaux subventionnés.

Depuis que les conditions d'attribution des subventions sur le fond commun des automobiles, ont été ainsi élargies, les chemins vicinaux ordinaires du Département ont bénéficié d'une amélioration visible, et ce sont les communes déshéritées qui ont été les plus favorisées.

Le tableau indique par année depuis 1918 les longueurs de chemins vicinaux ordinaires et les sommes dépensées pour leur remise en état et leur entretien.

Années	Longueur totale	Dépenses
1918	2.758.395	221.508,54
1919	2.756.995	270.411,48
1920	2.755.245	614.008,99
1921	2.754.950	1.029.660,03
1922	2.755.359	1.312.270,94
1923	2.759.219	1.848.522,28
1924	2.762.512	2.453.965,71
1925	2.762.786	2.978.115,13
1926	2.764.378	3.917.986,27
1927	2.760.932	4.940.894,49
1928	2.761.684	4.363.348,42
1929	2.763.406	4.713.080,11
1930	2.763.006	5.425.987,03
1931	2.415.830	5.683.907,77
1932	2.408.758	7.598.333,95
1933	2.422.807	6.962.323,31

En résumé, le Département de Meurthe-et-Moselle par une politique prévoyante et des méthodes économiques a sensiblement amélioré les chemins d'accès aux petites communes rurales; en premier lieu, il a pris en charge l'entretien de plus de 250 *km.* de chemins vicinaux ordinaires constituant le seul moyen d'accès à un certain nombre de communes non desservies par des Routes Nationales, Départementales ou des chemins d'intérêt commun.

En second lieu, il accorde aux communes dont les ressources vicinales sont insuffisantes, des subventions relativement importantes sur le fonds commun des automobiles.

La mise en œuvre de ce programme, complétée par l'amélioration générale de l'état des grandes voies de circulation (Routes Nationales et Départementales, chemins d'intérêt commun), a grandement contribué à diminuer l'isolement rural et a répandu dans les campagnes plus de confort et d'hygiène.

Cantons	Population	1929	1930	1931	1932
—	—	—	—	—	—
Colombey	7.218	164	148	178	209
Haroué	7.659	184	173	199	232
Nomeny	7.737	139	130	170	210
Thiaucourt	4.868	111	101	121	137

§ 2. — LES TRANSPORTS INDIVIDUELS

1° *L'automobile* n'est plus l'exception au village. Les recherches faites à la Préfecture nous permettent de le prouver par quelques chiffres.

Avant-guerre le moteur à explosion était inconnu du paysan, et à part quelques citadins ou industriels ayant une propriété à la campagne, les recensements de véhicules étaient nuls au point de vue traction mécanique.

Des années 1920 à 1927, nous ne pouvons rien dire, les dossiers ayant été mis en vente comme vieux papiers (Article 318 du règlement des Archives).

Les années 1927 et 1928 retrouvées aux Archives départementales n'ont pas d'état récapitulatif et nous n'avons pas les éléments assez précis pour une publication.

Depuis nous sommes en mesure d'établir, au moyen des relevés communaux, le nombre de véhicules automobiles déclarés lors des recensements annuels, au 1^{er} janvier des années suivantes :

Cantons	1933	1934	1935	Pourcentage d'augmentation entre 1929 et 1935	Nombre de véhicules pour cent habitants en 1935
Colombey	202	196	232	41 %	32,2
Haroué	208	242	296	85 %	38,7
Nomeny	181	217	267	92 %	34,5
Thiaucourt	116	130	177	59 %	36,4

Notons qu'il s'agit là de cantons purement ruraux. Les seules industries susceptibles d'intervenir sont la Brasserie de Tantonville, la tuilerie de Jeandelaincourt et la Verrerie de Vannes-le-Châtel, mais les 3 communes intéressées ne groupent que 87 véhicules.

Ajoutons qu'aux recensements annuels sont seules déclarées les voitures qui n'ont pas fait l'objet de la délivrance au préalable, par l'autorité militaire, d'un certificat d'incapacité.

Or, il existe, dans les campagnes surtout, de nombreux véhicules ayant fait l'objet de la délivrance du certificat en question. Il va sans dire que ces véhicules inaptes au service de réquisition, et pour démodés qu'ils soient, restent susceptibles de fournir pour la plupart un usage dont se contentent nos ruraux pour leurs transports quotidiens.

La Meurthe-et-Moselle est, après la Seine, Seine-et-Oise, et Rhône, le Département le plus riche en véhicules automobiles dans une proportion considérable :

Nous pouvons remarquer l'augmentation énorme entre 1933 et 1935, dus à la baisse des prix par la concurrence, mais surtout à l'abolition de l'impôt annuel.

2° *Les motocyclettes et les bicyclettes* ont atteint, surtout dans les régions de faibles dénivellations un développement considérable. Il est difficile d'en apprécier le chiffre.

Les motocyclettes, en effet, sont classées comme véhicules automobiles et déclarés tels lorsque leur

puissance l'exige. Pour les autres, les plus nombreuses à la campagne, le dénombrement est commun à celui des vélos dont on ne peut avoir le total approximatif autrement que par le nombre de plaques de contrôles annuellement vendues par les Contributions indirectes.

Au sujet de l'accroissement de la circulation cycliste dans les régions rurales, nous pensons pouvoir en montrer la valeur par la variation du nombre des plaques de bicyclette vendues.

L'administration n'est pas autorisée à divulguer les chiffres avec précision, mais quoique ses circonscriptions de recettes ou de contrôle ne coïncident pas exactement avec la configuration des cantons, nous pouvons dire avec une approximation suffisante que pour la population des cantons suivants :

Pont-à-Mousson	Haroué
Arracourt	Vézelise
Blâmont	Colombey
Bayon	Thiaucourt
Gerbéviller	Domèvre-en-Haye

Il a été vendu 15.000 plaques en 1933, contre 7.600 plaques en 1913, soit approximativement le double.

§ 3. — LES SERVICES DE TRANSPORT AUTOMOBILE

Ce facteur de l'activité rurale autant qu'urbaine verra son importance extériorisée dans la carte annexée où figurent les lignes des 4 réseaux principaux.

1° *Rapides de Lorraine*. — Commencée par la mise en service de deux lignes : Nancy-Metz et Nancy-Epinal au cours de l'été 1932, l'extension de ce réseau, devant le succès de l'entreprise a été rapide.

Assuré par des voitures confortables, à un prix qui est sensiblement celui du chemin de fer en troisième classe, le service qui a conquis d'emblée les faveurs du public rural possède :

A Nancy une auto-gare bien organisée, avec bibliothèque, consigne, etc., qui règle par jour 115 départs sur 17 lignes rayonnantes, totalisant une longueur de 1.142 kilomètres.

Le parcours journalier des voitures sur ces lignes représente 11.411 kilomètres.

De Metz : 147 départs quotidiens ; 15 lignes ; 980 km. de développement ; 12.203 km. parcourus chaque jour.

Il y a lieu d'ajouter aux totaux journaliers un certain nombre de kilomètres supplémentaires effectués par des services doublés sur quelques parcours les jours d'affluence.

Nous avons mêlé le réseau de Metz à celui de Nancy, car les deux sont intriqués sur une grande partie du territoire de la Meurthe-et-Moselle.

Donnons une idée de l'importance d'un tel trafic en disant que depuis la création de la Compagnie il a été couvert 17.376.000 kilomètres avec 11.245.000 voyageurs (chiffres arrêtés au 1^{er} février 1935).

2° *Les autobus de Meurthe-et-Moselle* appartenant à la Société Générale des Transports Départementaux ont leurs horaires et leurs tracés établis sur des principes différents.

Il ne s'agit pas de relier les centres entre eux par des voies rapides, mais au contraire, dans les limites du cadre départemental, de desservir de petits villages privés de voies ferrées. En règle générale les voitures partent le matin et au début de l'après-midi des terminus, pour y revenir midi et soir, laissant aux usagers la disposition d'une journée ou d'une demi-journée à la ville.

1° Relations quotidiennes ou plus fréquentes calculées sur des parcours fixes, lignes :

Nancy, Neufchâteau par Pont-Saint-Vincent, Colombey (3 départs dans chaque sens).

Grippont, Haroué, Nancy par Flavigny (2 départs par jour).

Thezey-Saint-Martin, Nancy, par Nomeny, Sivry, Custines (2 départs dans chaque sens).

Delme, Nancy par Manhoué (2 départs par jour).

2° Relations quotidiennes sur parcours fixes doublés à jours déterminés de parcours entiers ou partiels supplémentaires.

Ligne: Aulnois, Leyr, Nancy (par Faulx et Custines).

3° Relations à jours fixes de la semaine, sur parcours fixe :

Ligne : Vaucourt, Lagarde, Xures, Einville, Nancy par Dombasle (lundi, mardi, samedi).

Ligne : Vaucourt, Lagarde, Xures, Einville, Nancy par Haraucourt (jeudi).

Ligne : Vaucourt, Lagarde, Xures, Einville, Lunéville (lundi, mercredi).

Ligne : Coincourt, Moncourt, Dieuze (lundi et vendredi).

Ligne : Serres, Nancy par Réméréville, Cercueil.

Ligne : Serres, Nancy par Réméréville, Haraucourt.

Ligne : Serres, Lunéville (lundi et mercredi).

Ligne : Hoéville, Lunéville (vendredi).

Ligne : Bayon, Lunéville par Loromontzey, Roze-
lieures (mercredi et vendredi).

Ligne : Gibeaumeix, Colombey, Nancy.

Ligne : Gibeaumeix, Toul par Montrot.

Ligne : Gibeaumeix, Toul par Ochev.

Ces lignes ayant une partie d'itinéraire commun à des jours différents sont de ce fait souvent rendus quotidiennes sur une fraction du parcours.

4° Lignes à itinéraires variables à jours déterminés. Les itinéraires varient suivant le jour ou le départ envisagé de manière à desservir le plus grand nombre possible de communes dans la région du terminus qui reste le même, le type en est :

La ligne Bayon :

Par Laneuveville, Crantenoy, Crevéchamps, Ville.

Par Froville, Brémencourt, Romain, Houssonville.

Par Saint-Mard, Saffais.

Ou la ligne Coincourt, Arracourt, tantôt directement par Rechicourt, le jeudi par le détour Bezange-petite, Lezey; le samedi, par Moncourt, Lay.

Du même type: Thiaucourt, Manonville, Nancy:

Par Essey Beaumont.

Par Flirey.

Par Mandres, Ansonville.

Enfin, la ligne Tramont-Lassus, Nancy qui outre les détours variés de son extrémité, emprunte suivant le jour, la voie de Vézelize, Frolois ou la voie de Parey-Saint-Césaire entre Vandelévillle et Bainville-sur-Madon.

L'ensemble du réseau représente 1.441 km. et l'ensemble du trafic pour ces dernières années se chiffre par :

Années	Kilomètres parcourus	Voyageurs transportés
1926	59.962	42.880
1927	182.269	85.442
1928	200.413	116.482
1929	210.791	130.861
1930	223.559	139.832
1931	226.703	148.672
1932	249.031	140.978
1933	517.471	186.225
1934	672.359	244.304

3° *Les circuits de poste automobile rurale* au nombre de quatre :

	Création	Longueur (en km.)	Kilomètres parcourus depuis la création au 31-12-34	Total des voyageurs transportés
Bayon-Ouest ..	1-4-1931	54,500	135.613	14.340
Bayon-Est	16-1-1931	39,500	120.639	24.084
Vézelise	1-12-1933	62,000	51.967	4.896
Toul	16-12-1933	62,000	49.393	7.873

Sur chacun circulent deux services quotidiens, le matin dans un sens, le soir dans l'autre sens.

Dans chaque village se tient un correspondant à la disposition du public pour effectuer toutes les opérations postales et remplacer ainsi le bureau manquant.

4° Pour le Nord du Département, bien desservi dans la région industrielle par des voies ferrées nombreuses avec trains ouvriers, il y a en plus : *les services d'autobus de la S.P.E.T.I.* (Services publics et transports industriels, Longwy).

Avec les nombreuses lignes longoviciennes, convergent vers ce centre, vers Longuyon et vers Briey des lignes d'intérêt rural.

Piennes, Longwy par Boismont (jours pairs).

Piennes, Longwy par Fillières (jours pairs).

Marville, Grand-Failly, Longuyon.

Marville, Longuyon par la Meuse.

Villers-la-Montagne, Villerupt, Audun-le-Roman.
Longuyon, Allondrelle, Longuyon.
Landres, Briey.

5° *Quelques services particuliers* ont été concédés et subventionnés, mais en dehors de la ligne Rambucourt, Pont-à-Mousson, nous n'avons pas obtenu de renseignements.

A quelque catégorie qu'elles appartiennent, les voitures se chargent du transport des colis dans certaines limites de poids et d'encombrement, des colis de denrées en particulier.

Il est intéressant de noter que M. le Professeur PARISOT a tenu compte habilement du fonctionnement des transports pour placer ses dispensaires d'hygiène sociale et en délimiter les secteurs. Sa judicieuse observation voit sa récompense dans le chiffre considérable des inscrits ruraux au centre de santé de Bayon dans les six premiers mois de son fonctionnement. Il est d'ailleurs facile de superposer la carte des réseaux d'autobus à celle de division sanitaire des centres d'hygiène. On comprendra à la lecture du chapitre sur les dispensaires pourquoi les consultants ruraux en charge sont moins nombreux dans le nord du Département et pourquoi les infirmières de certains dispensaires se plaignent des difficultés d'accès (voir enquête de Longuyon).

CHAPITRE VI

LES TRAVAUX DE GÉNIE RURAL

§ 1. — LES ADDUCTIONS D'EAU

Viennent d'être étudiées par un élève de l'Institut d'Hygiène, le Docteur DEPARDIEU et sous peine de redites, nous n'irons pas plus avant, renvoyant le lecteur curieux de la question à la thèse bien documentée et aux cartes de notre camarade (Le problème de l'eau dans le Département de Meurthe-et-Moselle, Etude médico. Soc., Nancy, 1934); ainsi qu'aux observations que nous avons faites en parcourant les campagnes (Deuxième partie Chapitre XI).

Antérieurement des études remarquables ont fait l'objet de la thèse du Docteur IMBEAUX (Les eaux potables et leur rôle hygiénique dans le Département de la Meurthe-et-Moselle) qui a édité en plus un « Annuaire des adduction d'eau et des égouts ». Citons encore les publications de GELLY (1932) et de DALAINZY, à Lunéville (1930).

Les analyses d'eau sont faites au laboratoire de l'Institut régional d'hygiène à Nancy, elles sont bien faites et nul ne doit s'en priver.

Disons en passant qu'au point de vue de l'hygiène, ce laboratoire effectue outre l'examen des eaux d'alimentation ou d'effluents, toutes les recherches biologiques nécessaires aux dispensaires et aux médecins qui y ont recours.

La statistique des analyses effectuées par les laboratoires de l'Institut Régional d'Hygiène s'établit ainsi :

650 analyses en 1927 (création du service)		
3.963	—	en 1928
4.593	—	en 1929
5.191	—	en 1930
6.764	—	en 1931
7.159	—	en 1932
7.811	—	en 1933
12.826	—	en 1934

A propos des analyses d'eau, il paraît intéressant de signaler que, d'accord avec M. le le Préfet et l'inspection Départementale d'Hygiène, le Laboratoire de l'Institut offre aux maires des communes, des abonnements à très bas prix pour analyses répétées au cours de l'année.

Amener de l'eau potable est bien, mais la vérifier périodiquement est aussi indispensable, et malheureusement cette notion manque dans l'éducation sanitaire de trop de maires encore, cependant responsables de la santé de leurs administrés.

§ 2. — ÉLECTRIFICATION DES CAMPAGNES

A la ville, l'électricité est dans tous les domaines d'un usage tellement courant que la dénomination de fée qui lui fut attribuée dans les débuts de son extension paraît aujourd'hui archaïque. Le merveilleux a disparu avec l'usage constant et l'habitude.

C'est à la campagne qu'actuellement l'électricité fait preuve de sa puissance incomparable de transformation, de progrès et d'assimilation. Nous pouvons dire aujourd'hui que, dans nos campagnes de Meurthe-et-Moselle, tout habitant désireux de se servir du fluide le possède à sa portée immédiate. Il peut l'utiliser sous toutes les formes inspirées par son travail ou ses loisirs. Il faut excepter de cela un certain nombre d'écarts particulièrement mal situés par rapport aux lignes de distribution et pour lesquels les circonstances techniques et surtout financières ne justifient pas d'une installation.

Il faut remarquer que, d'une part, toutes les régions de France ne sont pas aussi bien équipées, surtout les régions rurales, et, d'autre part, il n'y a pas fort longtemps que la situation est aussi bonne dans notre Département.

M. PRÉAUD, Ingénieur en chef du Génie rural de Nancy, écrivait, en effet, en 1923 que « la consommation actuelle dans les zones purement agricoles n'atteint que 10 kwh par habitant et par an dans l'ensemble des pays de petite et de moyenne culture » (savoir :

7 à 8 kwh en lumière et 2 à 3 kwh en force motrice). Il suffit de comparer ces chiffres au tableau ci-joint pour constater qu'ils sont largement dépassés dans la plupart des cas.

Cet auteur donne aussi une carte indiquant comme électrifié un tiers environ du Département avec prédominance des secteurs industriels et des grandes vallées, le reste étant considéré comme projets à l'étude ou en cours de réalisation. Actuellement, la plupart de ces projets sont réalisés et les zones d'influence des sociétés de distribution sont devenues réelles et complètes, et non plus virtuelles. Ceci notamment, grâce à l'heureuse formule de syndicats inter-

Syndicats intercommunaux d'électrification	Nombre de communes	Popu- lation	Superficie (en km ²)	Densité de population (hab./km ²)	Nombre d'abonnés
Conflans-Ouest	19	3.636	161,33	22	1.193
Thiaucourt	13	1.887	119,62	15	698
Serrières	9	1.180	41,15	28	398
Plateau de Haye	27	4.905	236,94	20	1.856
Vézélise-Colombey	45	7.843	318,20	24	2.428
Vermois	12	2.270	85,30	26	599
Bayon-Gerbéviller	28	4.021	175,20	22	1.154
Nancy-Est-Arracourt ..	31	6.416	277,13	23	1.746
Vezouze	26	4.659	190,64	24	1.230
La Verdurette	5	806	29,67	27	248
Neuviller-sur-Moselle ..	16	3.105	85,18	36	1.041
<i>Totaux</i>	251	40.728	1.720,36		12.590

(Chiffres fournis par le service du Génie rural du département de Meurthe-et-Moselle.)

communaux d'électrification, dont nous donnons la liste pour la Meurthe-et-Moselle. Comme pour l'eau, cette formule a permis, dans les débuts notamment, d'atténuer les difficultés financières amenées par une utilisation relativement faible du courant fourni aux agriculteurs, cause d'un renchérissement considérable du prix de l'unité, nécessaire pour couvrir des frais d'installation élevés.

Voici comment se répartissent en 11 syndicats les 251 communes ayant fait étudier l'établissement de leur réseau par le service du génie rural mis par le Ministère de l'agriculture à la disposition des agriculteurs et des municipalités rurales :

Nombre de lampes		Moteurs agricoles		Consommation tous usages	
total	par habitant	total	par 100 habit.	Année 1933 KWH totale	par habitant
5.821	1,6	172	4,8	171.363	47,1
5.063	2,6	114	6,0	59.180	31,4
1.344	1,1	110	9,4	25.678	30,2
7.390	1,5	458	9,3	162.930	33,2
3.680	1,7	633	8,1	443.793	56,7
3.520	1,5	199	8,7	114.224	50,2
5.676	1,6	490	12,2	141.134	35,0
0.831	1,6	651	10,1	273.256	42,6
0.337	2,2	490	10,5	186.090	40,0
1.867	2,3	99	12,3	31.099	38,6
4.970	1,6	178	5,7	31.072	42,3
1.509		3.594		1.639.819	

Ce tableau ne concerne que les plus grands et les plus récents Syndicats de communes, créés, développés ou fusionnés depuis la guerre, pour arriver à couvrir jusqu'aux plus petits villages.

Les régions industrielles et les villes étaient pourvues avant guerre; bien des communes, rurales, mais situées près de centres d'énergie ou à proximité immédiate d'une ligne de haute tension, ont traité directement avec le producteur: usine métallurgique ou société d'électricité et ne sont pas comprises.

L'éclairage électrique a transformé la ferme, les soirées d'hiver surtout. Il a permis, sinon la transformation en maisons claires des vieilles bâtisses, noires et enfumées, du moins la conservation de l'aspect riant et propre des nouvelles constructions. Il a surtout permis aux étables de cesser d'être des trous sombres, en y faisant la lumière, sans y laisser entrer le froid.

Ne parlons que pour mémoire de la diminution considérable des risques d'incendie. Mais l'éclairage à la ferme, comme on a pu le voir par le tableau précédent, n'est pas tout; les usages domestiques et surtout la force motrice prennent, de jour en jour une importance plus grande dans les travaux des champs.

Le moteur électrique, en effet, est celui qui coûte le moins cher et s'adapte le plus facilement à toutes les circonstances. Tous les jours naissent de nouveaux procédés permettant de réaliser, en peu de temps et à peu de frais, avec un moteur robuste et simple, des opérations, qui, autrefois, demandaient de grands soins et de longues journées. La multiplication des usages d'un seul moteur de faible puissance, pour

tous les travaux de la ferme et le groupement à plusieurs pour l'utilisation du moteur plus important, nécessaire à la machine à battre, augmenteraient la durée d'utilisation par an, et permettraient un prix de revient moindre du courant, grâce à l'amortissement aussi complet que possible de la prime fixe imposée à l'installation par les sociétés de distribution.

Une tentative a été faite dans ce sens en 1923. Malheureusement l'esprit d'individualisme si cher à nos paysans s'est montré néfaste en ce cas et l'échec fut complet. Tous préfèrent posséder leur moteur et leur batteuse fonctionnant quand ils le veulent, quitte à utiliser lorsqu'ils ne possèdent pas de plus petit moteur, une source de mouvement de 5 à 6 CV où il en faudrait 1 à 1 et 1/2 comme pour une écrémeuse ou un coupe racine; d'où utilisation déplorable.

C'est toujours le gros écueil de l'électrification rurale qui utilise de 30 à 150 ou 200 heures par an des moteurs auxquels l'industrie par exemple ferait rendre 2 à 3.000 heures et plus.

Enfin, considération intéressante au plus haut point l'hygiène, le moteur électrique, seul, par sa propreté et sa facilité d'utilisation, permet une manutention correcte d'aliments tels que le lait, dont la souillure est une cause malheureusement trop fréquente de maladies chez les petits et chez les grands.

Les loisirs du paysan bénéficient également de cette cause de bonification, tant par l'économie de temps réalisée que par l'économie de main-d'œuvre et par conséquent d'argent, permettant l'achat de distractions saines, telles que la T. S. F., dont nous parlerons plus loin.

CHAPITRE VII

LES LOISIRS DU PAYSAN

« La vie du paysan ne doit pas être orientée exclusivement par la question du blé. »

Pour quiconque, le travail ne peut être un fardeau permanent, même s'il donne satisfaction à l'homme qui l'accomplit, et les loisirs, indispensables, sont un des buts du travail, en tous cas une récompense de l'existence.

La mentalité de l'être humain se juge à l'emploi de ses loisirs, ils devraient être éducatifs ou récréatifs.

Jusqu'à la guerre, les loisirs du paysan étaient brefs. L'âpreté au gain et les exigences de la terre leur laissaient peu de place dans le déroulement monotone des jours, tous semblables.

« Couarails » et veillées les soirs d'hiver. Méditations « devant la porte » sur le banc de pierre, à la fraîche des soirs d'été, voilà pour la semaine. Le dimanche, les exercices pieux et l'après-midi la partie de cartes, en fumant et en buvant dans le débit local. A la fête du village et de quelques villages très voisins, les jeunes dansaient sur place pendant les deux seules nuits de l'année où le coucher après minuit était considéré comme possible.

Voilà à peu près tout le délassement des hommes rudes de notre Lorraine et de bien d'autres campagnes.

On conçoit aisément que ce tableau récréatif peu fourni ait fait considérer comme un éden la ville, et ses spectacles variés, ses brasseries et ses attractions de toutes sortes.

Les choses ont considérablement changé, l'évolution des esprits s'est faite et la bonification du standard of life a permis :

1° A ceux qui se contentent de la vie locale, la pratique des sports, la musique chez soi ou en société, la lecture et le cinéma.

2° Aux plus exigeants et aux plus voyageurs l'utilisation des jeux de la ville, avec possibilité d'en jouir sans habiter à proximité, grâce aux transports faciles.

Tout en restant économe de ses deniers, le paysan dépense plus facilement, car il manie plus d'argent.

En Meurthe-et-Moselle se trouvent réalisés au point de vue rural les conditions fixées par Albert THOMAS pour l'utilisation des loisirs.

1° Un salaire suffisamment élevé pour que le travailleur ne soit pas obligé d'exercer un second métier, et pour qu'il aborde ses loisirs sans trop de fatigue et sans soucis écrasants ;

2° Une instruction qui lui permette de désirer et d'éprouver de véritables jouissances intellectuelles ;

3° Une politique de l'habitation qui lui procure un foyer agréable ;

4° Une organisation des transports qui le dispense de grandes pertes de temps.

§ 1. — LES LOISIRS FAMILIAUX

Restent les plus négligés ; le logis étriqué et inconfortable pousse à chercher les distractions du dehors.

La mère de famille à la campagne est celle qui tient l'argent et le lâche avec une âpre parcimonie, d'autre part, occupée par les travaux de l'étable et de la basse-cour, elle néglige l'habitation.

Avare ou surmenée, elle est hostile au principe ou ignorante de ce qui pourrait donner de l'attrait au ménage et se rend impuissante à retenir au logis le mari autant que les enfants. On sent dans trop de familles un malaise dont la raison profonde est l'absence d'une véritable communauté de goûts, d'intérêts, de pensées, de sentiments entre le père et la mère, d'une part, entre les parents et les enfants, d'autre part. De là des conséquences funestes pour la morale, la santé, l'économie familiale bien entendue.

Si le jardin est pour le citadin et l'ouvrier le délassement idéal et la saine occupation des heures de restauration, il ne saurait intéresser le terrien.

Les plaisirs de la conversation étant vite épuisés, et une certaine instruction ne permettant plus de se contenter des récits de conteurs, autrefois fameux dans leur village, il reste pour apprécier chez soi les « heures perdues » : la lecture et la T. S. F.

1° LA LECTURE

Est encore peu répandue, en dehors de celle des :

Journaux. — Nous ne connaissons plus à la campagne lorraine de maisons qui ne reçoive sa gazette

quotidienne augmentée de temps à autre par l'organe syndical agricole.

Livres. — Peu de villages, même importants ont une bibliothèque susceptible de fournir des ouvrages récents, simples et de lecture attrayante.

Il existe bien des bibliothèques scolaires, mais leurs ressources sont assez restreintes et leurs ouvrages, peu nombreux, sont vite connus de tous les lecteurs de l'endroit, sans espoir de nouveautés.

M. le Professeur J. PARISOT s'intéresse vivement à une organisation nouvelle de bibliothèque circulante. Il juge avec raison que la pratique des échanges donnera un attrait tout particulier au délassement par le livre, et nous espérons vivement que la Meurthe-et-Moselle possédera d'ici très peu de temps un service de « bibliobus » analogue à celui qui fonctionne dans l'Aisne avec un succès inouï.

Notre maître nous a confié les documents suivants qu'il nous engage à faire connaître.

Dans l'Aisne, la bibliothèque circulante a pour promoteurs une association groupant sous un éminent comité le patronnage des représentants qualifiés de l'enseignement, des municipalités, de l'hygiène, et le Directeur de la bibliothèque municipale de Soissons,

Elle a pour but :

1° De fournir de la lecture :

a) Aux villages ne possédant pas de bibliothèques proprement dites.

b) Aux hameaux et aux fermes isolées.

2° D'établir entre les bibliothèques constituées qui y adhéreront, un *lien moral* et un *échange de livres*

qui ne peuvent que contribuer à une activité plus intense de chaque bibliothèque.

Elle n'envisage que le point de vue social, et s'engage à ne fournir que des ouvrages de lecture saine et instructive, pour faire œuvre d'instruction post-scolaire aussi bien que de distraction intellectuelle.

Elle espère en les faisant bénéficier d'un des avantages des villes, aider les villageois et les paysans à rester fidèles à leurs champs.

Une automobile, spécialement aménagée :

1° A l'intérieur pour le transport des collections déposées dans les villages, fermes ou groupements.

2° Sur les côtés en bibliothèque ambulante pour permettre le choix individuel sur place.

Permet un service régulier et suivi.

Et l'on nous dit le succès obtenu. Résumons les impressions reçues par la bibliothécaire dans sa première tournée :

« Le bibliobus circule, s'arrête de village en village. Les ménagères viennent sur le seuil de leur porte regarder ce nouveau visiteur. Ici, c'est M. le Maire qui écoute attentivement les explications que la bibliothécaire lui donne sur le fonctionnement de l'œuvre. Sa figure s'éclaire, il n'avait pas bien compris jusqu'ici les avantages que présentait cette bibliothèque ambulante. Il est immédiatement convaincu et présentera à son Conseil Municipal l'intérêt pour la Commune d'adhérer à ce service. Là, c'est une paysanne, son sac de haricots secs sur l'épaule qui dépose son fardeau disant : « que je le voie au moins, le v'là donc,

le journal avait bien dit qu'il passerait aujourd'hui. On s'demandait comment qu'il était fait, ben on va pouvoir lire! c'est le bon moment, vous savez les soirées sont longues ».

Ailleurs c'est l'institutrice qui sourit à ce porteur d'amis qui vont lui tenir compagnie pendant les heures sombres de solitude. « On ne sort pas volontiers par cette humidité et ce froid, et les chemins sont bien mauvais pour des randonnées à bicyclettes. Vos livres sont les bienvenus.

Et cette mère inquiète des loisirs de son fils, maintenant sorti de l'école, s'informe vite des titres qui peuvent le captiver, le retenir à la maison à ses heures de désœuvrement.

Dans tel village l'instituteur annonce à ses élèves que leurs parents vont pouvoir venir chercher des livres à l'école parce que la Municipalité a adhéré à la bibliothèque circulante. « Et nous, M'sieu, s'écrient les enfants, c'est-y qu'on en aura aussi? »

Dans un autre, la cloche a sonné. Les enfants sortent de l'école, se pressent autour de la voiture. On leur met des livres entre les mains: Oh! celui-ci, Madame, il est beau, je le voudrais! Tiens Robin des bois! Je ne l'ai pas lu celui-là. On ne l'a jamais eu. C'est-y qu'on peut les garder? Passe moi le tien ce doit être bien.

Et cette vieille femme qui a terminé rapidement son casse-croûte pour ne pas manquer le passage du bibliobus « Allez-vous nous en laisser aujourd'hui Mademoiselle? On s'ennuie à cette saison, on ne peut pas dormir dès qu'il fait nuit. Quand j'ai une histoire

qui me plaît, ben j'oublie l'heure. Son mari lui crie : « Et dis donc tu ne vas pas en oublier de manger ? C'est fait, mange toujours ! Apportez-nous des histoires gaies et puis des tristes aussi, j'aime ça. Je pleure tout mon saoul, pis ça va mieux après. A bientôt alors !

Dans un coin perdu, l'institutrice chez qui un dépôt a été fait par décision de la Municipalité, est étonnée de constater qu'on s'arrache les livres ; elle demande qu'on lui double le dépôt pendant la saison d'hiver. C'est une révélation que ce besoin de lecture chez les gens de ce village.

Dans une ferme isolée, la comptable regarde avec étonnement arriver la bibliothécaire. Qu'est-ce qu'une femme peut bien venir faire ici s'exclame-t-elle ! Elle est sceptique. Puis quel épanouissement ! Autrefois elle allait à la bibliothèque de la ville où elle vivait heureuse avec son mari. Maintenant, veuve éloignée de tout centre, elle aimerait tant quelques bons romans, des revues aussi ; « Vous reviendrez Mademoiselle ! »

Dans une autre ferme c'est l'ahurissement complet. Jamais on n'avait envisagé la nécessité d'un livre. Pourtant on est nombreux, on travaille au ralenti, on trouverait des loisirs. Mais l'éducation est à faire dans ce sens ici. On s'ennuie, on somnole, même les jeunes, au coin du feu !

Mais tout le monde va profiter de l'occasion offerte. L'esprit va se meubler de lecture saine qui ouvre des horizons vastes, fait mieux supporter l'isolement

campagnard et occupe les funestes loisirs désœuvrés de l'âge ingrat.

Le fils ira moins au cabaret, la fille sortira moins subrepticement, grands et petits pourront parler entre eux des histoires lues et prendre plaisir à communiquer à l'entourage l'intérêt éprouvé.

Ce sera de la joie pour tous.

2° LA T. S. F.

Les progrès de la technique moderne: téléphone, radiographie, automobile, cinéma, transforment la vie des villages.

Trop souvent les réunions offrent des plaisirs frelatés, le journal, le livre, le théâtre, spéculent trop souvent sur des instincts peu nobles. Il en est autrement d'institutions publiques et d'œuvres privées conçues pour servir l'intérêt général, elles favorisent ce qui élève et non ce qui rapporte. Le parallèle est saisissant entre les grosses firmes cinématographiques et la radiophonie, en général exempte de ce souci, donc libre de poursuivre sa véritable mission.

Des statistiques seraient superflues pour montrer qu'à la campagne le nombre des postes de T. S. F. s'est accru dans des proportions considérables depuis de nombreuses années.

L'agent d'une maison régionale qui possède une clientèle étendue sur tout le département nous précisait il y a quelques jours encore la diffusion de sa marque dans les villages, et la continuation des ventes de postes malgré l'impôt nouvellement établi.

Le paysan est d'autant plus attiré vers la T. S. F. que, d'une part il n'exige pas des auditions de pureté et de qualité parfaites; que d'autre part, dans le calme champêtre l'absence des multiples parasites industriels, permet l'utilisation de postes moins compliqués, moins sensibles, et moins chers par conséquent.

Nous citerons l'intérêt apporté aux causeries rurales, à « l'heure du paysan » de certains émetteurs pour souhaiter que, sans devenir un conférencier perpétuel, les speaker de toutes les stations enseignent, avec l'humour de quelques-uns, les notions d'hygiène rurale et d'économie domestique.

§ 2. — LES LOISIRS COLLECTIFS

Ils concernent les jeux, les sports et le spectacle amusant ou éducatif isolés ou groupés.

1° JEUX ET SPORTS

Paraissent être en faveur ici. Dans notre population patriotique, fleurissent les sociétés de tir et de préparation militaire, chez les catholiques du Département, de nombreux patronages réunissent grands et petits.

Nous avons recherché un criterium dans le nombre de sociétés inscrites à la Préfecture en application de la loi du 2 octobre 1901. Dans les registres qui nous ont été communiqués, nous avons fait la détermination des différents genres d'associations, religieuses, politiques, récréatives, nous bornant à retenir :

Les patronages.

Les sociétés de tir ou de préparation militaire.

Les sociétés de sports (football surtout).

Les sociétés de chasse ou de pêche.

Les sociétés théâtrales d'amateurs.

Pour l'ensemble du département, il a été déclaré :

Du 2 octobre 1901 au 2 octobre 1913. 429 sociétés.

Du 1^{er} janvier 1923 au 1^{er} janvier 1935 : 623 sociétés.

Soit une augmentation de 194 pour une période égale de 12 années. A titre d'indication disons que dans l'arrondissement de Lunéville, excepté Blainville, Baccarat, et Lunéville (ville groupant 95 sociétés du genre choisi plus haut), il y a eu de 1913 à 1935 passage de 37 à 49.

Cette augmentation s'explique par le goût récréatif de certaines communes comme Blâmont qui, pour sa modeste population de 1.559 habitants possède : Une Société de tir et de Préparation militaire, une Union des pupilles de la P. M., une Société de pêcheurs à la ligne, un Bon Accueil, et deux Sociétés de football.

2° LE CINÉMA

Cet art est, de tout les spectacles du jour celui qui attire le plus la masse du public. Nous avons écrit plus haut qu'il est, d'un certain point de vue, trop commercialisé.

Cette appréciation tombe lorsqu'il s'agit de cinéma populaire rural utilisé en séances récréatives, éducatives.

Le Docteur Victor DE RUETTE, dans *la Revue Internationale du Cinéma Educateur* (Soc. des Nat., avril 1933) nous dit en parlant du cinéma « Son influence est considérable et bien plus importante qu'il ne le paraîtrait à première vue. Les éducateurs et tous ceux qui ont charge de l'enfance normale ou anormale devraient absolument s'en occuper activement, de même ceux qu'intéresse l'avenir mental des Nations... ».

« De par l'impression qu'il exerce à tout âge, grâce à la fièvre d'attirance, grâce à une mise en scène de plus en plus perfectionnée, il maintient, pendant des heures un véritable pouvoir de suggestion, d'hypnotisme, pourrait-on dire. »

Plus loin : « L'enseignement par le cinéma pourrait servir à « combattre la déchéance physique contemporaine » dont le Docteur HECKEL a signalé les progrès alarmants sur le squelette humain des générations actuelles ».

L'Office régional d'enseignement cinématographique de Nancy a splendidement allié l'intérêt spectaculaire à l'éducation des foules (fondé en 1924, statuts approuvés par le Ministre de l'Instruction publique le 31 janvier 1924 et par le Ministère de l'agriculture le 22 février 1924).

Son catalogue de 1934 offre 800 films variés, se rapportant à la géographie, à l'histoire, à la chasse et à la pêche, à l'agriculture et à l'industrie, à l'enseignement technique, aux sports, à l'hygiène individuelle et sociale, etc..., ainsi que des collections importantes de vues fixes.

Sur demande faite 15 jours à l'avance, les services de l'office préparent et expédient des programmes complets.

La correspondance et les paquets de pellicules circulent en franchise sous le couvert du Ministère de l'Agriculture (Cinémathèque agricole) et du recteur de l'Académie de Nancy (Service des films).

Les productions contenues dans cette filmathèque comprennent :

a) Le dépôt des films du Ministère de l'Education Nationale pour l'Académie de Nancy.

b) Le dépôt des films du Ministère de l'Agriculture formant la cinémathèque régionale agricole.

c) Le dépôt des films de l'enseignement Technique, formant la cinémathèque régionale de l'enseignement Technique.

d) Des films et vues fixes sur films acquis sur le budget propre de l'Office Régional.

	Nombre des usagers	Métrage des films	Sortie des films (en mètres)
1925	45	20.700	80.000
1926	57	40.480	210.000
1927	95	71.270	640.000
1928	152	104.000	1.060.000
1929	255	167.000	2.125.000
1930	296	211.200	2.900.000
1931	390	247.000	4.040.000
1932	421	285.070	4.536.500
1933	463	309.865	4.527.000
1934	480	312.430	4.600.000

Les usagers sont ainsi répartis :

Départements	Ecoles publiques	Usagers agri- coles	Indus- triels	Œuvres post- scolaires	Mili- taires	Total
Meurthe-et-Moselle.	104	4	10	18	14	150
Meuse	73	6	3	4		86
Vosges	66	1		2	2	71
Ter. de Belfort ...	6		1			7
Moselle	40	4	4	4	4	56
Haute-Saône	33	1				34
Haute-Marne	23	2	1	2		28
Bas-Rhin	19	6			1	20
Haut-Rhin	3	2			1	6
Divers	20	1	1			22
<i>Totaux.....</i>	<i>387</i>	<i>27</i>	<i>20</i>	<i>30</i>	<i>22</i>	<i>480</i>

Total: 480 usagers contre 463 au 22 février 1934, soit une augmentation de: 17 usagers (écoles).

Nombre d'usagers utilisant les vues fixes: 83.

En dehors de la distribution des films et vues fixes à ses usagers, l'Office régional de l'Enseignement Cinématographique prête son concours (opérateurs et appareils à l'illustration de nombreuses conférences (Société Industrielle de l'Est, cours municipaux)

Il possède un matériel parlant portatif et, il organise dans chaque école des séances de cinéma parlant.

Il prête son concours en offrant gracieusement ses films aux Professeurs, aux conférences faisant chaque année de la propagande pour la vente du timbre antituberculeux.

Enfin, il y a lieu de noter que cette activité ne se rapporte qu'aux films Standard de 35 mm. et par conséquent aux groupements possédant des appareils pour films Standard.

Nombreux sont les Etablissements scolaires qui utilisent le cinéma de format réduit, notamment le Pathé Baby de 9 mm. 5. Ils possèdent leurs films, les empruntent à des cinémathèques constituées dans les circonscriptions des inspecteurs primaires (Lunéville, Longwy) ou les louent à des commerçants.

Parmi les films portés sur le catalogue il y a 8.700 mètres de films d'hygiène et 3.700 mètres de films sportifs. Voici les titres de quelques-uns : La future maman (du Docteur DEVRAIGNE), en 8 parties totalisant 2.100 mètres.

La syphilis, danger social.

La tuberculose menace tout le monde.

Une dent propre ne se carie jamais.

La guerre aux rats.

Les maladies contagieuses, etc...

Comme le dit SIMONNET dans « Le film au service de l'hygiène sociale » (*Revue Hyg. et Prophyl., soc.* 1924) « La possibilité de faire servir le film à la cause de l'hygiène sociale ne paraît donc pas douteuse. Mais cette propagande par le cinéma suppose une organisation pratique concertée ».

Nous avons vu au sujet de cette organisation que l'échange des films se fait vite et régulièrement et qu'un appareil sonore peut être prêté.

Nous souhaitons avec WALTHER GÜNTHER « L'organisation du cinéma sonore rural ». (*Revue internationale du cinéma éducateur*, Soc. Nat., octobre 1933) voir aller cet enseignement récréatif jusqu'aux plus petites communes, sans exception.

Dans un département où la filmathèque est à la disposition de tous, avec des appareils nombreux, nous n'irons pas jusqu'à écrire ce que disait VIBOREL des groupes cinématographiques automobiles de l'Office national d'Hygiène sociale : « Avant la mise en œuvre des groupes automobiles, la campagne française n'était pour ainsi dire pas touchée par la propagande d'hygiène sociale » mais avec lui, nous constaterons qu'en Meurthe-et-Moselle, grâce à l'entente et à la coordination que nous développerons au chapitre de l'enseignement populaire, nos paysans connaissent les préoccupations de l'hygiène et de la défense préventive contre les maladies sociales. « S'ils demandent l'adduction d'eau potable, s'ils acceptent la tuberculinisation des vaches et s'ils prennent, lorsque besoin est, le chemin du dispensaire, félicitons le conférencier d'hygiène sociale et soyons persuadés qu'il attribuera, lui, une part des succès à l'emploi capital du cinéma, surtout du cinéma sonore et parlant ». (VIBOREL. L'enseignement de l'H. S. par le cinéma au village. *Revue int. du cinéma éducateur*. Soc. nat., mai 1933).

3° LES DÉBITS DE BOISSON

La fréquentation de cet élément de variété dans le village est la distraction la plus ancienne et la plus moderne, celle qui donnera toujours du plaisir à son client, mais pas le plaisir le plus sain.

De l'étude faite par MM. PARISOT et LEDUC, en 1922 et de la thèse de LEDUC en 1924 (La tuberculose et l'alcoolisme en Lorraine. Etude médico-sociale), comme des renseignements que nous avons pu recueillir, il ressort que la Meurthe-et-Moselle n'est pas parmi les départements où sévit particulièrement l'alcoolisme.

La consommation d'alcool pur n'y atteint pas deux litres par habitant et par an alors que d'autres départements dépassent 3 litres.

D'une part les estimations sont faites sur les droits d'alcool payées au départ et non sur l'alcool réellement consommé dans le département, d'autre part, la Direction des contributions indirectes a opposé une fin de non recevoir aux renseignements que nous avons demandés sur la consommation.

Ces motifs nous empêchent de résoudre le problème de l'augmentation ou de la diminution de l'alcoolisme depuis l'exposé arrêté par LEDUC en 1923. Il reste la seule comparaison du nombre des débits que nous avons dû établir nous-mêmes pour 1913 et 1933 sans pouvoir discerner les grandes des petites licences accordées aux vendeurs.

Ramenés à quelques cantons *ruraux*, voici le tableau que nous pouvons donner sous réserve de fausses estimations ;

DISTRIBUTION DES DÉBITS DE BOISSON

Cantons	Nombre de débits	Année 1913		Débits pour 10.000 hab.	Nombre de débits	Année 1933		Débits pour 10.000 hab.	de 1913 à 1933	
		Population du canton	Population du canton			Population du canton	Population du canton		+	—
Colombey-les-Belles ..	93	9.632	7.218	96,5	72	99,7	99,7	3,2	—	—
Domèvre-en-Haye ...	89	9.155	6.947	97,2	66	95	95	2,2	—	—
Thiaucourt	60	6.481	4.868	92,5	47	96,5	96,5	4,0	—	—
Harouté	106	9.509	7.659	111,4	80	104,4	104,4	7	—	—
Nomeny	95	10.517	7.737	90,2	66	85,3	85,3	4,9	—	—
Chambley	37	3.678	3.518	100,6	32	90,9	90,9	9,7	—	—
Badonviller	46	6.071	5.203	75,7	32	61,5	61,5	14,2	—	—
Bayon	79	8.988	11.785	85,6	74	64,4	64,4	21,2	—	—
Blâmont	107	10.500	7.768	101,9	80	102,9	102,9	1,0	—	—
Arracourt	24	2.427	1.540	98,8	17	110,3	110,3	11,5	—	—
Vézelize	94	9.984	8.770	94,1	82	93,5	93,5	0,6	—	—

Quelques remarques s'imposent :

L'augmentation temporaire (1920) des cafés du canton de Bayon est due au nombre des cantines multiples ouvertes à Blainville et Damelevières en faveur du nombre considérable des cheminots. Elle n'apparaît pas grâce à l'augmentation de la population.

Dans l'ensemble, la baisse est réelle, quant au nombre des débits, elle est moins réelle, quant au pourcentage des clients, toutes proportions gardées, car le nombre des bistrots n'a pas autant baissé que celui des habitants. Si l'on compare les chiffres de ces cantons, ramenés au nombre des débits calculé pour 10.000 habitants sur la carte de LEDUC, on est surpris de voir que les cantons ruraux ont la plus forte densité. Il ne faut pas la confondre avec la plus grande consommation, la dissémination de la population entraînant la multiplication des marchands de liquide qui subsistent grâce à des travaux agricoles simultanés, avec une clientèle dont un cabaret de ville ne saurait tirer le bénéfice minimum nécessaire à son existence.

L'arrondissement de Briey, industriel et minier peut être taxé d'alcoolique, l'ancien arrondissement de Toul et celui de Lunéville, à prédominance rurale, peuvent être taxés de tempérants.

Cette distinction s'impose encore plus si l'on se rappelle que la vigne disparaît et que le paysan « achetant » du vin, le boit moins volontiers qu'au sortir de son propre cellier.

Et puis, le vin et la bière, sont moins préjudiciables, consommés à la campagne, par des travailleurs

de plein air, que des apéritifs variés absorbés en ville par des machinistes ou des employés de magasins.

4° LE CENTRE SOCIAL RURAL

Un grand lorrain, le Maréchal LYAUTEY avait compris tout le parti qu'on peut tirer au point de vue éducatif général, de distractions mêlées d'études dans un milieu sain formé par la réunion d'hommes, ou de jeunes gens, confiants les uns dans les autres et guidés par un ami.

Le « foyer rural de Thorey » réalise en Lorraine le type de réunion récréative parfaite pour le dimanche du jeune paysan.

Nous croyons savoir qu'il existe à Raon-les-Leau, un organisme du même genre, mais nous n'en connaissons pas de semblable dans le reste du Département, au point de vue rural s'entend.

Pour l'ensemble de nos populations rurales, l'organisation de centres sociaux serait, moralement comme physiquement un élément d'énergie, d'éducation hygiénique, d'attachement à la terre trop facilement abandonnée.

Ce sont des vœux qu'il nous faut formuler, et nous y reviendrons, mais nous voyons très bien chaque village, ou chaque groupe de 2 ou 3 villages, muni, au moins le dimanche après-midi, d'un foyer, laïque ou religieux, susceptible de réunir tous les jeunes et tous les hommes pour les distraire, les instruire et les modifier si besoin est par : la pratique des sports, une séance cinématographique, des causeries et des jeux.

D'une façon générale, les centres sociaux s'adressent à tout le monde, à des groupes politiques (Maisons du peuple) aux membres d'une association, etc... Ils peuvent avoir un but humanitaire (foyers, résidences sociales, patronages laïques) ou religieux (patronages paroissiaux). Les centres civiques, visent à resserrer les liens des habitants d'un village ou d'une ville. Voici ce qu'en dit SAND « Diverses initiatives doivent être signalées : la première est l'utilisation de l'école en dehors des heures de classe. Solution pratique, puisque chaque village, chaque quartier a déjà son école. Solution économique, puisque dans le bâtiment scolaire, on trouve des salles convenant pour les réunions, et souvent un appareil de projection, un piano, la T. S. F. une bibliothèque, un gymnase, parfois des ateliers, un terrain de jeux, des installations sportives. Solution favorable à l'établissement des rapports entre instituteurs et parents. L'initiative privée se chargera de transformer l'école en Foyer intellectuel ou en Centre civique. Les pouvoirs publics interviendront par voie de subvention, notamment en rétribuant les Professeurs et les moniteurs dont la présence quotidienne est indispensable ».

Le centre de récréation, d'autre part, naît généralement de l'existence d'un terrain de jeux dans un parc. Par voie d'extension naturelle, on y ajoute une bibliothèque et une salle de réunion, qui peut servir de salle de conférence, de danse, de spectacle, de cinéma. Si un Comité ou des moniteurs rémunérés en prennent la direction, voici les loisirs de tout un quartier assurés.

Dans de nombreux pays, des centres sociaux, des Parcs de récréation ont été créés, dont nous n'avons à envisager ici, ni les modalités d'organisation ni les moyens de fonctionnement.

Mais nous tenons à insister tout spécialement sur leur intérêt en même temps que sur la nécessité que, pour leur réalisation, on tienne grand compte des tendances, des habitudes régionales, et qu'en particulier ils aient pour but non de dissocier la famille, mais au contraire d'en resserrer les liens dans un cadre logiquement adapté aux aspirations et aux saines récréations de chacun de ses membres.

Il n'est pas possible de réaliser dans nos campagnes des « Dopolavoro » complets, car la population y est insuffisante, mais des centres sociaux de distraction dominicale y connaîtraient le succès mérité.

Dans une période de crise économique comme l'actuelle, des « centres de dépannage » au sens que leur donnent MM. PARISOT et RICHARD, seraient sous forme attrayante une « école professionnelle » qui retiendrait au village les jeunes épris de mécanique et même occuperait au village ceux qui l'ont quitté pour une machine aujourd'hui en chômage.

Dans un article bien documenté, daté de 1930 et relatif, il est vrai, au Périgord, le Docteur QUEYROI, comparant les conditions d'existence des gens de la campagne à ce qu'elles étaient quelques années auparavant se déclare « stupéfait de l'importance des transformations qu'elles ont subies ».

Il examine les rapports possibles entre cette différence des conditions de vie et ce qu'on peut appeler

« l'amélioration de la race », la diminution du nombre des hommes chétifs.

Si chez nous, dans nos vallées surtout, le paysan est relativement plus à l'aise que le montagnard, il est sans contredit qu'il vit mieux depuis 15 ans et nous ferons nôtres, dans notre département les conclusions que le Docteur QUEYROI faisait en Dordogne.

« Les jeunes sont vifs, agiles, et ce n'est pas seulement au physique qu'ils sont transformés. C'est réellement leur intelligence qui s'est améliorée.

Leur caractère, leur système nerveux, en somme s'est modifié, si l'on juge par leurs réactions (parfois désagréables, parce que trop vives) si différentes de celles de leurs anciens.

En résumé, depuis le développement des moyens de communications et avec l'apparition des moyens de transports rapides, la vie dans les campagnes, s'est entièrement modifiée.

Le paysan a pu relativement s'enrichir, vendre des produits qu'il avait en excès, en acquérir de nouveaux.

Son alimentation s'est transformée. Elle était autrefois, toujours semblable à elle-même, sans variété, puisqu'elle dépendait absolument de la nature du sol.

Elle était à peu près exclusivement d'origine végétale, l'argent nécessaire ne pouvant être acquis que par la vente des animaux. Aujourd'hui l'alimentation est infiniment plus variée. La viande et la graisse sont de consommation courante.

Aussitôt on voit la taille des habitants s'élever, elle augmente surtout dans les communes les plus riches et en particulier où l'on achète le plus de vivres, c'est-à-dire le plus de viande et où on varie le plus souvent en aliments. Dans les différentes communes elle est cependant en rapport avec la quantité et la qualité des ressources alimentaires locales. La rapidité de la croissance est plus grande depuis que les habitants ont une amélioration carnée plus importante. Les innocents ont presque disparu, et, d'un façon générale les habitants sont d'un caractère plus vif, ils sont plus vifs d'esprit et de corps ».

Même exprimées avec conviction, de telles conclusions sont insuffisantes pour notre département de Meurthe-et-Moselle, car ce sont celles qui résultent d'un état de choses général; des conditions universelles de l'existence au premiers tiers de ce siècle. Nous possédons en plus les bienfaits d'efforts médico-sociaux que nous allons exposer.

TITRE II

L'assistance médicale curative et préventive

Elle comprend : le service médical et le service social.

Par service médical, nous entendons : les praticiens installés sur le territoire du Département et les différents organismes d'hospitalisation ou de traitement.

Le service social couvre de son nom les services d'hygiène proprement dits, c'est-à-dire l'office d'hygiène social de Meurthe-et-Moselle, ses institutions, son personnel.

CHAPITRE VIII

LE SERVICE MÉDICAL MÉDECINS, SAGES-FEMMES ET DENTISTES

§ 1. — NOMBRE ET RÉPARTITION

La liste du personnel Médical établie conformément à la loi du 30 novembre 1892 et aux instructions ministérielles du 20 octobre 1930 donne pour l'année 1934 un total de :

230 Docteurs en médecine qui, ayant fait enregistrer leur diplôme constituent la catégorie dite des « Médecins exerçants » en Meurthe-et-Moselle.

94 Docteurs-dentistes, chirurgiens-dentistes, ou dentistes patentés.

240 sages-femmes.

Le nombre élevé des Médecins tient à la présence d'une Faculté importante et, parmi les seuls patentés désignés ci-dessus, la seule commune de Nancy en absorbe : 117.

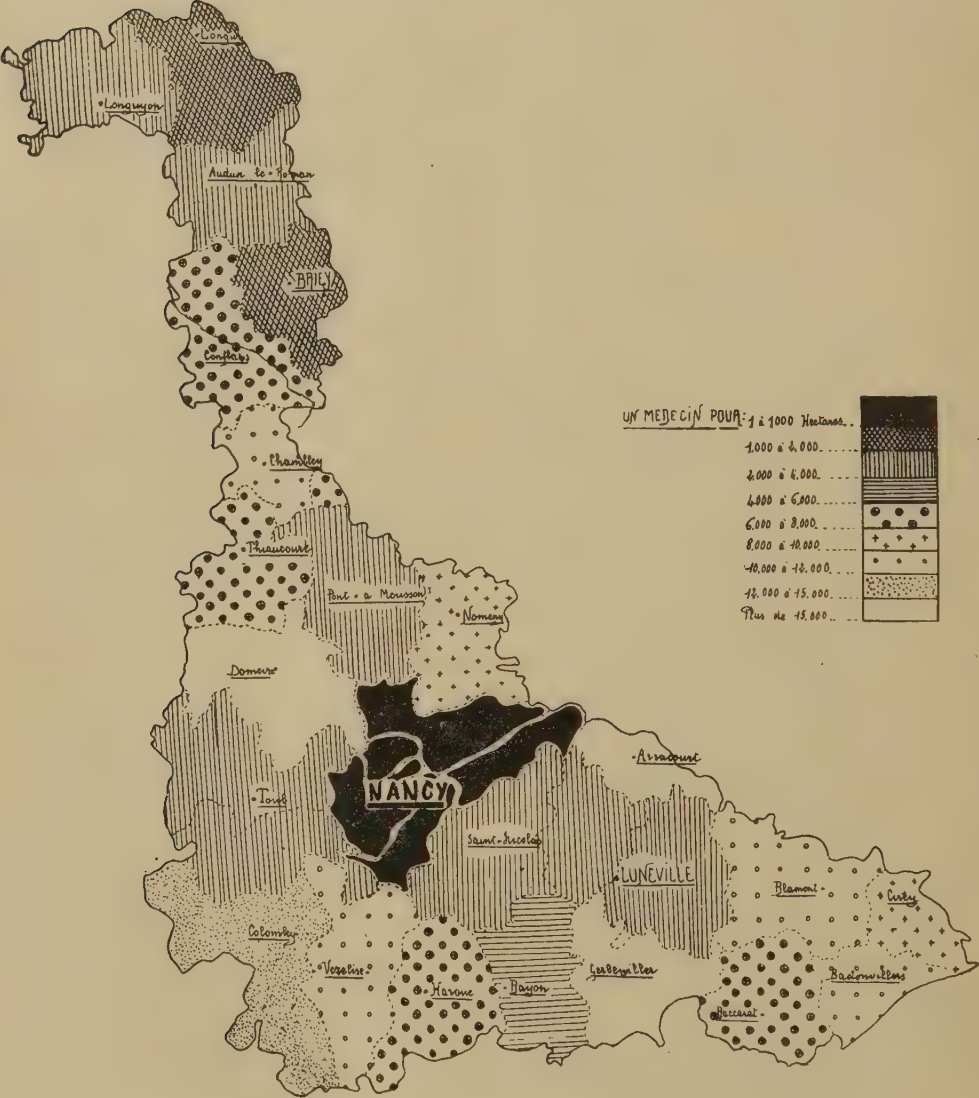
Si nous reprenons par canton le nombre des praticiens et celui de la population, nous pouvons commenter les cartes ci-jointes dressées et exposées à l'Institut d'Hygiène :

Proportion des Médecins par rapport à la superficie de chaque canton.

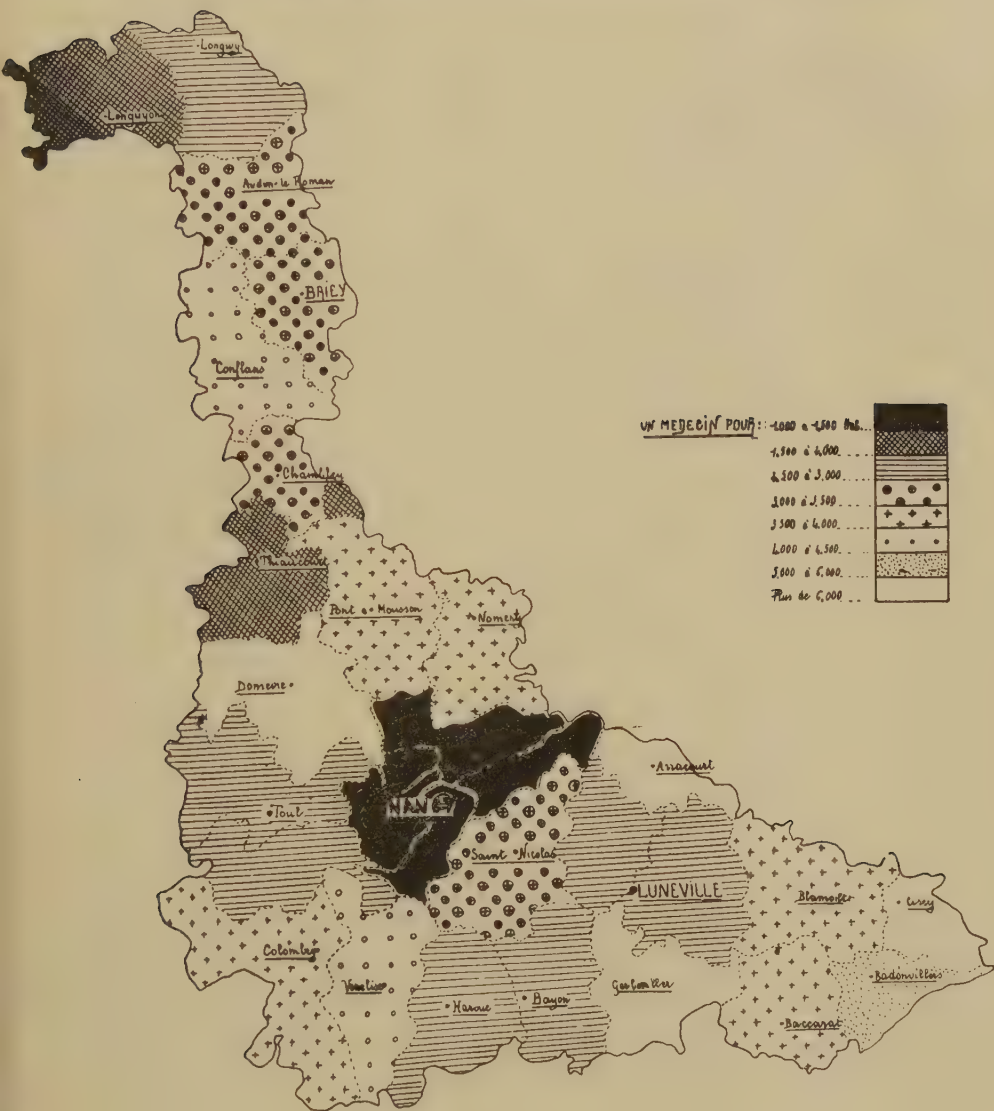
Proportion des Médecins par rapport à la population de chaque canton.

Et de même pour les sages-femmes.

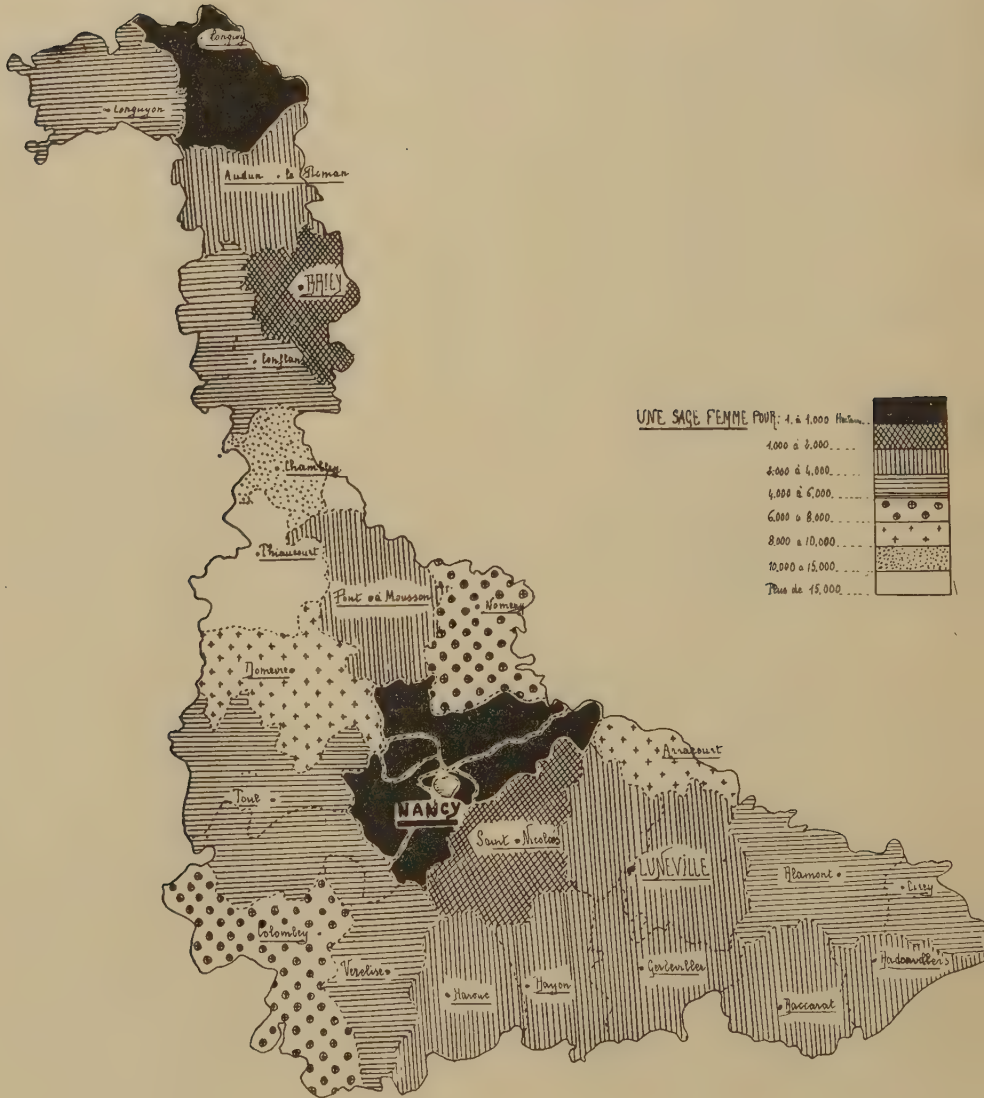
Répartition des Médecins par cantons et par hectares



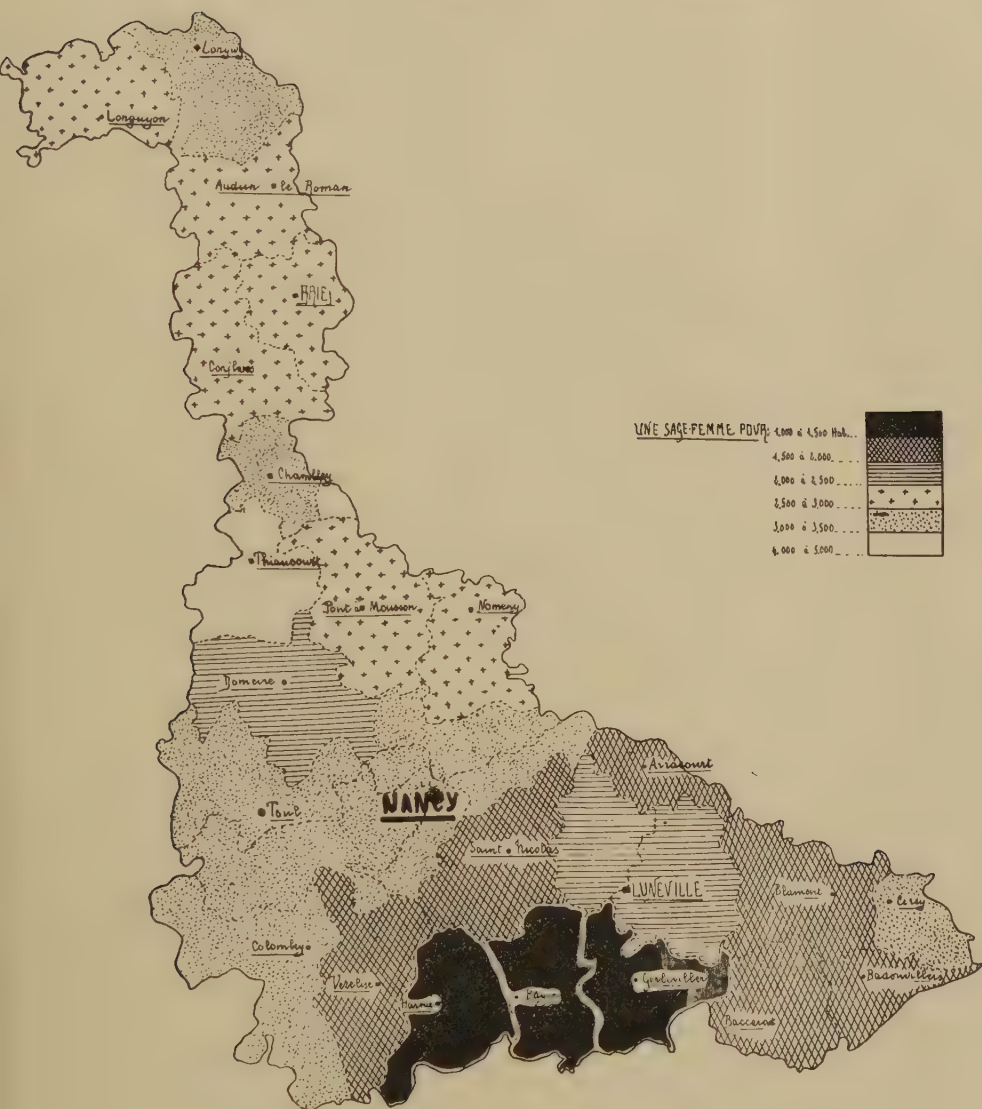
Répartition des Médecins par cantons et par habitants



Répartition des Sages-femmes par cantons et par hectares



Répartition des Sages-femmes par cantons et par habitants



Les malades les plus éloignés sont ceux des cantons les plus strictement ruraux : Arracourt, Domèvre, Gerbéviller, Colombey. Les Médecins les plus chargés en clientèle visitent les mêmes cantons. Il y a donc insuffisance manifeste du nombre des Docteurs dans ces zones purement rurales qui ne possèdent qu'un praticien pour plus de 6.000 habitants disséminés sur 15.000 hectares.

Il est par ailleurs heureux et curieux de constater que, sauf Nancy et sa banlieue, la répartition des sages-femmes suit assez bien l'inverse de celle des Médecins.

Parmi les cantons ruraux, Thiaucourt, bien fourni au point de vue médical, n'a qu'une sage-femme. Par contre, Haroué, Bayon, Gerbéviller surtout, puis Badonviller, Blamont, Arracourt, peu fournis médicalement ont une sage-femme pour 1.000 habitants dans les trois premiers cas, pour 1.500 à 2.000 ensuite.

CARTE DES SERVI



CES D'HOSPITALISATION

Catégorie	Hopitaux de traitement général :	■
	Salles de maternité :	◐
	Hospices de vieillards ou inf ^{més} :	▲
	Orphelinats ou enfance :	◆
	Preventoria et Sanatoria :	φ
	Etablissements d'Aliénés :	X
Gestion	Départementale :	D
	Communale :	C
	Privée :	P
	Mixte :	M
	Office d'Hyg. :	H



§ 2. — LA FORMATION MÉDICO-SOCIALE

I. — L'ENSEIGNEMENT DE LA MÉDECINE PRÉVENTIVE AUX ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

La Faculté de Nancy est en France celle qui semble avoir le mieux compris la nécessité d'inculquer aux futurs praticiens cette notion chère à son Doyen et à son Professeur d'hygiène: « Prévenir » plutôt que guérir.

En dehors des cours d'hygiène, particulièrement orientés vers la Médecine sociale, il est donné aux étudiants un enseignement pratique (stages obligatoires) concernant la prophylaxie antituberculeuse, antivénérienne, la protection maternelle et infantile, la lutte contre le cancer.

a) l'éducation médicale et sociale théorique et pratique de la phtisiologie, décrite ainsi dès 1925 par M. le Docteur PARISOT, alors chargé de cet enseignement.

Dès 1914, alors que l'hôpital sanatorium VILLEMIN était prêt à s'ouvrir, furent créées deux cliniques des maladies tuberculeuses, charges de cours universitaires à la tête desquelles furent placés deux agrégés. Le fonctionnement de l'hôpital comme clinique commença en 1920.

Les maîtres d'alors, dont le Professeur PARISOT, pensèrent qu'il était utile d'instruire les nouveaux médecins de la tuberculose non seulement au point de vue clinique, mais encore au point de vue social, en les faisant bénéficier de la proximité du dispensaire central.

Les étudiants de 4^e année effectuaient un stage d'un semestre à raison de deux matinées par semaine.

L'enseignement était fait surtout par présentation et examen de malades groupés avec des leçons théoriques sur des questions indispensables à connaître. Ils assistaient aux examens radioscopiques, à la pratique du pneumothorax artificiel, etc.

D'autre part une partie du temps était consacrée à l'enseignement social, à la lutte antituberculeuse, les stagiaires pouvant sur place en y participant être renseignés sur le fonctionnement intérieur, l'administration du dispensaire et son action extérieure. Grâce à la liaison intime existant entre le dispensaire et la clinique, des faits nombreux étaient ainsi mis en évidence devant eux pour leur faire mieux saisir le fonctionnement de la lutte antituberculeuse.

Ce même enseignement continue aujourd'hui sous la direction de MM. PERRIN et SIMONIN, avec cette différence toutefois, que par suite d'une répartition différente des chaires et de la création du diplôme spécial d'hygiène, la fréquentation du dispensaire central VILLEMEN reste sous le contrôle du professeur d'hygiène, président de l'Office et directeur de l'Institut.

Enfin, médecins et praticiens qu'intéressent les problèmes concernant la tuberculose ou qui désirent perfectionner leurs connaissances à son sujet et se familiariser avec le fonctionnement des organismes de lutte antituberculeuse, trouvent toujours au dispensaire central comme à l'hôpital sanatorium voisin, le bon accueil qui leur est dû,

b) Les nouvelles installations de l'hôpital FOURNIER mises à la disposition des étudiants de troisième année, tenus de fréquenter la clinique des maladies syphilitiques et cutanées, sont par l'enseignement de M. le doyen SPILLMANN l'école où le médecin apprend le dépistage du fléau qui désole le plus le foyer.

La description des différents services d'hospitalisation, du dispensaire antivénérien, du laboratoire de sérologie nous entrainerait trop et nous renvoyons aux publications du créateur : M. le Professeur L. SPILLMANN.

c) Dans la lutte anticancéreuse, basée comme toutes les autres actions prophylactiques sur la collaboration des forces techniques, hospitalières et médico-sociales, la part très importante revient aux techniciens, c'est-à-dire aux médecins praticiens qui doivent être formés par un enseignement spécial.

Non seulement il y a lieu d'instruire les étudiants, mais il faut encore tenir les médecins au courant des nouvelles méthodes de diagnostic et de traitement, méthodes qui de jour en jour se modifient et se perfectionnent.

Le Centre anticancéreux de Lorraine représente par la voix du Professeur HOCHÉ, le foyer par excellence de cette éducation.

Dans les cliniques chirurgicales et chez le Professeur MICHEL en particulier, nous avons vu le cancer présenté couramment, et les indications précieuses que ce maître nous a données sur la nécessité du diagnostic précoce des tumeurs malignes, nous resteront gravées par le tableau douloureux qu'il nous a un jour

présenté d'une série de femmes emportées en pleine jeunesse par des néos du sein et de l'utérus, que son habileté opératoire avait été impuissante à juguler.

Avec d'autres chirurgiens des hôpitaux, le Professeur MICHEL a fait aussi œuvre prophylactique de grand intérêt parce que de vaste diffusion, en publiant dans la presse régionale une série d'articles de vulgarisation sur les néoplasmes, leur début, leur marche insidieuse et le danger que présente l'apparition de toute tumeur, même minime.

§ 3. — LE DIPLOME D'HYGIÈNE DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

Le programme du diplôme d'hygiène dans notre Faculté est spécialement étudié pour donner aux futurs médecins et à ceux déjà installés qui s'y inscrivent une éducation particulière théorique et pratique comprenant :

I. — ENSEIGNEMENT SPÉCIAL D'HYGIÈNE ET DE MÉDECINE SOCIALE

A) Législation sanitaire. — Organisation sanitaire générale de la France : lois et règlements. Les services publics d'hygiène : organisation départementale et communale, leur fonctionnement. Rôle respectif des fonctionnaires sanitaires et du corps médical.

B) Génie sanitaire. — Les grandes questions d'hygiène urbaine et rurale. Le problème de l'habitation. L'extension des villes. Surpeuplement et taudis, comment lutter contre l'insalubrité.

Le problème de l'eau potable. — Alimentation en eau des agglomérations. Procédés d'épuration des eaux de boisson. Correction des eaux. Surveillance des adductions.

Les matières usées : eaux usées, ordures ménagères, évacuation et traitement.

C) Hygiène de l'alimentation. — Surveillance des denrées. Rôle et collaboration des services médicaux et vétérinaires. Contrôle de la viande et du lait. Fraudes alimentaires. Les intoxications alimentaires.

D) Epidémiologie et médecine préventive. — Epidémiologie générale. Méthodes générales d'immunisation. Prophylaxie générale et spéciale des diverses maladies contagieuses. La prévention des épidémies. Rôle des fonctionnaires sanitaires et des médecins praticiens.

E) Hygiène sociale. — Mesures légales : organisation technique médico-sociale, fonctionnement de la lutte contre les fléaux sociaux : tuberculose syphilis, cancer. Lutte contre l'alcoolisme.

Le problème de la natalité ; la protection de la mère ; celle de l'enfant, de la naissance à l'adolescence. Hygiène scolaire et inspection médicale scolaire.

Hygiène et assistance : leurs rapports ; mesures légales pour sauvegarder la santé des individus aux différents âges et suivant les conditions sociales.

Les assurances sociales. Hygiène du travail. La réglementation du travail dans ses rapports avec la protection de la santé. Organisation sanitaire dans les centres ouvriers. La préservation du travailleur dans

les industries insalubres. Les intoxications professionnelles et les accidents du travail.

Protection contre les gaz toxiques. La prévention dans l'industrie.

F) Hygiène internationale. — Les conventions sanitaires internationales. Prophylaxie internationale. Organismes internationaux d'hygiène publique et privée. Rôle de l'organisation d'hygiène de la Société des Nations.

II. — ENSEIGNEMENT SPÉCIAL DE BACTÉRIOLOGIE, DE CHIMIE SANITAIRE ET DE PARASITOLOGIE

A) Bactériologie. — Les méthodes générales de diagnostic bactériologique. Technique des prélèvements. Technique d'isolement et d'identification des principaux microbes pathogènes. Examen bactériologique des pus, des exsudats, des crachats des selles, des urines. Examens sérologiques : réactions de BORDET-WASSERMANN, de KAHN, de VERNES, etc.

B) Chimie sanitaire. — Etablissement de la ration alimentaire et du bilan nutritif. Préparation culinaire des aliments. Etude des divers aliments naturels. Conservation des aliments. Maladies transmises par les aliments. Analyse chimique des eaux d'alimentation ; analyse chimique du lait.

C) Parasitologie. — Etude des principaux parasites de l'homme. Parasites vecteurs de maladies. Insectes venimeux. Intoxications par les champignons.

III. — ENSEIGNEMENT PRATIQUE
(TRAVAUX PRATIQUES, STAGES, VISITES)

A) Manipulations et démonstrations de bactériologie, de chimie sanitaire et de parasitologie.

B) Hygiène et prophylaxie appliquées. Etude pratique et discussion des mesures à prendre et des moyens à utiliser dans la lutte contre une épidémie (cas concret) ou à l'assainissement d'un immeuble, d'un quartier, d'une commune.

C) Stages d'hygiène et de médecine sociale : aux dispensaires antituberculeux, antivénériens et de protection de l'enfance, au centre anticancéreux, dans les services d'hygiène (inspection départementale, bureau d'hygiène, inspection scolaire).

D) Visites d'installations ou d'établissements intéressant les diverses parties de l'enseignement (abattoirs, établissements industriels, laiteries, adductions d'eau, usine de traitement des ordures ménagères, sanatorium, préventorium).

Enfin M. le Professeur PARISOT, par une heureuse innovation, met les candidats dans l'obligation de passer en revue dans des conditions réelles et pratiques tous les problèmes abordés dans l'enseignement de l'hygiène. Cela sous la forme d'une enquête sanitaire, épidémiologique et d'hygiène sociale, à effectuer dans une commune du département et à rédiger suivant un protocole donné.

Le nombre des diplômés a varié comme suit depuis la création des cours :

1926	2 reçus	1931	22 reçus
1927	2 reçus	1932	35 reçus
1928	4 reçus	1933	30 reçus
1929	13 reçus	1934	31 reçus
1930	16 reçus	1935	34 inscrits

Nous tenons à bien insister sur le fait qu'il ne s'agit pas ici d'un certificat pour « bon à devenir fonctionnaire d'hygiène » mais d'une attestation d'études spéciales et difficiles, en tous cas pratiques.

La preuve en est la limitation des diplômés au nombre maximum de 35 qu'a fixé M. le Professeur PARI-SOT, préférant la qualité à la quantité, d'une part, visant à l'élimination des étrangers d'autre part.

CHAPITRE IX

L'ARMEMENT SANITAIRE LE SERVICE HOSPITALIER

Les établissements de traitement à la disposition du public, rural ou non, sont répartis en Meurthe-et-Moselle sur tout le territoire, mais il faut faire ressortir avant tout, le gros centre hospitalier de Nancy, dont l'importance est due, d'une part à l'effort de la ville de Nancy, qui possède des hospices civils modernes, confortables et bien administrés, doublés d'établissements départementaux de grosse capacité (Maternité, Asile d'aliénés), d'autre part à la présence d'une Faculté de Médecine renommée qui fournit le personnel technique des services et des laboratoires (Chefs de services, internes, externes, infirmières).

Avant de développer plus avant, nous donnons ci-dessous un aperçu de la capacité du groupement hospitalier municipal de Nancy, qu'une commission administrative avertie gère en accord étroit avec les maîtres de la Faculté qui y professent leurs cliniques.

On y distingue :

SERVICES D'HOSPICE

Vieillards, incurables et infirmes	494 lits
Hospice Saint-Julien	205 lits
Enfants du quartier dépositaire	95 berceaux

SERVICES D'HOPITAL

Médecine

Médecine proprement dite	275 lits
— — — — —	42 berceaux
Contagieux	56 lits

Chirurgie

Chirurgie générale (deux services)	168 lits
Chirurgie infantile	52 lits
Voies urinaires	62 lits
O. R. L.	74 lits
Ophthalmologie	57 lits
Gynécologie	18 lits
Maringer	105 lits

Soit 536 lits

AUTRES SERVICES

Hospitalisés payants à régime particulier (Pension Bonsecours)	224 lits
Orphelinat	90 lits
Tuberculeux :	
Hôpital Villemin	200 lits
Sanatorium de Lay-Saint-Christophe	130 lits
Vénéériens (hôpital Fournier)	108 lits

Il serait inutile de préciser le nombre de salles, car l'indication serait sans intérêt, les différents services possédant des chambres à 1 ou 2 lits et des salles de 4 à 22 lits.

A noter aussi que nous ne comptons pas les cliniques privées installées à Nancy.

Le département gère directement :

L'Asile public d'aliénés de Maréville	2.235 lits
La Maternité départementale	180 lits
La Maison départementale de Secours (vieillards).	385 lits
L'hospice J.-B. Thierry à Maxéville (enfants anormaux)	390 lits
Dépôt de mendicité de Faulx	63 lits

Il reste pour l'ensemble du département :

ARRONDISSEMENT DE BRIEV

- C. Briev : Hôpital-Hospice, 109 lits (55 médecine générale, 28 chirurgie, 16 tuberculeux, 4 contagieux, 4 maladies vénériennes, 3 maternité).
- C. Labry : Hospice de vieillards, 9 lits (2 salles).
- C. et Us. Longwy : Hôpital-hospice et orphelinat, 22 lits réservés aux vieillards (2 salles).
- C. Mars-la-Tour : Hospice de vieillards (10 salles).
- C. Longuyon : Hospice de vieillards.

ARRONDISSEMENT DE LUNÉVILLE

- P. Baccarat : Hôpital-hospice.
- C. Cirey : Hospice-orphelinat.
- P. Bayon : Hospice de vieillards (8 salles, 90 lits).
- C. Blâmont : Hôpital-hospice (8 salles, 50 lits) (20 médecine générale, 2 contagieux, 2 tuberculeux).
- C. Gerbéviller : Hospice de vieillards (2 salles, 44 lits).
- P. Moyen : Hospice.
- C. Lunéville : Hôpital mixte (20 salles, 119 lits) (35 médecine générale, 62 chirurgie, 18 tuberculeux, 4 maternité). Hospice du coton.
- C. Saint-Clément : Hospice de vieillards (1 salle, 5 lits).
- C. Badonviller : Hospice de vieillards.

ARRONDISSEMENT DE NANCY (excepté ville)

- C. Toul: Hôpital-hospice (32 salles, 312 lits) (47 médecine générale, 34 chirurgie, 4 contagieux, 3 maladies vénériennes, 7 maternité).
C. et Us. Pompey: Hospice (intercommunal) (24 lits) (8 médecine, 16 chirurgie).
C. Rosières-aux-Salines: Hospice (3 salles, 8 lits) (médecine générale).
C. Vézelize: Hôpital-hospice (5 salles, 65 lits).
C. Thiaucourt: Hôpital-hospice (4 salles, 40 lits).
C. Saint-Nicolas-de-Port: Hôpital-hospice (6 salles, 102 lits) (42 médecine, 12 chirurgie, 10 contagieux). Asile-Orphelinat.
Pont-à-Mousson: C. Hôpital (11 salles, 95 lits) (34 médecine, 34 chirurgie, 2 contagieux, 10 tuberculeux, 8 maternité).
C. Inst. Jos. Nagot (11 salles, 36 lits). D. Hosp. Saint-François-d'Assise (1 salle, 46 lits).
D. Faulx: Hospice. Dépôt de mendicité (17 salles, 63 lits).
P. Haroué: Orphelinat.
D. Maréville: Asile d'aliénés (131 salles, 2.235 lits).

N.-B. — Les initiales portées en regard de chaque établissement correspondent à celles de la légende de la carte *Hospitalisation* à laquelle nous renvoyons.

En ce qui concerne les indigents, les hôpitaux civils reçoivent les malades de l'Assistance médicale gratuite, selon la répartition qui nous a été communiquée à la Préfecture et que nous reproduisons:

Cantons de Longwy et Longuyon

Hôpital communal de Longwy.

Hôtel-Dieu de Mont-Saint-Martin (Aciéries de Longwy).

Hôpital Saint-Louis à Herserange.

Cantons d'Audun-le-Roman, Briey et Conflans

Hôpital communal de Briey.

Clinique des Mines et de la Métallurgie, à Briey.

Hôpital des Acières de Micheville, à Villerupt.

Cantons de Chambley et Pont-à-Mousson

Hôpital communal de Pont-à-Mousson.

*Cantons de Thiaucourt, Domèvre-en-Haye, Toul-Nord,
Toul-Sud et Colombey-les-Belles*

Hôpital communal de Thiaucourt.

Hôpital communal de Toul.

*Cantons de Nomeny, Nancy-Nord, Nancy-Sud, Nancy-Est,
Nancy-Ouest et Saint-Nicolas-de-Port*

Hôpitaux communaux de Nancy.

Cliniques du docteur Vautrin, du docteur Binet, du docteur Michel, du docteur Abt, à Nancy.

Sanatorium de Lay-Saint-Christophe.

Hôpital intercommunal de Pompey.

Infirmerie des Usines de Neuves-Maisons.

Hôpital communal de Saint-Nicolas-de-Port.

Hôpital d'enfants J.-B. Thierry, à Maxéville.

Cantons de Vézelize et d'Haroué

Hôpital communal de Vézelize.

*Cantons d'Arracourt, de Lunéville-Nord, de Lunéville-Sud,
de Bayon, de Gerbéviller, de Baccarat et de Badonviller*

Hôpital communal de Lunéville.

Hôpital des Dames de Charité de Baccarat.

Cantons de Blâmont et Cirey

Hôpital communal de Blâmont.

On trouvera dans les rapports annuellement adressés à M. le Préfet par l'inspecteur départemental de l'Assistance Publique, toutes les indications techniques et budgétaires relatives aux services que contrôle cette administration.

De même, les rapports au Conseil général donnent des détails sur le fonctionnement des établissements gérés par le département.

En somme, la Meurthe-et-Moselle est particulièrement bien armée, pour le traitement de sa population, d'autant plus que s'ajoutent à ces établissements hospitaliers les organismes de cure dépendant de l'Office d'Hygiène, les Maisons Maternelles, les Centres de placements de nourrissons et le Préventorium de Flavigny, dont nous exposerons l'activité au chapitre des œuvres de l'Office.

CHAPITRE X

L'ARMEMENT PRÉVENTIF ET LE SERVICE SOCIAL

Aperçu général sur l'organisation de l'Office départemental d'Hygiène social Son action dans les villages

Il est en Meurthe-et-Moselle une influence toute particulière, extrêmement poussée, agissant par efforts officiels pour tendre vers la vie très saine des populations et éloigner d'elles la maladie quelle qu'elle soit, le fléau social surtout.

Dans son remarquable examen sur le « Développement de l'hygiène sociale en France », M. le Professeur Jacques PARISOT admettait en 1933 qu'il faut, pour acquérir une race forte et belle :

Des efforts économiques pour rendre la vie saine aux populations.

Un équipement sanitaire pour les protéger contre la maladie.

Le premier point est le but d'un gouvernement soucieux du bien-être du pays ; le second, l'œuvre d'un Organisme Départemental d'Hygiène fortement organisé, capable :

D'une part, de faire appliquer intelligemment les mesures légales suivant un plan établi et bien adapté aux conditions locales, donc de seconder le pouvoir préfectoral.

D'autre part, de développer, coordonner et faire fonctionner en Meurthe-et-Moselle les organismes propres à dépister et à combattre la maladie.

C'est là toute l'œuvre de notre Office Départemental d'Hygiène.

Nous examinerons de suite comment son action se coordonne à celle des pouvoirs publics et des autres institutions. Puis, après avoir fait un long circuit dans le département pour voir à quel degré les différents points de ce plan sont intéressés, nous étudierons quelques paragraphes particuliers.

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DE L'OFFICE

Depuis 1921, cet organisme reconnu d'utilité publique :

1° Seconde le pouvoir gouvernemental en ce sens qu'il aide la préfecture dans l'application des lois sociales ;

2° Comme nous venons de le dire, crée, développe, coordonne dans le département les efforts et les organismes en vue de la lutte contre les maladies sociales.

Son importance est suffisamment démontrée par la liste des membres de son comité qui unit aux services préfectoraux d'hygiène et d'assistance le corps médical, les groupements industriels et commerciaux, les Assurances Sociales, les Sociétés de Bienfaisance et la Mutualité.

En dehors de la section universitaire, toutes ses branches d'activité : lutte antituberculeuse, antivéné-

rienne, anticancéreuse, protection maternelle, protection de l'enfance, prophylaxie mentale, sont à la disposition de notre campagne qui peut utiliser :

Les dispensaires ;

Les établissements préventifs, éducatifs et curatifs ;

Le service médical et social (docteurs et visiteuses) dont nous reparlerons.

Tous les paysans peuvent-ils bénéficier des avantages offerts ?

Oui, puisque les différents services sont ouverts à quiconque, et en particulier à ceux qui bénéficient déjà des avantages apportés par les différentes lois sociales :

Assurés sociaux ;

Bénéficiaires des lois d'assistance : Femmes en couches ;

Femmes avec leurs enfants en subvention d'allaitement ;

Pupilles de l'Assistance publique ;

Assistés des bureaux de bienfaisance des communes ;

Réformés de guerre ;

Sans oublier les bénéficiaires des secours temporaires : les vieillards, infirmes et incurables, encouragement national, etc..., etc...

Nous reviendrons d'ailleurs sur la collaboration intime de l'O. H. S., avec les fonctionnaires chargés de l'application de ces lois qui, disons-le en passant, sont moins utiles aux champs qu'à la ville, mais interviennent très souvent de la façon la plus opportune.

Loin de leur nuire, de les contrecarrer, de concur-

rencher les praticiens locaux, l'Office, sur la volonté formelle de son Président, prend « la collaboration comme base d'action ».

C'est dans cet esprit que sont instruits les jeunes médecins au cours de leurs études de cinquième année, et mieux encore, pendant leurs études spéciales du Diplôme d'Hygiène; et les résultats sont des plus heureux, « grâce à l'action combinée et coordonnée des médecins, aidée, intensifiée, prolongée par celle des infirmières visiteuses et des sages-femmes comme par celle des pouvoirs publics, agissant en concorde et en union avec les œuvres privées, sans qu'il y ait absorption des unes par les autres, comme ne cesse de le réclamer le Professeur J. PARISOT ». (L. CRUVEILHER, X. LECLAINCHE, M. MOINE, *Revue d'hygiène et de Médecine sociale*, octobre 1933, p. 246).

Nous trouvons, en effet, l'O. H. S. en liaison étroite avec le contrôle syndical des médecins, les praticiens isolés qui, sur simple demande, obtiennent l'examen spécial de leurs clients privés et une fiche de liaison, les sages-femmes pour la protection maternelle, le B. C. G., etc., l'armée et les administrations qui font examiner leurs fonctionnaires. Les rapports restent aussi étroits avec les services d'assistance et l'administration scolaire pour l'inspection des enfants.

Les œuvres privées sont plus rares, parce que moins nécessaires. Là où elles existent, elles sont dans la plupart des cas en relations avec l'O. H. S. par l'intermédiaire des infirmières visiteuses, qui recourent à elles pour les familles qu'elles ont en charge.

En résumé, l'O. H. S. éduque, stimule, contrôle et protège la santé. Il « prévoit la maladie », il enregistre et centralise tous les résultats de la lutte entreprise et provoque le traitement.

Le schéma que nous reproduisons stéréotype l'ensemble de son activité et de ses liaisons. (Voir schéma O. H. S. Liaisons et collaborations établies par lui).

Cette brève esquisse n'expose pas en entier l'armement : dispensaires, établissements d'hospitalisation et de cure, les détails du service médical et du service social dont tous les éléments ne sont pas en rapports étroits avec la vie rurale pure.

La monographie précise de l'Organisation Départementale complète existe dans les travaux de son Président.

Il est particulièrement intéressant de noter maintenant un fait qui montre l'intérêt de l'unité d'action et de méthode ainsi que de la réunion de tous les moyens d'hygiène dans les mêmes mains :

La pénétration des notions d'hygiène dans le milieu rural, et en particulier dans la population agricole lorraine, ne peut être réalisée que par une action méthodique et prudemment progressive. Pour faciliter et accélérer cette action, les meilleurs procédés sont incontestablement ceux qui apporteront aux populations rurales la collaboration des services d'hygiène dans le domaine de leur activité propre et spécialement dans le domaine de l'économie agricole. Cette collaboration, en mettant en évidence les avantages économiques qui en résultent pour l'exploitation agricole, en même temps qu'elle concourt à la protection

de la santé publique, *doit nous acquérir et nous conserver la confiance du milieu rural*, confiance qui, il faut le reconnaître, n'est pas chez lui une qualité dominante jusqu'ici. Ainsi sera établie une liaison profitable pour l'agriculteur et que l'hygiéniste saura utiliser pour introduire les réalisations pratiques d'assainissement, de génie sanitaire, d'hygiène de l'habitation et surtout d'hygiène sociale. *Cette collaboration par persuasion, associant l'intérêt particulier et l'intérêt général*, nous semble réaliser actuellement le mode le meilleur et le plus rapide de faire progresser l'hygiène rurale.

Une réalisation de cet ordre a pu être pratiquée récemment en Lorraine. En novembre 1933, le Président de la Société d'Aviculture de l'Est signalait les pertes considérables causées aux élevages de volailles (très répandus dans l'Est) par une maladie épidémique, sévissant sur les poussins : la diarrhée bacillaire des poussins ou *pullorose*. Il demandait le concours de l'Institut d'Hygiène pour aider par le séro-diagnostic au dépistage des sujets atteints. Grâce à cette collaboration et à celle des services vétérinaires départementaux, une liaison fut rapidement établie : conférence aux éleveurs par le Directeur régional des services vétérinaires, technique de prise de sang sur les volatiles, instructions pour l'envoi des sérums à examiner. Sur plus de 500 séro-diagnostic pratiqués en 1934, 80 ont permis d'éliminer les sujets dangereux de plusieurs élevages.

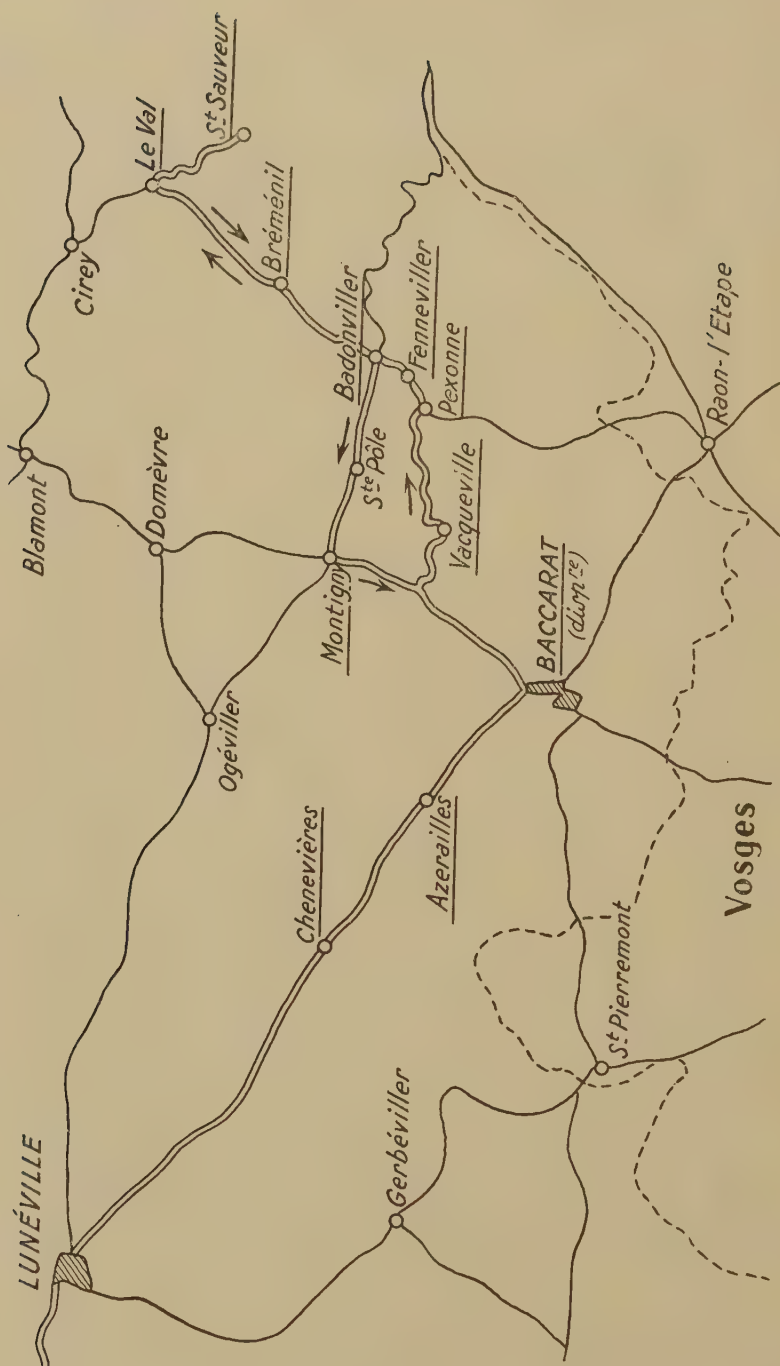
Voilà l'exemple type d'un excellent procédé de pénétration dans les villages.

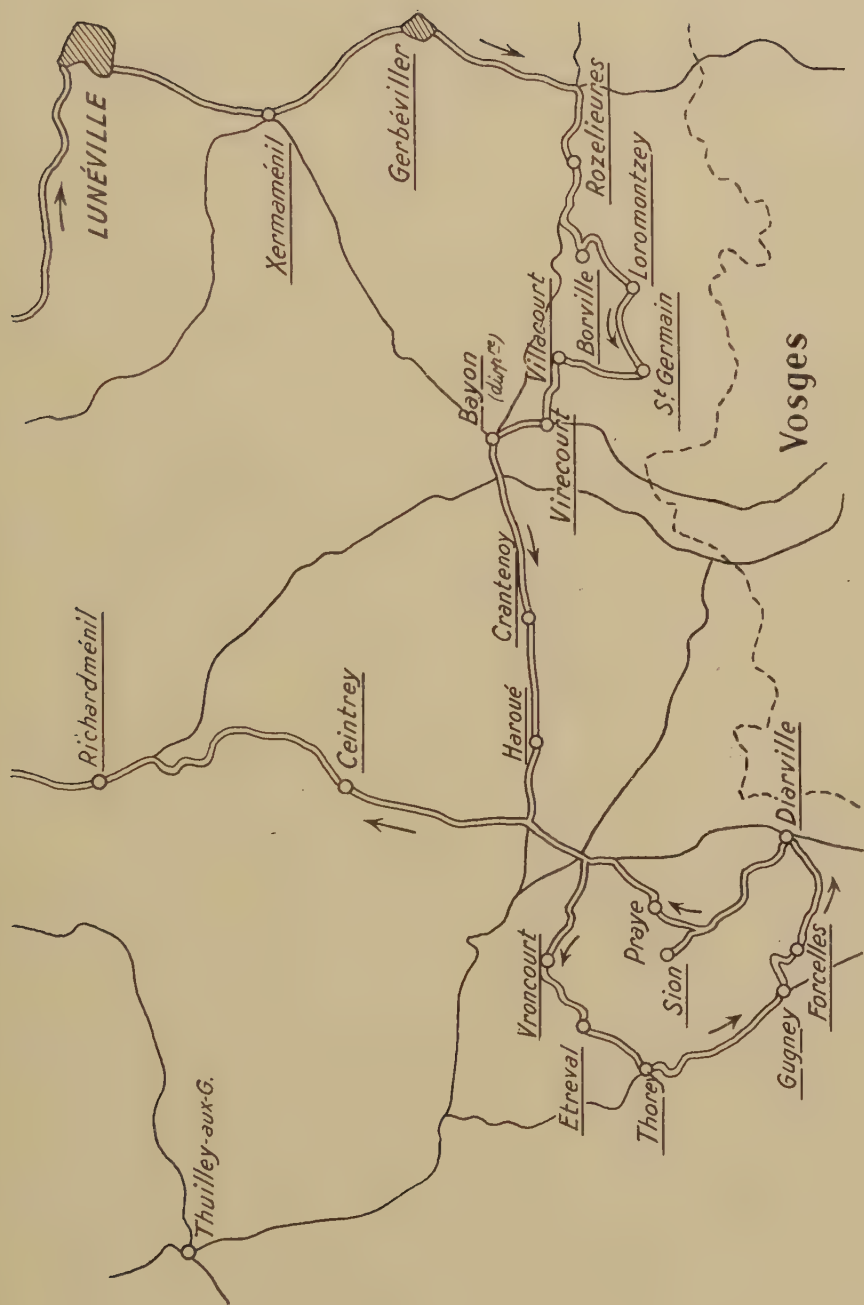
CHAPITRE XI

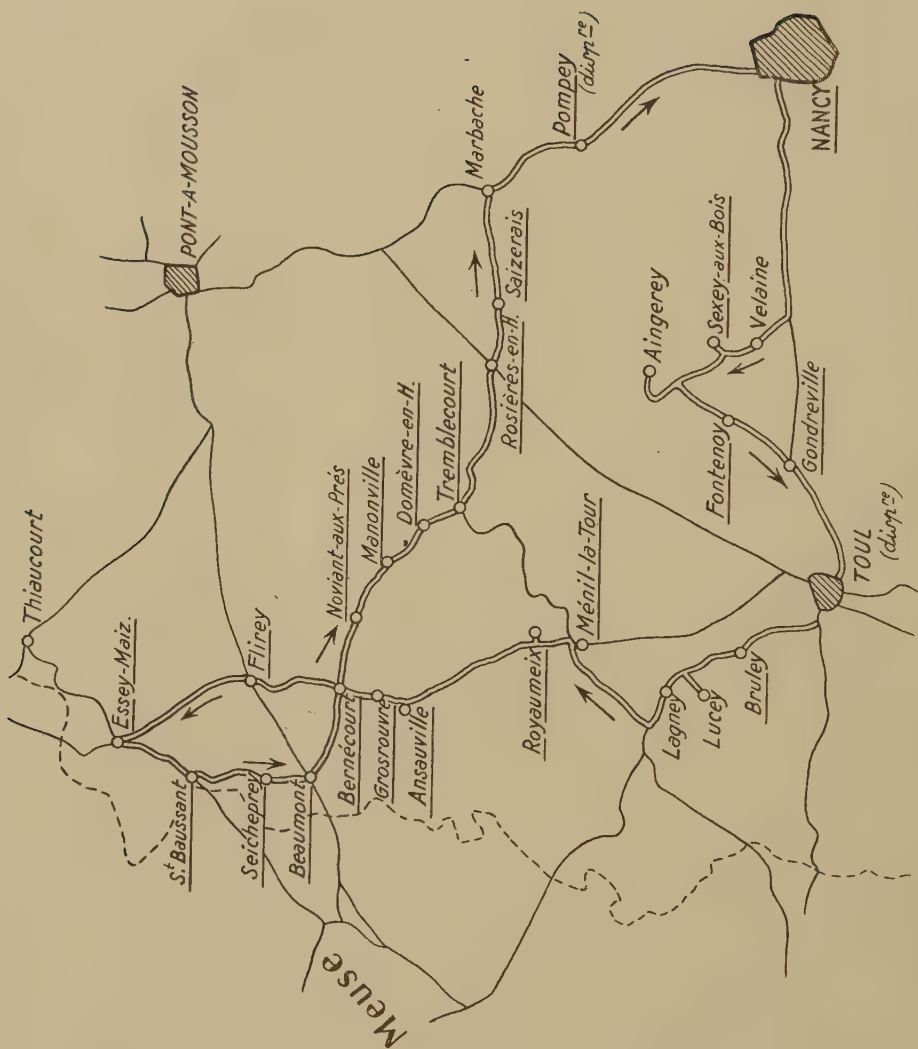
NOS ENQUÊTES SUR PLACE

Outre les visites aux dispensaires, dont les renseignements font l'objet d'un chapitre spécial, nous nous sommes livrés à des investigations auprès des maires, instituteurs, ou principaux habitants d'une centaine de communes rurales, dont l'énumération serait fastidieuse au lecteur, et qu'il trouvera soulignées sur les croquis d'itinéraires de nos différentes tournées. L'ensemble de nos déplacements pour enquêtes ou visites, représente environ 1.600 kilomètres.

Afin de former ses étudiants au rôle d'hygiénistes qu'ils pourront avoir à jouer au sein des commissions départementales et pour donner une première occasion de faire œuvre réelle aux futurs médecins hygiénistes urbains, M. le Professeur Jacques PARISOT charge chaque candidat au diplôme d'Hygiène d'une enquête sur un bourg quelconque du département. En présence d'un cas concret, chacun s'efforce de réunir les éléments d'un travail original, intéressant la géologie, l'hydrologie, l'habitus général et les détails d'organisation sanitaire avec statistiques.









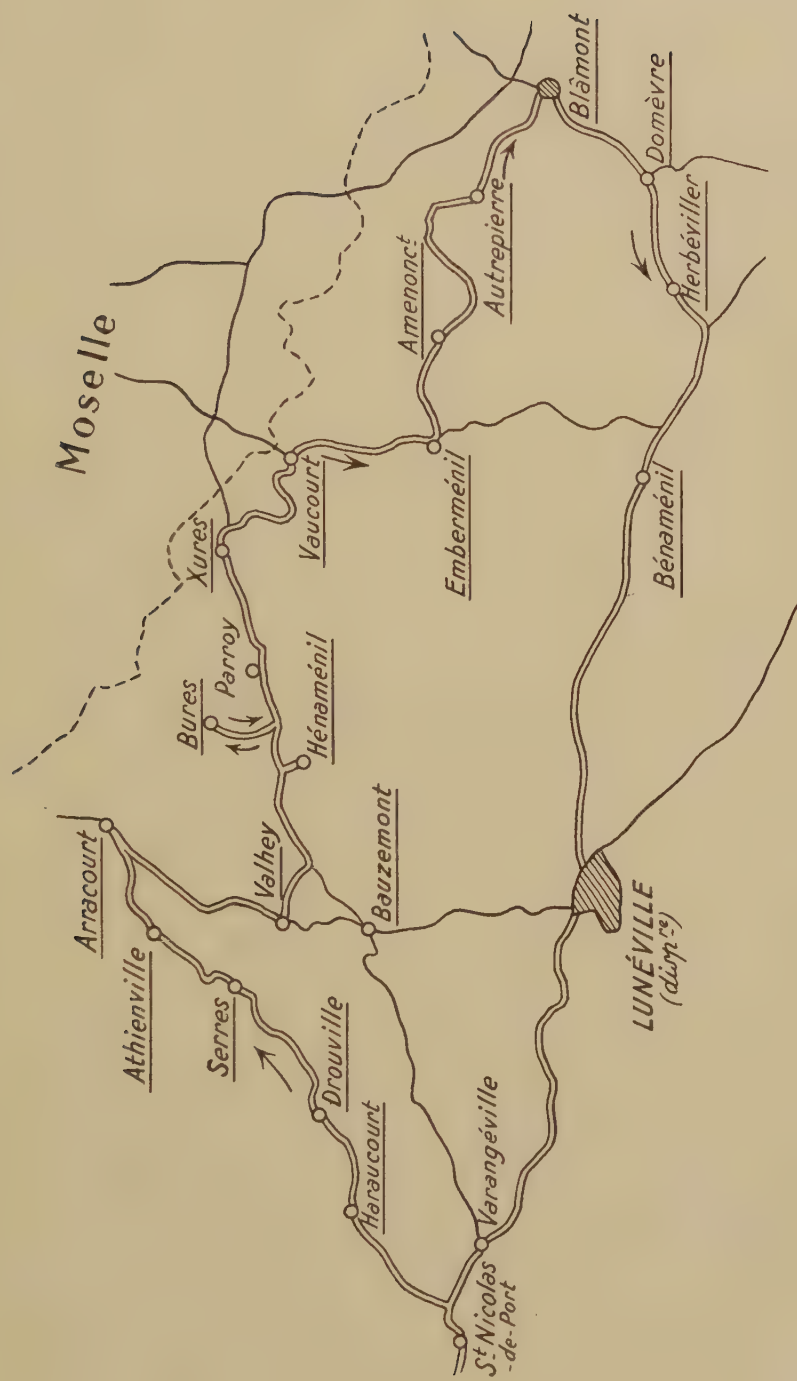
Itinéraire n° 4



Itinéraire n° 5



Itinéraire n° 6



Pour notre part, en collaboration avec le Docteur J. CRÉHANGE, nous avons eu à établir un rapport sur l'agglomération de Longwy. Cette méthode de notre Maître, nous a permis de trouver à la bibliothèque de l'Institut des renseignements précis sur des communes rurales entrant dans le cadre de notre travail, et, en raison du sérieux des renseignements fournis, nous avons trouvé là, grâce à nos collègues, une contribution importante. De plus, le plan initial imposé pour ces monographies a été à la base des questionnaires que nous avons posés aux maires visités lors de nos interviews.

L'impression générale que nous pouvons retirer de nos pérégrinations se résume dans les quatre points suivants :

1° Ce sont les plus petits villages qui témoignent du dépeuplement maximum dans la statistique sur le mouvement des populations rurales.

2° L'hygiène de l'habitation est sans comparaison entre les villages reconstruits et les autres.

3° Si l'extérieur a changé, la mentalité du paysan a peu évolué.

4° Cependant l'œuvre de l'O. H. S. pénètre jusqu'au plus petit village.

Comme tous les pays où la vie est rendue difficile et triste, la campagne lorraine s'est dépeuplée. Il n'est pas de notre intention de revenir ici sur les statistiques qui ont été maintes fois publiées, pas plus que d'en décrire à nouveau les causes, qui sont le plus souvent l'attrait de la ville et l'appel de l'industrie particulièrement intense dans notre département.

Dans les plus petites communes, rien n'est venu compenser la diminution de natalité générale, les pertes dues à la guerre et le départ des cultivateurs, mués en mineurs ou en ouvriers, qui sont allés grossir les bourgades industrielles.

Les chiffres sont particulièrement éloquents dans des hameaux comme :

Loromontzey (canton de Bayon), passé de 450 habitants en 1840 à 200 en 1914 et à 150 en 1934.

Praye-sous-Vaudémont, qui perd 1/4 de sa population en 20 ans.

Parroy, qui garde 196 habitants sur 432 en 1913.

Bures, qui passe à 70 habitants au lieu de 125 en 1912.

Ou Fey-en-Haye, qui totalise seulement 52 habitants répartis en 14 maisons, alors qu'en août 1914, 200 habitants vivaient en 60 maisons.

C'est dans les petites communes dévastées que nous avons noté la différence du nombre de foyers réédifiés. On nous a signalé des écarts de :

$$140 - 60 = 80 \text{ (Parroy)}$$

$$25 - 14 = 9 \text{ (Bures)}$$

$$380 - 250 = 130 \text{ (Nomeny)}$$

Si, dans certains villages, la population n'a baissé que de 10 à 15 %, cela est dû uniquement à la proximité de centres usiniers comme Dombasle, Pompey, Pont-Saint-Vincent, Pont-à-Mousson, les hauts fourneaux ou les mines de l'arrondissement de Briey : On loge au village où l'on vit à bon marché et on travaille aux ateliers voisins.

Les quelques bourgs qui ont profité d'un échange sont, en général, les cantons privés d'industrie, mieux desservis que le petit village et dans lesquels un commerce suffisant attire et retient une catégorie de petits rentiers, de retraités, qui stabilisent les recensements. Notons au passage :

Gerbéviller qui, malgré toutes ses victimes civiles garde 1.168 habitants;

Thiaucourt qui chiffre 1.000 âmes, comme avant la guerre.

Les descriptions types que nous avons données aux chapitres II et III ont clairement fait comprendre au lecteur l'opposition des habitations confortables d'un village neuf aux demeures rustiques et sales d'autrefois.

Les visites innombrables qu'il nous a été loisible de faire dans les intérieurs des deux catégories nous ont permis de constater de visu, que le confort était entré à la ferme avec les matériaux neufs.

Ce n'est pas sans étonnement que nous avons trouvé dans de très petits pays des salles de bains privées. S'en sert-on souvent? A Nomeny par exemple, sur 250 maisons, 40 possèdent une baignoire. La proportion est plus grande qu'en ville. (Moyenne des différents quartiers.)

Des efforts considérables ont été réalisés par les architectes des régions libérées, en ce qui concerne l'aération, la protection contre l'humidité, les lieux d'aisance et l'évacuation des eaux.

Parlons encore de Nomeny, chef-lieu de canton de

824 habitants qui groupe sur un réseau de tout-à-l'égout 150 arrivées.

A Thiaucourt, les w.-c. sont installés sur fosses septiques et un nouveau réseau d'égouts parcourt la ville.

A Gerbéviller, il y a surtout des fosses cimentées, peu de fosses septiques et malheureusement pas d'égouts, sans doute faute d'initiative, et avec l'espoir que la pente des rues entraînera vite à la Mortagne les eaux usées.

Les progrès sont plus constants dans l'ensemble du département en ce qui concerne la concession d'eau individuelle. Les chiffres recueillis sont éloquentes. En général, dans les pays reconstruits avec adduction d'eau communale ou intercommunale, les chiffres sont de 60 à 80 % du nombre des ménages. Dans les villages anciens où un réseau de distribution a pu être créé, on atteint parfois 50 %.

Nous sommes loins de l'unique fontaine, dans le bassin de laquelle tous les animaux du village viennent s'abreuver, et que l'on n'approche pas sans traverser l'immonde cloaque de déjection où s'ébattent oies et canards. La photo de l'abreuvoir d'Athienville, seule distribution d'eau du pays, est suggestive à ce sujet. On n'en voit plus guère de semblables et c'est là un heureux résultat.

Toutes les municipalités paraissent, en effet, s'être rendu compte que l'eau est un facteur essentiel d'une bonne hygiène, et qu'une eau polluée, mal captée et mal distribuée est le vecteur de nombreuses maladies.

La thèse de DEPARDIEU (Nancy, 1933) a établi un

inventaire exact des réseaux de distribution dans tout le département. Outre une carte et des documents très étudiés, tant au point de vue financier qu'au point de vue technique, l'auteur y donne un graphique à montée rapide, traduisant un tableau numérique où l'on voit passer les adductions d'eau potable de 64 en 1913 à 334 l'année dernière.

C'est avec un légitime orgueil que les maires forains qui nous ont reçus ont exposé le résultat de leurs travaux. En effet, les systèmes de distribution sont souvent ingénieux et presque toujours irréprochables.

A Parroy, tous les anciens puits sont contaminés ou douteux ; à la suite d'analyses n'ayant pas donné de bons résultats, on eut l'idée de capter les sources alimentant l'étang dit « de Parroy », au nord-ouest de la commune et situées à 4 km. 500 du village. L'eau, d'excellente qualité, est refoulée dans un réservoir par une éolienne pour venir alimenter les concessions qu'ont acquises presque tous les foyers et les bains-douches qu'a jugés indispensables, et nous l'en félicitons, cette agglomération modeste de 196 habitants. Les cas de typhoïde qui ont affolé la population avant et pendant la guerre, ne sont plus apparus depuis ces travaux de 1932, et leur menace est certainement écartée à jamais.

Plus généralement, il s'agit de réseaux intercommunaux de distribution. A cet égard, la région ouest de la route de Pont-à-Mousson-Thiaucourt est un bel exemple d'entente. C'est le syndicat dit « du Trey », dont le réservoir général est situé au Bois-le-Prêtre.

Nomeny également, sachant l'incertitude de son

eau d'avant-guerre, a adopté avec 15 communes voisines un projet d'interdistribution, réalisant le syndicat dit « de la Seille » qui comprend :

Abaucourt, Armaucourt, Array-et-Han, Bey-sur-Seille, Bouxières-aux-Chênes, Brin, Port-sur-Seille, Rouvres, Eply, Chenicourt, Lanfroicourt, Mailly, Manoncourt, Moivron, Nomeny et Flin.

Nous avons eu en mains des documents et nous avons entendu des explications sur les groupes d'alimentation de: Blâmont (6 communes), Ogéviller, Allain, Murville, Piennes, Audun-le-Roman, Ancerville, Vézelize, Emberménil.

Sont encore assez favorisés les pays qui ont profité de travaux militaires. Le maire d'Haraucourt nous disait ceci: « Il n'y a pas eu de fièvre typhoïde chez nous depuis 37 ans, mais l'eau, si elle est bonne, a toujours été insuffisante. Avant guerre, il n'y avait qu'un puits et deux fontaines à faible débit. Il nous reste la fontaine dite « des pigeons », mais les soldats nous ont foré un puits artésien (*sic*) qui verse dans un réservoir par l'intermédiaire d'une pompe électrique. L'eau a été analysée et elle est bonne; toutefois le débit suffit à peine à alimenter les deux fontaines publiques et, malgré quelques pompes individuelles et des pompes dans les prés pour le bétail, nous devons ménager la consommation. Faute d'argent, nous n'avons pu donner suite à un projet d'adduction qui paraissait séduisant ».

Si les soldats ont rendu quelques services à cette municipalité, la guerre a par contre obligé Thiaucourt à changer ses captations. La source ancienne

émerge, en effet, sous le grand cimetière américain de 4.000 tombes, et si, de l'avis de quelques-uns, on boit toujours de cette eau sans danger, les édiles ont préféré, sur des conseils éclairés, puiser ailleurs, c'est-à-dire au syndicat du Trey. On signale un cas de typhoïde dans ces dernières années, mais peut-être s'agit-il d'un des nombreux ouvriers de toute provenance qui ont travaillé à la construction des voies ferrées.

Dans quelques villages rien n'a été fait pour connaître même la pureté de l'eau.

A Loromontzey, il y a cinq fontaines provenant de quatre sources en plein village et quelques puits privés. « L'eau est bonne », disent les gens, mais à part peut-être pendant la guerre, personne n'a daigné la faire analyser. Pourtant le village est particulièrement encombré de fumiers de toutes provenances et de purins qui ruissellent à pleines rues.

C'est au sujet de ces purins et fumiers qu'il y a le plus à faire. Leur nocivité est suffisamment prouvée pour que leur présence soit une alarme. Hélas !

Parmi les endroits où ils ont complètement disparu se placent en tête les plus gros bourgs où, à côté de nombreuses maisons de culture vivent des bourgeois paisibles mais propres. Nous citons ici : Badonviller, Gerbéviller, Nomeny, et Thiaucourt où, soit par contrainte municipale, soit par sentiment de propriété ou par intolérance des voisins, plus un fumier ne séjourne hors de l'écurie ; chaque changement de litière du bétail est suivi du transport immédiat hors ville des déchets.

En général, dans les villages reconstruits, l'organisation de la ferme telle que nous l'avons décrite place les fumiers derrière l'étable, sur une sole cimentée et construite pour éviter les infiltrations de purin. (Parroy, Bures, Domèvre, Flirey, Limey, Fey-en-Haye sont de ceux-là).

Ils sont malheureusement la minorité, et la saleté remarquable du village lorrain, s'étale dans toute sa couleur locale dans le trajet qui s'étend de la limite des Vosges à la banlieue lointaine de Nancy, en passant par Borville, Loromontzey, Saint-Germain, Villacourt, tout le Vermois, le Xaintois, et le Saintois, pour entourer la colline de Sion d'une pléiade de hameaux aux rues gluantes et malodorantes.

Il faut avouer que souvent, le chef de la municipalité lui-même ne tente pas le moindre effort dans le but d'améliorer cet état de choses. Il lui arrive de craindre de jeter le discrédit sur son mandat, témoin cette phrase d'un maire cependant très instruit, à qui nous demandions pourquoi il n'agissait pas : « si je parlais de cela à mes administrés, ils en éliraient tout de suite un autre ».

Notons bien qu'il ne s'agit pas là d'une exception, mais que tout en reconnaissant la nécessité d'une amélioration, les élus ruraux, qu'ils soient cultivateurs eux-mêmes ou que plus instruits ils soient un peu plus psychologues, savent très bien qu'ils se heurteront à l'entêtement du paysan lorrain qui a toujours vécu avec le fumier devant sa porte et ne conçoit pas qu'il puisse en être autrement.

« Son grand'père, tout le monde le sait bien, a vécu jusqu'à 90 ans et qu'il était fort et droit comme un « i », même qui couchait dans la marcarerie avé les bêtes. »

Nous retrouvons cet entêtement, doublé d'une méfiance rusée, lorsqu'il s'agit non pas de la visite du médecin, qu'on va chercher au dernier moment, comme le vétérinaire quand on en a besoin, mais plutôt de la visite d'une infirmière visiteuse d'hygiène, qui veut « voir chez vous », ou vous attirer au dispensaire du canton, pour laisser croire aux voisins que « vous êtes poitrinaire » ou que vous avez une « mauvaise maladie ».

C'est à cet esprit que l'O. H. S. s'est heurté dans ses débuts. C'est seulement après avoir « causé » avec les braves gens de nos campagnes, que nous nous sommes rendu compte de toute la beauté, et de toute la valeur de l'idéal que s'est proposé d'atteindre M. le Professeur J. PARISOT.

Plus dure est la résistance qui s'offre à vaincre, plus belle est la victoire qui, pied à pied, conquiert son terrain sur la tuberculose et les fléaux sociaux.

Conduites de loin, mais par des directives sûres, les infirmières visiteuses ont su avoir le doigté nécessaire pour s'introduire dans les foyers campagnards et, tantôt par leur simplicité, tantôt par leur fermeté et par leur délicatesse à soulager les peines, elles sont parvenues à gagner une confiance d'autant plus grande que les esprits ont été plus réticents à se livrer.

Nous avons rendu visite à la plupart; elles nous ont toutes reçu d'une façon fort accueillante et cer-

taines ont bien voulu nous confier leurs déboires et leurs joies dans la noble tâche qu'elles ont entreprise. Aucune ne ménage sa peine, visitant par la pluie et par le vent, le plus généralement à pied ou en bicyclette un périmètre de vaste développement.

Obligatoirement « plurivalentes », leur rôle est la *protection sanitaire et sociale de la famille*. Elles assurent la surveillance et l'éducation de la femme enceinte, voient tous les mois les nourrissons, contrôlent l'allaitement, ont en surveillance les enfants de 1 à 15 ans, visitant plus spécialement :

Les pupilles de l'Assistance Publique, particulièrement nombreux dans nos campagnes (94 placés sous la surveillance de l'infirmière de Bayon).

Les enfants temporairement secourus.

Les B. C. G.

Ceux qui fréquentent les consultations de Dispensaires.

Elles veillent à la prophylaxie et à l'hygiène du foyer tuberculeux.

Continuent leur action auprès des assurés sociaux, des bénéficiaires des lois d'Assistance, des vieillards secourus, etc...

Une grande partie de leur rôle est essentiellement éducateur, elles apprennent aux mères à élever et soigner leurs enfants, leur donnent conseils et démonstrations pratiques d'organisation ménagère et budgétaire, les guident vers les organismes capables de leur assurer l'obtention de secours publics ou privés, le placement le cas échéant des malades et des enfants, voire même l'obtention de travail.

En un mot, les infirmières ont en charge la *famille* du berceau jusqu'à la tombe. Elles gagnent sa confiance sans jamais aliéner ou méconnaître sa liberté, coordonnant et synthétisant pour elle les efforts épars des différents organismes.

Comme nous l'avons jugé par nous-mêmes, leur action est tout à fait adéquate au résultat cherché : *Prévenir*. Leur activité est un travail de dépistage, et nous sommes heureux de reconnaître ici qu'il est bien fait.

De plus en plus vont s'étendre dans la campagne lorraine les « Assistantes Rurales ». Infirmières visiteuses de l'O. H. S., leur port d'attache est au village de leur secteur le plus accessible par ses moyens de communication. C'est là qu'elles reçoivent tous ceux qui ont recours à leurs conseils et à leurs directives. Elles visitent à domicile les familles du pays environnant, s'occupent des consultations de nourrissons, vont recevoir les malades de leur secteur au centre d'hygiène dont elles dépendent. Leur action est identique à celle des infirmières-visiteuses urbaines, mais leur influence est peut-être plus grande, parce qu'elles sont dans leur petit centre le seul guide sûr auquel chacun peut recourir, quand la maladie, les difficultés matérielles ou morales viennent s'abattre sur le foyer.

Les temps que nous vivons sont des temps de transition. Les vieilles croyances de nos aïeux basées sur l'expérience et l'empirisme vacillent quelque peu, fréquemment battues en brèche qu'elles sont par la science et ses nouvelles découvertes.

Faute d'une instruction suffisante les gens simples ne croyant plus guère aux anciens errements ne savent souvent par quoi les remplacer.

C'est donc à présent qu'un guide sûr doit intervenir pour apprendre à ces braves gens à distinguer une méthode nouvelle, médicale, consciencieuse, d'un battage commercial du genre gazothérapie universelle ou bouteilles à radium qui leur paraissent à l'avant-garde du progrès.

Placées comme toutes les autres infirmières sous l'autorité des deux infirmières-chefs de circonscription, les assistantes rurales trouvent auprès de celles-ci les directives, le contrôle et l'appui technique et moral nécessaire à leur isolement. Elles sont par elles en liaison étroite avec l'O. H. S. et son *Service Social central*, chargé de coordonner et de synthétiser leurs efforts, d'assurer la liaison avec tous les grands organismes d'assistance, d'assurance, et d'une façon générale, de protection et de santé publique. Ainsi est réalisée, pour les assistantes rurales, l'unité d'action et de méthode de l'O. H. S. suivant les directives de son président.

Les deux Infirmières inspectrices qui se partagent le département par moitié Nord et Sud, jouent le plus grand rôle dans la coordination des dispensaires. Ce sont elles qui se chargent de vérifier le fonctionnement des services, de noter les besoins, d'interpréter surtout et de transmettre au « cerveau » de l'organisation, les opinions et doléances des membres, sortant du cadre des rapports officiels.

Peut-être est-ce là une fonction primordiale par le doigté et la connaissance approfondie qu'elle exige de celles qui, plus que quiconque ont dû savoir obéir avant de commander.

Dans nos conclusions, nous rendrons hommage au dévouement des femmes isolées qui ont su comprendre et traduire par l'action quotidienne la pensée et le but de leur chef. S'il le fallait encore, les chiffres que nous allons donner suffiraient à stéréotyper la progression peut-être lente (nous avons expliqué pourquoi), mais sûre, de leur influence dans les maisons de nos campagnes.

C'est ce qui fera l'objet du paragraphe sur « L'action rurale des dispensaires ».

CHAPITRE XII

ENQUÊTE SUR L'ACTION RURALE DES CENTRES D'HYGIÈNE

De préférence au mot *dispensaire*, nous employons la dénomination *centre d'hygiène* ou *centre de santé rural*, qui correspondent plus exactement à la définition internationale adoptée à Genève: « C'est une institution qui a pour objet l'amélioration de la santé et du bien-être de la population dans une région déterminée. Elle s'efforce d'atteindre ce but, soit en centralisant dans un même bâtiment, soit en coordonnant de toute autre manière, sous la direction du fonctionnaire hygiéniste, la totalité de l'œuvre d'hygiène de cette région, ainsi que les organismes de protection et d'assistance sociale dont les fonctions peuvent se rattacher à l'hygiène publique en général ».

Les dispensaires dont nous avons à nous occuper correspondent au centre secondaire, c'est-à-dire au centre régional intéressant au moins un ou plusieurs cantons.

Tenant compte des besoins, et pour une judicieuse répartition, M. le Professeur PARISOT a créé en peu d'années, en dehors du groupe urbain de Nancy et de

sa banlieue, dix-huit dispensaires. Onze seulement nous intéressent dans les limites du cadre rural que nous nous sommes fixés.

L'EFFORT GÉNÉRAL DES DISPENSAIRES

Tous les centres d'hygiène et tous ceux qui en ont la charge tendent à assurer la protection sanitaire et sociale de la famille par une unité d'action et de méthode, en tenant compte des différenciations régionales que nous verrons plus loin, à l'examen de chaque dispensaire.

Tous sont polyvalents et peuvent aider et soutenir l'individu ou la famille dans les divers avatars dont ils peuvent souffrir.

Le schéma suivant montre pour tous cette polyvalence réduite seulement au point de vue *syphilis* pour des raisons d'utilisation faciles à saisir :

Consultations

1° Consultations de tuberculose.

2° Consultations de nourrissons (assurées par le dispensaire ou rattachées à lui).

3° Consultations sociales, dites « Permanence du Bureau Social, ouvertes à tous ceux (de familles en charge ou non en charge) qui veulent obtenir de l'infirmière appui, directives, conseils, renseignements.

Combien déjà d'ignorants ou de malheureux ont profité de cette merveilleuse organisation, leur permettant de recevoir des avis dictés uniquement par le désir de leur mieux-être ; combien ont trouvé du tra-

vail par l'intermédiaire du dispensaire et de l'infirmière.

4° Syphilis pour Lunéville, Baccarat, Pont-à-Mousson, Briey.

Tous s'occupent à la fois de la prophylaxie tuberculeuse et de la protection infantile par :

Les consultations organisées au dispensaire ;

La surveillance dans les communes du ressort ;

La surveillance des enfants de l'Assistance Publique ;

La surveillance des pupilles de la Nation, etc..

La carte jointe précisera à l'esprit le territoire dévolu à chacun de ces organismes de Prévention Sociale, étant spécifié que les périmètres dépendant de Neuves-Maisons, Vézelize, Malzéville, étaient jusqu'au début de 1935, reliés à Nancy ; celui de Cirey relié à Lunéville ou Baccarat.

L'activité globale d'un centre sanitaire se mesure :

D'une part au nombre total des consultations ;

D'autre part au nombre des nouveaux inscrits.

Elle se traduit en général par des graphiques qui nous ont été communiqués, et une synthèse est réalisée par les soins du Président de l'Office Départemental qui par la voie de son Service Social central coordonne les efforts, fixe de nouvelles directives et fait la liaison avec l'Administration préfectorale.

Les rapports annuels, dont nous avons déjà fait mention, sont persuasifs quant à l'activité qu'ils reflètent pour l'ensemble du département, mais le tri tout particulier que nous avons dû faire pour res-

ter dans le cadre strictement rural, ne nous permet pas de les utiliser directement.

Nous avons dû tourner la difficulté en visitant chaque dispensaire et en y faisant l'enquête particulière aux populations qui nous intéressent. D'accord avec l'infirmière, nous avons éliminé les communes industrielles de leur ressort, et les chiffres que nous donnerons plus loin correspondent à une énumération très précise des villages.

A ce prix seul, la statistique que nous avons établie, et les quelques graphiques qui la traduisent conservent une valeur.

Nous tenons à donner en détail les résultats des demandes faites au cours de nos visites personnelles dans chaque centre d'hygiène rural, vers la fin de 1934.

ENQUÊTE SUR L'ACTION PARTICULIÈRE DE CHAQUE DISPENSAIRE

BACCARAT. — Depuis son ouverture en 1924, a vu le nombre de ses inscrits augmenter chaque année.

Les chiffres que nous allons donner sur un graphique sont ceux attribués par M^{lle} CUENOT aux communes spécifiquement rurales ci-après : Azerailles, Bertrichamps, Brouville, Deneuvre, Flin, Fontenoy-la-Joûte, Gélaourt, Glonville, Hablainville, Lachapelle, Merviller, Migneville, Montigny, Pettonville, Reherrey, Thiaville, Vacqueville, Vexainville, Veney, Angomont, Bionville, Breménil, Fenneviller, Neuf-Maisons, Neuville, Pexonne, Pierre-Percée, Raonles-Leau, Saint-Maurice, Sainte-Pôle.

Les consultations de nourrissons sont du type *surveillé*, c'est-à-dire qu'elles ont lieu avec l'assistance du dispensaire, en présence de l'infirmière-chef et sont faites par le médecin du dispensaire.

La courbe du nombre des enfants surveillés est aussi suggestive que celle des pesées. Les consultations ont d'ailleurs été organisées comme suit, depuis 1928:

Consultations de nourrissons (1)

Années	Nombre d'enfants surveillés	Nombre de pesées
<i>Azerailles (1928):</i>		
1928.....	10	53
1929.....	12	29
1930.....	14	74
1931.....	16	51
1932.....	26	156
1933.....	25	157
<i>Dencuvre (1928):</i>		
1928.....	8	45
1929.....	7	22
1930.....	6	28
1931.....	15	67
1932.....	37	220
1933.....	30	228
<i>Bertrichamps (1930):</i>		
1930.....	18	40
1931.....	22	84
1932.....	28	214
1933.....	36	203

(1) Les dates entre parenthèses désignent l'année d'ouverture des consultations.

Années	Nombre d'enfants surveillés	Nombre de de pesées
<i>Glonville</i> (1930):		
1930.....	10	12
1931.....	14	49
1932.....	19	92
1933.....	15	112
<i>Flin</i> (1931):		
1931.....	9	16
1932.....	44	202
1933.....	15	81
<i>Fontenoy</i> (1932):		
1932.....	7	7
1933.....	12	49
<i>Vacqueville</i> (1932):		
1932.....	16	31
1933.....	22	129
<i>Pexonne</i> (1933):		
1933.....	60	225

Nous avons en outre recueilli les renseignements suivants:

Relations avec les Maires: Extrêmement variables. Certains, comme ceux de Badonviller, Azerailles, Glonville, sont intelligents, ouverts au progrès, réclament des consultations de nourrissons ou des inspections d'école, comprennent la nécessité de certains placements de prévention. D'autres — et c'est la majorité — sont des paysans très rustiques. Il est impossible de leur faire payer des séjours en préventorium ou en sanatorium. Cependant jamais il n'y a eu d'ennuis réels ni de grosses difficultés avec aucun d'eux.

Colonies de vacances et préventorium

Nombreux placements tous les ans parmi les enfants des villages, soit exposés à un contact tuberculeux, soit en mauvais état physique eux-mêmes.

En 1926: 10 placements	En 1930: 61 placements
En 1927: 20 —	En 1931: 76 —
En 1928: 29 —	En 1932: 84 —
En 1929: 43 —	En 1933: 69 —

Tuberculose dans les villages

Badonviller et Pexonne qui sont des villages usiniers ont été très atteints au point de vue tuberculose, surtout de 1925 à 1931. Il y a encore quelques cas, mais plus rares. Azerailles, Glonville, Bertrichamps, ont été touchés aussi; il n'y a eu que des cas rares et isolés dans les villages purement ruraux, et jamais, depuis 10 ans que le dispensaire existe, dans certaines communes isolées. (Pettonville, Vaxainville, Angomont.)

Inspection médicale scolaire

Elle existe depuis plusieurs années dans les villages suivants: Deneuvre, Azerailles, Fontenoy-la-Joute, Lachapelle. Elle révèle surtout des mauvaises vues, de nombreux retards intellectuels, des adénopathies trachéo-bronchiques, des amygdales hypertrophiées. Les enfants suspects sont déjà presque toujours connus du dispensaire et en charge; les autres y sont convoqués. Les relations sont excellentes avec les instituteurs. D'une façon générale, les écoles sont

bien tenues, assez grandes et aérées; celles de Badonviller, nouvellement construites, sont admirables. Dans certains petits villages (Vaxainville, Venay, Brouville, Gélacourt), l'école est pauvre et très simple, avec les plafonds bas de la campagne.

Relation des villages avec le dispensaire

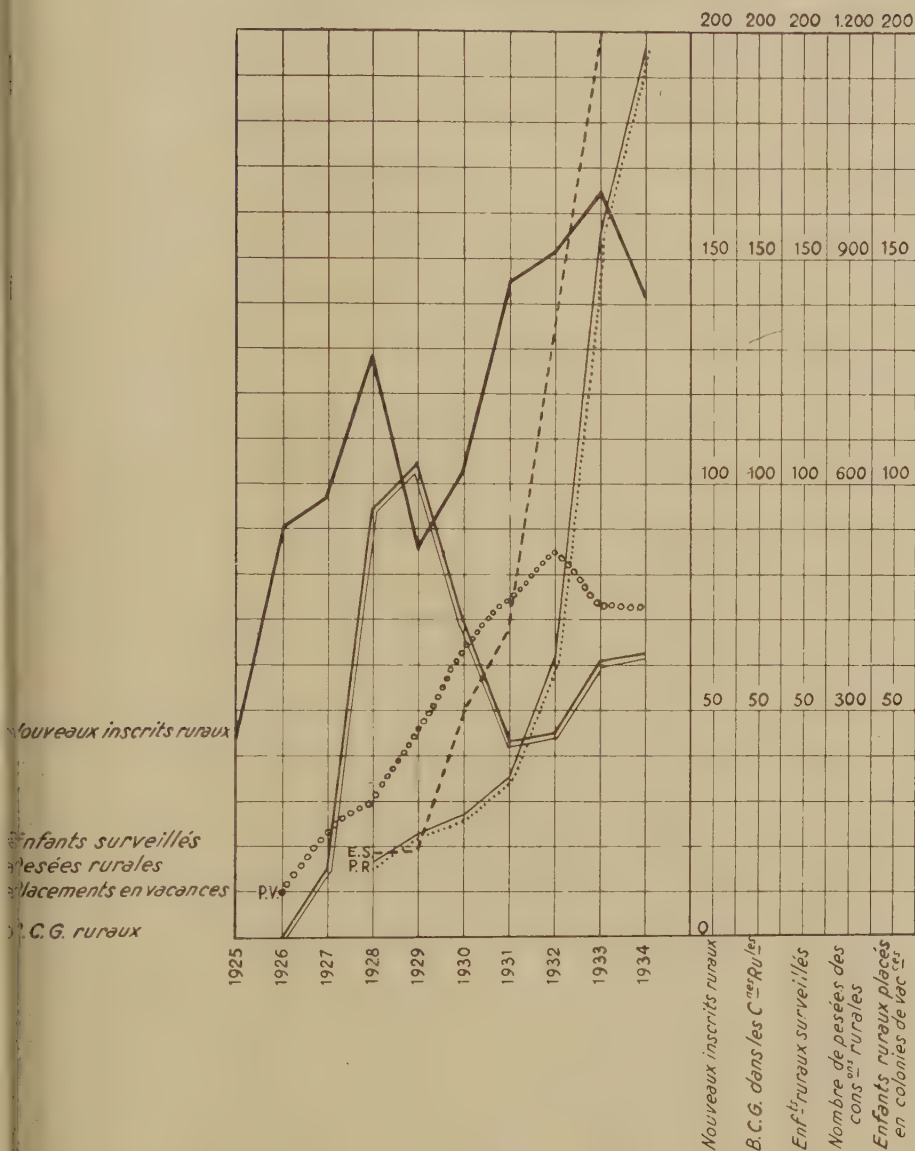
Elles sont excellentes. On n'a habituellement aucune difficulté à faire revenir et suivre régulièrement les cas sérieux; certains enfants ayant même peu de choses se font suivre pendant longtemps. L'infirmière est toujours parfaitement accueillie, mais ses conseils se heurtent à la routine trop souvent.

Néanmoins, on prend de plus en plus l'habitude d'avoir recours au dispensaire pour tous les cas un peu difficiles et les tuberculeux sont presque toujours repérés et visités facilement.

En résumé, dispensaire extrêmement actif au point de vue rural.

BAYON. — Est parmi les plus récentes créations, sous la conduite du docteur SALEUR qui s'y rend régulièrement une fois par semaine. Il fonctionne depuis février 1934 comme antituberculeux. Nous l'avons visité en octobre, donc six mois à peine après son entrée en fonctions. En dehors de Bayon, bourg de 1.100 habitants, retraités, agriculteurs et ouvriers de filatures, son domaine est purement rural et s'étend sur 23 communes du canton et dix communes du canton de Haroué, certaines distantes de 20 km. du centre.

Activité rurale du Dispensaire de Baccarat



Voici des chiffres traduisant la vitalité de ce très jeune mais très actif centre de santé :

La population du territoire attribué, calculée au dernier recensement, est de 7.027 habitants, et les visites de l'infirmière ont amené en six mois à peine 188 inscrits, dont la plupart sont revenus plusieurs fois (1 pour 37 habitants).

Ces résultats sont d'autant plus beaux que certains villages avaient des habitants allant consulter à Lunéville.

Un jeune homme de 17 ans, d'une famille très nombreuse, s'est présenté spontanément ; tuberculeux positif, il a entraîné l'examen des frères et sœurs : dix ont révélé un souffle interscapulaire. Voilà une pêche miraculeuse...

A signaler le nombre particulièrement considérable de Pupilles de l'Assistance Publique (94), placés sous la surveillance de ce dispensaire. Il est des familles qui ont trois, six, voire même onze de ces pupilles en garde. Une femme en a élevé 106. Ils sont en général parfaitement soignés.

Une consultation de nourrissons fonctionne régulièrement à Bayon, au dispensaire même.

Une autre est faite chaque semaine à Einvaux par un docteur, assisté de l'infirmière sociale de Bayon.

BRIEY. — Partage ainsi ses nouveaux inscrits annuels depuis l'ouverture, dans les rares communes rurales qui sont dévolues à sa surveillance :

1923.....	1	1929.....	3
1924.....	6	1930.....	1
1925.....	5	1931.....	6
1926.....	3	1932.....	32
1927.....	1	1933.....	48
1928.....	2	1934.....	27

JARNY. — Fonctionne depuis le 1^{er} novembre 1928 et voici son graphique, ramené aux huit communes rurales ainsi triées sur un total de 13 visitées :

Canton de Chambley

Chambley et Bussières...	533	habitants
Mars-la-Tour	740	—
Xonville	142	—

Canton de Conflans

Jeandelize	374	habitants
Conflans	1.217	—
Olley	228	—
Puxe	105	—

Total général.... 3.339 habitants

1^{re} année. 1929. 139 nouveaux inscrits ; 6 ruraux ; 1 tuberculeux rural.

2^e année. 1930. 73 nouveaux inscrits ; 20 ruraux ; 2 tuberculeux ruraux.

3^e année. 1931. 99 nouveaux inscrits ; 19 ruraux ; 4 tuberculeux ruraux.

4^e année. 1932. 202 nouveaux inscrits ; 25 ruraux ; 2 tuberculeux ruraux.

5^e année. 1933. 206 nouveaux inscrits ; 17 ruraux ; 5 tuberculeux ruraux.

6^e année. 1934. 255 nouveaux inscrits ; 29 ruraux ; 3 tuberculeux ruraux.

A envoyé cinq malades ruraux en sanatorium, un enfant rural en préventorium à Flavigny. Par contre, il n'a été donné que 5. B. C. G. ruraux par le dispensaire.

Nous y apprenons que les agriculteurs n'y viennent pas spontanément. L'infirmière-chef nous dit :

Premier obstacle. — L'ignorance : Beaucoup ignorent même l'existence du dispensaire, son but, son fonctionnement, la gratuité des consultations, la faculté donnée à chacun de s'y présenter sans être obligatoirement envoyé par un médecin.

Deuxième obstacle. — Le respect-humain, la crainte du *qu'en dira-t-on* ; ceci parce que le public a une tendance à étiqueter d'emblée *tuberculeux* tous les consultants du dispensaire. Ceci fait qu'il est très difficile de suivre les gens, de les faire revenir régulièrement. Ils acceptent à la rigueur un premier examen, mais ne reviennent pas volontiers, et cela, même pour les tuberculeux. A ce point de vue, le médecin ne nous seconde pas suffisamment ; une fois que le dispensaire a aidé son diagnostic, il trouve la collaboration suffisante.

Troisième obstacle. — La difficulté des communications qui exigent plusieurs kilomètres pour aller prendre le train ou le car.

— La mentalité du paysan évolue-t-elle ?

— Peu — le paysan ne se laisse pas facilement convaincre : « Nos ancêtres ne faisaient pas tant d'histoires et vivaient plus longtemps que nous ».

Les relations avec les maires sont excellentes.

LONGUYON. — Fonctionne depuis deux ans seulement (15 janvier 1933) et a reçu 1.850 consultants:

En 1933: 46		soit 128 inscrits ruraux ayant de-
En 1934: 82		mandé 400 consultations.

Le B. C. G. est donné automatiquement par les sages-femmes, surtout depuis un an.

Les gens de la campagne viennent assez volontiers, mais ils viendraient plus nombreux si les moyens de locomotion le leur permettaient. Certains viennent spontanément; d'autres attendent l'avis de leur médecin.

Le dispensaire existant depuis peu de temps, il est difficile de se faire une opinion sur la mentalité des paysans au point de vue hygiène. Cependant, il faut reconnaître que, dans les familles visitées, l'hygiène est mieux comprise, et chez les tuberculeux, la prophylaxie mieux observée également.

Les relations de l'infirmière avec les maires sont assez faciles, à part quelques exceptions qui défendent admirablement les intérêts de leur commune, et qui sont un peu revêches lorsqu'il s'agit d'admettre certaines personnes sur la liste d'assistance médicale gratuite en vue d'un placement en sanatorium ou en préventorium.

Huit adultes ont été envoyés en sanatorium, et 26 enfants de la campagne ont été envoyés en préventorium.

Les écoles ne sont pas visitées.

LUNÉVILLE. — Nous donne seulement les chiffres de 1928, 1930 et de 1933. Voici les chiffres de son action polyvalente :

	Tuberculose		Enfance		Syphilis	
	Nouveaux totaux	Inscrits ruraux	Nouveaux totaux	Inscrits ruraux	Nouveaux totaux	Inscrits ruraux
1928 .	311	150	pas ouvert		33	4
1930 .	380	181	339	28	42	4
1933 .	422	194	362	42	60	3

N. B. — Pour l'enfance, les chiffres donnés ne peuvent correspondre à ceux de la tuberculose et de la syphilis, la proportion pour ces deux branches étant faite pour la presque totalité de l'arrondissement (moins les cantons de Baccarat, Bayon, Badonviller), tandis que les consultations de nourrissons de Lunéville existent seulement pour la périphérie, beaucoup de consultations de nourrissons existant dans l'arrondissement.

Les gens de la campagne viennent volontiers au dispensaire, mais pas spontanément. Ils sont envoyés en général par leur médecin traitant, et beaucoup d'entre eux reviennent quand on les y convie, cependant moins que les Lunévillois.

La mentalité des gens de la campagne n'a pas beaucoup évolué au point de vue de l'hygiène. Ceci est pour eux tout à fait secondaire, et l'influence du dispensaire ne se fait guère sentir.

De 1928 à 1934, 264 enfants ont été envoyés en colonie de vacances : 84 venaient de la campagne.

PAGNY-SUR-MOSELLE (13 mars 1934). — N'avait que huit mois de fonctionnement à notre passage. Sur 289 tuberculeux inscrits, nous trouvons 14 paysans, adultes et enfants, dont 6 étaient déjà en charge au dispensaire de Pont-à-Mousson et ne sont jamais revenus au dispensaire de Pagny.

Le dispensaire ne fait pas les consultations d'enfance.

Au point de vue syphilis, sur 32 prises de sang qui ont été faites pour compléter un diagnostic de tuberculose, nous avons relevé 4 B. W. positifs, mais aucun chez les paysans.

Sur 14 B. C. G. donnés, un l'a été dans une famille de cultivateurs, à Thiaucourt. Il n'y avait pas de contact bacillaire.

— Les consultants viennent-ils spontanément? — Non. 1° Ceux qui viennent sont généralement envoyés par le médecin traitant, et ils ne reviennent pas à leur rendez-vous.

2° Les moyens de communications sont à peu près inexistants; pas de trains, pas d'autobus.

Tous les paysans disent qu'ils ne sont pas malades. Cependant on a fait à cinq d'entre eux un diagnostic de tuberculose non ouverte, les intéressés n'ayant pas donné les crachats qu'on leur demandait. On constate souvent chez les paysans une régression de la tuberculose depuis la guerre, dans cette région, pour deux causes principales:

- a) Population diminuée;
- b) Reconstruction.

Population diminuée : de la moitié dans certains villages; du tiers environ à Thiaucourt. Nous notons aux environs plusieurs communes d'une vingtaine d'habitants seulement. Ceci s'explique, d'une part, par le grand nombre de tués, d'un autre côté par le fait que ceux dont la santé était atteinte sont morts rapidement de privations.

D'autres, nombreux, sont allés reconstruire dans les villes avec leurs dommages de guerre.

La reconstruction a amené une suppression du taudis immédiatement après la guerre; mais ces taudis auraient tendance à réapparaître.

PIENNES. — N'est ouvert que depuis décembre 1933; il a reçu en un an 15 consultants des communes rurales, l'ensemble de sa circonscription étant surtout minier.

35 examen de crachats ont été effectués et 3 enfants ruraux ont été placés en préventorium.

PONT-A-MOUSSON. — Date de 10 ans. Reçoit de 14 communes, y compris la ville:

Années	Inscrits	Années	Inscrits
—	—	—	—
1925	1.242	1930	3.926
1926	1.845	1931	3.289
1927	1.713	1932	2.478
1928	2.589	1933	2.681
1929	3.337	1934	2.993

Parmi eux, les nouveaux inscrits ruraux vont en progression continue:

Années	Inscrits	Années	Inscrits
1925	56	1930	187
1926	67	1931	151
1927	87	1932	170
1928	153	1933	117
1929	150	1934 (10 mois)..	211

Soit 1.349 paysans en charge.

Les maires ne paraissent pas beaucoup s'intéresser à l'hygiène de leurs communes. Il y a des écoles nouvelles, bâtiments vastes, quelques-unes à l'écart du village.

D'autre part, quelques inconvénients subsistent, tels que mares d'eau stagnante, ou eaux ménagères se déversant et dégageant par les fortes chaleurs une odeur nauséabonde. Les fumiers devant les maisons existent en petit nombre; par contre, dans les jardins, il s'en trouve à proximité des habitations: tel un voisin qui a des porcs, poules, lapins, et dont le fumier est presque sous les fenêtres de la maison mitoyenne.

Dans certains milieux, l'hygiène est satisfaisante; dans d'autres, elle laisse à désirer. Les conseils donnés aux familles pour les enfants placés s'appliquent également aux enfants de la famille dans laquelle ils se trouvent, mais n'ont aucune répercussion sur les enfants des familles non visitées.

« Jusqu'à présent, nous dit l'infirmière, il ne nous a pas été permis de constater une grande influence

des instituteurs sur leurs enfants. Les quelques conseils de propreté et d'hygiène donnés en classe ne sont pas mis en pratique par les enfants si les parents ne les observent pas eux-mêmes. »

Quelques maisons n'ont pas l'eau dans la cuisine; il faut aller quelquefois la chercher très loin, ce qui est une cause de malpropreté.

Bien des campagnards ne possèdent aucune notion de l'hygiène élémentaire. L'hygiène infantile est déplorable, la prophylaxie peu comprise. Les conseils doivent être répétés et expliqués longuement et souvent, si l'on veut obtenir un résultat satisfaisant pour l'avenir.

Tout porte à croire que, dans les communes reconstruites, l'hygiène de l'habitation est mieux comprise sous tous les rapports, les nouveaux immeubles devant être plus conformes aux principes de salubrité.

POMPEY. — Le dispensaire de Pompey a été créé et ouvert le 15 février 1927. Il est affilié à l'O. H. S. de Meurthe-et-Moselle et subventionné par lui; il reçoit également une subvention annuelle des diverses communes qui forment son secteur et des établissements industriels de la même région.

Le secteur est composé des communes suivantes, visitées depuis 1927, à l'exception de Jeandelaincourt et de Moivron, que le seront désormais: Pompey, Frouard, Custines, Marbach, Liverdun, Malleloy, Faulx, Montenoy, Millery, Leyr, Jeandelaincourt et Moivron.

*Répartition des malades et consultants
dans les communes rurales*

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	—	—	—	—	—	—	—
Liverdun	39	43	50	58	94	62	81
Montenoy ...	14	10	7	1	5	0	1
Malleloy	10	11	15	15	16	11	3
Faulx	8	19	19	1	18	7	14
Leyr	2	30	17	2	9	4	3
Millery	1	0	2	7	2	6	8
	—	—	—	—	—	—	—
<i>Totaux...</i>	74	113	110	84	144	90	110

L'inspection médicale scolaire n'est pas établie dans la région. Des pesées de nourrissons ont lieu une fois par mois à Marbach, Custines, Liverdun, Frouard, deux fois par mois à Pompey.

Les B. C. G. dans les communes rurales sont donnés par la maternité de Nancy, les sages-femmes et le dispensaire; aussi certains peuvent-ils ne pas être connus de ce dernier, les enfants n'étant pas surveillés.

Nombre de B.C.G. connus

Faulx	2	Millery	0
Montenoy	3	Leyr	1
Malleloy	0	Liverdun	26

Tuberculose dans les villages

Les chiffres donnés représentent les cas de tuberculose pulmonaire et autres localisations.

TABEAU DE LA TUBERCULOSE DANS LES VILLAGES

	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Liverdun	7	4	2	2	4	1	4	4
Faulx	0	4	0	1	1	0	2	0
Malleloy	0	4	0	1	1	2	0	1
Millery	1	0	0	0	0	0	0	2
Leyr	1	5	2	1	0	0	1	1
Montenoy	4	1	0	0	0	0	0	1
Jeandelaincourt .	0	0	0	0	0	0	2	1
Moivron	0	0	1	0	0	0	0	0

*Placements réalisés en sanatorium
ou à l'hôpital Villemin, de 1928 à 1934*

Faulx	2	Malleloy	2
Liverdun	15		

Placements en préventorium, de 1930 à 1934

Faulx	2	Liverdun	9
Jeandelaincourt	2	Malleloy	2

En général ces placements, surtout en sanatorium, sont difficiles à réaliser dans les villages. Les malades refusent par crainte du « qu'en dira-t-on » ; ils préfè-

rent être soignés par leur médecin de famille que dans les établissements étrangers. Ils sont persuadés que l'air de leur village et la nourriture de la campagne peuvent suffire à les guérir. La prophylaxie est rarement respectée, en raison même de l'habitation, petite en général, alors que les dépendances occupent deux ou trois fois plus de place.

Les cures de repos sont pratiquement nulles; beaucoup continuent quelques travaux des champs, sauf cependant ceux qui sont affiliés aux Assurances sociales et craignent les contrôles à domicile.

Les désinfections après décès sont généralement acceptées.

Les examens de prophylaxie, proposés dans les dispensaires à titre préventif ou de surveillance pour contact, sont irréguliers; en général, il ont lieu au moins une fois.

La propreté dans les villages laisse beaucoup à désirer. Partout les fumiers sont devant les maisons ou sur le côté, rigoles de purin, etc... Il ne semble pas y avoir de service de voirie. Les rues sont souvent boueuses, même en été, en raison des lavoirs et bornes-fontaines qui coulent, eaux usées et détritiques de toutes sortes jetés dans les caniveaux ou sur la rue.

Pour l'habitation, mêmes constatations, propreté très relative: deux ou trois pièces habitables, le reste granges et écuries, petites fenêtres, peu d'aération. Toutes les cuisines servent à la fois de chambre à coucher. Il semble que les logements n'ont pas subi de transformation depuis la guerre, à part la pose de l'électricité. Pas de tout-à-l'égout; peu de fosses sep-

tiques ou non; les écuries tiennent lieu de W.-C. dans bien des cas.

TOUL. — Fonctionne depuis le 30 mars 1921, à raison d'une journée de consultations par semaine. C'est le plus ancien après le groupe de Nancy.

Il a été retranché des chiffres réels des fichiers, les consultations de Toul-ville et d'Ecrouves, ainsi que de Foug.

Les nouveaux inscrits se répartissent ainsi :

	1924	1925	1926	1927	1928	1929
	—	—	—	—	—	—
Enfants	26	9	9	8	16	11
Adultes	11	15	28	18	12	7
	1930	1931	1932	1933	1934	
	—	—	—	—	—	
Enfants	17	12	13	23	19	
Adultes	43	30	29	28	33	

Il existe une pesée de nourrissons qui se fait à Toul à la mairie, une fois par mois.

Environ 80 enfants y sont présentés chaque fois. Il en existe une également à Foug, assurée par le service médical des Fonderies.

On enregistre une moyenne de 8 à 10 placements en sanatorium par an; une moyenne de 10 à 15 placements d'enfants, tant au préventorium qu'en placements divers pour les soustraire à leur milieu.

Jusqu'à présent, à part quelques familles atteintes,

la majeure partie des autres vivent dans une certaine insouciance.

La santé étant assez bonne en général, les habitants se soucient peu de l'hygiène, n'aiment pas qu'on pénètre dans l'intérieur de leur foyer, se défient des méthodes qu'on essaie de leur inculquer et les jugent bien souvent inutiles .

Les rapports avec les maires sont corrects, mais ils défendent les intérêts financiers de leur commune et souvent, devant des cas sérieux, on a du mal d'obtenir une aide.

Les difficultés sont toujours les mêmes: la plupart des paysans sont propriétaires de leur maison, mais ont peu de ressources.

Enfin, quoique placé à Nancy, le :

DISPENSARE CENTRAL VILLEMINE règle la surveillance d'une importante partie du sud-ouest du département, comme le prouvent ces quelques données.

1920 :	18	ruraux	sur	597	inscrits,	soit	3,01	%
1921 :	30	--	—	911	—	—	3,27	%
1922 :	40	—	—	900	—	—	4,44	%
1926 :	117	—	—	1.874	—	—	6,24	%
1929 :	149	—	—	1.964	—	—	7,12	%
1934 :	142	—	—	2.105	—	—	6,74	%

La diminution peut être attribuée à ce fait que de nouveaux dispensaires se sont ouverts, en particulier celui de Bayon, qui amenait au Dispensaire Villemine un assez fort contingent de consultants exclusivement ruraux.

Par la création de ces dispensaires, la circonscription du Dispensaire Villemin a été diminuée, car certains dispensaires industriels, tel Pompey, drainent aussi des communes rurales.

D'autre part, si le chiffre global de ce dispensaire augmente, cet accroissement provient surtout de la périphérie de Nancy, (communes non rurales), par exemple Champigneulle, qui est visité depuis environ dix-huit mois, ce qui a amené un nombre assez considérable de consultants venant grossir l'effectif général, alors que l'effectif rural a une légère tendance à diminuer.

Pour ceux qu'attire la statistique, il est facile d'additionner les chiffres sans cesse croissants des inscrits ruraux dans l'ensemble des dispensaires considérés.

Chacun de ces centres, nous l'avons vu, participe :

1° à l'action commune des dispensaires,

2° à une ou plusieurs fonctions différenciées.

La plus importante des fonctions est la prophylaxie antituberculeuse, et nous avons tracé la courbe du nombre des inscrits ruraux, consultant pour cette affection depuis 1924.

En conclusion d'une brillante étude, FLATZECK-HOFBAUER déclare que l'épidémiologie historique montre que le mouvement de la tuberculose dépend de la civilisation générale.

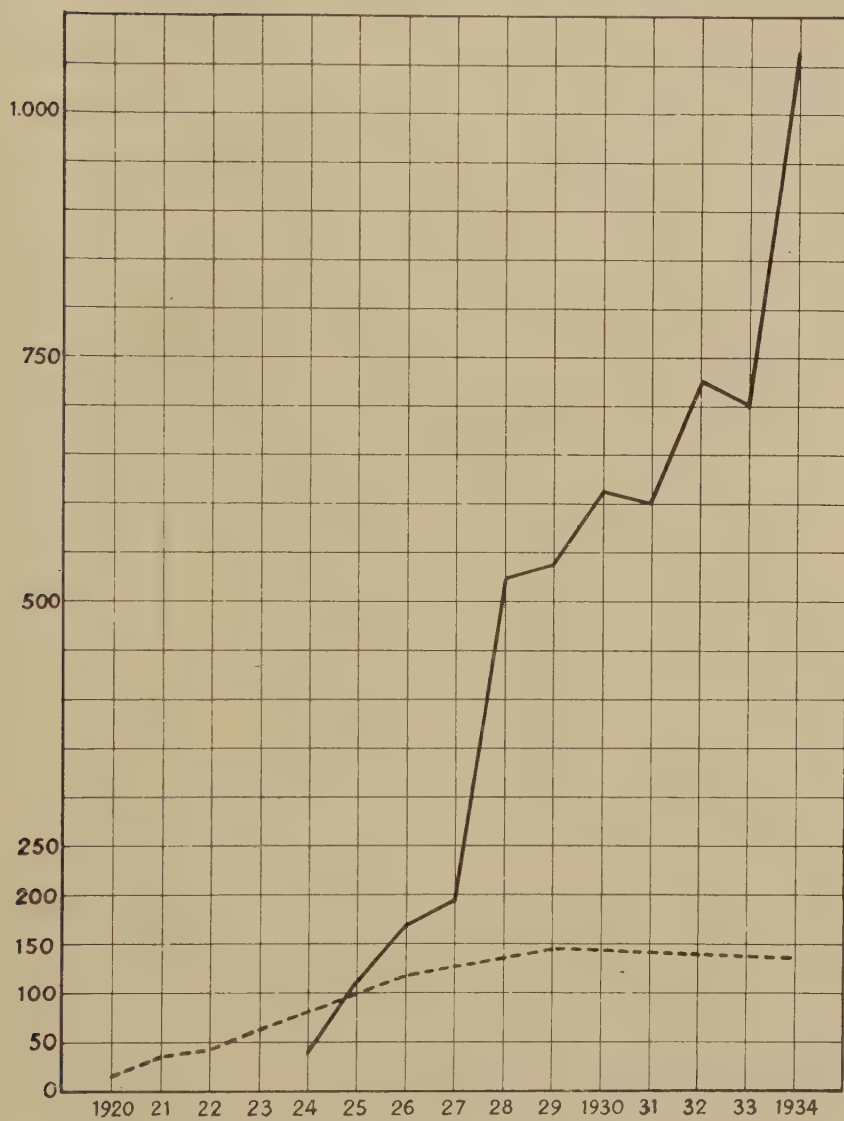
La morbidité de cette maladie a évolué comme toutes les épidémies, — ascension, sommet, déclin, — mais le déclin est ici à très longue portée, et les différentes nations ne sont pas au même point sur la courbe descendante ; les différents départements non plus. Et,

Centres de santé ruraux

Progression annuelle du nombre des nouveaux inscrits

Villemin (consultants ruraux) exclus

et tracés à part - - - - -



en admettant avec l'auteur des « *Principes généraux de la prophylaxie de la tuberculose* », que la maladie et sa mortalité diminuent d'autant plus que la civilisation, le commerce, les rapports, les échanges, sont plus avancés, notre département est en bonne place.

« Il serait irrationnel, dit-il, de mettre en doute l'efficacité des dispensaires, dont l'action commence à peine, tant qu'ils n'auront pas donné des statistiques de morbidité. Car nous ne pouvons pas nous contenter de savoir combien de tuberculeux meurent; nous avons besoin de savoir combien sont vivants et combien sont contagieux.

Aux champs comme à la ville, le logement, l'alimentation, l'éducation, sont des facteurs de tuberculose.

La tuberculose est favorisée à la campagne par le travail excessif — le paysan n'étant pas encore aidé par la machine et les moyens de transports — par le manque de main-d'œuvre, par le retour au village d'hommes et de femmes qui ont pris la tuberculose à la ville, par la mauvaise hygiène et surtout par la mauvaise habitation rurale ».

CHAPITRE XIII

LES ASSURÉS SOCIAUX AGRICOLES
EN MEURTHE-ET-MOSELLE

Le nombre des bénéficiaires de cette loi sociale, depuis la mise en application du règlement d'administration (lois des 5 avril 1928 et 30 avril 1930), a varié comme suit, dans un ensemble de 200 à 250.000 assurés dans le département.

NOMBRE DE SALARIÉS AGRICOLES

En 1930.....	3.141
En 1931.....	6.936
En 1932.....	7.922
En 1933.....	8.877
En 1934.....	10.077

NOMBRE DE SALARIÉS FACULTATIFS AGRICOLES

En 1932.....	2.260
En 1933.....	2.408
En 1934.....	2.478

Ces chiffres nous ont été communiqués par M. le Directeur départemental du service des Assurances sociales.

La progression est éloquente. Elle se traduirait par une belle courbe en chandelle. D'un point de vue général, le maintien de la santé et de la capacité productrice des travailleurs est d'une importance capitale pour les travailleurs eux-mêmes et pour les collectivités nationales désireuses de développer leur productivité. Ce but ne peut être atteint que par un effort de prévoyance constant, systématique, en vue de prévenir et de rétablir toute perte de santé et de capacité de travail.

L'assurance sociale entreprend cet effort systématique en observant les méthodes communes à toute œuvre de caractère social : elle donne aux individus socialement faibles un droit déterminé à l'assistance par la collectivité, droit basé sur leur contribution propre aux ressources de cette collectivité, mais elle limite en même temps, en s'inspirant des principes d'économie rationnelle, les prestations qui sont à la charge de la collectivité, à ce qui est à la fois nécessaire et suffisant au but poursuivi.

L'assurance, en tant qu'assurance maladie, place au premier plan les soins médicaux, elle répare plus qu'elle n'indemnise. De plus, elle se met au service de la prophylaxie individuelle et sociale pour conserver la santé et pour la mettre à l'abri de toute atteinte possible.

Elle devient ainsi un système organisé de défense et de développement de la santé. En France, la loi gé-

nérale du 30 avril 1930 sur les Assurances sociales fait une place particulièrement avantageuse aux travailleurs des professions agricoles et forestières. Les salariés de ces professions sont obligatoirement assurés, comme d'ailleurs les métayers qui travaillent ordinairement seuls et ne possèdent, à leur entrée dans l'exploitation, aucune partie du cheptel.

D'autre part, l'assurance facultative est, dans des conditions très favorables, largement ouverte aux autres métayers, aux fermiers et aux cultivateurs qui, sans être salariés, vivent principalement de leur travail et n'en tirent pas un revenu relativement élevé.

Sous ces formes, tous les ouvriers agricoles, qu'ils vivent ou non sous le toit de l'employeur, tombent sous le coup de l'obligation d'assurance, quelle que soit la nature et la forme de leur rémunération. Les membres de la famille de l'employeur travaillant contre salaire ne sont pas, en général, exemptés, à l'exclusion du conjoint.

La limite de salaire est assez élevée pour maintenir les surveillants des travaux, comme certains ouvriers indépendants, dans le jeu de l'assurance, au même titre que les journaliers et manœuvres.

Essentiellement familiale, cette loi bienfaisante protège la famille ouvrière et non pas le travailleur seul.

A la campagne comme à la ville, les Assurances sociales permettent aux assurés et à leurs familles de se procurer en déliant leur bourse au minimum, l'assistance médicale et l'aide sanitaire dont ils ont besoin, de choisir le praticien ayant leur confiance, de recourir aux services de médecins spécialistes, de demander

leur admission dans un établissement hospitalier de cure ou de traitement, ou dans une maison de repos.

Appelant l'organisation médicale, l'assurance permet de faciliter la vie et la meilleure répartition des praticiens à la campagne, ce qui est l'idéal.

L'assistance médicale dans les régions rurales doit représenter un service médical organisé de telle sorte qu'il permette à la population de disposer de tous les moyens d'action de la médecine moderne en vue de préserver la santé, de dépister et de traiter les maladies, dès le premier stade. Elle nécessite un personnel médical suffisamment nombreux, techniquement qualifié, des pharmaciens et des auxiliaires tels que des infirmières visiteuses d'hygiène, sages-femmes, etc... à prévoir proportionnellement aux conditions locales pour assurer une assistance effective.

Cette organisation de l'assistance et de l'hygiène dans les régions rurales ne peut être effectuée que grâce à la coopération des autorités publiques d'hygiène et d'assistance, du corps médical, des institutions d'assurances sociales, d'organisations collectives, des œuvres privées.

Cette collaboration dont le Professeur PARISOT a montré la nécessité, insistant en de nombreuses études sur ses avantages et sur les modalités propres à la réaliser, cette collaboration existe-t-elle pour le département en ce qui concerne la campagne ?

Oui, puisque, après avoir étudié l'application de cette loi sociale (J. PARISOT: *Les Assurances Sociales en France*), cet auteur, dans son rapport sur l'activité de l'O. H. S. de Meurthe-et-Moselle en 1931, disait

dans son discours de début comment « dans le domaine de la collaboration entre l'O. H. S. et les institutions d'Assurances sociales, a commencé à se réaliser pratiquement un effort que des projets sur pied permettront de développer successivement ».

C'est de cette date qu'ont été créés les dispensaires de Bayon, Pagny, etc... L'œuvre s'est étendue à la participation des fonds du timbre antituberculeux pour le maintien en cure des tuberculeux abandonnés par les A. S. après 180 jours de prestations.

Dans une récente monographie, exécutée sous la direction de l'Institut régional d'Hygiène de Nancy, Madame le docteur Y. MOYSE présentait comme thèse: « *Les Assurances Sociales en Meurthe-et-Moselle; dix-huit mois de contrôle médical technique* ». Laissons-lui exposer la situation privilégiée du département :

« On constate un grand souci et une belle ardeur des caisses à éliminer dans leurs rapports tout ce qui peut être un motif de dissociation. Les caisses, quelle que soit leur origine, ont en vue la bonne application de la loi et ne se sont jamais combattues entre elles; l'union existe réellement.

« On paraît également, beaucoup mieux qu'ailleurs, avoir compris que l'utilisation, pour la lutte préventive contre les maladies sociales, des organismes existants était la mesure la plus sage. Elle fait bénéficier les caisses de l'action entreprise, tout en leur évitant les inconvénients d'une gestion difficile, qu'on ne peut improviser. Subventionner, coordonner, contrôler les efforts, en un mot éviter la gestion directe qui est

pleine d'aléas, a paru jusqu'alors être la meilleure attitude à prendre.

« Les caisses ne s'en départiraient, semble-t-il, qu'en cas de carence d'un des groupements dont la collaboration est nécessaire.

.....
.....

« Cette méthode est d'ailleurs la plus économique pour les caisses. Elles bénéficient de tous les avantages et profitent de tous ceux déjà accumulés par les offices et les subventions et dons recueillis par eux. L'action préventive en est renforcée. Cinq dispensaires nouveaux ont déjà été créés en Meurthe-et-Moselle, grâce à la contribution des organismes d'Assurances Sociales; une maison de repos doit bientôt fonctionner dans des conditions excellentes, le prix de journée à payer par les malades ne dépassera pas vraisemblablement pas vingt francs, dont la plus grande partie leur sera remboursée par les caisses.

« Pour bien marquer cette collaboration, les caisses ont passé, par l'intermédiaire de l'union avec l'Office d'Hygiène et l'Association syndicale des Médecins de Meurthe-et-Moselle, une convention tripartite, où il est spécifié que l'Office met gratuitement à la disposition des caisses les services de tous les dispensaires existants ou à créer sous son contrôle, ainsi que les services d'infirmières visiteuses d'Hygiène sociale.

« En contre-partie de ces avantages, les caisses se sont engagées à verser une somme forfaitaire de un franc par assuré reçu, payable semestriellement et à terme échu au trésorier de l'Office.

« Cette convention qui depuis, a été adoptée dans un certain nombre de départements, a également permis le fonctionnement d'une commission dite « de collaboration », pour le développement des moyens de protection de la santé publique et dont le rôle est d'étudier toute action susceptible d'amener cette amélioration, d'établir les plans à entreprendre, de coordonner tous les efforts.

« Comme son titre l'indique, elle ne limite pas son rôle à une catégorie d'individus. Elle vise à des solutions générales, touchant toute la population (assurés et non assurés). Elle considère que tous les efforts sporadiques sont en grande partie inutiles et vains et qu'il est temps de coordonner toutes les actions séparées engagées par les diverses administrations, les caisses, les offices, les œuvres privées.

« Son action a déjà eu d'heureux effets dans l'organisation de consultations de nourrissons, de maisons de repos. Elle envisage l'amélioration du contrôle médical en renforçant l'action des médecins contrôleurs, en mettant à leur disposition dans les centres d'examen les instruments sans lesquels ils ne peuvent faire avec certitude un diagnostic.

« Elle envisage l'application du paragraphe II de l'article 4 de la loi et serait tentée de transformer en une obligation l'autorisation mentionnée dans le dit article ainsi conçu : « Tous les cinq ans, l'assuré, malade ou non, sera autorisé à se soumettre à un examen de santé dont les conditions seront fixées dans les conventions prévues au paragraphe IV du présent article

ou, en l'absence de conventions, dans un règlement spécial établi par la caisse ».

« Elle voudrait que, soit par l'Office d'Hygiène sociale; soit par l'association syndicale des médecins fût établie pour tous les assurés une fiche sanitaire complète dont il est facile de concevoir toute l'importance, afin de constater leur état, de vérifier leur aptitude physiologique et mentale au travail qui leur est imposé.

« Mais ces projets ne sont réalisables qu'avec l'aide des caisses, de l'O. H. S. et du corps médical et à la condition que toutes subordonnent leur intérêt propre à l'intérêt général. »

On trouvera dans cette thèse le texte des accords.

Section I : Convention entre l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle (Professeur J. PARISOT), l'Association syndicale des Médecins de Meurthe-et-Moselle (Docteur GIRY) et l'Union des caisses de Meurthe-et-Moselle (M. LAURENT).

Section II : Annexe. — Pour régler la collaboration éventuelle des dispensaires d'Hygiène sociale et du Corps médical des Assurances sociales entre MM. PARISOT et GIRY.

M. le Docteur GIRY, en qualité de président du syndicat des médecins de Meurthe-et-Moselle a facilité, dans toute la mesure où elle lui a été demandée, la collaboration étroite de tous ses confrères aux œuvres sociales.

Nul doute que soit réalisé au mieux dans notre département, pour la campagne comme pour la ville ou l'usine, le but ainsi défini au Sénat par le docteur

CHAUVEAU, rapporteur de la loi: « Faire pénétrer dans les foyers modestes qui sont les moins défendus contre la maladie et ses conséquences, des habitudes d'hygiène et de prophylaxie indispensables à la conservation de la race, laquelle doit être d'autant mieux protégée qu'elle tend à devenir moins nombreuse ».

Indispensable complément de la loi de 1898 sur les accidents du travail, la loi des Assurances sociales améliore le sort des ouvriers des champs, trop souvent négligés par les nécessités d'un travail qui est commandé par les éléments, et qui est, pendant quelques mois, un néfaste surmenage déploré par M. AUTHIER dans sa thèse sur « *L'amélioration légale de la condition des travailleurs agricoles* ». Enfin:

L'Assurance maternité s'ajoute aux nombreuses organisations de protection maternelle citées dans le chapitre suivant et il est nécessaire d'examiner rapidement l'organisation et le fonctionnement de ce service:

Comme il est dit dans la notice de l'Union des Caisse, à la remise du certificat de grossesse, si la bénéficiaire de l'Assurance maternité est en règle, la caisse établit le carnet et l'adresse à l'Office.

Le service des consultations prénatales de l'Office enregistre le carnet, lui donne un numéro matricule qu'il reporte sur le carnet et ses feuillets d'examen, établit un dossier destiné à recevoir toute correspondance et tous certificats de l'intéressée. Après accouchement, le service des consultations prénatales de l'O. H. S. avise la Caisse de l'intéressée que cette dernière a ou n'a pas passé les visites prénatales, et fait

connaître à la même caisse les renseignements d'ordre administratif s'il y a lieu, mais ne communique jamais aucun renseignement d'ordre médico-social.

Surveillance des médecins et des sages-femmes:

Les médecins (auprès de qui doit obligatoirement être passée la deuxième visite prénatale) et les sages-femmes détachent, après les avoir remplis, les feuillets d'examen et les adressent au service des consultations prénatales de l'O. H. S., qui, après étude, prend à l'égard des intéressées toutes mesures utiles et les classe dans le dossier de l'assurée.

Surveillance sociale:

Le carnet est remis à l'assurée ou femme d'assuré par l'infirmière visiteuse du secteur dans les cinq jours qui suivent l'arrivée du carnet au dispensaire. Si les intéressées habitent des communes non fréquemment visitées par suite de la distance, le carnet est expédié par la poste et l'infirmière va voir la femme lors de sa tournée.

Dès réception des feuillets d'examen prénatal (envoyés par le médecin ou la sage-femme), copie du résultat de ces examens est adressée au dispensaire de la circonscription afin que les infirmières puissent suivre la future mère en connaissance de cause.

La fréquence des visites des infirmières aux intéressées est laissée au jugement de celles-ci, d'après le milieu, les antécédents, l'état de santé, etc..., situations dont elles se rendent compte lors de la remise du carnet; au minimum, trois fois pendant la grossesse, plus si l'état de santé ou toute autre raison sociale le de-

mande. Bien entendu, les infirmières sont tenues de signaler au service technique des consultations prénatales de l'O. H. S. tout détail médico-social de nature à être inséré dans le dossier de l'intéressée.

Enfants:

Les enfants des bénéficiaires de l'Assurance-maternité doivent obligatoirement être présentés tous les mois aux consultations des services de l'Office d'Hygiène sociale ou des services en liaison avec lui. Les médecins de ces consultations signent les certificats d'allaitement des assurées destinés aux Caisses d'Assurances. Ces enfants sont visités par les infirmières visiteuses au même titre de prévention ou de surveillance que les autres enfants.

Les Assurances sociales font intégralement partie de l'équipement national d'un pays, à côté de l'équipement sanitaire qui lui-même est indispensable au développement rationnel et productif de l'action des Assurances sociales.

Vient de paraître à ce sujet, sous la signature de M. le Professeur J. PARISOT: « *Le projet d'équipement national et les Assurances sociales* », (Nancy, Berger-Levrault, 1934).

CHAPITRE XIV

LA MATERNITÉ A LA CAMPAGNE

Il ne nous semble pas que les lois spéciales de protection de la femme enceinte dites « Lois STRAUSS », des 17 juin, 30 juillet 1913 et 2 décembre 1917, qui complètent la loi ENGERAND, interviennent rurale-ment. Elles s'appliquent surtout à l'ouvrière.

Par contre, la mère, qu'elle habite le village ou le chef-lieu, doit pouvoir profiter des organisations sanitaires les plus parfaites afin d'assurer toutes garanties à elle-même et à son enfant.

C'est ce qui a été magnifiquement compris dans notre département, où, par des efforts conjugués, sous la direction du Professeur FRUHINSHOLZ, a été réalisé un modèle de Maternité départementale, à la disposition de toutes.

Aupoint de vue prénatal: depuis le 1^{er} janvier 1924, les consultations prénatales fonctionnent dans tout le département dans les conditions suivantes: toute femme enceinte désireuse de profiter des avantages de ces consultations doit se munir à la mairie de sa résidence d'un carnet de maternité, contenant trois bons de consultations gratuites, utilisables uniquement dans le département de Meurthe-et-Moselle et pendant une pé-

riode de dix mois, à dater de la remise du carnet à la titulaire. Deux bons peuvent être utilisés par un médecin et une sage-femme, le deuxième, uniquement par un docteur en médecine.

La future mère est libre de s'adresser au médecin ou à la sage-femme de son choix, à condition qu'ils aient donné leur adhésion aux dispositions du règlement départemental. La liste des praticiens et praticiennes participant au service est tenue à jour par les mairies et communiquée aux intéressées. Le nombre des consultations est fixée à trois : la première a lieu au cours du troisième ou quatrième mois de la grossesse. La deuxième a lieu au cours du sixième mois ; la date de la troisième consultation est fixée par le médecin, à la suite du second examen.

Ces consultations doivent être suivies obligatoirement par toutes les femmes enceintes désireuses d'obtenir l'allocation aux femmes en couches ou l'assurance médicale gratuite à l'occasion de l'accouchement.

Un service quotidien de consultations gratuites fonctionne à la Maternité de Nancy, et à jours fixes au Bureau de Bienfaisance, aux dispensaires S.S.B.M. et U. F. F. et dans quelques hôpitaux de chef-lieu d'arrondissement ou de canton, à Pont-à-Mousson en particulier, avec le concours des infirmières de la S. S. B. M.

Il suffit de consulter un fichier de la Maternité de Nancy pour trouver la variété la plus absolue dans la provenance des consultantes. On y rencontre vraiment tout le département et au-delà.

Si d'ailleurs beaucoup ne font pas le voyage pour consulter, elles se font conduire d'urgence à la Maternité pour l'accouchement. C'est l'*Assistance hospitalière* que la paysanne riche, aisée, modeste ou pauvre, reçoit, à Nancy surtout, dans le splendide bâtiment de la Maternité, ou à Pont-à-Mousson, à Toul, à Briey, à Lunéville, dans des salles réservées.

Dans la seule année 1930, la première du fonctionnement de la nouvelle Maternité, le nombre des entrées a bondi de 1.000 ou 1.500 auparavant à 2.191 entrées ayant produit 1.867 naissances.

Sur ces chiffres, 936 entrées, soit 47 % sont étrangères à Nancy et témoignent de l'attrait exercé par une maison d'accouchement de cette qualité sur toute la région, paysanne autant qu'ouvrière.

Les chiffres sont bien augmentés encore depuis que les avantages et les obligations des Assurances sociales acheminent vers les dispensaires de Maternité nombre de femmes qui n'y fréquentaient guère.

Les conseils à la mère que le médecin-chef de la Maternité a fait éditer dans une élégante brochure, offerte à toute hospitalisée, sont, nous en avons la preuve, suivis avec précision dans beaucoup de cas. Ils suppléent à l'enseignement public de la puériculture, cette science si chère à PINARD, qui devrait être vulgarisée à l'extrême.

Les enfants illégitimes sont rares dans les villages; ils existent néanmoins, et pour des raisons quelconques que le médecin n'a pas toujours à connaître, la fille-mère peut être appelée à demander secours; secours donné surtout sous forme d'une subvention (secours

préventif d'abandon), qui permet à la mère d'élever son enfant ou de le mettre en nourrice pendant qu'elle travaille.

Elle le reçoit le plus facilement du monde dans les *Maisons maternelles* de la Maternité même, et de Blâmont, (ouverte depuis le 9 août 1925). La première, annexée à la nouvelle Maternité, entre les mains du Professeur JOB, comprend une section prénatale et une section post-natale. Elle reçoit annuellement 150 à 200 mères infortunées qu'elle garde avec leurs enfants, pendant une moyenne de trois mois après la naissance, ou plus exactement, après la sortie de la salle d'hospitalisation de la maison d'accouchements. Cette section est constamment pleine et apparaît depuis sa création comme insuffisante.

La seconde maison, placée sous le contrôle technique de l'Office d'Hygiène (mai 1931), constitue la section post-natale de la maison de Blâmont, où, pendant un séjour de un an, une moyenne de 60 mamans apprennent à aimer l'enfant qui par là même, a l'avantage de ne pas être privé du lait maternel.

« Tout ce qui éloigne l'enfant de la mère le met en état de souffrance et en danger de mort », a écrit Théophile ROUSSEL. Les séparer revient donc à priver le nourisson du « couvage » qui lui est dû physiologiquement, mais que certaines circonstances peuvent interdire. Des mesures judicieuses peuvent atténuer le préjudice subi, et permettre à l'enfant de passer les époques difficiles du sevrage, en doublant la Maison maternelle d'un *centre d'élevage* particulièrement utile aux débiles.

Dans une publication de 1921, M. le Professeur J. PARISOT donne les arguments en faveur de la surveillance de cet élevage, et décrit l'organisation créée à l'ancien château de Blâmont, avec le concours du baron de TURKHEIM et du docteur HANRIOT, maison qui possède « au point de vue de son organisation intérieure, de son fonctionnement, de son recrutement, des garanties sérieuses.

Aussi retrouverons-nous l'enfant certain d'avoir un lait parfait, et, dans les cas malheureux d'enfants abandonnés, un placement surveillé dans une région saine du département, dans des familles étudiées à l'avance, fréquemment visitées, et bien logées, puisque pour 90 % dans des villages reconstruits.

Mais on renonce peu à son enfant à la campagne, d'une part parce qu'il gêne moins qu'à la ville, d'autre part parce que les imprudentes sont moins bernées et plus facilement épousées. Toutefois les mères abandonnées des régions rurales ainsi assistées, contribuent vraisemblablement à faire baisser l'indice qui décèle le mieux l'efficacité de la protection maternelle : le nombre des enfants reçus à l'hospice dépositaire d'enfants Saint-Stanislas.

La formation des sages-femmes :

Ayant vanté les mérites acquis par les infirmières du Service social au cours de leur instruction à l'Ecole d'infirmières, il serait injuste de ne pas louer à leur juste mesure les qualités des sages-femmes de l'école nancéienne.

Il est particulièrement intéressant de noter que leur instruction est tout spécialement orientée par le

Directeur, le Professeur FRUHINSHOLZ, vers la mission sociale autant que strictement obstétricale de leur profession.

Pendant leurs deux années d'études, elles sont en contact avec toutes les manifestations de la protection maternelle telle que nous venons de l'envisager; elles participent aux différents actes de cette œuvre publique, et travaillent avec les infirmières du Service social de l'Office d'Hygiène déléguées à la maternité.

Elles peuvent ainsi assurer avec succès une collaboration étroite avec les médecins et les dispensaires dans le « rôle de la sage-femme à la campagne dans la lutte contre la mortalité infantile », que R. FLORENTIN décrivait il y a quatre ans, (*Revue d'Hygiène et de Prophylaxie sociale*, Juillet 1931).

Cet auteur rendait hommage à la science des nouvelles sages-femmes en ce qui concerne l'examen prénatal et l'éducation des mères. Sans doute rendent-elles encore plus de services maintenant, en proposant avec tact et compétence l'emploi du B. C. G. en dehors des dispensaires ou en collaboration avec eux. Elles ont sans doute une large part dans le chiffre particulièrement élevé des vaccinations dans notre département (J. PARISOT et SALEUR: « *La prémunition des enfants par le vaccin B. C. G. hypodermique* »).

Il est un autre rôle de la Maternité sur lequel il faut insister, c'est celui de la *lutte contre l'hérédo-syphilis*, dirigée par le Professeur WATRIN. Depuis 1926, les infirmières détachées à ce service par l'O. H. S. sont chargées non seulement de tenir à jour les dossiers et l'observation clinique et sérologique de cha-

que consultante, mais d'aller visiter les femmes chez elles pour convaincre les plus hésitantes de la nécessité d'un traitement.

Il est évident que cette visite ne peut se faire hors Nancy, pour les femmes venues de la campagne et reconnues justiciables d'un traitement à l'occasion d'une consultation, sinon par liaison avec le dispensaire rural; mais grâce à cette organisation, bien installée dans les salles spacieuses et claires du dispensaire de la Maternité, il a été donné, du début à 1935 :

	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Nombre de consultations	834	1.262	1.373	1.506	1.798	2.248	2.594	2.182
Nombre d'injections anti Σ	736	1.097	1.080	1.299	1.323	1.563	1.710	1.489
Nombre d'examens sérologiques	308	450	538	870	1.113	1.023	1.005	769
Nombre de femmes traitées pour la première fois						117	114	97
Nombre d'enfants traités pour la première fois						143	160	153

Il nous est impossible de discriminer dans ces chiffres les examens ou les traitements de femmes de provenance rurale, autant qu'il est impossible de savoir combien, diagnostiquées à leur passage à la Maternité, ont été alertées et se sont dirigées chez un médecin de campagne ou au dispensaire de leur région.

En tout cas, que de mères améliorées, que d'enfants nés et à naître ont été sauvés. Les foyers ruraux,

comme les autres, sont de moins en moins attristés dans leur descendance. Ainsi se fait, dans une maternité, selon le mot du Professeur FRUHINSHOLZ, *la cure en même temps que la reproduction de la race*. Nos organisateurs ont pleinement compris que « c'est par sa mère et à travers sa mère qu'on protège le mieux le tout petit enfant ».

Après l'examen des maisons maternelles, que nous venons de nommer plus haut, cette prophylaxie, ce véritable rachat du nourrisson, nous amène tout naturellement à en suivre le développement surveillé, à étudier la protection de l'enfance.

CHAPITRE XV

LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Facile à réaliser dans les centres urbains et industriels où la population est groupée, la protection de l'enfance est beaucoup plus difficile dans les régions rurales, souvent isolées et d'accès difficile. Cependant elle se développe activement en Meurthe-et-Moselle, sous l'impulsion de l'Office d'Hygiène sociale et de sa section « Protection infantile » placée sous la direction technique du Professeur CAUSSADE.

Dans une première phase, l'O. H. S. a développé son action dans les secteurs industriels et urbains où la mortalité s'avérait particulièrement élevée. Les résultats ont été probants: de 12 % en 1920, la mortalité infantile est tombée actuellement à 5 ou 6 %. Ces chiffres démontrent une fois de plus l'efficacité des méthodes employées, méthodes qui nécessitent:

D'une part un minimum d'organisation pratique dans l'installation des consultations et une surveillance technique suffisamment avertie. •

D'autre part, un service social qui prolonge et valorise l'action médicale, par des infirmières aptes à leur tâche de surveillantes et d'éducatrices.

Nous renvoyons pour précisions sur la mortalité infantile aux tableaux démographiques qui figurent au chapitre de la population.

Toutefois des renseignements sur l'année 1934 nous parviennent en cours d'impression et nous croyons utile de publier les chiffres particulièrement intéressants que nous extrayons de la dernière statistique, pour les cantons ruraux (20 mars 1935).

MORTALITÉ INFANTILE POUR 1934 (Rurale)

Cantons	Naissances	Décès de 0 à 1 an
Chambley	49	3
Longuyon	270	30
Arracourt	10	2
Baccarat	165	8
Badonviller	93	12
Bayon	223	13
Blâmont	118	10
Gerbéviller	77	5
Lunéville-Nord (ville exceptée).....	75	6
Lunéville-Sud	132	7
Colombey	87	2
Domèvre-en-Haye	93	14
Haroué	93	6
Nomeny	95	8
Thiaucourt	72	7
Toul-Nord (ville, Foug et Ecrouves exceptés)	141	10
Toul-Sud	105	4
Vézelise	138	9
	2.036	156

Taux = 7,6 %

Soit une baisse de 6,8 % sur 1926 et de 2,1 % sur 1933.

Cette même statistique indique pour le département :

Naissances	Décès de 0 à 1 an	Taux %
—	—	—
11.453	716	6,2

Ainsi que nous l'avons indiqué pour les années antérieures, le taux des communes rurales reste supérieur à celui de l'ensemble du département, quoique s'en rapprochant de plus en plus.

L'année 1934 permet de constater les résultats immédiats réalisés par les nouveaux dispensaires et les consultations de nourrissons étroitement surveillées dont nous allons exposer le fonctionnement actuel et les projets d'amélioration.

LA PROTECTION DU PREMIER AGE

Les mesures législatives sont, pour ce paragraphe, avec la loi du 23 décembre 1874, dite *loi Roussel*, les lois des 27 juin 1904 et 24 octobre 1919.

La première institue une surveillance obligatoire en faveur des enfants de moins de 2 ans, placés en nourrice ou en garde payante, hors du toit maternel. Les autres ont trait à l'aide financière que peuvent recevoir les mères, dans le but de prévenir les abandons, et à l'allocation mensuelle, dite prime d'allaitement, attribuée à la maman déjà bénéficiaire de l'assistance aux femmes en couches pendant l'année où elle nourrit au sein.

Ce dernier avantage entraîne pour les bénéficiaires, comme pour les A. S. Maternité dont nous avons

parlé au chapitre précédent, l'obligation de présenter leurs bébés aux pesées des consultations de nourrissons.

De nos jours, hors de la ville de Nancy, le cadre départemental est pourvu de 67 centres organisés par l'administration, les médecins praticiens, les œuvres privées. Enfin deux centres encore sont en préparation immédiate.

Parmi tous ces organismes de protection des jeunes enfants, nous avons visité de nombreuses consultations locales. Seules ont retenu notre attention celles qui sont spécifiquement rurales.

Outre Nomeny, fonctionnent pour les cantons agricoles : dans l'arrondissement de Lunéville, 15 centres dès 1925, dont nous considérons seulement : Avricourt, Badonviller, Bertrambois, Blâmont, Crevic (mixte Armoire lorraine), Einville (mixte Croix-Rouge) Gerbéviller, Moyen (mixte Armoire lorraine), Petitmont, Pexonne, Le Val, plus les consultations départementales de Bayon et Einvaux, et depuis, les consultations préfectorales de Saint-Clément, Chenevières, Marainvilliers, Croismare (mixte Croix-Rouge); Thiaucourt, dans l'arrondissement de Toul.

Les autres sont groupés dans les bourgs industriels ou ferroviaires qui possèdent à eux seuls les crèches, gouttes de lait, etc...

Les consultations dues à des initiatives patronales n'exercent pas leurs bienfaits dans le cadre de notre étude, mais les initiatives privées viennent s'y placer avec succès. Ce sont :

Par le foyer Rural et l'Armoire Lorraine, les consultations de Raon-les-Leau, de Maixe (plus participation aux consultations de Crevic, Moyen et Gerbéviller).

Par l'Union des Femmes de France, les 21 centres de protection infantine du canton de Blâmont : Amoncourt, Ancerviller, Barbas, Buriville, Domèvre, Domjevin, Emberménil, Fremonville, Halloville, Herbeviller, Igney, Leintrey, Monhigny, Ogeviller, Reglonville, Reillon, Remenaucourt, Saint-Martin, Vaucourt, Verdenal, Xousse.

Nous sommes amenés tout naturellement ici à parler du « Centre de Placement familial de Thorey », et à nouveau, de la « Maison Maternelle de Blâmont ». Ces œuvres de bienfaisance, remarquablement organisées, ne servent guère aux bébés de la campagne, mais sont de puissantes éducatrices des familles rurales :

1° Par l'hygiène qu'elles exigent des maisons dans lesquelles elles placent les nourrissons.

2° Par l'exemple que constitue l'enfant placé, pour les autres de la même maison ou du même village.

En effet, soit pour surveiller leurs pupilles, soit, comme à Thorey, pour livrer quotidiennement le lait stérile et propre, les infirmières font des visites fréquentes, veillent à la propreté des foyers dans lesquels elle entrent, et font bénéficier tout leur secteur de conseils éclairés, que les braves gens sollicitent d'ailleurs fréquemment.

Créée en 1928 par l'O. H. S. de Meurthe-et-Moselle auquel elle appartient, l'œuvre de Thorey est destinée à l'élevage des nourrissons nés en milieu tuberculeux et à celui des enfants séparés de leur mère pour raison médicale ou sociale. Elle comprend donc deux sections : une section de protection antituberculeuse, la plus importante, et une section de protection infantile. La moyenne des placements est de quarante enfants chaque année.

Aucune admission n'est prononcée sans qu'au préalable soient établies : une enquête sociale, et une observation médicale prise le plus souvent à la Clinique Infantile de l'Hôpital Central de Nancy. Seuls sont admis les enfants sains, et ceux aptes à se développer physiquement et dont la radiographie des poumons est satisfaisante.

Après un séjour minimum au Centre, le bébé est placé dans l'un des sept villages répartis dans un rayon de quinze kilomètres alentour, après enquête sérieuse sur la famille à laquelle il est confié.

Il reçoit ensuite quotidiennement la visite de l'infirmière du Centre qui, en automobile, apporte les biberons et tétines stérilisées qui lui sont nécessaires, conseille l'éleveuse, examine le nourrisson.

Tous les quinze jours l'enfant est vu à domicile par le Docteur CADIOT, tous les mois présenté à l'examen médical particulièrement compétent du Professeur CAUSSADE.

Les fiches rigoureusement tenues à jour révèlent une mortalité de 2 %, bien faible si l'on considère

qu'il s'agit d'enfants prédisposés par leur hérédité et le milieu où ils ont commencé à vivre.

Les mêmes considérations s'étendent au service de placement de Blâmont, qui fonctionne un peu différemment avec des enfants abandonnés, primitivement débiles, nourris au centre d'élevage, puis répartis dans le canton.

La Maison Maternelle est la propriété de l'U. F. F. Son conseil d'administration est présidé par le baron DE TURKHEIM. Son affiliation à l'O. H. S. a été consacrée par contrat au mois de mai 1931.

La Maison Maternelle de Blâmont étend sa sollicitude aux mères nécessiteuses accompagnées de leur enfant et aux enfants séparés. La formation installée à Blâmont comprend donc deux sections : l'une de protection maternelle qui reçoit les mères accompagnées de leur enfant, l'autre de protection infantile qui reçoit les enfants séparés et qui les élève en pouponnière.

En outre, pour les enfants de plus d'un an, sortant de Blâmont, l'œuvre a créé un centre de placement familial surveillé, organisé de la façon classique : infirmerie-hôpital à Blâmont dans les locaux de la Maison Maternelle, distribution de lait stérilisé aux enfants du placement et surveillance des enfants par une infirmière-visiteuse astreinte à des tournées.

La clientèle de la pouponnière de Blâmont est faite pour une part importante des enfants sortant de la pouponnière des enfants assistés de Saint-Stanislas et, pour une part plus petite, de placements bénévoles.

POUPONNIÈRE

	1930	1931	1932	1933
	—	—	—	—
Restants au 1 ^{er} janvier....	76	95	97	101
Admis	126	165	168	123
Restants au 31 décembre...	95	99	98	89
Total des journées	30.618	33.715	35.831	32.659
Décès	4	6	6	3

PLACEMENT FAMILIAL SURVEILLÉ

	1930	1931	1932	1933
	—	—	—	—
Nombre de placements....	31	63	47	36
Départs	12	12	11	26
Nombres de visites.....	1.821	2.264	3.048	3.056
Enquêtes et propagande...	550	762	487	813

Le but que poursuit actuellement l'O. H. S. dans une deuxième phase, est d'intensifier la protection de l'enfance en commençant par les régions rurales, où les statistiques de natalité et de mortalité infantile en démontrent l'urgence.

Les constatations qui résultent d'une enquête très serrée permettent de préciser que, malgré tout le dévouement, la générosité et la bonne volonté des médecins et des organisations des consultations de nourrissons d'initiative privée, il serait bon, pour obtenir une unité de fonctionnement et une constance dans

les résultats, de centraliser sous l'égide de l'O. H. S. les énergies éparses.

Trop souvent la présentation des enfants aux pesées postnatales, comme des mères aux consultations prénatales, est considérée par les usagers comme une formalité gênante, n'ayant d'autre utilité que la soumission aux obligations légales, indispensables au paiement d'allocations diverses.

Un projet d'organisation établi en collaboration par le Professeur Jacques PARISOT et par le Professeur CAUSSADE a été déposé à la Préfecture en 1933.

Les mesures demandées sont les suivantes :

- « 1° Faire établir par les services de la Préfecture
« la carte des institutions protectrices de l'enfance,
« de tout genre, officielles et privées, subventionnées
« ou non, réparties dans le département;
- « 2° Tenir régulièrement à jour la carte de la mor-
« talité des enfants de 0 à 1 ans, non seulement par
« arrondissements et cantons, mais également par
« communes (travail effectué par l'O. H. S. avec les
« documents de la statistique officielle);
- « 2° Confier à l'Office départemental d'Hygiène
« sociale le soin de répartir en circonscriptions mé-
« dicales, de forme et de grandeur appropriées, les
« communes du département;
- « 3° Aider l'Office à établir en des lieux choisis
« les dispensaires polyvalents ou mieux les centres
« d'hygiène rurale, qui contrôleront au point de vue
« médico-social la population du district et plus spé-
« cialement les enfants de tout âge;

« 4° Faire connaître aux maires du département
« qu'ils auront désormais l'obligation d'adresser au
« centre d'hygiène de leur circonscription l'avis de
« toutes les naissances survenues chez leurs admi-
« nistrés;

5° Transférer à la Section de l'enfance de l'Office
« d'Hygiène sociale le service de toutes les consul-
« tations officielles (consultations dites départemen-
« tales en Meurthe-et-Moselle) avec charge pour ce-
« lui-ci de les assurer dans ses dispensaires actuels
« ou à venir, et d'effectuer la surveillance à domici-
« le des enfants à l'aide de ses infirmières visiteuses
« d'hygiène sociale diplômées d'Etat;

« 6° Soumettre au contrôle et aux directives tech-
« niques de l'Office d'Hygiène sociale le fonctionne-
« ment de toutes les œuvres privées subventionnées
« s'occupant de l'enfance; faire connaître aux autres
« l'intérêt qu'elles auraient à s'y astreindre égale-
« ment;

« 7° Informer les médecins des consultations offi-
« cielles et privées subventionnées, qu'ils seront dé-
« sormais rattachés pour fonctionnement à l'Office
« d'Hygiène sociale;

« 8° Décider qu'à l'avenir, compte tenu par con-
« séquent des situations acquises, aucun médecin
« nouveau ne sera nommé à un poste le faisant inter-
« venir dans la protection officielle de l'enfance du
« département, sans qu'il soit un pédiatre éprouvé,
« ou sans qu'il soit pourvu d'un titre démontrant sa
« compétence: diplôme d'hygiène, diplôme d'études
« médicales spéciales, mention: médecine infantile,

L'organisation d'une consultation ambulante sur voiture automobile, type des réalisations des régions de Soissons et de Lyon avait été envisagée, mais une expérience plus intéressante encore semble-t-il est sur le point d'être tentée. Il s'agit de la création de consultations de nourrissons au cabinet même du médecin, avec le concours de l'infirmière-visiteuse du secteur, et suivant des modalités qu'il serait trop long d'exposer ici. Basées sur le grand principe de l'O. H. S., *collaboration*, en coordonnant ce qui existe *sans absorber*, ces consultations auront l'immense avantage de pouvoir être multiples et d'exiger des consultants un minimum de déplacements que les intempéries peuvent rendre dangereux dans nos campagnes.

Si l'on étend le paragraphe à la protection des enfants plus âgés, il faut dire un mot du :

Contrôle médical des Pupilles de la Nation, que dirige pour la Meurthe-et-Moselle, M. le Professeur J. PARISOT.

Les pupilles, orphelins de guerre pour la plupart, existent dans les plus petits villages et sont l'objet d'une sollicitude particulière des pouvoirs publics qui protègent leur santé et les soumettent à des examens médicaux.

Les dossiers individuels qui en résultent sont rassemblés à la Préfecture et les observations mentionnées par les praticiens peuvent conduire l'Office à provoquer un traitement, un placement en colonie scolaire marine, en préventorium ou en sanatorium.

Ce sont d'ailleurs pour la plupart des enfants d'âge scolaire que nous retrouvons en étudiant :

La surveillance sanitaire des écoles rurales qui, nous devons le dire, est encore très modeste dans notre département. Elle est parfaite dans les villes, mais le projet destiné à la généraliser à toutes les écoles communales n'a pas encore abouti, à notre connaissance du moins.

Le texte législatif du 30 octobre 1836 ne l'imposant pas, beaucoup de municipalités ne veulent pas contribuer, financièrement surtout, à son usage. La charte du médecin inspecteur des écoles a cependant été bien établie, à Nancy même par le Docteur Paul PARISOT, alors Directeur du Bureau d'Hygiène de cette ville. « Toute surveillance médicale des écoles doit se proposer de protéger la population scolaire, autant au point de vue collectif que sous le rapport individuel, soignant l'enfant du mal dont il souffre, et lui apprenant pour l'avenir, les moyens de se préserver ».

Cette surveillance doit s'adresser, non seulement aux élèves, mais aux maîtres, aussi l'auteur, dans le même travail, envisage-t-il la nécessité d'éloigner l'instituteur en cas de danger pour ses élèves, par suite de tuberculose ouverte par exemple.

Il est, nous le savons dans l'intention de notre Président de l'O. H. S. de Meurthe-et-Moselle, d'obtenir un service scolaire parfait; nul doute qu'il ne réalise par exemple, un service analogue à celui de la Moselle (H. CLODOT: « *La protection de la santé de l'enfant d'âge scolaire dans le département de la Moselle* »; thèse Nancy, 1934), et meilleur encore parce qu'il s'étendrait à toutes les écoles communales et privées sans aucune exception.

Il serait assuré par des médecins hygiénistes spécialisés, aidés d'infirmières spécialement éduquées par un stage particulier, le tout en étroite collaboration avec l'Inspection académique.

Il serait sans doute possible, étant donné la perfection de la centralisation de l'Office de Meurthe-et-Moselle, de réaliser le *casier sanitaire*, déjà proposé au III^e Congrès international d'Hygiène scolaire. (Paris, août 1910).

Il est bien évident que l'inspection scolaire irait de pair avec l'enseignement de la puériculture aux maîtres, et, fixant les rapports de l'instituteur, du médecin et des familles, serait l'appui et le contrôle de l'enseignement de l'hygiène à la campagne.

CHAPITRE XVI

LA PROPAGANDE SANITAIRE A LA CAMPAGNE ET LE TIMBRE ANTITUBERCULEUX

Il est d'usage de placer dans la propagande de l'hygiène et de la prévention le chapitre de l'éducation. Il joue un rôle trop important dans notre travail et doit être considérablement développé aux pages suivantes.

Néanmoins, il est intéressant, à titre de critère sur l'attirance des ruraux vers l'hygiène sociale, de prendre quelques notes sur la diffusion et la vente du timbre antituberculeux aux champs.

Un premier hommage à rendre à notre Office Départemental d'hygiène est le suivant :

Il a fait, dès 1925, la première tentative de lancement de ce timbre dans le public. Et ses efforts couronnés dès la première année, ont connu par la suite un succès que M. GARCOT rapporte fidèlement à chaque Assemblée générale de l'Office.

Au point de vue de notre travail, cherchons seulement dans la statistique de vente la part qui revient à la campagne. Il ressort que le timbre se vend beau-

coup moins dans les cantons ruraux que dans les autres. Rapprochons :

TIMBRES VENDUS PAR HABITANT

Cantons	1930	1931	1932	1933
Thiaucourt	4,10	3,10	3,34	3,35
Toul-Sud	1,20	1,10	1,10	1,00
Haroué	2,70	2,70	2,50	2,41
Colombey	2,60	2,50	2,50	2,45
Nancy (ville)	5,37	5,60	5,00	5,00
Longwy	4,20	3,30	2,70	2,30
Briey	12,20	13,10	8,60	8,60

Sans doute, il est exact que la propagande pénètre moins profondément à la campagne, et quand elle pénètre, elle agit d'une manière plus dispersée, donc moins efficace, mais il y a là d'autres motifs.

De simples gamins, placés à une porte d'usine, un soir de paye, se voient enlever les carnets par piles; l'ouvrier, sauf en chômage, a l'argent facile. Il n'en est pas de même du paysan dont nous avons étudié le caractère; il n'a pas l'argent à la main, il faut le sortir spécialement, et en échange de quoi?... A-t-il besoin de tous ces beaux hôpitaux, qu'il juge inutile pour lui... Il ne connaît pas exactement la destination de l'argent recueilli, il méconnaît les avantages du placement de ses fonds.

La seconde idée à enregistrer est donc : preuve que l'habitant rural est inéduqué au point de vue de l'hygiène sociale.

Enfin, M. GARÇOT écrit : « Je ne blesserai aucune susceptibilité en déclarant que, malgré tout, les meilleurs vendeurs de timbres sont encore les élèves des écoles, publiques et libres ».

« A Nancy, sur 100 timbres vendus, 51 l'ont été par les écoles ; dans le département tout entier, 32 % ».

Nous induirons de cette troisième notion une leçon : il faut se servir de l'esprit de l'enfant et de son influence au sein de la famille, pour éduquer pères et mères contre la maladie.

Nous retrouverons plus loin cette utilisation. Pour l'instant, il faudrait peut-être que l'enfant apprenne à son père que : quelle que soit la contribution de la campagne dans l'achat du timbre, elle a sa participation dans la dépense des sommes recueillies. Le paradoxe est, en effet, le suivant : le rural donne moins, mais, quand il est tuberculeux, sa cure, à laquelle le modeste budget communal refuse de participer, coûte à l'œuvre de placement plus d'argent que la mise en sanatorium de l'habitant d'une ville ou d'un bourg industriel, dont les services d'assistance disposent de moyens puissants.

A titre indicatif, voici l'utilisation que l'O. H. S. de Meurthe-et-Moselle a faite des 1.600.000 francs nets, provenant de sa vente de timbres de 1925 à 1933 inclus :

Placements en hôpital, sanatorium et en sanatorium terrestre et marin.....	535.000 fr.
Placements en préventorium et en colonies scolaires	852.000 fr.
<i>Total</i>	1.387.000 fr.

Ainsi que nous l'avons dit en passant, une partie de ces sommes s'applique au maintien de l'hospitalisation des assurés sociaux que l'Assurance-maladie n'indemnise plus à l'expiration de six mois de traitement.

CHAPITRE XVII

QUELQUES POINTS

D'IMPORTANCE RURALE PARTICULIÈRE

Ce chapitre traite de quelques questions particulières du cadre sanitaire général d'un département bien organisé.

D'abord de deux maladies épidémiques, dont l'une est venue, fort peu opportunément, apporter à nos populations, un danger tel qu'il a fallu intervenir rapidement.

Un paragraphe sera ensuite accordé à la question des fumiers.

Puis la surveillance des denrées alimentaires faisant partie des soucis d'un Office d'hygiène à hauteur de sa tâche, nous verrons comment a été étudiée en Meurthe-et-Moselle la question du lait.

Enfin la question du cancer chez les campagnards fera l'objet d'un rapide examen.

§ 1. — LES BRUCELLOSES

Il est un point tout à fait particulier, sur lequel il sera impossible de faire une comparaison entre les différents villages et surtout entre l'avant-guerre et

l'après-guerre; nous voulons parler d'une série d'atteintes de la fièvre ondulante dans notre département.

La première observation publiée est un travail du Professeur HAUSHALTER, dès 1908. Elle a peut-être été devancée par une note du Professeur BERNHEIM qui décrivait en 1905 une *fièvre irrégulière, prolongée, sans localisation*, mais en fait, l'affection, entrevue sous son vrai jour, par GANZINOTTY et ETIENNE en 1913, était pratiquement inconnue en Lorraine.

Puis les cas se sont multipliés dans ces dernières années; ils sont apparus nombreux dans nos hôpitaux; la *Revue médicale de l'Est* a reproduit à ce sujet les réflexions de divers auteurs, G. ETIENNE d'une part, RICHON et GIRARD, d'autre part. Leur relation, les renseignements recueillis de la bouche de plusieurs praticiens du département, ont immédiatement ému l'Office d'hygiène, qui est là pour veiller.

L'alarme à peine donnée, une enquête épidémiologique fut immédiatement menée auprès des municipalités, des médecins, des vétérinaires.

Le mécanisme d'un dépistage rapide était déclenché; il a abouti de suite à la constatation d'une fièvre ondulante autochtone, épidémique, en Meurthe-et-Moselle et dans la Meuse.

Les cantons sud-ouest du département (Haroué, Vézelize), avaient plus de 40 malades dont l'affection était liée à la brucellose ovine et bovine.

Nous pouvons être fiers de la célérité avec laquelle le Professeur PARISOT a pu, en très peu de mois, faire l'étude complète des germes en cause et de leur contagé.

Ses travaux et ceux de ses collaborateurs sont :
pour la clinique et l'épidémiologie :

PARISOT (J.) et LÉVY (R.). — *Une épidémie de fièvre ondulante en Lorraine.*

PARISOT (J.) et LÉVY (R.). — *Le dépistage et la lutte contre la fièvre ondulante en Lorraine. Utilité de la collaboration des Services médicaux, vétérinaires, agricoles, et des Services d'Hygiène et de Médecine préventive.*

PARISOT (J.) et LÉVY (R.). — *La fièvre ondulante dans la région lorraine.*

LOMBARD (J.), BOES (A.), FERNIER (L.) et LÉVY (R.). — *La fièvre ondulante en Lorraine. Etude d'un centre d'épidémie.*

pour l'étude biologique :

PARISOT (J.), VIDAL (L.) et LÉVY (R.). — *Deux cas de fièvre⁷ ondulante humaine en rapport avec une brucellose bovine du type mélitensis.*

PARISOT (J.), VIDAL (L.) et LÉVY (R.). — *Infection humaine à brucella mélitensis d'origine bovine. Identité des propriétés biologiques des souches étudiées.*

PARISOT (J.), VÉRAIN (M.), FERNIER (L.) et LÉVY (R.). — *La fièvre ondulante en Lorraine. Examens de laboratoire.*

Et la lutte fut entreprise avant même que le mal s'étende.

Les mesures s'orientent immédiatement dans le domaine médical, vétérinaire et administratif ; et si, malheureusement, il n'existe aucune mesure prophylactique légale contre la brucellose animale, le rôle scientifique, éducatif et pratique de notre Institut a pleinement joué.

Les résultats sont condensés dans le dernier rapport de MM. PARISOT et LÉVY, et lorsque tous les médecins auront répondu à l'appel qui leur est fait

actuellement par la Société de Médecine de Nancy, dans le but d'approfondir encore le sujet, il est fort probable que nos paysans pourront être mis pratiquement à l'abri.

C'est ici que le laboratoire de l'Institut d'Hygiène, mis à la disposition des particuliers et des collectivités, intervient d'une façon particulièrement active. En effet, toutes les fois que cela est possible, une recherche de *Brucella* est systématiquement pratiquée sur les envois de sang venant de la campagne et ce procédé a permis le dépistage de bien des cas.

Il ne nous était pas possible de passer sous silence une maladie aussi spécifiquement rurale, dont les rivages méditerranéens n'ont plus le privilège, et dont l'extension en Lorraine aurait pu la placer au rang des fléaux sociaux, sinon par sa mortalité, du moins par sa morbidité longue et exténuante.

§ 2. — LA FIÈVRE TYPHOÏDE

La conférence d'hygiène rurale de 1931 avait émis le vœu que l'épidémiologie de la fièvre typhoïde dans les campagnes fut étudiée plus avant.

Cette initiative a été exécutée par nécessité dans la plupart des pays de l'Europe orientale qui ont vu dans leurs milieux ruraux, au cours de 1932, des épidémies massives typhiques et paratyphiques.

Il n'en a pas été de même en France, et dans les régions comme la nôtre, précisons de suite, puisque notre étude est comparative, que depuis 30 ans, la

morbidité Eberthienne est en régression continue dans la campagne.

En étroit rapport avec la question des eaux, l'étude d'ensemble dans le département vient de faire l'objet d'un travail du Président de l'Office d'Hygiène Sociale (*la fièvre typhoïde dans le département de Meurthe-et-Moselle*, J. PARISOT, 1934).

La documentation en a été recueillie par l'intermédiaire des services d'Hygiène du département, l'Inspection départementale, le Bureau d'Hygiène de Nancy, celui de Lunéville que dirige M. le Professeur ROBERT, de la Faculté de Nancy, et les services de l'Institut d'Hygiène.

Après avoir précisé comment il a établi ses statistiques, et le crédit qu'il faut accorder aux chiffres donnés relatifs aux investigations sur la période d'avant-guerre, M. le Professeur PARISOT brosse une comparaison de l'affection typhique dans le département, entre deux périodes sexennales : 1908 à 1913 et 1928 à 1933.

Des chiffres totaux de morbidité, que nous reproduisons avec l'autorisation de leur auteur :

TABLEAU.

Période 1908-1913

Années	Arrondissement de			Total
	Briey	Lunéville	Toul-Nancy	(Département entier)
1908	162	194	148	504
1909	123	157	180	460
1910	155	98	200	453
1911	159	149	187	495
1912	84	79	151	314
1913	79	28	83	190
<i>Total....</i>	762	705	949	

Période 1928-1933

Années	Arrondissement de			Total
	Briey	Lunéville	Toul-Nancy	(Département entier)
1928	19	5	49	73
1929	79	12	141	232
1930	16	7	75	98
1931	33	29	93	155
1932	15	7	57	79
1933	21	9	107	137
<i>Total....</i>	183	69	522	774

Nous distrayons tout ce qui concerne les cantons ruraux :

Période 1908-1913

Période 1928-1933

	Popu- lation	Nombre de cas	Taux annuel pour 10.000 hab.	Popu- lation	Nombre de cas	Taux annuel pour 10.000 hab.	Variations du taux
Longuyon	12.573	10	1,35	13.787	4	0,47	+
Chambley	3.678	5	2,00	3.518	4	1,87	—
Arracourt	2.427	3	2,06	1.500	1	1,03	0,88
Baccarat	14.827	16	1,79	12.131	7	0,93	0,13
Badonviller	6.071	5	1,36	5.203	11	3,61	1,03
Bayon	8.998	13	2,40	11.785	9	1,27	0,86
Blamont	10.500	14	2,02	7.768	2	0,42	2,25
Cirey	6.944	23	5,51	6.512	4	1,01	1,13
Gerbéville	7.428	13	2,90	5.680	9	2,64	1,60
Lunéville-Nord (exc. ville).	7.147	25	5,82	5.852	3	0,85	4,50
Lunéville-Sud	9.225	39	7,04	8.056	5	1,06	0,26
Colombey	9.632	10	1,73	7.228	12	2,77	4,97
Domèvre	8.155	3	0,61	6.947	10	2,69	5,98
Haroué	9.509	48	8,41	7.659	12	2,61	1,04
Nomeny	10.517	5	0,79	7.737	6	1,29	2,08
Thiaucourt	6.481	5	1,28	4.868	3	1,02	5,80
Toul-Sud	9.449	3	0,52	7.964	4	0,90	0,50
Vézelize	9.984	10	1,66	8.778	13	2,64	0,38
<i>Total.....</i>	<i>153.535</i>	<i>250</i>		<i>132.403</i>	<i>119</i>		<i>0,98</i>
<i>Taux général.....</i>		<i>250</i>	<i>2,02</i>		<i>111</i>		<i>0,91</i>

En rapprochant ces chiffres des taux urbains, industriels et généraux, on a :

	1 ^{re} période —	2 ^e période —	Diff. —
Nancy (taux urbain).....	7,66	2,77	4,69
Arrond. de Briey (taux industr.)	10,03	1,70	8,10
Département	8,46	2,17	6,29
Cantons ruraux	2,02	1,11	0,91

Dans l'ensemble du département, la décroissance est notable.

Elle est considérable dans l'arrondissement de Briey, malgré un accroissement de population de 50.000 habitants. La première période correspondait au surpeuplement amené par l'appel de l'industrie, avant l'exécution des travaux d'hygiène nécessaires. La deuxième période intéresse la même population après aménagement.

Pour Nancy, le cadre de notre travail ne nous permet pas de discuter les origines des épidémies anciennes dues à l'eau de Moselle, mais nous pensons que les installations d'eau ozonisée vont faire tomber le taux à zéro, quant aux contaminations d'origine urbaine vraie.

Dans les cantons agricoles de l'arrondissement de Lunéville, on note la réduction générale du territoire infecté et la décroissance de l'infection autant que de ses répétitions dans les communes encore atteintes. Il y a, en effet, une commune touchée six années sur

six, pour dix-sept communes touchées seulement une année sur six.

L'augmentation anormale de Badonviller est la conséquence d'un incendie ayant vidé à fond les réservoirs d'eau, entraînant l'épuisement de la nappe.

Les augmentations relatives à certains cantons de la région de Nancy sont dues à l'éclosion, en 1929, d'une épidémie en Moselle et au fait que les communes rurales de cet arrondissement ont fait tardivement leur effort d'assainissement et leur dotation en eau potable.

Cet effort n'a été que plus considérable dans les villages où il a été réalisé.

Exception est faite pour les cantons reconstruits, qui sont bien équipés. Malheureusement, Nomeny, voisine de la région mosellane infectée, et le canton de Domèvre ont connu des années trop sèches.

Actuellement, les 5/6^e de la population du département sont alimentés en eau potable, mais si la plupart des agglomérations de plus de 1.000 habitants ont leurs adductions, un gros effort reste à faire en ce qui concerne les villages qui ne sont encore raccordés à un réseau d'eau potable que dans la proportion de 63 ou 64 % de leur population totale.

Ceci suffit à expliquer que la diminution des taux de morbidité soit proportionnellement moindre à la campagne qu'à la ville.

Ajoutons que, même l'eau pure circulant, on persiste à se servir de puits contaminés.

Pis encore parfois, on admet une fois pour toutes la pureté de l'eau et jamais on ne la surveille.

Ces errements cessent déjà et toute notre étude expose les efforts faits pour y remédier par les influences officielles et techniques, comme par l'éducation populaire.

§ 3. — LA QUESTION DES FUMIERS

Il ressort bien que l'accumulation de cet engrais soit, dans les villages de notre région, le caractère dominant de l'insalubrité de la rue. Nous avons signalé en quelques lignes au sujet des fumiers, leur permanence, leur abondance, l'incurie avec laquelle ils sont entassés et tolérés.

Sans doute, chaque commune est à même de produire un règlement d'hygiène et, à la lecture, on ne manque pas de remarquer la proscription des déchets de l'écurie autrement que sur aire imperméable.

L'article relatif à cette clause a été dicté et imposé aux conseillers municipaux par les circulaires préfectorales des 15 février 1922, 1^{er} août 1923 et par l'arrêté du 31 décembre 1923.

A la vérité, jamais ce règlement n'est appliqué; les délais successifs du 1^{er} juin 1924, du 1^{er} novembre 1924 et l'ultime délai supplémentaire du 1^{er} novembre 1925, sont dépassés sans que rien soit changé (ou bien peu de chose) relativement à l'encombrement de la *parge* de la rue.

Nous en avons brièvement dit les motifs, et nous développerions les conditions particulières à notre région, avec photographies à l'appui, si un travail de qualité indiscutablement supérieure ne venait d'être

produit par MM. PARISOT et FERNIER, dans le *Bulletin trimestriel de l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations* (Genève, 1934, Volume III n° 1).

Après avoir relevé que 83 % des fumiers de Meurthe-et-Moselle sont encore incorrectement aménagés, ces auteurs font part de leurs travaux relatifs au risque de contamination des eaux.

Malgré les efforts d'adduction convenable faits dans l'ensemble de notre territoire départemental, il reste, comme le prouvent les analyses publiées, des puits utilisés dans des conditions déplorables, avec plus de 1.000 colibacilles par litre.

Rappelons: Crion, Drouville, Buissoncourt, Morville, Diarville.

Dans tous les cas, même sur plate-forme cimentée accompagnée d'une fosse à purin, le fumier par sa proximité de l'habitation, reste grâce aux mouches un danger microbien de haut risque. *Procédés de traitement des fumiers les plus aptes à empêcher l'éclosion des mouches*, tel est le titre du travail cité, et son objet principal.

Des centaines de cultures bactériologiques et des recherches parasitologiques poussées amènent les auteurs à demander l'obligation d'enfermer les fumiers dans des appareils propres à empêcher l'infection du sol d'une part, l'éclosion des larves d'autre part.

A la ferme de Ludres, on expérimente le système Roubaud, modifié par nos auteurs locaux, tendant à détruire les larves par la chaleur même de la fermentation.

La réalisation pratique des cellules du type proposé, ou du type décrit par EDIN et G. SERGENT dit de la « *Manure enclosure with larva trap* de BABER », est possible, pratique, de faible coût.

La généralisation de ces systèmes ne peut être encore qu'à l'état de vœu ardent. Elle exigera, comme toutes les mesures de prophylaxie sociale, la collaboration intense et étroite des pouvoirs publics, des organismes d'hygiène et des habitants dont la bonne volonté ne sera utilisable qu'après une éducation.

§ 4. — L'HYGIÈNE DU LAIT DANS LE DÉPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Il entre dans le plan d'une étude d'hygiène rurale d'examiner la question d'un aliment de provenance aussi spéciale, de pureté aussi délicate et de consommation universelle.

Sans entrer dans les explications techniques de l'étude physico-clinique et cyto-bactériologique publiée par MM. PARISOT, MELNOTTE et FERNIER, dans le Bulletin trimestriel de l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations (vol. III, n° 21), « *L'Hygiène du lait dans le département de Meurthe-et-Moselle* », nous donnerons les indications générales concernant la production, la consommation, les fautes commises à la traite, aux manutentions, à la distribution. Enfin nous dirons comment les auteurs du travail proposent de remédier aux erreurs.

Voici le résumé des indications qu'ils donnent :

Le lait provient, en Meurthe-et-Moselle, de deux races principales de vaches :

1° Dans le Nord du département : la pie noire hollandaise, bonne laitière quant à la quantité, moindre quant à la qualité (32 gr. % de beurre).

2° Dans le Sud : la vache tachetée de l'Est, tachetée rouge ou Fribourgeoise. Ces vaches, métissées de suisses et de françaises, sont aussi bonnes laitières que riches en viande de bonne qualité.

Dans l'ensemble, ces vaches sont nourries : au pré, où elles séjournent jour et nuit d'avril à novembre, à l'étable, pendant l'autre semestre, avec peu de foin, mais de la paille, des betteraves et des drêches de brasserie.

A l'aspect extérieur se révèle un manque de soins qui traduit la saleté de l'étable.

Par rapport au cheptel bovin français, les vaches de notre département sont peu infectées au point de vue tuberculeux. Par contre, la brucellose bovine à melitensis, étudiée à l'Institut d'Hygiène de Nancy, constitue une maladie commune à l'homme, aux bovins et aux ovins, sur laquelle nous venons d'insister.

Dans ces conditions d'élevage, 55.000 vaches environ produisent annuellement un million de litres de lait, dont la traite est faite uniquement par de petits producteurs :

laitier nourrisseur, voisin de la ville, qui n'entretient que des vaches en période de forte lactation,

cultivateur vendant lui-même son lait à la ville, ou au ramasseur-revendeur, ou au fromager.

La formule de vente au ramasseur qui parcourt des tournées de grande envergure est la plus générale.

Ce lait est conduit dans quelques industries de fromagerie, beurrerie, ou dans les laiteries des centres urbains et industriels pour être revendu à la consommation sous forme de lait brut ou de lait traité.

A elle seule, la ville de Nancy en absorbe 24.000 litres par jour.

Au village, le lait est en général consommé directement par son producteur et chaque village suffit à son approvisionnement. Quelle que soit la consommation, le département la fournit largement et même livre aux départements voisins (Moselle et Sarre surtout).

Des examens répétés faits par la station agronomique de Nancy, sur demande du Service de répression des fraudes, il résulte que le lait du département est en général peu altéré quant au mouillage. Par contre, des multiples analyses bactériologiques faites à l'Institut d'Hygiène de Nancy, sur :

53 échantillons de laits d'hiver de consommation directe,

14 échantillons de laits d'hiver de consommation industrielle,

72 échantillons de laits d'été de consommation directe ou industrielle,
et plus encore de laits de production, il ressort nettement que :

Le lait est en général de très bonne qualité à la pro-

duction, mais que sa valeur s'atténue au fur et à mesure qu'il approche du consommateur.

L'augmentation des impuretés provient :

Des souillures de la traite manuelle, provenant de l'animal, de l'homme ou de l'atmosphère ;

Des souillures d'une traite mécanique en principe idéale, mais très dangereuse parce que souvent mal surveillée ;

De la malpropreté des récipients, remplis sans lavage ou après lavage à l'eau impure ;

Des opérations de manipulation et de conservation, auxquelles s'ajoutent les poussières du transport, les souillures innombrables de la distribution litre par litre de porte en porte, ou de l'étalage garni de mouches de l'épicier-crémier détaillant.

Il en résulte la nécessité d'une prophylaxie, c'est-à-dire la nécessité d'appliquer aux différentes étapes du lait les mesures les plus strictes de prévention antimicrobienne et de propreté minutieuse.

L'amélioration à réaliser se présente d'une façon différente suivant la catégorie de lait envisagée.

Le lait industriel n'est plus du cadre de l'étude du milieu rural, et il ne nous appartient pas de dire comment les villes, leurs bureaux d'hygiène et leurs services de répression doivent guider et contrôler les usines de traitement et les distributeurs.

Le lait de consommation directe est par contre entre les mains du paysan, du pis de la vache à la bouilloire du client. Voici ce que disent de ce lait M. le Professeur PARISOT et ses collaborateurs : « La progression de l'amélioration sera pour eux forcément

plus lente, car l'œuvre à réaliser est considérable et difficile. C'est, en effet, à l'exploitation agricole elle-même qu'il faut s'attaquer en transformant ses conditions hygiéniques.

1° La première mesure à entreprendre c'est *l'adduction d'eau potable*. La mauvaise qualité des eaux d'alimentation des régions rurales conditionne leur hygiène défectueuse. Si, sur l'ensemble des communes de moins de mille habitants, 50 % sont pourvues d'eau potable, ce taux est beaucoup moins élevé dans certains cantons laitiers; dans le Xaintois, les cantons d'Haroué (10 adductions sur 30 communes) et de Vézelize (22 adductions sur 33 communes) donnent un taux de 66 % de communes dépourvues d'adduction d'eau potable.

2° Simultanément, et dès maintenant, doit être poursuivie *l'éducation hygiénique du milieu rural*, et plus particulièrement des producteurs de lait. Le tract de vulgarisation de l'hygiène laitière, édité en 1934 par les Services vétérinaires départementaux peut être considéré comme un excellent moyen de répandre ces notions, de les mettre à la portée de tous et de montrer leur application possible sans exiger des producteurs un effort financier disproportionné à leurs ressources. Cette propagande éducative mettra sans doute plusieurs années à porter ses fruits.

3° Enfin, d'ores et déjà, peut s'exercer une *surveillance de l'hygiène de la vente du lait*, par un arrêté municipal facile à imposer et à faire respecter.

Ces mesures seront-elles suffisantes? Leur réalisation aisée dans certains cas, difficile dans d'autres,

demandera une durée difficile à préciser et qui sera fonction surtout de l'éducation hygiénique des producteurs. Devant le danger qui subsistera longtemps encore, une mesure de prudence s'impose : la *pasteurisation de tous les laits de consommation*. La pasteurisation *obligatoire* et *contrôlée* reste, en effet, la seule mesure qui permette d'améliorer rapidement et définitivement la qualité du lait en Meurthe-et-Moselle. Cette mesure a fait ses preuves à Strasbourg, à Milan et dans de nombreuses villes américaines.

Cette obligation va heurter les intérêts légitimes des petits producteurs, la vente à l'usine laitière étant moins rémunératrice que la vente à la clientèle urbaine ; mais il est difficile de concilier toujours les intérêts particuliers et l'intérêt général, et l'hésitation n'est guère permise lorsque la santé publique est en jeu.

De plus, toute surveillance comporte un contrôle. En France, le contrôle physico-chimique existe seul actuellement ; il n'est pas suffisant ; c'est le contrôle *hygiénique* qu'il faut organiser, comme il existe dans de nombreux pays étrangers.

Ce contrôle doit être bactériologique ; il peut comporter les épreuves que nous avons pratiquées au cours de cette étude : réductase, numération des germes ; colimétrie. Aux Etats-Unis, la numération est la méthode type ; d'autres pays ont adopté la réductase, plus rarement, la recherche du colibacille ; cette dernière épreuve semble nécessaire, cependant, étant donné que pour le lait comme pour l'eau sa présence traduit,

presque toujours, du moins en Meurthe-et-Moselle, par les réactions des souches isolées, une pollution d'origine fécale.

Le contrôle bactériologique doit donc, sur ces bases, être institué dès maintenant; appliqué aux laits pasteurisés, il garantira leur valeur; appliqué aux laits de consommation directe, il permettra comme le fait actuellement le contrôle physico-chimique, de rejeter tout lait non conforme aux épreuves, d'en interdire la consommation. Confié à des laboratoires officiels agréés pour les analyses bactériologiques de lait comme pour les analyses bactériologiques des eaux (Instituts d'hygiène régionaux, par exemple), ce contrôle, sanctionnant les progrès effectués et les maintenant une fois acquis, donnera désormais toute garantie et toute sécurité au consommateur comme au producteur.

Il s'agit là encore d'une étroite collaboration des pouvoirs publics avec l'Office d'Hygiène et les fonctionnaires départementaux à tous degrés, à la fois dans l'exécution technique des prélèvements, des analyses, dans l'éducation des ruraux et dans la vulgarisation des moyens hygiéniques à mettre à leur disposition.

§ 5. — LE CANCER A LA CAMPAGNE

La question du cancer dans les campagnes nous a paru fort importante et nécessite un bref examen des moyens, hélas encore bien imparfaits, employés contre ce fléau pour lequel la science ne possède encore que des armes thérapeutiques restreintes et peu constantes.

C'est ici que nous voyons l'utilité de l'étude du caractère de nos paysans. L'on sait, en effet, que la meilleure garantie de guérison du cancer est dans son diagnostic précoce.

Or, c'est dans les campagnes, et plus qu'ailleurs dans nos régions où le paysan est dur au mal et s'occupe peu de lui-même, que le cancer fait des ravages définitifs. Les sujets atteints se présentent, en effet, bien souvent au médecin alors qu'il est trop tard, lorsque la *grosseur*, relativement indolore au début, commence à les gêner dans leur travail.

C'est pourquoi la diffusion du danger du cancer et des avantages d'un traitement rapide a toujours été très développée, notamment par voies d'affiches et de conférences.

Il s'agit, en effet, d'amener *le plus tôt possible* les malades, soit au Centre Anticancéreux de Nancy, dirigé par M. le Professeur HOCHÉ, soit à un chirurgien.

Depuis 1931 a lieu tous les ans à Nancy, une Semaine du Cancer : à cette occasion sont multipliées dans la région les affiches de la Ligue Française contre le Cancer.

De plus, des articles de vulgarisation rédigés en termes compréhensibles pour tous sont publiés dans divers journaux locaux, éclairant les malades sans les effrayer, s'efforçant de prévenir le mal, d'une part, en répandant les notions d'hygiène essentielles en l'occurrence, d'autre part, en montrant la nécessité d'un traitement précoce pour arriver à la guérison.

Ces articles sont, d'une part, envoyés par l'Office national d'Hygiène sociale, et, d'autre part, rédigés par des Professeurs de la Faculté, tel l'article publié en 1932 par le Professeur MICHEL sur le Cancer du Rectum.

Tout cela agit actuellement et sera encore plus utile le jour où nos connaissances nous permettront une lutte plus égale et, qui sait, peut-être une prévention efficace.

CHAPITRE XVIII

L'ÉDUCATION POPULAIRE EN MATIÈRE D'HYGIÈNE

« L'avancement de l'hygiène est lié à quatre facteurs essentiels : les découvertes scientifiques, l'extension de l'organisation sanitaire, l'intervention du corps médical dans un sens préventif, enfin l'éveil et l'éducation du sens hygiénique de la population » (R. SAND).

Les découvertes pastoriennes ont inauguré une nouvelle phase de l'hygiène en montrant que les maladies transmissibles mettent en jeu, d'une part les microbes, d'autre part la résistance de l'organisme ; le médecin ne se contente pas de diagnostiquer et de traiter ; en collaboration avec les pouvoirs publics, il vaccine, dépiste, isole, désinfecte.

L'extension de l'organisation sanitaire est développée dans notre département à un degré déjà avancé, mais qui ne satisfait pas encore pleinement ceux qui en ont la charge. Ce que nous avons dit de l'Office Départemental d'Hygiène, avec ses antennes, son service d'enquêtes et de statistiques démographiques, de l'Institut régional d'Hygiène, comme aussi de l'expo-

sé du fonctionnement des centres de santé répartis en Meurthe-et-Moselle, prouvent cette affirmation.

Nous avons insisté au chapitre « Service Médical » sur l'éducation sociale du médecin, en particulier du diplômé hygiéniste, disant aussi à propos de l'Ecole de sages-femmes ce que vaut la tendance sociale de l'instruction technique enseignée.

Les services d'hygiène (Inspection départementale, Bureaux d'hygiène) veillent à l'assainissement, les dispensaires luttent contre les maladies sociales, les consultations diverses et l'inspection médicale scolaire protègent la mère et les enfants.

Les soins médicaux curatifs restaurent la capacité de travail, prolongent l'existence, arrêtent la contagion; la médecine préventive agit sur la préservation de la santé par les vaccinations et les examens périodiques.

Reste à parler du dernier facteur : l'éducation populaire en matière d'hygiène.

« Jusqu'à un certain point, ce quatrième élément commande les trois autres, car l'entretien des laboratoires de recherches, le développement des services d'hygiène, l'action préventive du corps médical entraînent des dépenses que chacun doit supporter, soit en impôts, soit en honoraires de médecin; de plus, les interventions de l'hygiène comportent un certain sacrifice de la liberté individuelle. »

La population — et notre population rurale si économe de ses deniers péniblement acquis — ne consent à ces dépenses et à cette sujétion que dans la mesure où elle est persuadée de leur nécessité,

Or, le fait est là, et nos développements antérieurs le prouvent trop, le paysan n'a pas encore compris. L'hygiène sociale est méconnue de la masse, et l'hygiène individuelle n'étant ni apprise, ni appréciée, sa pratique suit de loin ses enseignements.

L'éducation populaire constitue le moyen de neutraliser ce handicap. Il nous paraît rationnel de penser que l'effort qui doit poursuivre le développement de l'hygiène des campagnes, dans nos régions tout au moins, doit s'attaquer avant tout et plus que jamais à l'esprit de nos ruraux. Il nous est apparu que, si certains des rôles de l'hygiéniste dont nous avons parlé, tels que dépister, stimuler, contrôler, sont de grande importance en l'état actuel des choses et sont encore susceptibles de magnifiques résultats, ils appartiennent encore au domaine du présent.

A notre époque, où l'argent est plus rare et où les coûteuses réalisations sont plus difficiles à obtenir, qui permettent avec des moyens accrus et un personnel plus nombreux d'arriver à ces beaux résultats, il reste un rôle qui, lui, est essentiellement de l'avenir, c'est celui d'*éduquer*. L'éducation de l'esprit des paysans, du point de vue de l'hygiène, nous paraît, en effet, la meilleure voie pour arriver un jour à un genre de vie dans lequel les imprudences et les fautes contre l'hygiène auxquelles se livrent actuellement même des esprits évolués, paraîtront des non sens. C'est l'esprit qui dirige le monde, dit-on souvent, en politique surtout; pourquoi pas en hygiène?

Le potentiel hygiénique d'un pays, d'une région, d'une communauté quelconque d'individus dépend cer-

tainement beaucoup de ce qu'ils peuvent faire, de la mesure dans laquelle ils peuvent mettre en pratique les principes d'hygiène dégagés pour eux par ceux qui sont compétents. Il faut sans aucun doute que les intéressés possèdent les moyens de demander ce qu'il faut faire et les installations nécessaires; oui, mais il faut surtout qu'ils veuillent s'en servir.

Le potentiel hygiénique, pensons-nous, serait plus encore dans l'esprit, la volonté et plus tard les habitudes des individus que dans les moyens mis à leur disposition. Le potentiel égale le besoin d'hygiène plus que la faculté de la pratiquer.

L'habitude, voilà un levier puissant et capable d'apporter à l'hygiène rurale surtout, la continuité, la constance nécessaire à tout ce qui touche à l'amélioration de la santé, du bien-être et à la bonne conservation de la race. Le but est loin, dira-t-on; nos paysans sont durs et longs à assimiler les leçons de toutes sortes. Oui, mais il est aussi dur de les leur faire oublier.

Le rôle éducatif comporte, comme le disait NEWMANN, trois tâches distinctes :

Attirer l'attention par la propagande;

Instruire par l'enseignement;

Faire agir par l'éducation.

Nous allons envisager quels nous paraissent les meilleurs moyens d'arriver à faire progresser dans les esprits une notion de l'hygiène qui suive les progrès de la science et qui, pensons-nous, fera éclore et surgir partout, à mesure des besoins, tous les dévouements, toutes les compétences et les installations dont les intéressés eux-mêmes sentiront la nécessité.

§ 1. — LA PROPAGANDE

En premier lieu donc, une large diffusion est indispensable et doit faire cesser un état de choses qui permet encore à des gens d'ignorer même l'existence d'un dispensaire installé pour eux. La voie des affiches est souvent fructueuse et convaincante, mais la presse surtout peut avoir une action énorme : des articles fréquents sur l'hygiène en général et la manière de la pratiquer, avec l'indication des facilités offertes, nous paraît capable de faire pénétrer peu à peu dans l'esprit du paysan la possibilité d'envisager la pratique éventuelle des armes sanitaires. Des conférences faites par des personnalités autorisées, officielles si possibles, parlant à des gens simples un langage simple et persuasif sont un mode d'éducation auquel la population a souvent prouvé l'intérêt qu'elle y apporte.

En vue de ce travail de publicité, une commission de propagande a été spécialement créée au sein de l'O. H. S. En sus des conférences avec projections cinématographiques données en 1921 dans tout le département par la section spéciale de propagande de la Commission Rockefeller, plusieurs réunions ont été faites sous le patronage de diverses commissions de l'Office depuis cette époque, à Nancy et dans les agglomérations où se sont ouverts des dispensaires d'hygiène sociale.

a) LA PRESSE. — La presse locale apporte sa généreuse collaboration en publiant dans les journaux du département, plusieurs fois par mois, des articles de

vulgarisation sur des sujets d'hygiène, en général résumés d'articles publiés par MM. PARISOT ou SPILLMANN dans la *Revue d'Hygiène et de Prophylaxie sociale* qu'ils ont créée.

Or, qui de nos jours ne lit son journal?

b) LE CINÉMA. — Nous avons exposé à propos des loisirs du paysan, le goût particulier que, à l'instar de tous les hommes de notre siècle, il manifeste pour les séances cinématographiques. Les propagandistes de l'hygiène en Meurthe-et-Moselle ont compris dès le début, le parti à tirer de cet art vivant.

« Personne à l'heure actuelle ne songerait à faire une conférence sur un sujet quelconque sans l'illustrer de projections fixes ou animées; aussi le cinéma ne saurait-il rester étranger ni à l'enseignement de l'hygiène, ni à la lutte contre les fléaux sociaux: alcoolisme, taudis et leurs conséquences, tuberculose, syphilis, etc... »

« On l'a compris en Lorraine comme dans un certain nombre d'autres régions françaises. La propagande d'hygiène par le film y est en honneur » (L. COLLIN, « *Le cinéma au service de l'Hygiène* ». *Revue d'Hygiène et de Prophylaxie sociale*, 1929).

Il en est résulté la création d'une « commission spéciale d'enseignement cinématographique d'Hygiène sociale », qui a passé une convention avec l'Office régional d'enseignement cinématographique, dont nous avons antérieurement développé la constitution, les buts, et le fonctionnement.

Il fut décidé de donner un enseignement à trois échelons :

Premier échelon. — D'entente avec M. l'Inspecteur d'Académie et MM. les inspecteurs primaires, il fut demandé à MM. les instituteurs, en raison de leur influence morale dans la collectivité et de leur valeur pédagogique, de faire, en conformité du reste avec les programmes du ministère de l'Instruction Publique, des conférences d'hygiène aux enfants. Pour réaliser ces conférences, très simples, il est nécessaire de les accompagner, à titre de revision, de projections cinématographiques instructives fréquentes (plusieurs fois par mois) à l'aide de films tels que: « *Soyez propres* », « *Lavez vos dents* », « *Ne crachez pas à terre* », « *Guerre aux mouches* », etc... Ces projections sont complétées d'indications spéciales, véritables notices explicatives, établies par les médecins techniciens de la Commission.

Deuxième échelon. — De temps à autre, les habitants des agglomérations sont réunis pour entendre une causerie accompagnée de projections d'un caractère plus élevé: « *éducation maternelle* », « *hygiène infantile* », « *tuberculose* », « *alcoolisme* » (films simples), etc... Ces vues sont accompagnées d'autres films *adaptés aux conditions du travail local*: Films d'éducation ou d'intérêt agricole, vinicole, apicole, industriel, etc... Sous les directives techniques des membres de la Commission, on s'efforcera de faire naître, par comparaison ou opposition des films, les associations d'idées les plus propres à faire pénétrer et à fixer dans l'esprit de ce public les notions d'hygiène nécessaires.

Ces deux types d'enseignement et de propagande d'hygiène se font sans arrêt, toute l'année, suivant les modalités fixées par MM. les inspecteurs primaires en liaison avec l'Office pour tenir ce rôle.

Le troisième échelon. — Constitue une propagande dite de renforcement, s'adressant à des auditeurs très nombreux, invités par tracts et par affiches.

Les conférences doivent porter sur les maladies évitables, visant particulièrement la tuberculose, la syphilis, la mortalité infantile.

Elles devraient être accompagnées d'un film sur les *établissements prophylactiques et les hôpitaux spéciaux du département*. Malheureusement, ce film n'a pu être tourné en raison de la réduction des crédits survenue en 1934.

c) CONFÉRENCES. — Il peut être utile de préciser le genre et le niveau intellectuel des conférences à faire ou à susciter.

En phthisiologie, l'éducation mérite d'être très poussée, et dans tous les milieux, car c'est sur elle qu'est basée toute une partie importante de la prophylaxie, pour tous les milieux comme pour tous les âges.

Les notions de protection antituberculeuse doivent être renforcées par une instruction générale d'hygiène. Il faut se rappeler cet aphorisme: « *lutter contre la tuberculose, c'est lutter pour une meilleure hygiène* ».

M. PARISOT insiste sur le fait que cette propagande doit pénétrer *partout* et non pas seulement dans l'élément pauvre, car l'élément riche, qui se croit plus instruit, vit souvent de préjugés.

Au point de vue anticancéreux, s'il n'est pas possible de faire une prophylaxie anticancéreuse à proprement parler, la propagande éducative doit être conduite de manière à faire connaître les dangers des néoplasmes et inviter à consulter.

En vénérologie, le programme des conférences établi dès la guerre par M. le Doyen SPILLMANN continue à être présenté. Il s'applique aux jeunes gens et aux militaires par les soins des médecins de l'armée.

§ 2. — L'ACTION DE LA PROPAGANDE SUR L'ADULTE

Nous allons envisager l'action sur l'adulte, celui dont les idées sont arrêtées, oh combien... celui qui ne se laisse vaincre que par l'évidence, et commence à peine à croire à la possibilité d'échapper aux maladies, comme dans le temps, il ne croyait à la maladie elle-même qu'à l'aspect de la mort imminente. Tout doit être mis en œuvre d'abord dans le but de gagner sa confiance. Ceci, nous avons pu le constater, est admirablement réalisé par les infirmières visiteuses dont les visites fréquentes, le dévouement et l'accoutumance progressive à leur présence et à leur bienfaisante intervention font merveille dans tant de cas. De même, il nous a été donné de voir combien était grand le prestige moral du médecin de dispensaire et des puissants moyens mis à la disposition de tous.

Des renseignements recueillis, il résulte qu'il y a trois gros obstacles qui gênent la pénétration de l'hy-

giène dans les campagnes: la difficulté des transports, l'ignorance et une sorte de respect humain qui fait considérer au paysan la maladie comme une tare à cacher soigneusement. Peut-être y a-t-il là une obscure compréhension de la responsabilité qui lui en incombe souvent.

Le respect humain, le sentiment qui fait confondre au paysan une demande de conseil et la simple surveillance de sa santé avec un aveu de maladie, de tare, nous semble dériver de la crainte ancrée dans son esprit de ne pas faire comme tout le monde, la crainte du *qu'en dira-t-on*.

Cela nous paraît une question de temps et, pourrait-on dire, de majorité. Tous les jours, de nouveaux succès laissent prévoir que dans l'avenir, cette crainte qu'il paraît difficile de combattre, pourrait se retourner en faveur de l'hygiène.

Enfin, les résultats heureux obtenus et répandus par les intéressés eux-mêmes, vivantes images des bienfaits d'une hygiène plus éclairée ou de soins pris à temps, est et restera la meilleure propagande en même temps que le but cherché. Mais nous devons préciser que la propagande en matière d'hygiène doit, pour être efficace, s'adresser à un terrain préparé par une éducation intellectuelle suffisante. Et c'est là le rôle des éducateurs.

§ 3. — L'ÉDUCATION DE L'ENFANT

OCTAVE GRÉARD a écrit dans son livre : « *Education et Justice* » : « L'éducation publique ne peut réussir qu'à la condition que la famille la prépare, la soutienne et la complète ». Hélas, en hygiène rurale, nous sommes encore loin d'une semblable perfection. Il paraît même que, dans cet ordre d'idées, il serait avantageux de se servir des enfants pour semer et faire germer l'idée d'hygiène chez les parents préparés et encouragés par les diverses activités dont nous avons parlé plus haut. Quel meilleur terrain, en effet, peut trouver l'hygiène, que de jeunes esprits, plus malléables, et dont les corps moins endurcis sont capables de mieux apprécier les avantages d'une vie plus saine.

Les remarques sur la vente du timbre antituberculeux nous ont donné cette leçon : *L'enfant est un excellent propagandiste*, et cela suffit à répondre à la question.

— Où semer l'éducation sanitaire ?

Toutes les réunions de jeunes, quelles qu'elles soient, nous paraissent favorables à cela. Mais l'école, spécialement, fréquentée de nos jours par la très grande majorité des enfants, nous paraît le meilleur endroit susceptible de grouper en même temps la théorie et la pratique. Notamment dans nos régions, où de gros efforts ont été faits un peu partout pour transformer ou édifier des groupes scolaires modernes et sains, il est certain que la fréquentation des classes peut et doit donner aux enfants des campa-

gnes des habitudes de propreté et d'hygiène domestique et alimentaire qui, peu à peu, et même si, à la maison, une certaine résistance et incompréhension se font sentir, doivent amener d'une manière certaine et puissante une transformation des idées admises dans ces milieux. Un progrès certain et considérable doit en tout cas par ce moyen être enregistré avec chaque génération.

C'est ainsi que PONCET, instituteur dans une ville de Meurthe-et-Moselle, parlant des cantines rurales, cite les régimes alimentaires souvent défectueux des paysans et notamment des enfants, ainsi que le manque de sommeil fréquent de ces derniers. Il nous présente les cantines scolaires, d'une part comme des œuvres de bienfaisance par l'amélioration des enfants, d'autre part comme des œuvres sociales et pédagogiques permettant l'éducation alimentaire des futures mères, la démonstration des avantages d'une nourriture variée, ainsi que la fixation de leur goût à cette variété.

Il nous a été permis, au cours de nos visites, d'entendre des infirmières visiteuses nous décrire la transformation extraordinaire d'enfants insuffisamment ou inconsidérément nourris chez eux après l'ouverture de cantines scolaires dans leurs écoles.

Il existe dans bien des villes des médecins attachés à l'inspection médicale des écoles. Cette inspection existe aussi dans certains groupes de villages ruraux. Il serait à souhaiter que cette pratique devienne générale, soit par l'intermédiaire des médecins praticiens, de plus en plus instruits aujourd'hui des néces-

sités de l'hygiène, soit par des médecins délégués, se partageant une région dans des conditions permettant non seulement une surveillance efficace de l'état des enfants, mais encore un contrôle du respect des règles de l'hygiène dans les locaux éducatifs.

Pourquoi l'hygiène ne serait-elle pas enseignée dans nos classes primaires et même secondaires au même titre que les autres matières, encore que son utilité, immédiate du moins, se ferait sentir infiniment plus.

Le rôle primordial de l'instituteur dans cet enseignement devrait l'amener à une connaissance suffisamment approfondie des principes sanitaires ainsi que des raisons physiologiques et scientifiques qui ont amené à les édicter. ROUTLEY, dans son article « *L'Hygiène et la Vie* », nous esquisse d'un trait hardi le tableau de l'enseignement de l'hygiène tel qu'il lui apparaît aujourd'hui : « Le soin d'enseigner l'hygiène incombera en grande partie à l'instituteur primaire. Il aura étudié avec soin les méthodes à employer à l'école pour atteindre les résultats désirés. Il aura passé par une école primaire où l'hygiène était judicieusement enseignée et pratiquée, puis par une école normale où cet enseignement tenait une place importante. »

Dans le Mouvement Sanitaire (1924, p. 203), sous le titre « *L'éducation des familles en hygiène par l'école maternelle* », A. ROCHET propose de commencer le plus tôt possible cette éducation de l'enfant, esprit d'autant plus malléable que plus précocement travaillé. Il insiste sur la nécessité de collaboration des maîtres avec les familles, relativement à l'obser-

vation individuelle et quotidienne des progrès du développement physique et des accidents de croissance, du régime de vie physique de l'enfant.

Il énumère :

1° Les moyens d'action individuelle :

a) Distribution de feuilles d'instructions aux parents au début de l'année.

b) Pancartes et papillons à l'entrée des écoles.

c) Carnet de correspondance.

d) Visites des parents aux directrices.

e) Visites inverses.

2° Les moyens collectifs : réunions, soirées éducatives.

C'est au point de vue de l'éducation hygiénique scolaire que nous avons trouvé le département moins favorisé. Des lacunes sont à combler, et nous y reviendrons dans les vœux qui seront formulés en conclusion de notre monographie.

CONCLUSIONS

Dans son ouvrage de l'*Economie humaine par la médecine sociale*, SAND déplore le manque de cohésion des organismes d'hygiène, d'assistance, de prévoyance, de traitement, des syndicats médicaux, et précise que, par la liaison des organisations d'hygiène entre elles et avec les services publics une politique inspirée par des vues générales devient réalisable.

La preuve en est donnée en Meurthe-et-Moselle. La politique médico-sociale y est appliquée depuis plusieurs années par M. le Professeur PARISOT, ses élèves et les artisans des multiples organismes, tous étroitement coordonnés, qu'il dirige ou contrôle.

Nous avons pu constater nous-mêmes que la collaboration est intime avec l'Inspection départementale d'hygiène à la Préfecture,

avec la direction des services vétérinaires;

avec les chefs des bureaux d'Hygiène des villes.

I. Résumons en quelques mots très brefs la quadruple mission accomplie :

1° Enseignement de l'hygiène individuelle;

2° Surveillance de l'hygiène publique sous toutes ses formes, assainissement des villages, politique de l'habitation, inspection des produits alimentaires et

des animaux domestiques, dépistage et isolement des contagieux;

3° Stimulation de l'hygiène sociale, c'est-à-dire:

Protection sanitaire et économique de la maternité et de l'enfance;

Dépistage, traitement, assistance et rééducation des tuberculeux, vénériens, mentaux et alcooliques;

4° Développement de l'eugénique et de la médecine préventive.

II. Dans quelle mesure la vie rurale est-elle bénéficiaire de cette action bienfaisante polyvalente?

Le grand mérite de l'Office d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle est de protéger avant tout et partout la famille. Le professeur PARISOT a soutenu ce principe dans les réunions internationales d'Hygiène qu'il fréquente. Nous nous sommes étendus sans doute plus sur la protection maternelle et infantile, mais la médecine sociale de notre département s'intéresse à tous.

La famille rurale a toutes les facilités pour profiter ici des organisations sociales. De plus en plus (et la création de l'assistante rurale est une main nouvellement tendue vers lui), le paysan est appelé par le centre de santé, attiré par une propagande habile, et, une instruction plus poussée lui suggère des besoins nouveaux.

Il faut néanmoins constater que, jusqu'à présent, il n'a pas encore répondu à l'appel adressé autant qu'il aurait dû le faire.

Les quelques statistiques que ce travail a interrogées indiquent que les fréquentations de dispensaires,

les recherches de soins, et aussi la valeur de l'état sanitaire sont bien inférieures par rapport à la ville ou à l'ensemble du département.

Notre travail montre la bonification générale dont la Meurthe-et-Moselle a été le cadre depuis quelques années; il signale surtout l'effort fait pour l'établissement d'un outillage sanitaire le meilleur possible.

Bref, il expose les avantages offerts au paysan pour assurer sa santé et la vigueur de sa descendance.

Il se contente par contre d'une mise au point de la situation épidémiologique et démographique qu'il sera intéressant d'étudier à nouveau dans quelques années, lorsque la campagne lorraine aura utilisé pendant au moins une génération les bienfaits mis à sa disposition, mais dont elle commence seulement à comprendre l'utilité.

Il reste bien entendu, que les efforts accomplis seront soutenus et développés plus encore si possible pour tendre vers une perfection que désire de toute son âme et pour laquelle travaille de toute son énergie l'animateur de l'hygiène de notre région, M. le Professeur J. PARISOT.

Nous croyons être en accord de vues avec lui et les projets qu'il ne cesse d'étudier pour le bien de nos gens, en nous permettant de formuler quelques vœux qui nous paraissent réalisables et à réaliser.

VŒUX

1° Au point de vue gouvernemental :

Quel serait l'idéal, à la campagne comme à la ville ?

Dans un cadre sain par son urbanisme rural, « assurer une observation individuelle continue de la santé, débutant par exemple par l'examen prénuptial qui est à créer en France, se continuant pendant la grossesse, et suivant l'enfant depuis la naissance jusqu'à l'adolescence ».

En somme, établir le carnet de santé individuel, liant la consultation prénatale à la surveillance du nourrisson, à l'inspection scolaire, à la santé militaire, le tout continué à l'âge adulte du travailleur rural par les bienfaits d'une collaboration rationnelle entre le médecin praticien, les Assurances sociales, l'organisme d'hygiène et de médecine préventive.

2° Au point de vue budgétaire :

Nous voudrions ne pas voir réduire le chapitre du ministère de la Santé publique, estimant indispensables pour la qualité de la race et le peuplement de la France, les encouragements à la natalité dans la sécurité de la mère, de l'enfant, la protection de tous par la bonification maxima, qui exige dans le plan

d'outillage national à exécuter, une part importante pour l'équipement sanitaire.

3° Au point de vue coordination :

Notre département est un modèle. Les associations professionnelles de médecins sont en union avec l'Office départemental d'Hygiène, mais il nous a semblé qu'individuellement les praticiens n'ont pas assez le *sens social*. Sont mis à part ceux qui ont été spécialement éduqués, par la fréquentation des études, d'un diplôme spécial d'hygiène. Souhaitons donc voir les candidats de plus en plus nombreux à ce *cours de perfectionnement*.

4° Au point de vue des organisations à développer, particulièrement dans les campagnes, nous demanderons deux choses :

a) La surveillance médicale de *toutes* les écoles sans aucune exception, organisée par des médecins spécialisés, assistés d'une infirmière capable de porter aux familles les indications et les conseils, suites de la visite du praticien.

b) La diffusion dans les villages, même minimes, des infirmières auxiliaires, dites *assistantes rurales*.

La première vient d'être placée à Dieulouard et les autres vont être réparties. Qu'on multiplie ces conseillères d'une part, et qu'on réalise d'autre part cette idée de notre maître : transformer de temps en temps le dispensaire en consultation autant morale et sociale que médicale, l'infirmière devenant la confidente des joies et des peines de chacun autant que la conseillère qui peut contribuer à alléger leurs misères.

5° Au point de vue des réformes à faire dans l'urbanisme et le génie rural :

a) Dans la politique de l'habitation, il faut aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la suppression du dernier taudis, de la dernière maison insalubre.

Un village comme une ville représente un corps formé d'une réunion de cellules qui non seulement se juxtaposent, mais s'influencent perpétuellement ; elles ont des vaisseaux communs, des émonctoires communs. Elles s'alimentent aux mêmes sources, assimilent et vivent séparément, mais expulsent leurs déchets et leurs germes pathogènes dans le milieu collectif.

L'urbanisme est la science qui se préoccupe de réunir les éléments en fonctionnement de ce corps, d'en étudier les lois et de modifier toute hérésie par des changements appropriés.

Nous avons lu quelques part que cette science demande ses éléments à l'architecture, à l'art de l'ingénieur, à la technologie sanitaire, à l'hygiène, à l'agronomie, à l'esthétique et aussi à l'économie sociale, financière et politique.

L'urbanisme est aussi nécessaire au village qu'à la ville.

Il faut embellir et enrichir la vie rurale par l'établissement de plans d'ensemble régionaux, de règles de construction, d'alignement, de style.

La maison villageoise, celle de l'ouvrier agricole surtout, doit répondre non seulement aux prescriptions de l'hygiène, mais aussi aux nécessités spéciales de la vie des champs.

Il faudra parvenir, en France comme en Italie, à rendre au paysan le goût de la terre, par le bien-être et la sécurité dans une maison vaste et saine.

Ce vœu est beaucoup plus facile à réaliser, d'ailleurs, en Meurthe-et-Moselle, où l'exemple est donné par le village reconstruit, que dans le centre par exemple où seul le taudis loge le paysan.

La loi Loucheur de 1929 prévoit la construction ou la reconstruction de 260.000 maisons pendant une période de cinq années, un tiers des crédits étant réservé aux régions rurales. Elle traite également du logement des ouvriers agricoles. Or, sur ce tiers, il n'a pas été employé plus de la moitié des possibilités.

b) Avec l'habitation s'améliorera le problème des émonctoires, des fumiers, des W.-C., des égouts et des matières usées en général.

Est-il possible de souhaiter que les villages sachent un jour se grouper pour la destruction aseptique des ordures ménagères. M. LIENHART, au Congrès d'Hygiène de Nancy, insistait sur la nécessité de l'incinération, même en dehors des villes ou de leur banlieue.

Il ne nous semble pas possible d'obtenir cela, même par contrainte.

c) Par contre, il est une mesure qu'il serait urgent de prendre et qui, à défaut de leur bonne volonté ou de leur compréhension, devrait être imposée aux maires, c'est l'analyse périodique des eaux.

Les adductions continuent à augmenter malgré la crise économique actuelle et la réduction à un maxi-

mum de 35 % des subventions de l'Etat ; à quoi bon, si les canalisations se souillent !

Nous pensons qu'il serait possible d'interdire ce que nous venons de voir dans un village neuf du Saulnois, au cours de février : Une fontaine soigneusement protégée de la gelée par un fumier bien chaud et odorant.

En tout cas, une analyse obligatoire permettrait le mois suivant de s'assurer des méfaits possibles d'une telle pratique.

6° Enfin, au point de vue éducatif, par lequel on atteindra tous les autres :

a) Voir se développer le cinéma parlant mobile, plus attrayant et plus frappant que le déroulement muet des images. L'Office d'Hygiène, comme l'Office d'enseignement cinématographique, travaillant dans ce sens.

b) Voir créer en Meurthe-et-Moselle les bibliobus que nous avons décrits.

c) Par ces moyens et par la voie de l'instituteur, voir l'éducation sanitaire faire partie de la formation toute précoce du jeune Français, qui ne doit pas avoir à étudier l'hygiène, à apprendre le comment et le pourquoi de la maladie, mais au contraire éprouver naturellement, dès son jeune âge, le besoin d'une vie saine, d'une sécurité physique, pour vivre sans souci parmi ses contemporains, éléments comme lui d'une race forte moralement et physiquement.



Cliché Imprimeries Réunies.

EPLY. — Eglise et centre du village en 1912



EPLY. — Vue comparée (1935)



Cliché Imprimeries Réunies.

MONCEL-SUR-SEILLE. — Centre du village avant-guerre



MONCEL-SUR-SEILLE. — Vue comparée (1935)



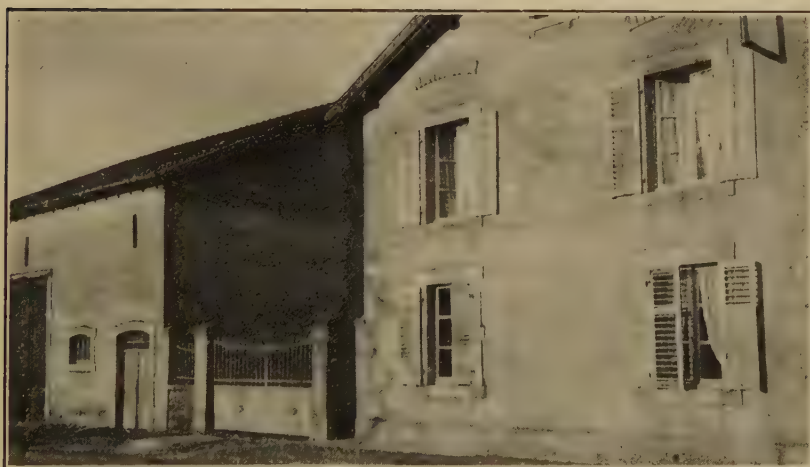
ATHIENVILLE. — Fontaine, abreuvoir
au milieu d'un cloaque (1934)



BORVILLE. — Rue principale et ses fumiers (1934)



Maison de petite culture, ancienne, à unique entrée (1934)



Exploitation reconstruite (Saulnois) (1935)

VU:

Nancy, le 28 Mars 1935.

Le Président de Thèse,

J. PARISOT.

VU ET APPROUVÉ:

Nancy, le 29 Mars 1935.

Le Doyen de la Faculté de Médecine,

L. SPILLMANN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 30 Mars 1935.

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université

BIBLIOGRAPHIE

La liste des références ci-dessous n'a pas la prétention d'intéresser tout ce qui a été écrit sur l'hygiène rurale, elle correspond seulement aux documents dont nous nous sommes servis pour instruire notre travail et aux publications locales ou régionales sur l'hygiène et la médecine sociale en Lorraine.

Pour plus de commodité, nous avons classé les sources par groupes correspondant aux principales rubriques.

GENERALITES ET STATISTIQUES

Rapport de la Commission préparatoire à la Conférence européenne d'Hygiène rurale. Société des Nations, 1931.

Conférence européenne d'Hygiène rurale. *Revue d'Hyg.*, 1931, p. 701.

III^e Congrès d'Assistance et de Salubrité de l'habitation. Paris, 1910.

VI^e Congrès provincial d'Hygiène publique et sociale. Nancy, juillet 1933.

Rapports annuels des Assemblées générales de l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle. Nancy, 1922 à 1934.

Per le Case Rurali. — *Confédération fasciste des travailleurs agricoles. Enquête officielle*. Rome, 1933.

AUTHIER (M.). — *L'amélioration légale de la condition des travailleurs agricoles*. Thèse droit, Paris, 1911.

CALLON (G.). — *Le mouvement de la population dans le département de la Meurthe puis de la Meurthe-et-Moselle au cours de la période 1821-1920, et depuis la fin de cette période*. Ann. Hyg. publ., ind. et soc., août 1933, p. 413.

- DERLITZKI. — Doc. Conf. Hyg. Rurale, 1931. Procès-verbal Société des Nations.
- FABRE. — *Réhabilitation de la Vie rurale*. Figaro, suppl., 6 juillet 1912.
- FOURRIER. — *La mortalité dans l'arrondissement de Briey*. Briey, 1908.
- GELLY. — *Concours d'étables productrices de lait vendu au public dans le département de la Meuse*. Rev. Hyg. et Méd. soc., décembre 1933, p. 299.
- HAIMOVIČI. — *Dénatalité, morbidité et mortalité infantile rurales, et moyens de les combattre*. Thèse Nancy, mars 1935.
- HÉZARD (L.). — *De la mortinatalité dans le département de Meurthe-et-Moselle*. Thèse Nancy, 1915.
- IMBEAUX et ROLANTS. — *Hygiène rurale*. Traité d'Hygiène par CHANTEMESSE et MOSNEY, vol. 13. Paris, Baillière, 1908.
- LAVERGNE (de). — *Protégez-vous contre les mouches*. Rev. Hyg. et Prophyl. soc., 1924.
- LAYET (A.). — *Hygiène et maladies des paysans*. Paris, Masson, 1882.
- MALERGUE (A.). — *Hygiène de la maison rurale*. Thèse Toulouse, 1909.
- MERKLEN (L.). — *Comment assurer effectivement dans une société sportive le contrôle médical et physiologique, et la pratique de l'éducation physique*. Rev. Hyg. et Prophyl. soc., juillet 1927.
- MOINE. — *La mortalité rurale comparée à la mortalité urbaine en France pendant l'année 1928*. Bull. de l'Off. international Hyg. publ., t. 23, 1931, p. 1453.
- *Mouvement de la population en France en 1927 et rapprochement de ces données aux caractéristiques démographiques de quelques pays européens*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., juillet 1928 et oct. 1928.
- *Démographie et statistiques sanitaires en Meurthe-et-Moselle*. Rev. Hyg. et Méd. soc., février 1930.

- MOYSE (Mme Y.). — *Les Assurances sociales en Meurthe-et-Moselle*. Thèse Nancy, 1934.
- OLMSTED (K.-M.). — *Les infirmières d'hygiène sociale dans les communautés rurales*. Rev. int. d'Hyg. publ., vol. 2, 1921, p. 554.
- PARISOT (J.). — *Dix années de fonctionnement de l'O.H.S. de Meurthe-et-Moselle*. Nancy.
- *Les guérisseurs et la santé publique*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1924.
- *Le projet d'équipement national et les Assurances sociales*. Nancy, Berger-Levrault, 1934.
- *La crise économique et la santé publique*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., avril 1933, p. 97.
- *Le développement de l'hygiène en France. Aperçu général*. Nancy, Thomas, 1933.
- *Pour un développement plus rationnel de l'hygiène en France. Comment le corps médical pourrait apporter un concours pratique et fructueux*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., juillet 1933, p. 201.
- *Les Assurances sociales en France. Ce que l'on en doit craindre et espérer. Les enseignements de l'étranger. Aperçu médico-social*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., janv. 1930.
- *La collaboration, base de l'action sociale*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., avril 1932.
- *La conférence européenne d'hygiène rurale de la Société des Nations*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., oct. 1931.
- *La collaboration des institutions d'assurances sociales et de l'organisation de l'hygiène*. XVIII^e Congrès d'Hyg., Paris, octobre 1931.
- PARISOT (J.), MELNOTTE et FERNIER. — *L'hygiène du lait dans le département de Meurthe-et-Moselle*. Bull. trim. de l'org. d'hyg. de la Soc. des Nat., vol. III, 1933, p. 701.
- PARISOT (J.) et LEDUC. — *L'alcoolisme en Lorraine*. Rev. d'Hyg. et de Proph. soc., 1922.

- PARISOT (J.) et RICHARD. — *Le retour à l'artisanat rural par l'organisation des cours de dépannage*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., janvier 1935.
- PRAUSNITZ (C.). — *The teaching of preventive Medicine in Europe*. 1 vol., London, Humphrey, 1933.
- QUEYROI. — *Evolution sociale et alimentation dans les campagnes*. Ann. d'Hyg. publ., 1930, p. 609.
- SADOUL (Ch.). — *Les guérisseurs et la médecine populaire en Lorraine*. Le Pays lorrain, février 1934.
- SAND (René). — *L'économie humaine par la médecine sociale*. Paris, Rieder, 1934.
- SERVALL - GARDNER. — *L'infirmière visiteuse*. Traduction. Presses Univers., Paris, 1926.
- SICARD DE PLAUSOLES. — *L'office prophylactique ou dispensaire intégral*. Rap. au Congrès interallié d'Hyg. soc. pour les régions dévastées pendant la guerre. Paris, 1919.
- SPILLMANN (L.) et PARISOT (J.). — *Du rôle joué par l'élément étranger au point de vue de l'assistance médicale en général, de la tuberculose et des maladies vénériennes*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., juin 1926.
- *Guérisons miraculeuses et crédulité publique*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., février 1928.
- *Les œuvres d'hygiène sociale du grand-duché de Luxembourg*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., juin 1923.
- *Guérir est bien, prévenir est mieux*. Nancy, Berger-Levrault, 1925.
- STOUMAN (W.). — *La mortalité dans les régions rurales de l'Europe*. Section d'Hyg. de la Soc. des Nations, Genève, 1931.

AGRICULTURE, GEOGRAPHIE ET HISTOIRE

- L'Agriculture dans le département de Meurthe-et-Moselle en 1927. Office régional agricole de l'Est. Bulletin n° 17.
- AUERBACH (B.). — *Le plateau lorrain*. Paris, Berger-Levrault, 1893.

- BLEICHER. — *Les Vosges, le sol et les habitants*. Paris, Bail-
lère, 1880.
- CHENET. — *Le sol et la population de la Lorraine et des Ar-
denes*. Paris, Champion, 1916.
- DELÉPÉE (V.). — *L'évolution des petites localités lorraines en
soixante ans, ou Lebewille de 1873 à 1933*. Nancy, G. Tho-
mas, 1934.
- DELORME. — *Lunéville et son arrondissement*. 3 vol., 1927.
- GORÉ. — *La Lorraine, le milieu, les ressources, les habitants*.
Nancy, 1914.
- GRANGER (E.). — *Les merveilles de la France*. Paris, Ha-
chette.
- GUYOT. — *Le passé et l'avenir de la Lorraine*. Mém. de
l'Acad. Stanislas, 1918-1919.
- GROSDIDIER DE MATON. — *Au cœur de la Lorraine*. 2 vol.,
Grenoble, Ed. Rey, 1934.
- HOTTENGER (G.). — *Le pays de Briey. Hier et aujourd'hui*.
Nancy, Berger-Levrault, 1912.
- MADELIN (L.). — *Croquis lorrains*. Paris, Berger-Levrault,
1907.
- MOSELLY. — *Terre lorraine. La vie lorraine*. Paris, Plon.
- PARISOT (R.). — *Histoire de la Lorraine*, 1919.
- RUFFIN CORDELIÉ. — *Dictionnaire complet des communes
d'Alsace, de Lorraine et du territoire de la Sarre*. Paris,
Albin Michel.
- SADOUL (Ch.). — *La tradition populaire en Lorraine*.
- VAN BEVER. — *La Lorraine, l'Alsace*. Paris, Michaud, 2 vol.
- VIDAL DE LA BLACHE (P.). — *La France de l'Est*. Paris, Col-
lin, 1916.

EAUX, ELECTRIFICATION

- Préfecture de Meurthe-et-Moselle à MM. les Médecins. —
*Lettre au sujet du nombre élevé de cas de typhoïde dans
les communes du département*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl.
soc., octobre 1929.

- DALAINZY. — *L'eau à Lunéville*. Thèse pharmacie, Nancy, 1931.
- DEPARDIEU (A.). — *Le problème de l'eau dans le département de Meurthe-et-Moselle*. Thèse Nancy, Thomas, 1934.
- GELLY. — *De l'alimentation en eau des petites communes rurales*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., octobre 1932.
- IMBEAUX. — *Les eaux potables et leur rôle hygiénique dans le département de Meurthe-et-Moselle*. Thèse Nancy, 1897.
- IMBEAUX et divers autres. — *Annuaire statistique des distributions d'eau et des égouts*. Paris, Dunod, 1931.
- PRÉAUD. — *L'établissement des réseaux ruraux de distribution d'électricité dans la région lorraine*. Nancy, Berger-Levrault, 1923.

EDUCATION - PROPAGANDE

- ANTOINE et BENECH (J.). — *Les bases de l'orientation professionnelle*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1925.
- BERNARD (LÉON). — *Le rôle de l'éducation populaire dans la défense contre les maladies vénériennes*. Manuel d'éduc. prophyl., Paris, 1922.
- BROQUIN-LACOMBE. — *Le casier sanitaire communal*. Mouvement sanitaire, 1924, p. 263.
- Cercle du Travail de Nancy. — *Conférences d'hygiène sociale*, 1929 et suiv.
- COLIN (L.). — *Le cinéma au service de l'hygiène. La Section d'Hygiène de l'Office régional d'Enseignement cinématographique (Nancy)*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., novembre 1929.
- FONTÈGUE (J.). — *Le cinéma au service de l'orientation professionnelle*. Rev. internat. du Cinéma éducateur ; Soc. des Nations, mars 1933.
- GRÉARD. — *Education et Justice*. I vol.
- GRUET (G.) et VARÉ (P.). — *L'orientation professionnelle et les professions agricoles*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., novembre 1930.

- GUNTHER (W.). — *L'organisation du cinéma sonore rural*. Rev. internat. du Cinéma éducateur; Société des Nations, oct. 1933.
- MAROZZI (A.). — *L'éducation et l'instruction des ruraux par le cinéma*. Rev. internat. du Cinéma éducateur; Société des Nations, fév. 1934.
- POIROT (M.). — *La propagande pour l'hygiène et sa réalisation en Meurthe-et-Moselle. Rôle de l'enseignement cinématographique*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., juillet 1925, p. 216.
- ROCHAIX (A.). — *L'éducation des familles en hygiène par l'école maternelle*. Mouvement sanitaire, 1924, p. 103.
- RUETTE (V. de). — *Cinéma éducatif ou cinéma démoralisateur*. Rev. internat. du Cinéma éducateur; Société des Nations, avril 1933.
- SIMONNOT (M.-E.). — *Le film au service de l'hygiène sociale*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1924.
- TESAROVA (Mme A.). — *Les mesures d'éducation et de relèvement à appliquer dans la lutte contre les maladies vénériennes*. Prague, 1921.
- TORRE (M. de la). — *L'éducation cinégraphique du monde rural*. Rev. internat. du Cinéma éducateur; Société des Nations, mai 1933.
- TRYB (A.). — *Les méthodes d'enseignement populaire concernant les maladies vénériennes et leurs conséquences*. Rapp. conf. pays Europe orientale, Prague, 1921.
- VIBOREL (L.). — *L'enseignement de l'hygiène sociale par le cinématographe à l'école*. Rev. internat. du Cinéma éducateur; Société des Nations, sept. 1933.
- *La technique moderne de la propagande d'hygiène sociale*. 1 vol., Paris, édit. de la Vie Saine, 1930.
- *L'enseignement de l'hygiène sociale par le cinéma au village*. Rev. internat. du Cinéma éducateur; Société des Nations, mai 1933.

TUBERCULOSE

- Assemblée française de Médecine générale. — *Assises nationales du 22 mai 1932 consacrées à la tuberculose rurale*. Médecine générale française, avril-mai 1932.
- ARNOULD (E.). — *La fréquence de la tuberculose est indépendante de celle de l'alcoolisme*. Rev. de Phtisiol., juillet-août 1932, p. 395, 402.
- BOUIN (Mme le Dr). — *Le sanatorium de Lay-Saint-Christophe (M.-et-M.)*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1924.
- BOURGEOIS (G.). — *Exode rural et tuberculose*. Paris, Alcan, 1905, p. 129.
- BRAND. — *Organisation de la prophylaxie antituberculeuse dans les districts ruraux en Grande-Bretagne*. Rev. de Phtisiol., sept. et oct. 1928, p. 361.
- BRIAND (J.). — *La mortalité tuberculeuse et son évolution. Aperçu géographique et épidémiologique*. Rev. de Phtisiol. médico-sociale, janv.-fév. 1930, p. 37.
- BURNET (E.). — *Prophylaxie de la tuberculose*. Masson, 1933.
- CHODZKO. — *La tuberculose rurale et la tuberculose urbaine*. Extrait du Bull. mens. de l'O.I.H.P., t. 24, 1932, fasc. I.
- CRUVEILHIER (L.). — *Retour de la grande ville et tuberculose à la campagne*. Paris, Doin, 1908.
- DEBUCHY (J.). — *Contribution à l'étude de la lutte antituberculeuse dans les milieux ruraux (Etude médico-sociale)*. Thèse Nancy, 1933.
- DELCLAUX. — *La tuberculose rurale*. Thèse Toulouse, 1908.
- DURAND. — *Contribution à l'étude de la tuberculose rurale*. Thèse Paris, 1906.
- DUROZOY. — *La tuberculose au village*. Thèse Paris, 1904.
- GROSS. — *Les antécédents de la lutte antituberculeuse en Meurthe-et-Moselle*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1925, p. 133.
- HATON. — *Une étape dans la lutte contre la tuberculose en France. L'œuvre de Grancher*. Thèse Lyon, 1913.

- JUILLERAT et BONNIER. — *La tuberculose et l'habitation*. Rap. prés. au Cong. internat. de la Tuberculose. Paris, Masson, 1906, p. 550-567.
- LACOMBE. — *L'organisation rurale de la lutte antituberculeuse. Les consultations volantes*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1923, p. 279.
- LANDOUZY. — *La lutte contre la tuberculose, maladie de misère, contagieuse, évitable, curable*. Conf. Lille, 1901.
- LEDUC. — *La tuberculose et l'alcoolisme en Lorraine (Etude médico-sociale)*. Thèse Méd. Nancy, 1924.
- LEFROY. — *La tuberculose en milieu rural*. Mouv. Sanitaire, 1929, p. 413.
- LUMIÈRE (A.). — *Quelques travaux complémentaires relatifs à la propagation de la tuberculose*. 1 vol., Lyon, 1933.
- MENGIN (H.). — *Enquêtes et documents pour servir à l'histoire de la tuberculose en Lorraine. Alcoolisme et tuberculose*. Cong. intern. de la Tuberculose, 1905.
- MOUISSET. — *Organisation de la prophylaxie antituberculeuse dans les districts ruraux*. Rev. de Phtisiol., nov.-déc. 1928, p. 488.
- PARISOT (J.). — *La lutte contre la tuberculose organisée par le contrôle médical de l'Office des Pupilles de la Nation du département de Meurthe-et-Moselle*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., janvier 1926.
- *L'hospitalisation des tuberculeux. Sa réalisation en Meurthe-et-Moselle*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1925, p. 55.
- *La tuberculose dans la région lorraine. Pourquoi il faut intensifier la lutte contre ce fléau social*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., novembre 1922.
- *La lutte antituberculeuse et le corps médical*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1924.
- *L'organisation de la lutte antituberculeuse dans le cadre départemental. Sa réalisation en Meurthe-et-Moselle*. Paris, Berger-Levrault, 1928.

- PARISOT (J.) et SALEUR. — *L'infection tuberculeuse chez l'adulte et dans l'enfance suivant les conditions sociales de l'existence. Rôle du taudis et du surpeuplement.* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., octobre 1927.
- QUEYROI. — *La tuberculose pulmonaire dans le milieu rural.* Rev. de Phtisiol., 1932, p. 301.
- SERGEANT et GOUIN. — *La tuberculose et la désertion des campagnes.* Rev. de Phtisiol., mai-juin 1929, p. 209.
- SIMON. — *Essais d'enquête sur la morbidité et la mortalité tuberculeuses en Lorraine.* Cong. de la Tuberculose, 1905.
- *Le péril alcoolique.* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., nov. 1922.
- SOIGNIÈS. — *La tuberculose à Nancy.* Cong. internat. de la Tuberculose, 1905.
- SPILLMANN (P.). — *Tuberculose et prostitution.* Province Médicale, Nov. 1905.
- STASSEN. — *La tuberculose rurale.* Revue belge de la Tuberculose, juillet-août 1932, p. 152 à 156.

SYPHILIS

- BENECH (J.), BONNET (M.) et SPILLMANN (A.). — *La morbidité des maladies vénériennes (Syphilis et blennorrhagie).* VI^e Cong. prov. d'Hyg. publ. et soc., Nancy, 1933.
- COUVELAIRE. — *Conséquences héréditaires de la syphilis. Mortinatalité et mortalité infantiles.* Man. d'éducat. prophyl., Paris, 1922.
- DERSCHIED-BRAUN. — *Ce que peut l'assistance sociale dans la lutte anti-vénérienne.* Rapp. I^{er} Congrès Ligue nat. Belge, Bruxelles, 1922.
- HAUSHALTER (J.). — *La lutte contre la syphilis dans la région lorraine.* Thèse Nancy, 1924.
- LÉVY. — *Conseils et avertissements aux soldats.* Man. d'éducat. prophyl., Paris, 1922.

- MALVOZ. — *Le rôle des dispensaires anti-syphilitiques*. Rapp. I^{er} Congrès national Belge contre le péril vénérien, Bruxelles, 1922.
- PAYENVILLE. — *Organisation de la prophylaxie anti-syphilitique rurale dans le département de la Seine-Inférieure*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., janvier 1926.
- QUEYRAT. — *Organisation des dispensaires anti-syphilitiques*. Bull. de la Soc. Dermat. et de Syphiligraphie, juillet 1922.
- SPILLMANN (L.). — *La lutte anti-vénérienne dans le département de Meurthe-et-Moselle*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., juin 1930.
- *Organisation technique de la lutte contre la syphilis en Meurthe-et-Moselle*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., déc. 1932.
- *Le péril vénérien*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., fév. 1926.
- *La syphilis. Ses dangers et sa prophylaxie*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., novembre 1922.
- *La syphilis mal soignée tue de nombreux enfants*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., mars 1923.
- *La lutte anti-syphilitique en Meurthe-et-Moselle et le corps médical*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., nov. 1923.
- *A propos de la prophylaxie des maladies vénériennes. L'état sanitaire dans le bassin de Briey*. Soc. Médecine de Nancy, 23 déc. 1908; Rev. Médicale de l'Est, 1909.
- SPILLMANN (L.) et PARISOT (J.). — *Conférence de défense sociale contre la syphilis*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., juin 1928.
- WEILLE (R.). — *Le traitement prolongé de la syphilis et les méthodes actuelles*. Thèse Nancy, 1933.

ENFANCE - HYGIÈNE SCOLAIRE

- III^e Congrès international d'Hygiène scolaire. Paris, 1910.
Rés. in Ann. d'Hyg. publ. et méd. lég., 1910, p. 489.
- CLODOT (H.). — *La protection de la santé de l'enfant d'âge scolaire dans le département de la Moselle*. Thèse Nancy, 1934.
- DEBRÉ, JOANNON et CRÉMIEUX-ALCAN. — *La mortalité infantile et la mortinatalité*. Masson, 1933.
- FLORENTIN. — *Une consultation de nourrissons à la campagne*. Rev. Méd. de l'Est, 1910, p. 647-658.
- *La mortalité infantile dans une région agricole qui se dépeuple*. Thèse Nancy, 1912.
- FLORENTIN (R.). — *Du rôle de la sage-femme à la campagne dans la lutte contre la mortalité infantile*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., juillet 1931.
- GOEPFERT. — *Protection et assistance de la première enfance*. Thèse Nancy, 1903.
- PARISOT (J.). — *Le fonctionnement des préventoriuns. Comment étendre leur action et assurer leur vitalité*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., avril 1926.
- *Les préventoriuns de la région lorraine. Le préventorium de Clermont-en-Argonne*.
- *Fonctionnement de l'école de plein air*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., mars 1923.
- PARISOT (J.), SIMONIN et SALEUR. — *La préservation des nouveau-nés contre la tuberculose par le vaccin B.C.G.* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., février 1926.
- PARISOT (J.) et SALEUR. — *La prémunition des enfants par le vaccin B.C.G. hypodermique. Une année de pratique au dispensaire Villemain, à Nancy*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., mai 1928.
- PONCET. — *Cantines scolaires rurales et vulgarisation de l'hygiène alimentaire*. Hyg. par l'exemple, 1930, p. 55.
- SAUMADE (G.). — *La mortalité infantile en Meurthe-et-Moselle*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1922.
- SAND (R.). — *La santé de l'écolier*. Croix rouge de Belgique, 1924.

CANCER

- HOCHE. — *La lutte anticancéreuse en France et à l'étranger.*
Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., mars 1923.
- PARISOT (J.) et CORNIL. — *Le cancer est-il en voie d'accroissement en Lorraine?* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., juin 1925.
- *Organisation de la lutte contre le cancer dans la région lorraine.* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., février 1924.
- VAUTRIN. — *Organisation de la lutte contre le cancer dans la région lorraine.* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1925, p. 33-69.

MALADIES INFECTIEUSES - DESINFECTION

- BERNHEIM. — *Fièvre irrégulière prolongée sans localisation.*
Soc. Méd. de Nancy; Rev. Méd. de l'Est, 1905, p. 760.
- *Sur la fièvre grippale prolongée.* Soc. de Méd. de Nancy;
Rev. Méd. de l'Est, 1909, p. 453.
- CAUSSADE. — *Considérations sur l'isolement des contagieux à domicile.* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1924.
- ETIENNE (G.). — *Deux cas de fièvre ondulante autochtone.*
Rev. Médicale de l'Est, 1930, p. 705.
- GANZINOTTY. — *Rapports sur le Service départemental des épidémies en Meurthe-et-Moselle.* Nancy, 1911-1912-1913.
- GANZINOTTY et ETIENNE. — *Fièvre de Malte autochtone.* Soc. de Méd. de Nancy; Rev. Méd. de l'Est, 1913, p. 381.
- GAULT. — *Le trachome en Lorraine.* Thèse Nancy.
- HAUSHALTER (P.). — *Fièvre méditerranéenne chez un enfant de trois ans.* Prov. Méd., 1908.
- LEMIERRE (A.) et MAHONDEAU-CAMPAYER (D.). — *Un cas de brucellose contractée en Lorraine.* Soc. Méd. des Hôpitaux, 26 février 1932.
- LÉVY (R.). — *Caractères d'identification d'une brucella isolée en Meurthe-et-Moselle.* C. R. Soc. de Biol., 1932.

- LISBONNE (M.) et VIDAL (L.). — *La fièvre ondulante d'origine bovine en France*. I^{er} Congrès int. d'Hyg. médit., Marseille, septembre 1932.
- LOMBARD (J.), BOÈS (A.), FERNIER (L.) et LÉVY (R.). — *La fièvre ondulante en Lorraine. Etude d'un centre d'épidémie*. Rev. Méd. de l'Est, 1932, p. 327.
- PARISOT (J.). — *La fièvre typhoïde dans le département de Meurthe-et-Moselle*. Rev. d'Hyg., juillet 1934, p. 481 à 509.
- PARISOT (J.) et LÉVY (R.). — *Une épidémie de fièvre ondulante en Lorraine*. I^{er} Cong. d'Hyg. médit., Marseille, sept. 1932.
- *Le dépistage et la lutte contre la fièvre ondulante en Lorraine. Utilité de la collaboration des services médicaux, vétérinaires, agricoles, et des services d'hygiène et de médecine préventive*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., juillet 1933.
- *La fièvre ondulante dans la région lorraine*. Rev. d'Hyg. et de Méd. soc., déc. 1932, janv.-fév. 1933.
- PARISOT (J.), VIDAL (L.) et LÉVY (R.). — *Deux cas de fièvre ondulante humaine en rapport avec une brucellose bovine du type mélitensis*. Rev. d'Hyg. et de Méd. préventive, 1932.
- *Infection humaine à brucella mélitensis d'origine bovine. Identité des propriétés biologiques des souches étudiées*. C. R. Soc. de Biol., 1932, p. 78.
- PARISOT (J.), VÉRAIN (M.), FERNIER (L.) et LÉVY (R.). — *La fièvre ondulante en Lorraine. Examens de laboratoire*. Soc. de Méd. de Nancy. Rev. Méd. de l'Est, 1932, p. 483.
- PARISOT (J.) et FERNIER (L.). — *Les procédés de traitement des fumiers les plus aptes à empêcher l'éclosion des mouches*. Bull. trim. de l'Org. d'Hyg. de la Société des Nations, Genève, 1934, vol. III, n. I.
- PRATBERNON. — *L'action du Service départemental de désinfection et son rôle en hygiène sociale*. Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., 1924.

- *La protection des populations contre la variole. Pourquoi s'imposent l'obligation de la vaccination et sa surveillance effective.* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., avril 1926.
 - *Le rôle de l'inspecteur départemental d'hygiène dans la lutte contre la variole.* Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc., juin 1927.
- RICHON (L.) et GIRARD (J.). — *Deux cas de fièvre ondulante autochtone.* Soc. de Méd. de Nancy; Rev. Méd. de l'Est, 1931.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Etude sommaire du département.</i>	7
§ 1. Le pays. Géographie. Géologie.....	7
§ 2. Le climat	12
§ 3. L'agriculture en Meurthe-et-Moselle.....	12
Aperçu d'histoire de la terre lorraine et de ses exploitants	13
Division actuelle de la culture.....	17
Répartition des productions. Bétail.....	19
Commerce et associations agricoles.....	26
§ 4. La population. Variations. Population étran- gère. Renseignements démographiques.....	33
§ 5. <i>L'aspect type du village lorrain</i>	50
CHAPITRE II. — <i>Le paysan lorrain</i>	61
Le paysan lorrain. Son <i>modus vivendi</i> . Le vête- ment. L'alimentation. La santé.....	61
CHAPITRE III. — <i>La guerre dans les villages du dépar- tement</i>	75
1° Importance des destructions.....	75
2° Le village reconstruit.....	93
3° L'habitation moderne	100

DEUXIÈME PARTIE

L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS SANITAIRES ET SOCIALES DE LA VIE RURALE D'AUJOURD'HUI

TITRE I

CAUSES GÉNÉRALES DE BONIFICATION INTÉGRALE

	Pages
CHAPITRE IV. — <i>Variations de l'économie domestique</i> ..	113
CHAPITRE V. — <i>Les communications</i>	119
§ 1. Routes et chemins.....	119
§ 2. Les transports individuels.....	145
§ 3. <i>Les services de transports automobiles</i>	148
CHAPITRE VI. — <i>Les travaux de génie rural</i>	155
§ 1. Les adductions d'eau.....	155
§ 2. Electrification des campagnes.....	157
CHAPITRE VII. — <i>Les loisirs du paysan</i>	163
§ 1. Loisirs familiaux	163
§ 2. Loisirs collectifs	171

TITRE II

L'ASSISTANCE MÉDICALE CURATIVE ET PRÉVENTIVE

CHAPITRE VIII. — <i>Le service médical</i>	189
§ 1. Nombre et répartition des médecins.....	189
§ 2. La formation médico-sociale	195
§ 3. Le diplôme d'hygiène de l'Université de Nancy	198
CHAPITRE IX. — <i>L'armement sanitaire: le service hos- pitalier</i>	203

	Pages
CHAPITRE X. — <i>L'armement préventif et le service social</i>	209
Aperçu général sur l'organisation de l'Office départemental d'Hygiène sociale. Son action dans les villages.....	209
CHAPITRE XI. — <i>Nos enquêtes sur place</i>	217
CHAPITRE XII. — <i>Enquête sur l'action rurale des centres d'hygiène</i>	237
Leur effort général	238
Enquête sur l'action particulière de chaque dispensaire	240
CHAPITRE XIII. — <i>Les assurés sociaux agricoles en Meurthe-et-Moselle</i>	263
CHAPITRE XIV. — <i>La maternité à la campagne</i>	275
Consultations prénatales. Maternité. Maisons maternelles. Lutte anti-hérédosyphilitique....	275
CHAPITRE XV. — <i>La protection de l'enfance</i>	283
Protection du premier âge. Consultations de nourrissons. Centre de Thorey. Pouponnière et placement familial surveillé de Blâmont....	283
Surveillance des écoles rurales.....	294
CHAPITRE XVI. — <i>La propagande sanitaire à la campagne et le timbre antituberculeux</i>	297
CHAPITRE XVII. — <i>Quelques points d'importance rurale particulière</i>	301
§ 1. Les brucelloses	301
§ 2. La fièvre typhoïde	304
§ 3. La question des fumiers.....	310

	Pages
§ 4. L'hygiène du lait.....	312
§ 5. Le cancer à la campagne.....	319
CHAPITRE XVIII. — <i>L'éducation populaire en matière d'hygiène</i>	321
§ 1. La propagande	325
§ 2. L'action de la propagande sur l'adulte...	329
§ 3. L'éducation de l'enfant.....	331
CONCLUSIONS	335
VŒUX	339
BIBLIOGRAPHIE	349

